

# Un Formulaire de Chancellerie

## au XVIII<sup>e</sup> siècle

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 19 décembre 1936, à 13 h. 30*

PAR

**Emile SCHWOB**

---

*President : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur*

|                      |                         |                      |
|----------------------|-------------------------|----------------------|
| <i>Suffragants</i> { | MM. PETOT,<br>REGNAULT. | { <i>Professeurs</i> |
|----------------------|-------------------------|----------------------|

---

LIBRAIRIE  
DU  
**RECUEIL SIREY**  
(SOCIÉTÉ ANONYME)  
22, Rue Soufflot, PARIS V<sup>e</sup>)

1936



**Un Formulaire de Chancellerie**  
**au XVIII<sup>e</sup> siècle**

Schwob

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.**

# Un Formulaire de Chancellerie

## au XVIII<sup>e</sup> siècle

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 19 décembre 1936, à 13 h. 30*

PAR

**Emile SCHWOB**

---

*President : M. OLIVIER-MARTIN, Professeur*

|                      |                         |                      |
|----------------------|-------------------------|----------------------|
| <i>Suffragants</i> { | MM. PETOT,<br>REGNAULT. | } <i>Professeurs</i> |
|----------------------|-------------------------|----------------------|

---

---

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS V<sup>e</sup>)

1936



## Introduction

---

Le manuscrit dont nous entreprenons la publication est conservé aux Archives Nationales sous la cote K K 627. On sait que le fonds d'archives K K représente une sélection opérée dans le fonds K sous le second empire, entre 1855 et 1867<sup>1</sup>. Cette sélection, appliquée à tous les fonds historiques, a consisté à séparer les cartons des registres, en affectant à ces derniers une double lettre. Or le fonds K n'était lui-même qu'une collection factice qui, sous le nom de « Monuments historiques », groupait une quantité de papiers et de volumes de toutes provenances, réunis par la commission de triage après 1789.

La façon dont les opérations de triage ont été conduites à cette époque, le désordre et l'esprit de parti qui y ont présidé sont connus de tous. De Laborde, dans sa préface à l'*Inventaire des Monuments historiques* de Tardif, publié dans la collection des *Archives de l'Empire*<sup>2</sup>, en a fait un tableau saisissant. Il en est résulté la destruction d'un grand nombre de documents inestimables, et ce qui n'est pas moins grave, l'impossibilité, pour toutes les pièces composant la série K, de déterminer leur provenance, quand celle-ci ne ressort pas du contexte.

Or rien, dans le manuscrit K K 627, ne peut nous fournir d'indication utile à ce sujet ; c'est un in-folio, dont la reliure, qui n'est pas ancienne, porte pour toute indication, au dos, l'inscription « Formulaire de Chancellerie ». Il contient la

1. On peut constater en effet que la série K K est mentionnée dans le catalogue de 1867 alors qu'elle ne figure pas encore dans celui de 1855.

2. Archives de l'empire. Inventaire et documents publiés par ordre de l'empereur, sous la direction de M. le Marquis de Laborde, *Monuments historiques et cartons des rois* par Jules Tardif, Paris, 1866.

transcription d'un certain nombre de lettres patentes, c'est-à-dire de décisions royales qui pour être exécutoires, devaient être revêtues du sceau de France, sous la responsabilité du chancelier.

Il est écrit à l'encre noire, d'une écriture impersonnelle, large et assez aisément lisible, mais qui ne nous apprend rien sur son auteur, sinon qu'il s'est acquitté de sa tâche avec assez peu de soin, et sans trop comprendre ce qu'il écrivait. En effet, la ponctuation, lorsqu'elle existe, est presque toujours mise à tort, et le texte est obscurci par de nombreuses fautes de copie qui en rendent parfois la compréhension difficile.

Il s'agit certainement d'un formulaire, c'est-à-dire d'un recueil de modèles destiné à une ou plusieurs personnes chargées de la rédaction des lettres de chancellerie ; des recueils de cette nature ont existé à toutes les époques et dans toutes les administrations ; ils sont indispensables, car ils permettent aux rédacteurs d'éviter à la fois une perte de temps et le risque d'oublier une clause essentielle.

Cette utilisation du manuscrit est suffisamment prouvée par son plan même ; les lettres qu'il contient sont classées en un certain nombre de catégories, séparées par des blancs assez étendus, et destinés à la transcription de nouveaux modèles au fur et à mesure des besoins. Chaque lettre et chaque groupe de lettres comportent des titres indiquant la nature de la lettre ou du groupe, et ces titres sont transcrits dans une table des matières insérée à la fin du volume. Il faut noter d'ailleurs que les titres et la table sont d'une écriture différente de celle du contexte, probablement celle de la personne à qui le formulaire était destiné. Ce dernier personnage a transcrit dans l'intervalle de deux séries de lettres, quelques arrêts du Conseil concernant une lutte intervenue entre le régent et le Grand Conseil en 1722, et sur lesquels je reviendrai plus loin.

Ce formulaire présente pour nous un grand intérêt ; il est l'un des seuls que nous possédions du XVIII<sup>e</sup> siècle. On trouve dans nos bibliothèques publiques un très grand nombre de formulaires de chancellerie, tant manuscrits qu'imprimés, depuis le début du XV<sup>e</sup> siècle jusqu'au règne de

Louis XIV. Il est probable qu'à ce moment le style des lettres a dû être si bien fixé, que la nécessité de nouveaux modèles ne s'est plus imposée. Peut-être faut-il également attribuer cette carence à la destruction d'un grand nombre de papiers et d'archives de la fin de l'ancien régime. Quoiqu'il en soit, le K K 627, paraît être l'unique formulaire de chancellerie un peu général qui nous ait été conservé du règne de Louis XV.

Comme nous l'avons vu, l'examen du formulaire ne peut nous fournir aucune indication quant à sa provenance, et une recherche à laquelle le secrétariat des Archives a bien voulu se livrer n'a apporté sur ce point aucun éclaircissement. Reste à voir si l'examen des lettres qui le composent ne pourrait pas nous mettre sur la voie. *A priori*, on serait tenté de supposer qu'un recueil de cette sorte a été rédigé à l'usage du personnel de la grande chancellerie, puisque les lettres qu'il contient devaient y être scellées<sup>1</sup>.

Or une première observation s'impose ; étant donné l'aspect du manuscrit, on peut affirmer que le copiste a reproduit exactement le ou les modèles qu'il avait sous les yeux. Il ne s'agit pas en effet de formules impersonnelles, mais de lettres qui ont été réellement expédiées ; le nom des requérants y figure, ainsi que la date de l'expédition. En outre, les formules les plus usuelles sont répétées *in extenso* et il n'y a presque pas de traces d'abréviations. Or le scellement à la grande chancellerie exigeait un certain nombre de formalités minutieuses, rapport, contrôle, taxe etc., qui chacune laissait sa trace sur l'acte lui-même ; aucune de ces indications ne figure sur notre formulaire.

Cette observation prend toute sa valeur si l'on compare ce recueil à tel autre formulaire de chancellerie, par exemple celui qui se trouve conservé à la Bibliothèque Mazarine sous le numéro 2226, et qui date de 1668 ; il s'agit également d'un recueil de lettres réellement expédiées, et qui, lui, est certainement sorti des bureaux de la grande chancellerie ; en effet, à propos d'une des lettres transcrites, le copiste nous signale qu'elle a été corrigée « de la main de Monsei-

1. Voir p. 31.

gneur le chancelier ». Or, à la fin de chacune des lettres, se trouve la mention des officiers de chancellerie qui ont participé au scellement, ou à la taxe de la lettre. Si cette mention avait existé sur les modèles que notre copiste avait sous les yeux, il est probable qu'il l'aurait transcrite. Il faut donc en conclure qu'il avait à sa disposition, non des lettres parfaites et prêtes à être remises à leur destinataire, mais des minutes incomplètes, sorties d'un bureau de rédaction avant leur passage au sceau.

Cette distinction apparaît surtout importante lorsqu'on sait que dans les derniers siècles de la monarchie toutes les lettres patentes de grande chancellerie continuaient d'être scellées sous le contrôle du chancelier, mais que beaucoup de celles-ci étaient rédigées en dehors des bureaux de la chancellerie. Le collège des secrétaires du roi, qui possédait le privilège exclusif de signer et d'expédier toutes les lettres de chancellerie, s'était de bonne heure scindé en deux fractions inégales, l'une restant soumise au chancelier, l'autre, plus restreinte, mais ne relevant que du roi, et dont sont sortis les secrétaires d'Etat. Devenus à la fin de l'ancien régime de véritables ministres, ces derniers avaient conservé intact leur privilège. Notons que, depuis un édit de février 1599, les intendants et contrôleurs généraux des finances avaient également le droit de rédiger un certain nombre de lettres patentes se rapportant à leurs attributions ; mais les lettres de finance formaient une catégorie à part, dont aucun modèle ne se trouve reproduit dans notre formulaire, il est certain que ce n'est pas là qu'il faut en rechercher l'origine. Ainsi notre manuscrit peut provenir de cinq sources : chancellerie, secrétariats d'Etat de la guerre, de la marine, de la maison du roi ou des affaires étrangères.

Or l'examen des lettres permet d'affirmer que, si elles ont été rédigées sous la responsabilité d'un secrétaire d'Etat, ce ne peut être que celui de la maison du roi. Un premier argument peut être tiré des attributions territoriales des secrétaires d'Etat ; en effet, l'ancien régime ne connaissait pas de ministère de l'intérieur, et les affaires concernant les provinces étaient réparties entre les différents secrétariats d'Etat. Cette répartition n'est pas restée constam-

ment la même, mais pour une époque donnée il est très facile de la déterminer, grâce aux almanachs royaux, dont la collection complète se trouve entre autres à la salle de travail des Archives Nationales. Les lettres contenues dans notre formulaire étant datées, l'on peut constater qu'elles ont toutes été expédiées entre 1720 et 1736. Pour cette période, le secrétariat d'Etat de la maison du roi avait l'administration des provinces suivantes : Paris avec l'Ile de France et une partie de la Brie, Soissons, Orléans avec la partie du Perche qui en dépend, le Poitou et enfin la Rochelle, comprenant Saintonge, pays d'Aunis, la ville de Brouage, les Iles de Ré et d'Oléron.

Reportons-nous maintenant au formulaire ; il nous sera aisé de constater que toutes les lettres se rapportent à des personnes domiciliées ou à des terres situées dans le ressort du secrétariat d'Etat de la maison du roi ; les exemples en fourmillent ; je me contenterai d'en citer quelques-uns au hasard ; p. 162, se trouve une lettre concernant l'aliénation de la justice seigneuriale d'une terre sise en Poitou ; la lettre suivante concerne le tarif des octrois perçus par la municipalité de Niort. Un peu plus loin, confirmation des statuts de la communauté des pâtissiers, rôtisseurs et traiteurs de la Ville de Meaux, et ainsi de suite. Il serait surprenant qu'un secrétariat d'Etat ait expédié des lettres concernant une région qui ne dépendait pas de lui.

Mais une preuve plus directe et plus générale peut être tirée des papiers du secrétariat d'Etat de la maison du roi, conservés aux Archives Nationales dans le fonds O<sup>1</sup>. Ces papiers comprennent tout d'abord les registres d'expéditions des actes royaux de 1669 à 1786, sous les cotes O<sup>1</sup> 13 à 128. Le grand intérêt de ces registres a été signalé notamment par M. Declareuil, *Histoire générale du droit français*, p. 482, et Cans, « Les registres d'expédition du secrétariat d'Etat de la maison du roi » (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. IV, pp. 257-261). Ils contiennent en effet, pour chaque année, la transcription intégrale des expéditions les plus importantes, arrêts, lettres patentes, lettres de cachet, etc. ; on y trouve également la liste, d'abord des ordres du roi, c'est-à-dire des lettres de cachet, ensuite de

toutes les lettres envoyées au sceau ; or nous avons pu constater que la plus grande partie des lettres contenues dans le formulaire figurent sur cette dernière liste ; pour l'année 1733, qui groupe le plus grand nombre des lettres insérées dans notre manuscrit, il n'y a pas d'exception ; pour d'autres années 1736, par exemple, on constate qu'un certain nombre de lettres ne figurent pas sur le registre d'expédition ; nous ne croyons pas qu'il faille attacher à cette lacune une importance excessive ; comme nous aurons l'occasion de le répéter maintes fois encore au cours de cette étude, un nombre considérable de papiers et de registres du XVIII<sup>e</sup> siècle ont été détruits. Or l'organisation administrative des secrétariats d'Etat à cette époque était fort compliquée, et cela d'autant plus que la répartition des compétences entre les différents ministres était sujette à de fréquents changements : il existait probablement des bureaux spécialisés pour certaines catégories d'affaires, qui chacun possédait leurs registres et leurs archives particulières.

Nous croyons d'ailleurs pouvoir justifier, au moins partiellement cette assertion ; il existe dans les archives du secrétariat d'Etat de la maison du roi une série de 20 volumes, qui sous les cotes O<sup>1</sup> 218 à 238, contient la transcription des lettres de naturalité et de légitimation expédiées par le secrétariat d'Etat de 1506 à 1789 ; notre formulaire contient cinq lettres de naturalité et une de légitimation ; or cette dernière figure en entier dans le registre des lettres de naturalité, alors qu'elle n'est pas mentionnée dans celui des expéditions au sceau.

Nous possédons également la correspondance administrative du secrétaire d'Etat de la maison du roi de 1701 à 1791<sup>1</sup> ; à l'époque qui nous intéresse, cet office était tenu par le comte de Maurepas, qui l'a conservé de 1718 à 1749. Or un certain nombre d'affaires auxquelles s'est intéressé le ministre ont donné lieu à l'expédition de lettres de chancellerie, dont certaines figurent précisément dans notre formulaire. Pour ne pas alourdir notre exposé, nous n'en citerons qu'un seul exemple, celui de l'affaire Sadourny de Cazot.

1. Archives Nationales O<sup>1</sup> 362 à 436

Le formulaire contient à la p. 114, une lettre patente datée du 28 mars 1733, concernant un nommé Joseph Sadourny de Cazot, qui, condamné à neuf ans de galères pour faux, avait vu sa peine commuée en celle de neuf ans de prison. Or si l'on se reporte au registre d'expédition du secrétariat d'Etat de la maison du roi pour la même année, on voit que cette lettre est mentionnée à sa date dans la liste des lettres scellées ; en outre, la liste des lettres de cachet comporte la mention suivante : *Ordre pour transférer le nommé Joseph Sadourny de Cazot des prisons de la Conciergerie au château de Ham.*

Voici maintenant la transcription d'une lettre du ministre, insérée au registre de correspondance à la date du 21 août 1733.

Versailles, A M. le Procureur général. « Puisque vous croyez, ainsi que MM. de la Tournelle, qu'il est absolument nécessaire de faire retirer le sieur Sadourny de Cazot des prisons de la Conciergerie, où il fait du désordre, je vous prie de me marquer où vous croyez qu'on puisse le faire transférer, le lieutenant du roi du château de Ham demandant avec instances de n'en être point chargé. Je ne connais après ce château que celui de Saumur, qui ne soit à un certain éloignement ; mais comme ce prisonnier est écroué dans les prisons de la Conciergerie pour dettes, et qu'il sera fâcheux pour ses créanciers qu'il s'évadât des prisons du château où il serait envoyé, il est presque assuré qu'il se sauverait bientôt de Saumur. Trouveriez-vous beaucoup d'inconvénients de faire transporter à l'hôpital un homme de cette espèce, en obligeant sa famille d'y payer une pension convenable, pour qu'il puisse y être traité avec quelque douceur » ?

Une recherche nouvelle dans le registre des ordres du roi pour la fin de l'année 1733 ou le début de 1734 nous permettrait sans doute de savoir ce qu'il est advenu de Sadourny de Cazot, prisonnier peu aimable. Mais quoiqu'il en soit on voit que notre formulaire est intimement lié à l'activité du secrétariat d'Etat de la maison du roi. Il est donc vraisemblable qu'il a été composé à l'usage d'un bureau de ce ministère, chargé de la rédaction des lettres destinées au

sceau. Ce n'est là encore qu'une hypothèse ; mais elle apparaîtra assez vraisemblable, surtout lorsque nous aurons montré que toutes les lettres contenues dans le formulaire étaient signées en commandement par un secrétaire d'Etat. Ce sera là l'objet d'un chapitre de cette introduction, où nous nous proposons d'étudier la rédaction et l'expédition des lettres de la grande chancellerie. Auparavant, quelques pages seront consacrées à l'étude des lettres patentes au XVIII<sup>e</sup> siècle.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### LES LETTRES PATENTES AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

Sous l'ancien régime, le roi disposait de nombreux moyens pour manifester sa volonté ; on peut, au point de vue diplomatique, distinguer parmi ces manifestations les lettres patentes, les lettres closes, les lettres de cachet, les ordres du roi, les brevets <sup>1</sup>, mais il est impossible d'assigner à chacune de ces sortes de lettres une catégorie juridique distincte.

Notre formulaire ne contient que des lettres patentes. On désigne habituellement sous ce nom l'ensemble des décisions royales qui devaient être revêtues du sceau. Or l'expression recouvre une quantité de formes juridiques, et dépasse infiniment le cadre de notre formulaire. Il est donc nécessaire d'assigner aux lettres qui s'y trouvent contenues une place dans ce vaste ensemble. Après avoir étudié leur forme diplomatique, nous nous efforcerons de préciser les diverses catégories juridiques qu'elles comportent, pour ne retenir enfin que celles qui regardent notre formulaire. Nous serons ainsi amené à examiner successivement le classement des lettres patentes en fonction de leur objet, de leur expédition, et enfin de l'autorité qui avait qualité pour les commander.

#### Section I

##### Classement des lettres patentes d'après leur forme

Il existe, au XVIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs catégories de lettres patentes ; mais ces catégories sont extrêmement voisines.

1. Cf. Giry, *Manuel de diplomatie*, pp. 780 et suiv.

Aussi examinerons-nous d'abord les caractères communs à toutes les lettres avant d'en étudier les différences de détail.

La lettre patente est, comme son nom l'indique, une lettre ouverte, s'opposant par là aux lettres closes ; c'est essentiellement une feuille de parchemin, à laquelle est suspendu un sceau, c'est-à-dire un cachet de cire sur lequel sont imprimées l'image ou les armes du roi ; c'est le sceau qui confère à la lettre son caractère d'acte authentique.

Le texte de la lettre, qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, est toujours rédigé en français<sup>1</sup>, comprend nécessairement un certain nombre de parties immuables, qui se trouvent identiques dans toutes les lettres patentes. Toute lettre commence par le nom du roi, accompagné de sa qualité et d'une expression de pitié : « Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre » ; cette formule, désignée par les diplomates sous le nom de *suscription*, est la même pour toutes les lettres patentes, sauf deux exceptions : dans les lettres expédiées pour le Dauphiné, à sa qualité le roi ajoute « Dauphin de Viennois, comte de Valentinois et de Diois ». Pour la Provence on emploie la formule : « Comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes ».

La suscription est toujours suivie d'une *adresse* générale ou particulière suivant les cas, après laquelle vient le mot *salut*. Ces trois éléments, suscription, adresse et salut constituent ce qu'on est convenu d'appeler le protocole initial de la lettre.

Au protocole initial succède le texte proprement dit. Il débute par un *exposé* circonstancié de l'affaire qui représente en quelque sorte les motifs de la lettre. Puis vient le *dispositif*, toujours annoncé par les mots « à ces causes » et qui est proprement l'énoncé de la décision royale ; c'est au point de vue juridique la partie la plus importante de la lettre, celle qui permet d'en définir l'objet. Aussi la formule « à ces causes », est-elle toujours écrite en caractères plus grands et plus appuyés que le reste du texte.

Il en est de même en ce qui concerne la formule qui,

1. Les dernières lettres patentes expédiées en latin sont les lettres de provisions d'office du chancelier Poyet en 1538. V. Peigue, *Histoire des chanceliers de France*, Clermont-Ferrand, 1847, p. 27.

succédant au dispositif, ouvre la série des *clauses finales* de la lettre. Ces clauses ont pour objet, « d'assurer l'exécution de l'acte, d'empêcher qu'il y soit porté atteinte, de garantir sa validité, de réserver les droits des tiers, d'attester l'exécution des formalités requises, et enfin d'indiquer les moyens qui ont été employés pour donner au document une valeur probatoire »<sup>1</sup>. Comme on le voit par cette énumération, les clauses finales sont extrêmement nombreuses et varient suivant la nature et les besoins de chaque lettre. Il y en a deux pourtant qui figurent dans toutes les lettres quelqu'elles soient : d'abord une clause qui suit toujours le dispositif, et qui est la formule exécutoire de la lettre ; elle porte le nom de clause injonctive. Une autre clause se retrouve dans toutes les lettres patentes, c'est celle qu'on est convenu d'appeler la clause du bon plaisir, bien qu'elle n'ait jamais revêtu cette forme, elle s'énonce ainsi : « car tel est notre plaisir ».

Les clauses finales terminent le texte de la lettre ; il ne reste à mentionner ensuite que la date de lieu et de temps, et la signature du secrétaire qui a rédigé ou fait rédiger l'acte ; cette signature est accompagnée d'une mention qui peut revêtir trois formes : « par le roi, par le roi en son Conseil, par le Conseil ». Nous verrons plus loin la raison d'être de ces mentions. Nous verrons également que certaines lettres patentes portaient la signature royale.

Pour être complet, il faudrait étudier ici un certain nombre de mentions, dites hors de la teneur, et qui étaient ajoutées sur la lettre lors du scellement, de la taxe et de son contrôle ; mais cette étude trouvera mieux sa place dans le chapitre suivant qui sera consacré à l'expédition des lettres patentes.

Les caractères décrits ci-dessus se retrouvent dans toutes les lettres patentes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et par conséquent dans toutes celles que contient notre formulaire ; mais ces lettres comportent néanmoins des différences de forme assez importantes, et qui permettent de les classer en plusieurs grandes catégories : les auteurs modernes distin-

1. Giry, p. 553.

guent les grandes et les petites lettres patentes, et parmi ces dernières les mandements.

La grande lettre patente, à l'époque qui nous intéresse, constitue la forme la plus solennelle ; il n'en a pas toujours été ainsi, et cette prééminence résulte de la disparition de deux types d'actes, le diplôme ou charte, qui disparaît complètement au début du XIV<sup>e</sup> siècle, et la lettre patente en forme de charte, dont on ne trouve plus d'exemple à partir de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Le mot même de charte, devenu chartre, a servi aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles pour désigner les grandes lettres patentes, par opposition aux lettres qu'on disait être « simplement patentes », et aux « autres lettres de chancellerie », qui sont les mandements.

Voyons en quoi ces trois sortes de lettres se distinguent les unes des autres ; nous sommes très bien renseignés sur ce point par un manuscrit conservé à la Bibliothèque de la Sorbonne sous le n<sup>o</sup> 81, et dont le contenu se retrouve, avec quelques variantes, dans divers manuscrits de la Bibliothèque Nationale ; il semble que dans sa première forme, il ait été rédigé à l'usage du marquis de Seignelay, petit fils de Colbert.

En premier lieu, nous dit-on, « les chartres statuent quelque chose pour l'avenir et pour toujours, les lettres simplement patentes ne statuent que pour le présent ou pour un temps limité ». Cette distinction pour l'époque qui nous intéresse est sans importance au fond : car le requérant qui avait obtenu des lettres patentes, quelle que soit leur forme et ne leur avait pas fait produire leur effet dans l'année ne pouvait plus s'en servir, celles-ci étant « surannées » ; il devait alors demander de nouvelles lettres dites de relief de surannation : nous en trouverons deux exemples dans notre formulaire<sup>1</sup>.

Mais il y a surtout à signaler des différences dans la forme ; elles affectent d'abord le sceau ; celui des grandes lettres patentes est en cire verte, suspendu à des lacs de

1. Ce délai avait été ramené à trois mois, pour toutes les lettres de grâce en matière criminelle, par l'ordonnance d'août 1670, et le requérant ne pouvait jamais obtenir de lettres de surannation. Pratiquement on expédiait des lettres de renouvellement qui remplissaient la même fonction.

soie verte et rouge. Le sceau des petites lettres patentes est en cire jaune, avec une double queue de parchemin ; celui des mandements est sur simple queue. Voici en quoi consiste la différence : dans le premier cas, l'extrémité inférieure de la feuille de parchemin est pliée dans le sens de la largeur ; dans ce repli, on fait une incision, par laquelle est introduite une lanière de parchemin, pliée en deux, et dont les deux extrémités sont réunies par le sceau ; c'est là ce qu'on appelle la double queue. Les lettres scellées sur simple queue ne comportent pas de repli ; on y découpe une bande de parchemin, qui reste unie à la lettre par un de ses côtés et sur laquelle est imprimé le sceau.

Telle est la règle habituelle ; elle comporte néanmoins des exceptions ; d'abord il est arrivé parfois que des grandes lettres patentes soient scellées de cire jaune ; le cas le plus connu est celui de l'édit de Nantes. D'autre part, pour le Dauphiné, on utilise un sceau d'un modèle spécial, appelé sceau dauphin ; les chartres sont scellées de façon normale de cire verte ; mais le sceau des petites lettres patentes et des mandements est de cire rouge ; cette particularité rappelle que cette province a fait très longtemps partie du Saint-Empire romain germanique ; la couleur rouge est en effet réservée au sceau des lettres impériales.

Il convient ici de dire un mot au sujet du contre-sceau ; comme son nom l'indique, c'est avant tout l'empreinte apposée au revers du sceau ; elle figure à cette place sur tous les sceaux royaux à partir de la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle. Mais le contre-sceau aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles est utilisé seul dans tous les cas où il est nécessaire de joindre à la lettre patente des pièces qui ne doivent pas en être séparées. D'où la mention qui figure sur un assez grand nombre de lettres patentes de notre formulaire : « les pièces ci-attachées sous le contre-scel de notre chancellerie ».

Il existe également des différences importantes dans la teneur des diverses catégories de lettres patentes. La formule de l'adresse varie suivant les cas : dans les grandes lettres patentes, c'est toujours : « à tous présents et à venir » ; l'adresse des petites lettres patentes est : « à tous ceux qui ces présentes lettres verront » ; quant aux mandements,

leur adresse est particulière et varie suivant les cas ; ils sont adressés, dit le manuscrit dont nous avons déjà fait mention<sup>1</sup> « ou à des corps et compagnies d'officiers, ou à un bailli ou un sénéchal, ou à un chapitre de chanoines ou à un particulier pour lui conférer une dignité, une qualité, une charge militaire ou une commission, ou au premier huissier et sergent royal ».

Il n'y a rien d'essentiel à signaler en ce qui concerne l'exposé et le dispositif des lettres. Il n'en est pas de même des clauses finales ; la clause injonctive par lesquelles elles débutent est la même pour les grandes et les petites lettres patentes ; c'est « si donnons en mandement », et cette formule est suivie d'une adresse particulière qui tient la place de celle figurant au début des lettres que nous avons désignées sous le nom de mandements ; dans cette dernière catégorie d'actes, la clause injonctive commence par « si vous mandons ». Comme on le voit, le mot mandement n'est pas du tout réservé à la catégorie de lettres que l'on est convenu d'appeler de ce nom ; peut-être y aurait-il lieu de souhaiter que la terminologie courante fut modifiée sur ce point.

Nous avons vu que, la clause du bon plaisir était commune à toutes les lettres patentes ; mais elle est le plus souvent suivie d'une formule dite de corroboration, dans laquelle le roi indique que pour donner à la lettre la valeur d'un acte authentique, il l'a fait munir de son sceau. Dans les chartres, on trouve : « et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes ». Dans les petites lettres patentes, la formule est plus simple ; on trouve à cette place : en témoin de quoi nous avons, etc. Les mandements ne comportent pas de formule de corroboration, et le texte se termine par la clause du bon plaisir.

La formule de date varie elle aussi suivant les cas ; les grandes lettres patentes sont datées du lieu, du mois, de l'an de grâce et de l'année du règne, mais le quantième du mois n'est pas exprimé ; cette indication figure au

1. Sorbonne, manuscrit 81.

contraire dans les petites lettres patentes et les mandements.

Notons enfin pour terminer qu'on ne saurait concilier le classement des lettres patentes suivant leur forme et suivant leur objet. Il y a des lettres de grâce expédiées sous forme de chartres, de petites lettres patentes et de mandements, et il en est de même des lettres de justice. Nous trouverons dans le formulaire des lettres de ces différentes catégories et leur étude permettra de mieux comprendre la portée de cette distinction.

## Section II

### Classement des lettres patentes d'après leur objet

Nous avons dit en commençant cette étude que les décisions royales expédiées sous forme de lettres patentes étaient extrêmement variées et se rapportaient à un grand nombre d'objets. Est-il néanmoins possible d'envisager une classification rationnelle de ces lettres ? Au premier abord la tâche apparaît difficile ; cela tient en partie à l'incertitude que l'on trouve chez les auteurs anciens dans l'emploi des termes les plus courants, mais aussi aux confusions que les auteurs modernes ont introduites dans une matière par elle-même assez simple.

En effet, si l'on envisage l'ensemble des lettres patentes, on peut en distinguer deux grandes catégories ; d'une part les lois d'application générale, comprenant les ordonnances, les édits et les déclarations ; d'autre part, ce que les anciens auteurs avaient coutume d'appeler les *lettres royales* (au masculin), destinés à la satisfaction d'intérêts particuliers, et qui se subdivisent eux-mêmes en lettres de grâce et lettres de justice. Cette classification, bien qu'un peu arbitraire, nous paraît commode. C'est celle adoptée par Giry dans son *Manuel de diplomatie*<sup>1</sup>.

Il y a fort peu de chose à dire sur la première catégorie ; notre formulaire ne contient aucune loi, et cela est bien

1. Pp. 776 et suiv.

compréhensible ; il n'y a intérêt à conserver de modèles que pour les actes qui se reproduisent sous des formes très semblables dans tous les cas. Or les formules qui se retrouvent identiques dans toutes les lois sont peu nombreuses, et ne présentent pas grand intérêt ; elles sont sans influence sur le contenu même de la loi, et leur suppression ne changerait absolument rien à sa portée. Nous laisserons donc de côté tout ce qui regarde les actes à caractère législatif ; notons seulement en passant que les édits et les ordonnances sont expédiés sous forme de grandes lettres patentes ; de plus, le mot déclaration n'est pas réservé qu'à des actes législatifs, mais est caractéristique d'un grand nombre de petites lettres patentes (déclarations de naturalité, d'innocence, de noblesse).

La seconde catégorie de lettres, habituellement désignée sous le nom de lettres royaux, nous arrêtera assez longtemps ; « ce sont », nous dit Ferrière, dans son *Dictionnaire de pratique*, « des secours de droit émanés du prince en faveur de l'impétrant ... ». Le terme d'impétrant, employé par Ferrière, paraît signifier que d'une façon générale, les lettres royaux devaient faire l'objet d'une requête, alors que les lois émanaient évidemment du propre mouvement du roi. Mais cette distinction est loin d'être absolue, le roi pouvant toujours prendre l'initiative d'expédier de son chef telle lettre qu'il lui plaisait.

Ferrière ajoute : « Les lettres royaux sont de deux sortes, savoir les lettres de grâce et les lettres de justice ». Nous allons nous efforcer de préciser la portée de cette distinction, qui, de prime abord, n'apparaît pas absolument claire.

Voyons les renseignements que l'on peut trouver chez les auteurs modernes qui se sont occupés de la question. Giry d'abord, dans son *Manuel de diplomatique*, a proposé la classification en actes législatifs d'une part, lettres de grâce et de justice de l'autre, dont nous avons parlé ci-dessus <sup>1</sup> et qui nous paraît excellente ; mais il s'est arrêté là, et se contente ensuite de donner une liste, par ordre alphabétique, des lettres royaux les plus importants, sans préciser quelles

1. Voir p. 15.

sont les lettres de grâce et les lettres de justice, ni en quoi elles se distinguent les unes des autres.

Le *Manuel d'histoire du droit* d'Esmein est plus explicite sur la question qui nous intéresse ; à propos de la justice retenue, il a consacré un assez long développement à la distinction des lettres de grâce et de justice. Voici comment il les définit : « les lettres de grâce », nous dit-il, s'appliquaient en matière pénale », et un peu plus loin, « les lettres de justice s'appliquaient en matière civile et servaient non pas à arrêter, mais à diriger le cours de la justice »<sup>1</sup>.

Cette définition est extrêmement claire et simple, mais elle pêche par sa simplicité même ; comme nous l'avons dit, les lettres patentes répondaient à une quantité de besoins extrêmement variés, les lettres réglant des questions de droit civil ou de droit pénal, dans le sens que nous donnons aujourd'hui à ces expressions, sont la minorité. La théorie d'Esmein présente surtout le grave défaut d'être en contradiction avec toute la pratique et toute la doctrine de l'ancien régime ; il suffit d'ouvrir un recueil de lettres patentes pour s'apercevoir que sont classées parmi les lettres de grâce toutes sortes de faveurs accordées par le roi, sans qu'elles soient motivées par la moindre idée pénale. Et, parmi les lettres de justice, on trouve des décisions se rapportant à tous les domaines du droit, ou même de la simple réglementation, et dépassant infiniment le cadre du droit civil et même du droit privé.

En ce qui concerne la doctrine, c'est dans l'ouvrage même d'Esmein qu'on peut trouver des arguments à l'encontre de sa théorie. A l'appui de ses dires, il cite en effet (p. 426, note 387) un passage tiré de Loyseau (*Des seigneuries*, chap. 14, p. 51) et que nous reproduisons ici textuellement : « J'appelle les lettres de grâce celles qui dépendent de la pure grâce, libéralité ou bonté du prince, et lesquelles il peut refuser sans violer le droit commun, comme les grâces, rémissions... ».

Comme on le voit, il n'est pas question ici de droit pénal ; le mot de libéralité qu'emploie Loyseau est très net : il

1. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 14<sup>e</sup> éd., 1921, pp. 425 et 427.

implique tous les octrois de dons ou de privilèges, qui d'ailleurs ne sont que l'application pure et simple de la grâce royale. Le mot de grâce a pris aujourd'hui, au point de vue juridique, un sens tout particulier; il évoque l'idée de pardon, de rachat d'une faute. Mais dans notre ancien droit, cette acception résultait simplement du sens général de ce mot, qui signifie, nous dit Furetière dans son célèbre dictionnaire, la « faveur qu'un supérieur fait à un inférieur sans qu'il l'ait méritée ».

La confusion commise par Esmein résulte évidemment de ce qu'il existait, parmi les lettres de grâce en général, des lettres dites « de grâce en matière criminelle », dont la fonction était de décharger un coupable de la peine qu'il avait encourue. Le traité des offices de Guyot et Merlin (t. I, p. 189) nous apporte une précision intéressante en ce qui concerne le domaine propre du droit de grâce appartenant au roi. « On distingue », nous dit-il, « différentes sortes de grâces; il en est qui épargnent des peines afflictives et infâmantes aux coupables qui les ont méritées. Quelques-unes rétablissent les personnes qui se sont déshonorées par une faillite dans tous les droits des autres citoyens ». Voilà pour les grâces en matière pénale; mais il ajoute : « d'autres donnent la légitimité à un bâtard, la qualité de régnicole à un étranger, la liberté à un serf, la noblesse à un roturier, ou enfin élèvent ceux à qui le roi les accorde à des grades plus distingués que ceux dans lesquels ils se trouvent ».

Et le dictionnaire de Ferrière, paru en 1734, nous fournit une définition qui complète heureusement celle de Loyseau, déjà citée; elle devait paraître excellente aux contemporains, puisqu'elle a été reproduite presque textuellement cinquante ans plus tard par Guyot dans son *Répertoire de jurisprudence*. La voici : « Les lettres de grâce sont celles qui contiennent une pure libéralité du prince. Elles dépendent uniquement de Sa Majesté; il les accorde par faveur à qui bon lui semble et il peut les refuser quand il le juge à propos. Telles sont les rémissions, les lettres de grâce, les dispenses, les privilèges, et autres semblables ».

D'autre part, en ce qui concerne les lettres de justice, voici la définition qu'en donne Ferrière : « les lettres de

justice sont celles qui sont fondées sur le droit commun, ou qui portent mandement de rendre la justice, et que le roi accorde moins par faveur que pour subvenir aux besoins de ses sujets, suivant l'équité et la raison. C'est pourquoi Sa Majesté croit être dans une espèce d'obligation de les accorder à ceux qui les lui demandent ».

Nous retrouvons ici l'expression de « droit commun » employée par Loyseau ; c'est elle qui a du suggérer à Esmein l'idée que les lettres de justice s'appliquaient en matière civile. Or le terme de droit commun n'a pas du tout ce sens dans notre ancien droit. Ici encore nous nous en rapporterons au dictionnaire de Ferrière : « le droit commun, dit-il, est le droit ordinaire, et fondé sur des maximes générales, qui est opposé au droit introduit contre les règles ordinaires ».

On pourrait citer des définitions analogues formulées par tous les juristes de l'ancien régime. En somme, les lettres de justice sont fondées en droit, elles ne sont jamais refusées pourvu que se trouvent réunies un certain nombre de conditions prévues par les « lois, coutumes et ordonnances ». Les lettres de grâce au contraire sont à l'entière disposition du roi, qui n'est tenu par aucune règle quelconque, et peut les accorder ou les refuser à son gré.

Le principe juridique qui commande cette distinction est tout à fait dans le cadre des institutions de l'ancien régime. Il y a dans la notion de grâce l'idée d'une faveur imméritée, absolument gratuite, tandis que les lettres de justice, comme leur nom l'indique, sont des secours de droit ; ne pas les octroyer équivaldrait à un déni de justice.

L'on voit donc qu'en s'aidant des auteurs anciens, il est assez facile de définir l'objet des lettres de grâce et de justice ; mais dans la pratique, lorsqu'on se trouve en présence d'une lettre, il est parfois malaisé de reconnaître à quelle catégorie elle appartient. Cela résulte en premier lieu du fait que la distinction était nécessairement liée à l'évolution du droit positif. En réalité, toutes les lettres dites de justice aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, parce qu'elles étaient devenues conformes au droit commun ont commencé par être au XIV<sup>e</sup> siècle des lettres de grâce, parce qu'elles

tendaient à introduire dans la pratique coutumière des remèdes venus du droit romain ; eions par exemple les lettres de bénéfice d'inventaire, les lettres de répit.

La même évolution s'est produite, un peu plus tard, pour les lettres de provision d'office, par lesquelles le roi nommait les titulaires aux différentes charges du royaume ; dans la mesure où la nomination des officiers était à la libre disposition du roi, les lettres de provision constituaient des lettres de grâce. Mais le plus souvent, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, les offices devenus vénaux et héréditaires font partie intégrante du patrimoine de l'officier, la lettre de provision devient alors une lettre de justice. En principe, elle a pour effet de confirmer la résignation faite par celui qui était auparavant titulaire de l'office, mais le droit de confirmation du roi est purement théorique, et, lorsque sont réunies un certain nombre de conditions exigées par les ordonnances, elle est expédiée sans difficulté.

D'autre part, il y a toute une catégorie de lettres qui « participent de la grâce et de la justice », suivant l'expression employée par Gorneau (*Examen historique des offices, droits, fonctions et privilèges des conseillers du roi*, 1777, p. 8<sup>1</sup>). Ce sont toutes les lettres de grâce dont l'octroi est subordonné à l'existence d'un certain nombre de conditions légales, sans lesquelles elles ne pourraient être accordées. Citons par exemple, la lettre de grâce qui a pour objet la réhabilitation d'un failli (réhabilitation sur contrat d'attribution) ; elle reste sans effet lorsque le failli ne s'est pas acquitté envers ses créanciers de tout ce dont il leur était redevable, ici le roi s'est lié les mains pour rendre plus acceptable son intervention en respectant les droits des tiers.

Nous verrons cependant, en étudiant notre formulaire, que malgré ces difficultés il est presque toujours possible de préciser si une lettre est de grâce ou de justice.

1. Voir également sur ce point, *Mémoires historiques de la théorie et pratique universelle du secrétariat d'Etat et de la grande chancellerie de France*, Rouen, manuscrit de Martainville, n° 80, pp. 202 et suiv.

### Section III

#### Classement des lettres patentes d'après leur expédition

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, tous les lettres royaux n'étaient plus scellés à la grande chancellerie. Il existait en effet depuis le XVI<sup>e</sup> siècle près de chaque parlement et au siège des présidiaux des organismes appelés petites chancelleries, par opposition à la grande ; elles avaient pour mission d'expédier un certain nombre de lettres courantes.

Notons qu'il n'existait aucune différence de nature entre les lettres scellées dans les différentes chancelleries ; elles étaient toutes expédiées au nom du roi, et sous le contrôle du chancelier, à qui tous les officiers de la grande et des petites chancelleries étaient subordonnés. Et ce contrôle n'était pas seulement théorique, il suffit pour s'en assurer de feuilleter la correspondance administrative du chancelier Phéliepeaux de Pontchartrain, qui remplit cette fonction de 1699 à 1714 ; les lettres de service adressées par lui à ses différents subordonnés ont été recueillies par Parayre et Millin, dans des registres conservés à la Bibliothèque Nationale (Mss. Fr. 21, 111 à 21 117). Elles nous montrent que le chancelier se préoccupait de tous les détails d'organisation des petites chancelleries. Bien plus, quand le style d'une lettre lui paraissait défectueux, il la renvoyait à l'officier responsable, accompagnée d'une sévère réprimande.

Au point de vue de la forme, les lettres de grande et de petite chancellerie se distinguent essentiellement par leur sceau ; nous verrons plus loin (p. 27) que toutes les chartres étaient nécessairement scellées à la grande chancellerie, à l'exception seulement de certaines lettres de rémission. Le sceau des lettres de petite chancellerie était donc normalement de cire jaune ; il était d'un modèle plus petit que le grand sceau, et son empreinte ne consistait qu'en trois fleurs de lys, alors que celle du grand sceau représentait le roi, en son siège royal, tenant un sceptre dans chaque main. En outre la signature du secrétaire qui avait rédigé

la lettre était toujours accompagnée de la mention : « Par le Conseil », dont nous verrons p. 36 in fine la signification.

Il convient de noter qu'en vertu d'un édit de 1539, les lettres de petite chancellerie n'étaient valables que dans le ressort de la Cour de justice près de laquelle la chancellerie était établie ; au contraire, les lettres de grande chancellerie étaient reçues dans tout le royaume.

C'est dire qu'au point de vue de leur objet il n'existait pas de distinction bien tranchée entre ces deux catégories de lettres car chaque fois qu'une lettre de chancellerie devait avoir une portée un peu générale, il fallait nécessairement qu'elle fut scellée à la grande chancellerie ; et d'autre part, le chancelier conservait toujours le droit, s'il le désirait, de faire sceller du grand sceau toute lettre habituellement expédiée dans une petite chancellerie.

Est-il néanmoins possible de classer les lettres patentes suivant le lieu où elles étaient normalement expédiées ? les formulaires de chancellerie imprimés des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, nous indiquent pour chaque lettre l'endroit où elle devait être scellée, et il serait facile pour ces époques d'établir la liste des lettres de grande et de petite chancellerie. Il n'en est malheureusement pas de même pour le XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous ne possédons pas, en effet, de formulaire imprimé pour cette période. Le seul renseignement que nous ayons, nous est fourni par le traité des offices de Guyot et Merlin (L. II, chap. 2, sect. 1, § 1). Dans la section consacrée au chancelier, il nous indique que certaines catégories de lettres devaient nécessairement être scellées à la grande chancellerie. Ce sont, outre les ordonnances, édits et déclarations qui sont hors de notre sujet, d'abord les provisions d'offices royaux et les grâces ne pouvant être accordées que par le roi, puis les privilèges ayant pour objet l'impression des livres, et enfin les lettres introductives d'instance au Conseil, les arrêts du Conseil et du Grand Conseil.

En ce qui concerne les lettres de provision d'offices, nous avons signalé ci-dessus qu'elles pouvaient presque toutes pour le XVIII<sup>e</sup> siècle être considérées comme des lettres de justice ; ajoutons qu'elles étaient toujours scellées

sous forme de petites lettres patentes, c'est-à-dire sur cire jaune avec une double queue de parchemin. Il convient de s'arrêter un peu plus longuement sur la troisième catégorie de lettres de grande chancellerie, qui comprend les grâces ne pouvant être accordées que par le roi : cette expression paraît en effet assez étrange ; car le droit de grâce est une des prérogatives essentielles du pouvoir royal, et que le roi n'a jamais consenti à partager avec qui que ce fût, même avec les cours souveraines. On sait par exemple que les jugements, dans l'ancien droit, ne pouvaient jamais absoudre l'auteur d'un homicide commis en état de légitime défense ; le tribunal devait condamner à la peine capitale, quitte pour le condamné à demander ensuite des lettres de rémission au roi.

Or les lettres de rémission sont précisément parmi les lettres de grâce qui pouvaient être expédiées dans certains cas par les petites chancelleries ; mais il n'y avait pas dans ce cas délégation du pouvoir royal, car c'est le roi en personne qui était censé expédier la lettre, comme si elle avait été commandée par lui. C'est en vertu de la même idée que le roi était présumé être toujours présent dans son Conseil, et que les arrêts du Conseil étaient signés en commandement par un secrétaire d'Etat (Cf. Declareuil, p. 496).

Les privilèges ayant pour objet l'impression des livres constituent une catégorie à part. Le chancelier avait en effet « la manutention de la police dans tout ce qui a rapport aux belles lettres et aux sciences ». En particulier, c'est lui qui nommait les censeurs et qui examinait les plaintes dirigées contre eux ; aussi l'octroi des privilèges d'imprimer lui appartenait en propre, sous réserve des cas où il estimait devoir prendre l'avis du Conseil, afin de couvrir sa responsabilité ; il en était ainsi par exemple lorsque le privilège était demandé par un personnage disposant de protecteurs influents. Les permissions d'imprimer qui étaient des lettres de grâce, étaient délivrées sous forme de mandements et devaient être scellées à la grande chancellerie.

Reste les lettres introductives d'instance au Conseil, et les arrêts du Conseil et du Grand Conseil. Il convient de faire ici une distinction ; tous les arrêts du Conseil et du Grand

Conseil devaient être revêtus du sceau de la grande chancellerie, mais ce n'étaient pas des lettres patentes. Par contre, il arrivait qu'on fut obligé d'expédier des lettres dites sur arrêt, pour assurer l'enregistrement de ceux-ci auprès des Cours de justice, car elles n'acceptaient de recevoir les décisions royaux que sous cette forme ; nous verrons dans notre formulaire un certain nombre de ces lettres patentes sur arrêt ; nous verrons également de quelle façon un arrêt du Conseil était habillé en lettre patente, par l'adjonction de quelques formules très simples.

Les lettres introductives d'instance au Conseil sont au contraire des lettres de justice qui s'expédiaient à la grande chancellerie, ainsi que toutes celles concernant des affaires portées ou pendantes au Conseil ; ces lettres constituent d'ailleurs une catégorie à part, du fait qu'elles pouvaient être rédigées par les avocats au Conseil, officiers dont la fonction pourrait être comparée à celle de nos avocats à la Cour de cassation. La minute était ensuite remise à un secrétaire du roi, qui la signait et délivrait les expéditions. C'était d'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, le principe général pour toutes les lettres rédigées hors de la chancellerie.

Devons-nous conclure de cette énumération que toutes les autres lettres de grâce et de justice étaient normalement expédiées dans les petites chancelleries ? Ce serait l'aboutissement logique de cette étude s'il ne fallait pas faire intervenir ici une nouvelle distinction dont nous n'avons jusqu'ici fait mention qu'incidemment, celle des lettres ordinaires et des lettres en commandement.

#### **Section IV**

##### **Classement des lettres patentes suivant l'autorité qui les commande**

On entend par lettres en commandement les lettres qui devaient nécessairement être signées par un secrétaire d'Etat à qui le roi les avait commandées, et scellées à la grande chancellerie ; les autres lettres, rédigées et signées

par un secrétaire du roi, étaient dites lettres ordinaires, et dépendaient de la volonté du chancelier.

Pour comprendre l'origine de cette distinction, il faut remonter assez haut dans l'histoire des institutions ; à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, toutes les lettres de chancellerie étaient rédigées par des clercs ou notaires du roi, employés de la chancellerie ; or ces lettres leur étaient commandées par diverses personnes ou services, roi, chambre des comptes, parlement, etc. Pour éviter des fraudes, le notaire qui les rédigeait prit l'habitude de faire une note destinée à renseigner le chancelier sur la qualité de la personne qui avait commandé la lettre ; il signait ensuite, et cette signature engageait sa responsabilité vis-à-vis du chancelier. Un règlement de 1320 rendit obligatoires ces formalités.

Vers la même époque, on voit apparaître dans le personnel de la chancellerie des notaires appelés d'abord clercs du secret, et, à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, secrétaires. Ce sont, dit M. Morel (*La grande chancellerie royale*, p. 63), « des officiers qui, pourvus préalablement de la charge de notaires, étaient attachés plus spécialement à la personne du roi, et rédigeaient particulièrement les actes émanés directement du souverain ». On constate en effet, pour le XIV<sup>e</sup> siècle, que presque toutes les lettres émanées directement du roi sont signées par des secrétaires ; ces derniers sont à peu près spécialisés dans la rédaction des lettres commandées par le roi ; en tous cas, « ils ne signent jamais que des lettres royaux de grande chancellerie » (M. Morel, p. 67).

En 1372, une ordonnance de Charles V décrète que les lettres de dons ne pourraient être signées que par des clercs spéciaux, appelés secrétaires des finances ; ces derniers, pour M. Morel, ne se confondaient pas alors avec les secrétaires ordinaires. En tous cas, la fusion entre les deux catégories de secrétaires est réalisée au début du XV<sup>e</sup> siècle, et une ordonnance de Charles VI de l'année 1400 interdit aux secrétaires des finances, alors au nombre de douze, de signer toutes les lettres qui ne sont pas en commandement du roi. C'est vraisemblablement vers cette époque que les notaires ordinaires cessèrent complètement de signer les lettres commandées

par le roi, et que la distinction entre les deux catégories d'officiers devint plus marquée.

Cependant il n'existe aucune différence de qualité entre les secrétaires des finances et ceux qui au cours du XV<sup>e</sup> siècle deviennent les clercs, notaires et secrétaires du roi, de la couronne et de la maison de France ; les premiers sont obligatoirement titulaires d'une charge de secrétaire du roi, et prêtent serment entre les mains du chancelier ; et d'autre part, un secrétaire du roi ordinaire peut parfaitement être pourvu d'une commission pour signer en finances.

C'est surtout à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que l'intervalle qui sépare ces deux catégories d'officiers s'accroît avec l'importance toujours plus grande des secrétaires des finances. En 1542, un édit de François I<sup>er</sup> ordonne que seuls ils pourront signer ou expédier des provisions d'office. Henri II réduit leur nombre à quatre et ils prennent le titre de secrétaires des commandements de Sa Majesté. A partir de 1560 ils sont qualifiés de secrétaires d'Etat ; Guyot nous rapporte que Claude de l'Aubespine, le premier, prit ce titre, au moment du traité de Cateau-Cambrésis, en 1559, pour ne pas paraître inférieur en qualité aux ministres du roi d'Espagne, qui se qualifiaient de ministres d'Etat. Dans cette même année 1560, un règlement interdit à tous autres qu'aux secrétaires d'Etat de signer en finances. En 1588, ces derniers cessent de prêter serment entre les mains du chancelier et ne relèvent plus en rien de sa juridiction.

Le dernier lien qui subsistait entre les secrétaires du roi et les secrétaires d'Etat et révélait leur communauté d'origine, disparaît en 1727 ; à cette date, Chauvelin, nommé secrétaire d'Etat des affaires étrangères, se fait autoriser par le roi à signer les lettres patentes sans être obligé d'acquiescer une charge de secrétaire du roi.

De pareilles dispenses avaient déjà été accordées en faveur de secrétaires d'Etat, mais à titre provisoire, et sous la condition expresse de se faire pourvoir d'une charge de secrétaire du roi dans un temps déterminé. Ici la clause subsiste, mais la durée du délai est laissée volontairement en blanc, et devient de ce fait illimitée. Tous les secrétaires d'Etat à partir de cette date ayant suivi l'exemple de Chau-

velin, la séparation entre les secrétaires d'Etat et les secrétaires du roi est alors complète.

Les secrétaires d'Etat avaient donc le privilège exclusif de signer toutes les lettres patentes commandées par le roi. Nous allons étudier successivement quelles étaient ces lettres, et en quoi elles se distinguaient des lettres ordinaires.

Il est assez difficile d'établir une classification exacte des lettres ordinaires et des lettres en commandement ; d'abord le roi était libre de commander toute lettre patente, quel que soit son objet. Mais de plus, la liste des lettres qui devaient nécessairement être signées en commandement a beaucoup varié suivant les époques ; nous verrons plus loin des exemples de ces variations. Parfois le roi se réservait de contrôler personnellement telle catégorie de lettres qui lui paraissait importante, puis la raison qui avait provoqué cette mesure disparaissant, les lettres rentraient dans la catégorie des lettres ordinaires. Aussi la classification apparaît-elle assez empirique et souvent imprécise ; nous allons essayer de la définir aussi exactement que possible pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, car elle présente une importance capitale pour l'étude de notre formulaire.

Si l'on envisage les lettres au point de vue de leur forme, on peut dire que d'une façon générale, toutes les grandes lettres patentes devaient être signées en commandement ; cette règle est exprimée de façon absolue dans le manuscrit dont nous avons déjà parlé et qui date de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Il n'indique que deux exceptions : l'une concerne les lettres de changement de chemin, qui, parce que « ce sont lettres de justice, peuvent être indifféremment signées en commandement ou par un secrétaire du roi » ; l'autre les lettres de rémission, qui sont expédiées dans les petites chancelleries dans tous les cas où elles ne sont pas signées en commandement.

Il est assez difficile, étant donné la rareté des textes, de préciser exactement la date où cette règle s'est fixée. Un mémoire rédigé en 1624, par un secrétaire d'Etat, de Fresne Forget, nous montre qu'à cette date un grand nombre de chartres étaient signées par des secrétaires du roi. Un autre manuscrit de la même époque nous indique que les lettres

de naturalité et de légitimation, qui sont parmi les plus importantes des chartres, n'étaient alors signées en commandement que si il y avait don de finances. Sur ce point, comme sur tant d'autres, l'influence personnelle de Louis XIV a contribué à l'établissement de règles logiques et cohérentes là où régnait auparavant la confusion.

Comme nous venons de le voir, une seule grande lettre patente de grande chancellerie pouvait être signée par un secrétaire du roi, et elle devait ce caractère au fait que c'était une lettre de justice. D'autre part, à la suite d'une liste des lettres qui devaient être signées en commandement, l'auteur anonyme d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale ajoute : « Toutes les autres, qui sont ordinaires et qui s'appellent lettres de justice peuvent être signées par les secrétaires du roi ». Ailleurs, il nous est dit que toutes les lettres de grâce, « hors les cas ordinaires » ne peuvent être signées que par un secrétaire d'Etat.

A notre sens, la règle devait être la suivante : nous avons vu qu'un certain nombre de lettres de grâce pouvaient être expédiées par les petites chancelleries ; ces lettres étaient normalement signées par des secrétaires du roi, et ce sont probablement elles dont on nous dit qu'elles étaient expédiées dans les cas ordinaires. Au contraire, toutes les lettres de grâce que le roi considérait comme trop importantes pour pouvoir être laissées aux petites chancelleries devaient nécessairement être signées en commandement.

Une preuve indirecte de cette assertion se trouve dans le *Traité de la souveraineté* de Le Bret : il dit en effet (p. 118 de l'édit. de 1689) « sont scellées en grande chancellerie les lettres de commandement et de finances, et les lettres de justice concernant les affaires pendantes au Conseil d'Etat privé, et au Grand Conseil ». Etant donné ce que nous savons des attributions de la grande chancellerie, il est évident que l'expression « lettres en commandement » désigne les lettres de grâce.

Donc toutes les lettres de grâce de grande chancellerie étaient des lettres en commandement, à l'exception cependant des permissions d'imprimer, dont nous avons dit plus haut qu'elles étaient laissées à l'appréciation du chancelier.

Au contraire les lettres de justice étaient normalement signées par des secrétaires du roi ; et encore, sur ce point, est-il nécessaire d'établir une distinction. La plupart des lettres de justice expédiées à la grande chancellerie étaient des lettres sur arrêt du Conseil ; or il est toute une catégorie de ces lettres qui échappent aux secrétaires du roi, ce sont les lettres sur arrêts rendus en commandement. Ces lettres étaient en effet, théoriquement du moins, données par le roi de son propre mouvement, sans qu'aucune requête lui soit présentée ; il est vrai que c'était ordinairement sur le rapport d'un secrétaire d'Etat, à qui les parties intéressées avaient fourni des mémoires <sup>1</sup>.

Il est normal que des lettres de propre mouvement soient signées en commandement. Mais comment expliquer que certaines lettres de justice sur requête aient été signées par des secrétaires d'Etat ? Il s'en trouve quelques unes dans notre formulaire. Cela est dû sans doute à l'importance de l'affaire et au rang des personnes qui avaient demandé la lettre.

Les lettres de provision d'offices, dont l'édit de 1542 avait retiré la signature aux secrétaires du roi, étaient de nouveau signées par eux au XVIII<sup>e</sup> siècle ; cela tient à ce que, comme nous l'avons expliqué plus haut, elles étaient devenues pour la plupart des lettres de justice ordinaires. Il faut cependant noter deux exceptions à cette règle : étaient signées en commandement les provisions d'offices domaniaux et héréditaires parce qu'expédiées sous forme de grandes lettres patentes, et d'autre part toutes les provisions dont l'octroi dépendait en quelque façon de la grâce royale, restaient du domaine des secrétaires d'Etat ; c'est le cas notamment de toutes les provisions d'offices militaires ou de la marine <sup>2</sup>.

1. Telle est du moins l'opinion de Ferrière, *Dictionnaire de pratique*, voir arrêt en commandement ; mais en fait, il y a eu des arrêts en commandement rendus sur requête dans des questions relevant de la compétence normale du Conseil privé (cf. Archives Nationales, cartons V<sup>o</sup> 1104 et 1105).

2. Notons que pendant les derniers siècles de la monarchie, les provisions d'offices des officiers de la maison du roi n'étaient plus expédiées sous forme de lettres de chancellerie, mais sous forme de lettres patentes irrégulières ou de retenue, scellées du sceau du secret.

Telle est d'une façon générale la classification des lettres ordinaires et des lettres en commandement. Dans la pratique la distinction entre ces deux catégories de lettres est rendue très facile par suite de certaines mentions spéciales aux lettres en commandement et qui permettent de les distinguer aisément des autres. En effet, le dispositif de ces lettres comporte nécessairement la formule « Par ces présentes signées de notre main », à laquelle s'ajoute pour les lettres de propre mouvement, la formule également obligatoire « d'une certaine science, pleine puissance et autorité royale ». La présence de ces formules prouve nécessairement qu'il s'agit d'une lettre en commandement.

De plus toutes les lettres commandées par le roi sont revêtues de sa signature. L'habitude pour le roi de signer quelques lettres patentes remonte à Charles V. Cet usage se généralise peu à peu, devient la règle sous François I<sup>er</sup> et se perpétue jusqu'à la fin de l'ancien régime. Il convient d'ajouter que dans la pratique c'était le secrétaire de la main qui signait au nom du roi.

Au-dessous de la signature royale figurait celle du secrétaire d'Etat à qui la lettre avait été commandée ; cette signature avait changé de sens ; à l'origine elle avait eu pour but d'indiquer au chancelier qu'il s'agissait d'une lettre commandée par le roi. Jointe à la signature du roi la signature du secrétaire d'Etat est devenue un contre-seing, dont le rôle est de certifier la volonté royale.

Il nous reste à parler de la mention accompagnant la signature du secrétaire qui a rédigé la lettre. Nous avons indiqué qu'elle pouvait revêtir trois formes : par le roi, par le roi en son Conseil, par le Conseil. Cette dernière mention est caractéristique des lettres de petite chancellerie et ne présente pas de difficulté ; la mention par le roi en son Conseil est réservée aux lettres patentes de grande chancellerie signées par des secrétaires du roi. Quant à la mention « par le roi » elle a été primitivement réservée aux lettres en commandement. Mais ce n'est plus vrai aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et un certain nombre de lettres ordinaires sont signées « par le roi » ; ce sont toutes celles qui ont été pendant un certain temps des lettres en commandement

pour redevenir ensuite des lettres ordinaires, telles les provisions d'offices.

Il est facile de constater, à l'aide des indications que nous avons données plus haut, que notre formulaire ne contient que des lettres en commandement. Cette constatation rend plus vraisemblable l'hypothèse, formulée au début de cette étude, qu'il provient du secrétariat d'Etat de la maison du roi.

En résumé, nous voyons que les lettres patentes se divisent en plusieurs grandes catégories. Essayons maintenant de les rapprocher du contenu de notre formulaire. Nous voyons d'abord que toutes les formes de lettres y sont représentées ; nous y trouvons en effet des chartres, des petites lettres patentes et des mandements. Si nous l'envisageons au point de vue de l'objet des lettres qu'il contient nous y trouvons en grand nombre des lettres de grâce et de justice.

Les deux dernières classifications nous permettront au contraire de limiter considérablement sa portée ; car il ne contient que des lettres en commandement et donc des lettres de grande chancellerie.

C'est de cette seule catégorie de lettres que nous allons désormais avoir à nous occuper, mais avant d'aborder l'étude de chacune d'elles en particulier, à propos de notre formulaire, nous avons cru devoir préciser de quelle façon ces lettres étaient rédigées et expédiées au XVIII<sup>e</sup> siècle.

---



## CHAPITRE II

---

### RÉDACTION ET EXPÉDITION DES LETTRES ROYAUX DE GRANDE CHANCELLERIE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

---

Nous n'avons jusqu'ici envisagé les lettres patentes que dans leur état final ; or elles sont le résultat d'une série d'opérations minutieuses et complexes, qui, chacune à son tour, viennent leur apporter certains éléments indispensables à leur validité. C'est à cette élaboration que nous allons maintenant nous intéresser.

Cette étude nous paraît indispensable pour compléter la publication de notre formulaire ; elle présente d'ailleurs en soi un grand intérêt, car elle conduit à examiner quelques uns des rouages de l'administration centrale sous l'ancien régime, qui, par sa complexité et sa minutie, se rapproche quelque peu de la nôtre.

Envisagée dans son ensemble, la question de la rédaction et de l'expédition des lettres patentes semble infiniment trop vaste pour notre étude ; aussi nous avons cru devoir nous restreindre strictement au cadre de notre formulaire. Nous n'examinerons donc ici que les lettres royaux de grande chancellerie au XVIII<sup>e</sup> siècle ; pour rester fidèle à notre plan, nous devrions ne parler que des lettres en commandement ; mais il n'est pas toujours facile de les distinguer des lettres ordinaires, surtout en ce qui concerne leur expédition. Aussi avons nous jugé préférable de ne pas éliminer un certain nombre d'indications concernant les lettres ordinaires, dans le but de rendre plus clair notre exposé.

La plupart des renseignements que l'on trouvera ici ont été tirés du *Traité des offices de Guyot et Merlin*, du *Dictionnaire de pratique* de Ferrière, et aussi de quelques manuscrits dont nous indiquerons au fur et à mesure la provenance. Nous avons également dépouillé les fonds O<sup>1</sup> et V<sup>1</sup> des Archives Nationales en ce qui concerne le secrétariat d'Etat de la maison du roi, et la grande chancellerie ; le fonds O<sup>1</sup> constitue une source de renseignements du plus grand intérêt, et il est très complet pour le XVIII<sup>e</sup> siècle ; il n'en est malheureusement pas de même du fonds V<sup>1</sup> qui comporte des lacunes importantes.

Une première section de ce chapitre sera consacrée à l'élaboration de la lettre patente, c'est-à-dire à la requête des parties et à la rédaction de la minute.

Nous verrons ensuite dans une seconde section l'audience du sceau, qui constitue l'opération essentielle dans l'expédition des lettres en grande chancellerie, avec ses corollaires indispensables : taxe et son contrôle, enregistrement.

## Section I

### Rédaction des lettres royaux de grande chancellerie

Il convient avant tout de préciser exactement, pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, de quelle façon les lettres royaux étaient demandés et rédigés.

Pour les lettres ordinaires, la question est très simple : celui qui désirait obtenir une lettre patente de grande chancellerie, devait adresser une requête au chancelier ; les requêtes étaient transcrites sur des registres dont quelques uns nous ont été conservés ; il y avait, entre autres, un registre pour les affaires civiles, et un pour les affaires criminelles ; les demandes y étaient sommairement indiquées, et, en face la décision du chancelier : « refusé » ou bien, « je scellerai de telles conditions », ou encore, « vous pouvez me faire présenter votre lettre au sceau ; je la scellerai immédiatement ».

Le requérant allait alors trouver un secrétaire du roi, qui rédigeait la lettre demandée, ou la faisait rédiger par son

commis et la signait. Des règlements de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle prescrivent des mesures extrêmement sévères, pour éviter que les solliciteurs puissent rédiger eux-mêmes les lettres, ou les faire rédiger par des personnes à leurs gages. Chaque secrétaire du roi devait n'avoir qu'un seul commis, dont le nom était déposé, « sous son seing et paraphé » chez les gardes minutes de la grande chancellerie. Le fait pour un secrétaire du roi de signer une lettre rédigée par un autre que son commis l'eût conduit à perdre sa charge.

La question est plus compliquée en ce qui concerne les lettres en commandement. Une première difficulté résulte de ce qu'à côté des lettres sur requêtes, il existait parmi elles des lettres dites de propre mouvement ; le roi, sans être saisi d'aucune demande, donnait l'ordre à un secrétaire d'Etat de faire rédiger telle lettre patente qu'il lui plaisait. En fait, les lettres de propre mouvement sont presque toutes constituées par des textes de portée législative, les arrêts en commandement n'étant pas à proprement parler des lettres patentes. Et d'autre part, notre formulaire ne contient aucune de ces lettres. Nous nous en tiendrons donc aux lettres sur requêtes ; et ici, puisqu'il s'agit de lettres en commandement, la requête est nécessairement adressée au roi, et prend la forme d'un placet : le terme est général, et désigne toutes les demandes adressées au roi par des particuliers. Les souverains, au moins jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ont toujours accordé une grande attention à ces sortes de requêtes, qui leur permettaient d'exercer un contrôle direct sur les divers services publics et d'en redresser les abus. Aussi le roi tenait-il à être instruit en personne de toutes les demandes, et l'ordinaire des placets était réglé avec un soin tout particulier.

Nous n'avons trouvé sur la question aucun règlement postérieur à 1617, et il ne semble pas que, sur ce point, Louis XIV ait statué par voie réglementaire. Mais nous sommes assez bien renseignés par des lettres missives et des notes de service, sur la façon dont les choses se passaient au début du XVIII<sup>e</sup> siècle ; l'une de ces notes nous semble particulièrement intéressante ; elle est datée du 29 mars 1700 et adressée par Chamillart, secrétaire d'Etat de la guerre, à

ses chefs de bureaux et premiers commis ; en voici les principaux passages : « Les officiers de guerre de quelque caractère qu'ils soient ne donneront aucuns placets ni mémoires dans mes bureaux ; ils doivent tous être présentés au roi, à moi, ou à mon fils directement, comme il est ci-dessous expliqué... Ceux qui auront des demandes à faire pour obtenir des grades d'honneur et de distinction, ou d'autres grâces s'adresseront au roi, ou présenteront des placets à l'ordinaire, dont il sera fait des rôles toutes les semaines que je présenterai à Sa Majesté ; et lorsqu'il lui aura plu répondre les placets, ils en trouveront la réponse dans les bureaux du sieur Fontaine, qui leur en rendra compte.

« Si quelques uns des Officiers croient devoir me parler, ou à mon fils, de ce qu'ils solliciteront auprès de Sa Majesté, afin de nous donner lieu, à l'un ou à l'autre, de lui rendre des témoignages avantageux de ses services, ils auront au moins pendant quatre jours de la semaine, occasion de le faire aux audiences publiques que nous donnerons.

« Nous ne recevrons, mon fils ni moi, aucun placet sur ce que dessus »<sup>1</sup>.

Cette note de Chamillart nous donne un aperçu assez exact de la façon dont les requêtes étaient reçues et examinées sous Louis XIV. Nous savons par d'autres sources comment le service des placets était organisé : le roi les recevait chaque matin après la messe, ou, s'il était empêché, délégua ce soin aux secrétaires d'Etat de quartier. Les placets étaient ensuite distribués entre les différents secrétaires d'Etat, suivant leur compétence ; ceux-ci transcrivaient sur des rôles l'objet de la requête, accompagné d'un bref mémoire sur l'affaire. Le tout était alors présenté au roi, qui statuait seul, et autorisait ou non la rédaction de la lettre.

Notons en passant que c'est seulement à partir du règne de Henri III que le roi a décidé de statuer seul au sujet de l'octroi des lettres patentes<sup>2</sup> ; jusqu'à ce moment, les rôles devaient être lus au Conseil et discutés par articles ;

1. Archives Nationales, A<sup>1</sup> 1181, fol. 11.

2. La règle n'a jamais dû être absolue, car notre formulaire contient quelques lettres expédiées après délibération du conseil.

et il était interdit au chancelier de rien sceller sans qu'il fut avisé de la délibération au Conseil, attestée par la signature sur la lettre d'un maître des requêtes. Aussi, nous dit-on qu'à cette époque le chancelier scellait sans nouvel examen toutes les lettres en commandement, comme il a continué à le faire pour les arrêts du Conseil. Mais lorsque le roi eut décidé de supprimer cette formalité, le chancelier prit l'habitude d'examiner ces lettres avec autant de soin que les lettres ordinaires.

Le chancelier avait le droit absolu de refuser le scellement d'une lettre, même émanant de la volonté royale, lorsqu'il la jugeait injuste ou illégale, et on cite sur ce point des traits de courage de certains chanceliers. Mais, à partir d'une certaine époque, sa fonction prit une importance bien plus considérable, du fait que le roi pouvait n'avoir pas connu l'expédition de la lettre. Nous avons dit que les lettres patentes n'étaient jamais signées par le roi en personne, mais par son secrétaire de la main ; il était donc loisible aux secrétaires d'Etat d'envoyer au sceau des lettres émanant de leur propre initiative. Ceci a dû se produire très rarement sous Louis XIV qui aimait à être renseigné exactement sur tout ce qui s'expédiait sous sa responsabilité et n'aurait pas toléré cet abus de pouvoir. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, il semble que, sous la poussée toujours croissante des affaires, les règles aient quelque peu fléchi, et que le roi ait cessé d'être renseigné sur toutes les demandes qui lui étaient théoriquement adressées.

Une preuve indirecte de ce fait nous est fournie par les almanachs royaux qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle comportent l'indication du lieu et de l'heure où les placets devaient être remis.

Nous voyons que dès 1721 les placets n'étaient plus reçus que le dimanche. Mais surtout à partir de 1750, la mention concernant l'ordinaire des placets disparaît complètement des almanachs royaux ; il est probable qu'à partir de cette époque tous les placets devaient être déposés dans les bureaux des ministères. En tous cas les Archives Nationales, conservent, pour les dix dernières années de l'ancien régime, un grand nombre de placets adressés directement au secrétaire d'Etat de la maison du roi.

Dans ces conditions, il est normal que le chancelier ait eu son mot à dire dans l'expédition des lettres en commandement. Nous savons que certaines lettres étaient scellées sans nouvel examen de sa part, mais ces lettres constituent malgré tout l'exception. Et en particulier pour toutes les lettres de grâce en matière criminelle il semble que les requérants n'aient fait rédiger la lettre par le secrétaire d'Etat que lorsqu'ils étaient assurés de l'approbation du chancelier, sans laquelle cette rédaction eut été faite en pure perte. Les registres criminels de la chancellerie nous permettent de constater que, pratiquement c'était le chancelier qui acceptait ou refusait ces lettres. La collection Morel de Thoisy contient des placets adressés au chancelier pour obtenir des lettres de réhabilitation.

Du reste, nous savons par des témoignages de l'époque, que, dans certains cas, les lettres n'étaient signées par le secrétaire d'Etat qu'après avoir été revêtues du sceau. Nous trouvons par exemple cette mention dans le t. CLXX p. 137, de la collection Morel de Thoisy (Bibliothèque Nationale, réserve) : en ce qui concerne les lettres de dispense d'âge, « il faut présenter un placet au chancelier pour obtenir la dispense, et faire mettre les lettres à la signature du secrétaire d'Etat après qu'elles sont scellées ».

On voit que dans ce cas les rôles sont renversés, et que le secrétaire d'Etat fait figure d'auxiliaire du chancelier<sup>1</sup>.

Par qui les lettres en commandement étaient-elles rédigées. Nous ne possédons sur ce point que très peu de renseignements. L'article 3 d'un édit de février 1599, s'exprime ainsi : « Et par ce que nos secrétaires d'Etat ... ne pourront vaquer à dresser toutes les lettres patentes qui leur seront commandées, ils les pourront faire dresser par leurs principaux commis, qui les parapheront de leur main et seing ». Il est probable, comme nous l'avons indiqué plus haut, qu'il existait au XVIII<sup>e</sup> siècle des bureaux dans chaque minis-

1. Notons en passant un cas assez curieux, et qui a dû se rencontrer fréquemment au XVIII<sup>e</sup> siècle : nous avons trouvé à Rouen (ms. n° Msg. 165) une lettre de rémission en commandement datée de 1731, signée par Chauvelin en qualité de secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et visée par lui comme garde des sceaux.

tère, spécialement chargés de rédiger les lettres patentes en commandement.

Nous savons aussi que dans certains cas, le requérant devait fournir une minute au bureau de rédaction ; c'est ce qui s'est passé en 1635 pour les lettres expédiées en faveur de l'Académie française.

Les lettres, une fois rédigées, étaient envoyées à des secrétaires du roi, qui devaient les coter et les parapher de leurs mains, puis les faire porter chez les officiers de la grande chancellerie chargés de les présenter au sceau, « sans que ces derniers puissent en recevoir d'autres personnes que de nos dits secrétaires ou de leurs clercs, ni en faire sceller qu'elles ne soient ... cotées ». Ainsi s'exprime la déclaration de 1672 véritable code de la chancellerie, et qui sur ce point n'a jamais été modifiée.

Il convient à ce sujet de faire deux remarques. En premier lieu, on trouve sous les cotes V<sup>1</sup> 542 à 545<sup>1</sup> un certain nombre de minutes de lettres patentes ; les mentions y figurant nous permettent de constater que certaines lettres dont l'expédition incombait aux secrétaires d'Etat étaient rédigées par les soins de secrétaires du roi. On trouve en effet les mentions suivantes : « Pour minute écrite par nous ainsi que l'original », et aussi « Pour servir de minute, laquelle, ainsi que l'original, a été mise au net par le sieur ..., duquel je me suis servi », avec la signature d'un secrétaire du roi. Peut-être faut-il rattacher cette pratique à la catégorie des lettres en commandement qui étaient scellées avant d'être signées par le secrétaire d'Etat compétent. Il ne peut également que pour certaines lettres, dont le formulaire était particulièrement délicat, les commis des secrétariats d'Etat aient préféré laisser le soin de la rédaction à leurs collègues de la chancellerie, mieux outillés, et plus au courant des formes susceptibles de plaire au chancelier.

Un autre fait mérite d'être signalé : les almanachs du XVIII<sup>e</sup> siècle contiennent tous l'indication des officiers de la grande chancellerie chez qui les lettres à sceller devaient être portées. A qui s'adressait ce renseignement ?

1. Archives Nationales.

Ce n'est certainement pas aux secrétaires du roi, qui, d'après la déclaration de 1672, avaient seuls qualité pour remettre ces lettres aux officiers compétents. L'indication était donnée peut-être pour permettre aux requérants de suivre les divers avatars de leurs lettres ; ils pouvaient ainsi activer la marche des opérations.

## Section II

### Expédition des lettres royaux de grande chancellerie

Une fois les lettres en commandement parvenues chez un secrétaire du roi, elles ne se distinguent plus des lettres ordinaires. C'est qu'en effet, l'audience du sceau est dominée par la personnalité du chancelier, qui a les mêmes pouvoirs qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre de ces sortes de lettres.

La distinction va donc s'effacer pendant toute la durée du scellement, qui comporte différentes phases successives.

Mais avant d'étudier la façon dont les lettres sont présentées au sceau, il nous paraît indispensable de donner un bref aperçu du personnel de la chancellerie, dont nous n'avons parlé jusqu'ici qu'incidemment.

En tête vient le chancelier, premier grand officier de la couronne et chef de la justice. De ses multiples fonctions, nous n'en retiendrons ici qu'une seule, le pouvoir de faire sceller et expédier toutes les lettres patentes de grande chancellerie, avec liberté entière de les accorder ou de les refuser. Cet officier ne pouvait, on le sait, être privé de sa charge que par la mort, la démission volontaire, ou un arrêt de forfaiture prononcé après une procédure légale. Mais le roi a maintes fois déchargé de tout ou partie de ses fonctions un chancelier en disgrâce, pour les confier à un personnage appelé garde des sceaux. A l'époque où notre formulaire a dû être composé, c'est-à-dire vers 1737, le chancelier d'Aguesseau exerçait en droit et en fait toutes les attributions de sa charge, mais de 1727 à 1737, il avait dû partager ses fonctions avec le garde des sceaux Chauvelin. Nous retrouverons la mention de ces deux personnages dans beaucoup de lettres de notre manuscrit.

Parfois aussi le roi se réserve de tenir lui-même les sceaux ; ce fut le cas de Louis XIII en 1621, de Louis XIV après la mort du chancelier Séguier du 4 février au 11 avril 1672 ; c'est Louis XV qui les a tenus le plus longtemps, du 4 mars 1757 au 14 octobre 1761.

Les auxiliaires du chancelier dans l'expédition des lettres patentes sont, nous le verrons, extrêmement nombreux ; on peut les distinguer en trois catégories. Les uns sont des officiers extérieurs à la chancellerie, et qui ne participent exclusivement qu'à l'audience du sceau proprement dite. Citons le procureur et deux des maîtres des requêtes d'une juridiction particulière, appelé Requêtes de l'hôtel, et qui est réservée à certains privilégiés pourvus de lettre de *committimus* ; de même deux conseillers au Grand Conseil, sous le nom de grands rapporteurs et correcteurs des lettres de la chancellerie, collaborent au scellement des lettres.

Un second groupe d'officiers est constitué par les secrétaires du roi ; nous avons vu, dans le premier chapitre de cette étude, ce qu'ils ont été à l'origine. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils constituent un collège extrêmement important par sa richesse et ses privilèges de tous ordres, le plus considérable était d'avoir le roi inscrit en tête de leur liste ; en outre, la charge conférait la noblesse transmissible. Il est vrai de dire, par contre, que le prix d'une charge de secrétaire du roi était très élevé.

Du groupe des secrétaires du roi se détachent un certain nombre d'officiers spécialisés, et dont nous verrons les attributions dans une autre section de ce chapitre : ce sont les grands audiençiers, les contrôleurs généraux, les gardes des rôles, le trésorier général du sceau, les conservateurs des hypothèques, les gardes minutes et les contrôleurs des expéditions.

Tous les autres secrétaires du roi, au nombre de 300 sont surtout cantonnés dans la rédaction des lettres et des expéditions ; leur participation au service de la chancellerie est d'ailleurs purement volontaire, et ils ne sont plus tenus, depuis 1604, à résider au lieu où se tient le sceau ; mais seuls ceux qui s'astreignent à ces deux obligations ont droit aux émoluments de la charge. En dehors des secrétaires du roi

pourvus de fonctions spéciales, vingt secrétaires du roi ordinaires assistaient normalement au sceau. Parmi ceux-ci signalons les deux populos chargés de tenir des registres appelés populos, à portée exclusivement fiscale, où ils inscrivent le titre de chaque lettre scellée, et que nous retrouverons à propos de la taxe.

Après les secrétaires du roi, viennent les officiers qu'on pourrait qualifier de subalternes : scelleurs, valet chauffecire, ciriers, porte-coffres et huissiers. A cette liste, il convient d'ajouter pour être complet, le messenger ordinaire de la chancellerie chargé d'apporter au sceau les expéditions du Grand Conseil et le secrétaire du sceau, attaché directement à la personne du chancelier ; c'est un commissaire, habituellement choisi parmi les avocats au Parlement de Paris.

### § 1. *Classement des lettres destinées à être scellées*

Le premier soin du secrétaire du roi, lorsqu'il avait réuni un certain nombre de lettres patentes, était de les classer suivant des catégories correspondant aux divers officiers chargés de présenter ces lettres au sceau.

Quels étaient ces officiers ? L'article 19 de la déclaration de 1672 nous en fournit la liste : « Toute les lettres de grande chancellerie, seront présentées au chancelier par les Maîtres des Requêtes, Grands Rapporteurs, Grands Audienciers, Gardes des rôles et Secrétaires du roi, chacun selon la qualité des lettres qui seront de leur rapport, sans qu'aucune personne qu'eux s'en puisse entremettre ni avoir entrée au sceau ».

Il faut ajouter à cette liste, les conservateurs des hypothèques, créés en 1673, et, dans une certaine mesure, le secrétaire du sceau.

A chacun de ces officiers correspond une catégorie de lettres ; les maîtres des requêtes et les grands rapporteurs sont chargés des lettres de rapport, c'est-à-dire les lettres de justice ordinaire ; elles sont ainsi nommées parce que chacune devait faire l'objet d'un rapport circonstancié ; étaient dites inciviles, les lettres qui n'étaient pas conformes au droit commun du royaume ; et même si elles avaient passé

au sceau, ces lettres pouvaient, nous le verrons, faire l'objet d'une opposition devant les tribunaux. Toute lettre de rapport devait être signée en queue par son rapporteur.

Ce sont surtout les grands audienciers qui retiendront notre attention ; ces officiers sont chargés, en effet, d'une façon générale, de présenter au chancelier toutes les lettres dites de liasse, c'est-à-dire toutes celles qui n'ont pas besoin d'être rapportées, à l'exception seulement des lettres de provision d'offices et des lettres de ratification. Aussi, Guyot et Merlin, dans le *Traité des offices*, ont-ils dit que parmi les lettres dont ces officiers étaient chargés se trouvaient « tout ce qui s'expédie dans les bureaux des secrétaires d'Etat et qui a besoin d'être revêtu du sceau », c'est-à-dire toutes les lettres en commandement.

Cette affirmation ne saurait être acceptée sans réserve ; d'abord parce qu'il y avait des provisions d'offices en commandement ; il y en a une dans notre formulaire. Or la présentation au sceau de toutes les provisions d'offices étaient de la compétence du garde des rôles. Mais en outre il faut distinguer deux catégories parmi les lettres que présentait le grand audancier. Il en est dont la présentation au sceau lui appartient exclusivement, en tant que grand audancier. Citons par exemple les lettres d'anoblissement, de légitimation, de naturalité, de réhabilitation etc., et d'une façon générale toutes les lettres de justice en commandement.

Il est d'autres lettres que le grand audancier présente habituellement au sceau, mais en qualité de secrétaire du roi ; elles pourraient être présentées par n'importe quel secrétaire du roi ordinaire ; se sont toutes les lettres de grâce en matière criminelle. Ces lettres, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, devaient encore être lues à la fin du sceau par un secrétaire ordinaire et n'être scellées qu'une fois pris l'avis des maîtres des requêtes. Il semble que cette habitude soit tombée peu à peu en désuétude à partir du règne de Louis XIV, sauf en ce qui concerne les lettres de rémission de la grande chancellerie pour lesquelles elle a subsisté jusqu'à la fin de l'ancien régime. Donc s'il est vrai de dire que dans la pratique du XVIII<sup>e</sup> siècle la grande majorité des lettres en commandement devaient passer entre les

maines du grand audancier, la formule de Guyot et Merlin paraît trop absolue dans sa forme.

La remise des lettres à sceller par le secrétaire du roi, au grand audancier de quartier devait s'effectuer au plus tard un jour avant le sceau.

Les lettres de provisions d'offices suivaient une tout autre filière ; leur expédition supposait l'accomplissement d'un grand nombre de formalités minutieuses, destinées à sauvegarder les intérêts du roi et ceux des ayants-cause de l'officier résignant. Nous ne ferons que donner quelques indications à ce sujet. Une première distinction capitale est celle des offices vénaux et des offices non vénaux ; ces derniers sont à la libre disposition du roi et leur octroi ne suppose aucune formalité particulière : telles sont par exemple les provisions d'offices militaires<sup>1</sup>. Les autres, qui sont la majorité, se divisent eux-mêmes en vénaux casuels et vénaux héréditaires. Les offices vénaux héréditaires comprennent deux catégories ; il y a d'abord les offices domaniaux, qui démembrés du domaine royal, sont vraiment la propriété de leurs titulaires, ne payent pas finance, et ne nécessitent pas de lettres de provisions ; citons par exemple les offices de greffiers et de notaires. Il y a d'autres offices héréditaires auxquels le droit d'hérédité est attribué par un édit ou une déclaration : telles sont les charges de procureurs. Les offices héréditaires ne sont assujettis qu'au paiement d'un droit appelé marc d'or, créé par Henri III en faveur de l'ordre du Saint-Esprit, et d'une taxe d'hérédité.

Les offices vénaux casuels qui sont les plus nombreux sont également ceux auxquels les historiens du droit se sont le plus intéressés ; ils comprennent en effet presque tous les offices de judicature à l'exception de la charge de premier président du Parlement.

Ces offices sont dits casuels parce que théoriquement la mort de l'officier les fait revenir dans la main du roi ; en fait, le système des résignations entre vifs et surtout l'institution en 1604 de la paulette, taxe annuelle conférant la

1. Signalons qu'il y avait des offices à la nomination du chancelier, de l'amiral, et des engagistes (v. lettre 58 du formulaire, p. 152).

survivance, font de ces offices des biens patrimoniaux. Mais à la différence des précédents, à chaque mutation ils devaient être taxés au Conseil des finances comme s'ils étaient devenus vacants.

Le secrétaire du roi qui avait entre les mains des lettres de provisions d'offices vénaux casuels devait accomplir un certain nombre de formalités avant que ces lettres puissent être présentées au sceau. Il lui fallait rédiger un mémoire, contenant le nom du résignant, celui du résignataire et la qualité de l'office ; ce mémoire était remis au trésorier des parties casuelles ; c'est à cet officier qu'était dévolu le soin de faire taxer l'office au Conseil par les contrôleurs généraux des finances.

L'office une fois taxé, le commis des parties casuelles faisait expédier les rôles par le secrétaire du Conseil, recevait la taxe, et ensuite délivrait la quittance au secrétaire du roi qui lui avait remis le mémoire.

En possession de cette pièce, le secrétaire du roi devait encore faire contrôler la quittance et les lettres de provisions par les contrôleurs généraux, et c'est seulement alors qu'il pouvait faire porter ces pièces au garde des rôles chargé de les présenter au sceau. Ce dernier avait reçu d'autre part le rôle de l'office de la main du commis des parties casuelles.

Il restait, pour le garde des rôles, à s'assurer que la translation de l'office n'avait pas été faite au préjudice du droit des créanciers ; ces derniers par l'opposition au sceau pouvaient empêcher l'expédition des provisions d'offices ; dès qu'une opposition valable était formée, le garde des rôles était tenu de la mentionner sur la lettre de provision, sous peine de répondre en son nom de tout ce qui pouvait résulter de l'omission de ces formalités. Et les lettres ne pouvaient être expédiées que lorsque l'opposition avait été vidée.

Par contre, les provisions d'offices scellées sans l'opposition d'aucun créancier purgeaient toutes les actions qu'ils auraient pu avoir contre le résignant de l'office.

Il reste à dire un mot des conservateurs des hypothèques, officiers dont la charge avait été créée par un édit de 1673, et dont la fonction était de présenter au sceau les lettres

dites de ratification<sup>1</sup> ; ces lettres étaient demandées par les acquéreurs de rentes créées par le roi et avaient pour objet de purger les hypothèques que leurs auteurs auraient pu avoir constituées sur ces rentes. Comme pour les provisions d'offices la purge résultait automatiquement du fait que les créanciers n'avaient pas fait opposition avant le scellement.

Les lettres de ratification portées chez les conservateurs, ceux-ci vérifiaient sur leurs registres s'il y avait des oppositions faites sur les rentes ; s'il n'y en avait pas, ils mettaient sur le replis des lettres « vérifié, il n'y a point d'opposition », la date et leur signature.

Nous avons vu ainsi de quelle façon toutes les lettres étaient réparties entre les officiers chargés de les présenter à l'agrément du chancelier, qui est seul compétent pour en autoriser ou en refuser le scellement.

## § 2. *L'audience du sceau*

Celle-ci constitue une assemblée solennelle, présidée soit par le chancelier, soit par le garde des sceaux, soit exceptionnellement par le roi. Sauf dans ce dernier cas, elle se tient à la grande chancellerie ; jusqu'en 1717 celle-ci avait suivi le roi dans tous ses déplacements ; mais à partir de cette date qui coïncide avec la nomination de d'Aguesseau, elle se fixe à Paris, place Vendôme, dans l'hôtel dont venaient d'être dépouillés des traitants peu scrupuleux, Bourvalais et Villemarec. C'est le ministère actuel de la justice. Les anciens bureaux de la chancellerie sont aujourd'hui occupés par le crédit foncier<sup>2</sup>.

Lorsque le chancelier avait fixé le jour et l'heure où il désirait tenir l'audience, il en avisait le secrétaire du sceau ; ce dernier prévenait le porte-coffre ; il y avait à la chancellerie deux porte-coffres nommés par les grands audiciens et qui servaient par semestre. C'était à eux que revenait le soin de faire porter les avertissements concernant le jour et l'heure du sceau chez tous les officiers qui devaient y assister.

1. Sur les lettres de ratification, v. Dumont, *Traité des lettres de ratification*, Bourges, manuscrit n° 388.

2. Voir Monnier, *Le chancelier d'Aguesseau*, Paris, 1860, p. 181.

L'audience du sceau se déroulait dans des formes solennelles qui ont été maintes fois décrites par les contemporains.

La description la plus fidèle comme la plus récente nous paraît être celle contenue dans un manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale sous le numéro 20766 (fol. 19), c'est une note rédigée en 1677 par le secrétaire du sceau attaché à la personne du chancelier d'Aligre, à l'usage du secrétaire de Michel Le Tellier, qui venait d'être nommé chancelier. Le *Traité des offices* de Guyot et Merlin nous fournit aussi d'utiles renseignements.

Les officiers ont été dûment convoqués ; au jour et à l'heure indiquée ils se rendent à la chancellerie et s'assemblent dans la salle où doit se tenir le sceau. Ici nous cédon la parole au secrétaire anonyme du chancelier d'Aligre : « le chauffe-cire (scelleur) <sup>1</sup> de quartier prend la cassette des sceaux, qui doit être sur la table dans la chambre, et la porte devant Monseigneur le chancelier, qui ne quitte point de vue la dite cassette, aux deux côtés de laquelle sont les deux gardes précédés par les quatre huissiers de la chancellerie, leurs chaînes d'or au col. Monseigneur le chancelier suit la cassette accompagné des secrétaires du roi, et officiers de la chancellerie, ayant près de lui son secrétaire.

« Le chauffe-cire (scelleur) porte la cassette sur le bureau de la salle du sceau, au devant de la chaise de Monseigneur, qui étant assis dans son fauteuil, se découvre, met son chapeau sur le bureau et après avoir tiré la clef de la cassette, qui doit être attachée par un ruban au dedans de son pourpoint, et reposée dans un petit sachet fait exprès à la doublure du dit pourpoint, *il ouvre lui-même la cassette* <sup>2</sup> ; après quoi il prend son chapeau et se recouvre ... ».

A ce moment le grand audencier se lève et présente sa liasse, en commençant par les lettres qui ne requièrent aucun examen de la part du chancelier ; c'est le cas de toutes les lettres expédiées sur arrêt du Conseil, des permissions d'imprimer, pour lesquelles le chancelier s'en remet entièrement aux censeurs ; pour certaines autres lettres, en parti-

1. Le nom de scelleur a remplacé celui de chauffecire à la suite d'un arrêt du Conseil du 13 octobre 1739.

2. Souligné dans le manuscrit.

culier les lettres d'état, nous savons que les chanceliers ne les examinaient pas. Un témoignage nous est fourni sur ce point par une lettre adressée aux maires et consuls de la Ville de Toulon par le chancelier de Pontchartrain, et datée du 2 novembre 1712 ; elle figure dans le recueil de Parayre et Millin, dont nous avons déjà fait mention, et M. de Luçay l'a mentionnée dans son ouvrage sur les secrétaires d'Etat : « Il n'est pas en mon pouvoir », disait le chancelier, « d'empêcher qu'il n'obtienne des lettres d'état, parce que se sont MM. les secrétaires d'Etat dans leurs départements qui les expédient et qui les signent, après avoir pris l'ordre du roi ; je n'y ai d'autre part que de les sceller quant on me les présente ».

Si les lettres de pur style sont scellées d'abord, c'est, nous dit-on, pour donner de l'avance au scelleur qui doit « avoir assez de fond pour ne chômer » pendant la lecture des lettres et leur rapport.

A la fin de sa liasse, le grand audiencier place toutes les chartres ; ce sont les plus importantes parmi les lettres de liasse, et elles doivent nécessairement être visées par le chancelier. Le grand audiencier fait pour chacune de ces lettres un rapport sommaire puis la donne au chancelier, qui en lit lui-même le dispositif depuis « à ces causes », et accorde ou refuse la lettre suivant son bon plaisir. Sur le repli des lettres acceptées, il inscrit le mot *visa*.

Le grand audiencier a dès lors terminé sa tâche ; il cède sa place au garde des rôles, qui présente toutes les lettres de provisions d'offices <sup>1</sup>. En ce qui concerne les offices vénaux casuels, il doit apporter à la fois le rôle qu'il lui a été remis par le trésorier des parties casuelles, la quittance, et la lettre de provision ; si ces pièces sont conformes et si toutes les conditions d'âge, de religion, de parenté ont été observées, la lettre est scellée sans difficulté. Le conservateur des hypothèques présente ses lettres après le garde des rôles.

La parole est alors aux maîtres des requêtes et aux grands rapporteurs, chargés des lettres dites de rapport, qui sont

1. Sauf celles concernant les offices qui sont à la nomination du chancelier et qui sont présentées par le secrétaire du sceau.

toutes les lettres de justice ordinaire, les lettres de justice en commandement étant comprises, nous l'avons vu, dans la liasse du grand audiencier ; ils parlent assis, alors que le grand audiencier et le garde des rôles font leur rapport debout, et ils concluent à l'admission ou au rejet de la lettre ; mais le chancelier est « si maître des sceaux », qu'il n'est jamais tenu de se ranger à leur avis.

L'audience du sceau se termine par la lecture que font les secrétaires du roi ordinaires des lettres de rémission ; le chancelier, avis pris des maîtres des requêtes et des grands rapporteurs, les fait sceller ou les refuse. Cette pratique est une survivance de ce qui se passait jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle pour toutes les lettres de grâce en matière criminelle. Une autre pratique, également tombée en désuétude, consistait dans l'expédition des lettres de grâce, le jour du Vendredredi Saint, dans une audience solennelle présidée par le roi en personne. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, le chancelier avait remplacé le roi dans cette fonction.

Tant que dure l'audience du sceau, le cirier de semestre établi dans une pièce voisine de la chambre du sceau, fait préparer la cire nécessaire par le valet chauffe-cire, qui l'apporte au scelleur suivant les besoins. Cependant le procureur général de la grande chancellerie, qui est, nous l'avons dit, le procureur des Requêtes de l'hôtel, tient la main à ce qu'aucune lettre ne soit surprise à l'inattention du chancelier, et à ce qu'aucune mauvaise clause n'y soit insérée. Le contrôleur général de l'audience surveille le scelleur, et veille à ce qu'on n'expédie aucune lettre qui n'ait pas été présentée au chancelier.

Au fur et à mesure que les lettres sont scellées, le trésorier général du sceau les prend et les place dans des coffres qui ont été apportés à cette fin par le porte-coffre de semestre.

Nul ne doit se promener dans la salle du sceau ; ceux qui ont l'honneur d'y assister doivent « être en posture honnête et décente, comme en la présence du roi ».

Avant que soit levée la séance a lieu la prestation de serment des nouveaux officiers de la grande et des petites chancelleries ; « Le secrétaire qui présente le récipiendaire demande à Monseigneur le chancelier s'il a agréable de

recevoir le serment de tel ... pourvu de tel office, et après il se range à côté pour faire approcher le récipiendaire, auquel mon dit seigneur fait lever la main droite et lui dit ces mots : Vous promettez à Dieu de bien et fidèlement servir le roi dans la charge de ... dont sa majesté vous a pourvu. Le récipiendaire doit répondre d'intelligible voix : oui Monseigneur.

« Et après que tout est achevé, ou que Monseigneur veuille quitter pour remettre à un autre jour, y ayant trop d'expéditions, il referme les sceaux lui-même, observant toutes les mêmes formalités qu'à l'ouverture. Et s'étant levé pour s'en retourner, le chauffe-cire (scelleur) reprend la cassette sur ses deux mains, le chapeau sous le bras et la reporte au lieu où il l'a prise, le chancelier le faisant toujours marcher devant lui à vue. Et s'il arrive que mon dit seigneur le chancelier s'arrête en chemin pour donner quelque audience, recevoir quelques placets ou autrement, et que le chauffe-cire continuât de marcher sans s'en apercevoir, les secrétaires doivent y prendre garde, et faire avertir le chauffe-cire de s'arrêter.

« La cassette des sceaux étant remplacée sur la table de la chambre, les officiers qui sont montés pour l'accompagner se retirent, et prennent congé de Monseigneur le chancelier qui les convie à dîner, savoir l'audiencier de quartier, le contrôleur, le garde des rôles, le conservateur des hypothèques, le trésorier du sceau. Feu Monseigneur le chancelier Séguier, même Monseigneur d'Aligre, ainsi que leurs prédécesseurs, faisaient aussi l'honneur au corps des secrétaires du roi d'en faire convier un ou deux de ceux qui assistaient au sceau, indifféremment, pour ne pas donner de jalousie ».

Telle est d'une façon sommaire la procédure suivant laquelle se déroulait l'audience du sceau. Elle est, on le voit, dominée par la présence et l'autorité du chancelier, ou du garde des sceaux, qui pour le plus grand nombre des lettres, garde l'entière liberté de les accorder ou les refuser, qu'elles soient ou non en commandement.

Comme nous l'avons dit précédemment, il est parfois arrivé que le roi tienne lui-même les sceaux ; dans ce cas les

pratiques habituelles s'effacent : « l'ordre n'est plus le même ; en effet, il n'y a point alors de règles fixes, et il dépend de la volonté momentanée du souverain »<sup>1</sup>.

Dans la pratique, cette volonté se traduit par un règlement, dans lequel le roi fixe les modalités suivant lesquelles l'audience sera tenue. Le plus important de ces règlements pour la fin de l'ancien régime est celui du 4 février 1672 ; il a été reproduit presque sans modifications en 1757. Or l'on constate qu'il y est très peu dérogé aux règles habituelles que nous avons décrites ci-dessus. Les modifications essentielles consistent dans l'adjonction de six conseillers d'Etat et de quatre maîtres des requêtes au personnel habituel de l'audience, et dans le fait que la cassette des sceaux était portée par le valet de chambre de quartier.

La lettre une fois scellée sa carrière n'est pas terminée ; elle devra en effet subir encore toute une série d'épreuves avant d'être enfin remise à son destinataire. Ce sont ces diverses phases dont nous allons avoir maintenant à nous occuper.

### § 3. *De la taxe, du contrôle et de l'enregistrement*

Après l'audience du sceau, le lendemain au plus tard, a lieu la taxe des lettres, au cours d'une assemblée qui se réunissait soit à la grande chancellerie, soit à la maison du grand audiencier de quartier.

La déclaration de 1672 nous indique d'une façon assez complète quelle devait être la composition de cette assemblée ; elle comprend avant tout le collège des secrétaires du roi, représenté par ceux de ses membres chargés de la gestion des affaires courantes. Ce sont le doyen, le sous-doyen, deux procureurs syndics, douze anciens officiers, le trésorier du marc d'or et le greffier. Mais à ces personnages qui constituent en quelque façon le conseil d'administration du collège viennent s'ajouter pour l'occasion le grand audiencier, le contrôleur général de l'audience, et le garde des rôles qui sont de quartier, les deux popolotiers, et enfin le trésorier général

1. Guyot et Merlin, *Traité des offices*, t. IV, pp. 108 et suiv.

du sceau ; ce dernier est en effet responsable des lettres scellées jusqu'à leur remise au secrétaire du roi, et c'est lui qui détient la clef des coffres où elles sont renfermées.

Au fur et à mesure qu'une lettre est tirée du coffre, elle est taxée par le grand audencier, suivant des tarifs officiels fixés par des règlements ; puis le contrôleur général vérifie la taxe et appose son paraphe sur la lettre. Dans les cas où les tarifs sont incomplets ou obscurs, la lettre est taxée à la pluralité des voix de tous les officiers assistant au contrôle. Puis le contrôleur et les populotiers inscrivent la taxe sur leurs registres respectifs.

Il serait trop long d'entrer dans le détail de la taxe des lettres au XVIII<sup>e</sup> siècle. Du reste les tarifs ont beaucoup varié. Ce qu'il importe surtout de connaître, ce sont les règles générales de classement des lettres au point de vue de leur taxe, grâce auxquelles on pourra se retrouver dans les nombreux tarifs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles qui nous ont été conservés. La classification traditionnelle comprenait quatre grandes catégories : les lettres simples, les lettres doubles, les chartres et les offices ; mais par suite d'augmentations successives, ces cadres avaient été largement débordés, et les lettres ayant une taxe séparée avaient fini par devenir la majorité. Cependant elles étaient restées rattachées par tradition aux classifications anciennes.

Les lettres simples ne comprenaient que des lettres de justice ordinaire, et ne présentent pour nous qu'un intérêt relatif. Il n'en est pas de même des lettres doubles parmi lesquelles se rencontrent toutes les lettres en commandement, qui ne sont pas des chartres. Ces lettres se divisent en trois catégories ; les doubles ordinaires et extraordinaires groupent tous les arrêts du Conseil. Parmi les doubles ayant une taxe séparée se rencontrent toutes les lettres simplement patentes et tous les mandements contenus dans notre formulaire, lettres de surannation, de bénéfice d'âge, d'octroi etc., jointes à beaucoup d'autres parmi lesquelles nous citerons les permissions d'imprimer. Ces lettres ayant chacune une taxe différente, ne figurent plus en réalité dans la catégorie des lettres doubles que par tradition.

Les chartres auxquelles nous en arrivons maintenant se

distinguent elles aussi en plusieurs sortes. Il y a d'abord les chartres ordinaires parmi lesquelles sont rangées toutes les lettres de grâce en matière criminelle. Puis viennent les chartres par arrêt : ce sont les arrêts portant règlement entre les parties, pour être scellés à perpétuité, tels les règlements de préséance, de fonctions. Enfin un certain nombre de chartres ont une taxe séparée : telles sont les lettres d'ano-blissement, de naturalité, de légitimation, d'érection de duchés, de confirmation de statuts, etc.

Il nous reste à parler des offices ; ceux-ci sont classés, suivant la qualité de l'officier en simples (notaires, procureurs, sergents, etc.) et doubles (conseillers, avocats, procureurs des baillages et sénéchaussées) ; parmi les offices doubles l'édit de 1631 a distingué un certain nombre d'offices plus importants, et qui sont devenus les doubles doubles (sièges présidiaux, offices militaires, etc.).

Il y a un certain nombre de lettres qui ne sont pas proprement des lettres de provisions d'offices, mais qui dépendent des offices, par exemple les lettres d'honneur, de survivance, de surannation sur offices. Ces lettres ont chacune leur taxe différente.

Comme on le voit, les lettres ayant une taxe séparée constituent au XVIII<sup>e</sup> siècle, la grande majorité ; aussi n'avons-nous pas jugé utile de transcrire ici la taxe afférent à chaque lettre ; celle-ci n'est pas même restée identique pendant les dix années que couvre notre formulaire.

La taxe indiquée dans les tarifs pour chaque lettre est celle qui correspond à un sceau. Mais une seule lettre pouvait avoir à payer plusieurs sceaux. C'était le cas notamment lorsqu'elle intéressait plusieurs requérants ; chacun devait payer un sceau, avec cette restriction apportée par les règlements de 1557 et de 1561 que lorsque le nombre des impétrants excédait six, on le réduisait à quatre. En outre, était comptés pour une seule personne le mari et la femme, le tuteur et le curateur, les marguilliers d'une église, les religieux et l'abbé d'un monastère, etc.

Étaient taxés à quatre sceaux les associés, les héritiers et les membres de certaines compagnies : Parlement, chambre des comptes, siège présidial, université, etc. On admettait

qu'un village devait payer quatre sceaux, une ville six, un évêché huit.

Le nombre des requérants n'était pas le seul élément qui pouvait faire varier le nombre des sceaux à acquitter pour une lettre donnée, et une lettre contenant plusieurs concessions devait payer pour chacune d'elle.

Les lettres une fois taxées étaient rendues au trésorier général du sceau, chargé d'en faire l'audience, c'est-à-dire de les remettre aux secrétaires du roi qui les avaient rédigées, ou cotées et paraphées, si c'étaient des lettres en commandement.

C'est également au trésorier général que revenait le soin de recueillir les taxes des lettres, qui devaient nécessairement être versées par les parties avant que les lettres puissent leur être délivrées. De ces taxes, il faisait deux parts : l'une, appelée honoraire, était remise à l'officier qui avait fait rédiger la lettre ; l'autre était dite droit du sceau, et servait à la confection d'un certain nombre de bourses.

Les bourses étaient établies un mois au plus tard après la fin de chaque quartier, en présence et avec l'assentiment de tous les officiers qui avaient été présents à la taxe des lettres ; elles n'étaient pas exclusivement alimentées par l'émolument du sceau ; il s'y joignait le droit de marc d'or que devait payer chaque secrétaire du roi lors de son entrée en charge, et, dans une certaine mesure, les émoluments des petites chancelleries.

Les bourses une fois confectionnées, la première revenait au roi, en qualité de chef souverain et protecteur du collège des secrétaires du roi ; elle lui était présentée à la fin de chaque quartier par l'audiencier. Les autres étaient réparties de la sorte : une au chancelier, une au corps des maîtres des requêtes, cinq à chaque grand audiencier, trois à chaque contrôleur général, et une à chaque secrétaire du roi, à chaque garde des rôles et au trésorier. C'est le trésorier général à qui incombait le soin de remettre à chaque titulaire, le roi excepté, la ou les bourses lui appartenant ; à cet effet, on lui confiait tous les registres qui avaient servi à leur confection. Une fois tous les officiers payés, les registres étaient donnés au plus ancien des deux procureurs syndics

en exercice, après avoir été paraphés par les autres procureurs. Après la confection des bourses du dernier quartier de chaque année, tous les registres correspondant aux taxes de l'année étaient portés au couvent des Célestins, où se trouvaient conservées les archives des secrétaires du roi.

Nous avons abandonné les lettres au moment où elles étaient retirées des mains du trésorier général par les secrétaires du roi. C'est à ce moment-là qu'ils devaient faire porter au secrétaire d'Etat compétent, les lettres en commandement qui n'avaient pas été signées avant le scellement ; ce dernier datait la lettre du jour où il la signait et du lieu où se trouvait le roi. Les lettres datées par un secrétaire du roi portaient au contraire la date du lieu et du temps où la lettre avait été scellée.

Puis le secrétaire du roi faisait dresser les expéditions des lettres, le règlement de 1588 prévoyait que les commis des secrétaires d'Etat auraient les taxes accoutumées pour les expéditions dressées par eux ; mais il semble résulter de l'examen des expéditions de lettres du XVIII<sup>e</sup> siècle, conservées aux Archives Nationales, qu'elles étaient toujours rédigées par un secrétaire du roi, et jamais dans les secrétariats d'Etat. Il est vrai que la collection d'expéditions conservées aux Archives Nationales sous les cotes V<sup>1</sup>. 542 à 545 ne couvre qu'une période très limitée, s'étendant de 1674 à 1724, et ne comporte pas de spécimens de toutes les lettres en commandement.

Dans tous les cas où la loi prescrivait un enregistrement, celui-ci devait nécessairement être provoqué par un secrétaire du roi.

L'enregistrement des lettres patentes a subi une évolution assez complexe, et reste un des points faibles dans l'organisation de la chancellerie royale française. Jusqu'à Henri III, toutes les lettres patentes étaient transcrites sur des registres, qui, une fois achevés, étaient portés au Trésor des Chartres. Mais l'importance croissante des secrétaires d'Etat fit abandonner cette saine tradition. « Ce fut alors que les secrétaires d'Etat, qui, sous différents noms, n'avaient été depuis leur origine, que de simples expéditionnaires subordonnés au chancelier, s'approchèrent de la

confiance intime du prince, dont ils prirent directement les ordres ; accoutumés alors à travailler avec lui, et à lui faire signer les résultats de son Conseil, ils gardèrent chez eux les *bons* du souverain, et les minutes des lettres dont ils n'avaient été originairement que les rédacteurs, et qu'ils avaient soin de renvoyer au chancelier.

« Celui-ci continua de sceller, mais il ne fut plus vis-à-vis des secrétaires d'Etat, le dispensateur des ordres du monarque ; et le *visa*, qui jusque là avait été destiné à les avertir qu'ils pouvaient rédiger et expédier, ne fut plus qu'une forme ajoutée à des actes tous dressés dans les différents départements de l'administration<sup>1</sup>.

« Mais il arriva de là un inconvénient auquel on ne pensa pas. Comme originairement, ces officiers n'avaient point de dépôt d'administration, on ne songea point à assurer la conservation des minutes importantes dont ils étaient chargés, et il ne faut pas le dissimuler, une partie de ces anciennes minutes a disparu dans les changements qui si souvent ont renouvelé la face du ministère »<sup>2</sup>.

L'on s'aperçut assez vite de ce grave inconvénient ; et sous Louis XIV, certains secrétaires d'Etat prirent l'habitude de conserver les minutes les plus importantes ; il se constitua ainsi des fonds d'archives dans chaque secrétariat d'Etat ; nous en avons cité des exemples au début de cette étude pour le secrétariat d'Etat de la maison du roi (v. p. 5) mais ces fonds étaient surtout réservés aux actes intéressant l'administration.

Un grand progrès fut réalisé par la création, en mai 1674, des gardes minutes des expéditions de la grande chancellerie auxquels vinrent s'ajouter, en 1706, les contrôleurs des expéditions, qu'il ne faut pas confondre avec les contrôleurs généraux de la chancellerie, dont nous avons parlé plus haut.

Etaient soumises à l'enregistrement, toutes les chartres,

1. Ceci n'est strictement vrai qu'en ce qui concerne la *rédaction* des lettres en commandement, leur expédition restant, nous l'avons vu, entièrement subordonnée à la volonté du chancelier.

2. Moreau, *Discours sur l'histoire de France*, 1786, 21<sup>e</sup> Discours, t. XVIII, p. 444.

toutes les provisions d'office, et un grand nombre de petites lettres patentes nommément désignées par l'édit du 20 mai 1674, à l'exception seulement « des lettres et expéditions qui seront pour nos expresses affaires, et dans lesquelles il n'y aura aucun particulier dénommé ou intéressé ».

Pour toutes les lettres qui devaient être enregistrées, le secrétaire du roi qui les détenait devait faire rédiger une minute, et la porter ainsi que l'original et les expéditions au bureau des contrôleurs des expéditions. Là, il était procédé à un premier enregistrement ; le contrôleur de quartier transcrivait sur son registre le nom de l'impétrant, la qualité ou le titre de la lettre, sa date, et le nom du secrétaire du roi qui l'avait cotée ou signée. Le contrôle devait être mis sur la minute et les expéditions, avec la date de l'enregistrement ; il y figure dans la marge, à gauche de la teneur. Les contrôleurs étaient tenus de délivrer des extraits de leurs registres sur requête, au taux de trois livres par extrait.

La lettre une fois contrôlée, le secrétaire du roi devait la porter, ainsi que la minute et les expéditions, à d'autres officiers appelés gardes-minutes ; ceux-ci conservaient la minute, et au dos de l'original inscrivait le mot *registrata*, avec leur signature. Sur les expéditions, ils mettaient le mot vu, avec leur paraphe.

Il convient de mentionner encore le mot *contentor*, que certains secrétaires du roi avaient gardé l'habitude de transcrire sous le visa du chancelier sur le repli des chartres. A l'origine ce mot avait eu pour but d'indiquer que le secrétaire du roi, qui avait rédigé la chartre, avait perçu le droit de collation auquel cette chartre lui donnait droit. Mais dès le XVII<sup>e</sup> siècle, cette mention n'est plus comprise, et ne correspond plus à rien.

Aucune trace ne subsistait à la chancellerie des lettres dont l'édit de 1674 ne prescrivait pas l'enregistrement, si ce n'est leur mention sur les registres fiscaux du collège des secrétaires du roi dont nous avons parlé à propos de la taxe. Cette grave lacune n'a jamais été comblée d'une façon satisfaisante sous l'ancien régime.

La lettre une fois remise au requérant, celui-ci devait

encore, suivant les cas, la faire entériner ou enregistrer par un Parlement, par la Chambre des Comptes, ou par la Cour des aides dans un délai fixé, soit par les lois et règlements, soit par le chancelier lui-même, à peine de surannation des dites lettres.

M. le Président de la salle de travail aux Archives Nationales, a bien voulu nous communiquer un renseignement fort intéressant. En classant les papiers concernant l'ambassade de France à Malte, il lui a été donné de retrouver des lettres patentes en commandement conférant des privilèges à l'ordre de Malte. Ces lettres sont conservées sous la cote M 896, dossier 2. Or, l'examen de ces lettres, et de la correspondance échangée à leur propos entre les différents secrétaires d'Etat et l'ambassadeur de Malte à Paris nous montre que le secrétaire d'Etat dans le département duquel se trouvait une Cour de Justice, avait seul qualité pour prescrire l'enregistrement d'une lettre patente devant cette cour.

Avant d'en avoir terminé avec la rédaction et l'expédition des lettres royaux de grande chancellerie, il reste un mot à dire des voies de recours que pouvaient avoir les tiers contre ces lettres.

Nous avons vu à propos des provisions d'office, la forme de recours appelée opposition au sceau ; ce n'est que l'application d'une voie de recours générale ; il existait en effet pour toutes les lettres patentes un droit d'opposition, appartenant aux intéressés dans certaines conditions déterminées. S'il s'agissait d'une lettre de propre mouvement se référant aux affaires de l'Etat, l'opposition ne pouvait être faite que devant le Conseil (déclaration du 26 février 1673). En ce qui concerne les autres lettres, elle avait lieu devant le tribunal ou le magistrat à qui les lettres étaient adressées. L'opposant devait démontrer que celles-ci étaient obreptices, subreptices ou inciviles. La lettre obreptice est celle obtenue en dissimulant une partie du fait qui aurait été un obstacle à l'obtention de la lettre ; la lettre subreptice est celle obtenue sur un faux exposé ; ces deux catégories de lettres sont contraires aux droits des particuliers. Les lettres inciviles par contre, sont celles renfermant des clauses contraires au

droit civil ou à la loi ; il ne peut s'agir évidemment que de lettres de justice en commandement, ou de lettres de justice ordinaires que les maîtres des requêtes auraient laissé passer par inadvertance. « Ces trois sortes de lettres peuvent être contestées et débattues par devant les juges à qui elles sont adressées, mais seulement par la voie de l'opposition, à l'exécution de ce qu'elles contiennent, non autrement, à cause de la révérence qui est due au sceau du roi »<sup>1</sup>.

Ces règles générales ayant été posées, il ne nous reste plus qu'à les appliquer dans l'étude de notre formulaire lui-même. Celui-ci, on le verra, n'a été rédigé que dans un but essentiellement pratique, et il est impossible de le ramener à une classification juridique quelconque. C'est donc à propos de chacune des lettres que nous nous efforcerons en quelques lignes de dégager sa nature et sa portée.

Il ne contient strictement que des lettres en commandement, aisément reconnaissables à la formule par laquelle le souverain revendique la responsabilité de la lettre signée de sa main ; il est bien entendu que cette formule est dans la plupart des cas une façade derrière laquelle s'exprime la volonté du ministre.

Les secrétaires d'Etat sont au XVIII<sup>e</sup> siècle de grands personnages jouissant d'un pouvoir considérable ; mais ce pouvoir est de pur fait ; au point de vue juridique ils sont restés des secrétaires, chargés de donner une forme à la volonté royale, et rien de plus ; il n'existe pas d'arrêtés ministériels. Dans ces conditions toutes les décisions devaient être prises sous forme, soit d'arrêts du Conseil, soit de lettres patentes en commandement, ce qui au point de vue de l'expédition revenait sensiblement au même, puisque les arrêts du Conseil étaient scellés du grand sceau.

Les arrêts du Conseil étaient rendus dans des conditions qui laissaient aux intéressés toutes garanties de bonne justice. En ce qui concerne les lettres en commandement, le roi ne pouvait matériellement les examiner toutes, et l'arbitraire du ministre risquait de s'exercer impunément. La déclara-

1. Arsenal, manuscrit n° 3969.

tion de 1672, consacrant une pratique déjà ancienne, permet d'éviter les gros abus en établissant une suite de responsabilités successives. Le ministre qui a signé la lettre en assume évidemment la responsabilité vis-à-vis du roi ; mais de plus, la lettre doit être étudiée par un secrétaire du roi, rompu aux traditions de la chancellerie ; et enfin le chancelier a la faculté de la refuser s'il le juge utile. Ajoutons à cela la possibilité laissée aux intéressés de faire opposition au contenu de la lettre. Il aurait fallu, on le voit, la complicité de bien des officiers pour que l'expédition d'une lettre injuste fût possible.

Mais toute organisation si parfaite soit-elle exige la collaboration consciencieuse de toutes les personnes qu'elle met en jeu. La perfection des rouages administratifs telle que l'avait réalisée Louis XIV a perdu de son efficacité à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle par suite de l'indifférence générale.

Les arrêts du Conseil étaient parfois rendus sans qu'aucune réunion véritable ait eu lieu. Quant aux lettres en commandement il semble que la déclaration de 1672 n'ait plus été suivie en ce qui concerne le rôle des secrétaires du roi. Ceux-ci, nous l'avons dit, étaient seuls qualifiés pour servir d'intermédiaires entre le secrétaire d'Etat et le grand audien-cier. On en vint à se passer de leur entremise dans des cas de plus en plus nombreux, par la pratique du scellement extraordinaire, qui réservée d'abord aux cas d'extrême urgence devint d'un usage courant dans les toutes dernières années de l'ancien régime.

Cependant le système paraît avoir fonctionné de façon satisfaisante jusqu'à la suppression de la chancellerie par l'Assemblée Constituante en 1791.

---

## Bibliographie

---

Il n'existe aucune étude d'ensemble de la grande chancellerie royale française à partir de l'année 1400, et les seuls renseignements bibliographiques dont on dispose à partir de cette date sont dispersés dans un grand nombre de manuels de diplomatie ou d'histoire du droit. Aussi avons-nous cru faire œuvre utile en publiant ici *in extenso* le résultat des dépouillements auxquels nous avons procédé.

L'abondance des matériaux nous a contraint d'adopter une classification en quatre parties d'importance inégale. La première comprend une liste de manuels classiques en matière d'histoire du droit et de diplomatie. Puis viennent les ouvrages imprimés concernant plus particulièrement la chancellerie ; nous les avons groupés par siècles et dans chaque siècle par ordre alphabétique. Beaucoup de ces ouvrages ne présentent qu'un intérêt relatif ; aussi avons-nous cru devoir marquer d'une astérisque ceux qui nous ont paru susceptibles de fournir le plus de renseignements utiles. En ce qui concerne les manuscrits, qui composent la troisième partie de ce travail, nous nous sommes efforcé d'adopter un ordre méthodique dans le cadre de chaque siècle. Cependant il nous a paru intéressant de présenter séparément la nomenclature des principaux dossiers et registres composant les séries O<sup>1</sup> et V<sup>1</sup> des fonds conservés aux Archives Nationales, en raison de leur intérêt tout particulier. La quatrième partie est constituée par une liste de formulaires français de la grande chancellerie<sup>1</sup>, tant manuscrits qu'imprimés, rangés par ordre chrono-

1. Nous n'avons pu, faute de temps, nous occuper des formulaires en langue latine ; on trouvera l'indication des plus importants parmi ceux-ci dans l'ouvrage de M. Olivier-Martin, intitulé *La nomination aux offices royaux au xiv<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sirey, 1929.

gique. Parmi ceux-ci, un assez grand nombre a été déjà mentionné dans les manuels de diplomatie de Giry et de M. de Boüard, et le plus ancien est signalé par Ch.-V. Langlois dans une brochure parue en 1897<sup>1</sup>; nous les avons fait précéder d'un astérisque.

## I. Manuels

- BRISSAUD. — *Histoire du droit*, Paris, 1904.  
 BOÜARD (de). — *Manuel de diplomatie*, 1929  
 CHÉNON. — *Histoire générale du droit français*, 1926-1929.  
 DECLAREUIL. — *Histoire générale du droit français*, 1925.  
 ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 1892.  
 GIRY. — *Manuel de diplomatie*, 1893.  
 GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions de la France*, 1887-1903.  
 OLIVIER-MARTIN. — *Précis d'histoire du droit français*, 1932.  
 VIOLET. — *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, 1890-1912.

## II. Ouvrages imprimés

### XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

- Catalogue des très illustres chanceliers de France (De Clotaire à Henri II)* Paris, Michel de Vascosan, 1555.  
 FORTIN (Mathias). — *Traité sur la matière des relèvements contenant la manière comment es chancelleries de France sont les lettres de relief chacun jour expédiées*, Paris, in-8°, 1548.  
 GRASSAILLE (Charles de) dit DEGRASSALIUS. — *Regalium Franciae*, in-8°, 1545.  
 JUVÉNAL DES URSINS. — *Discours de l'office de chancelier de France*.  
 LALOUP (de) dit LUPANUS. — *Livre des dignités, magistrats et offices du royaume de France*, Paris, in-8°, 1564.  
 \* PAPON (Jean). — *Secrets du troisième et dernier notaire*, Lyon, in-fol, 1578.  
 \* PASQUIER. — *Recherches de la France*, Paris, in-16, 1581.

1. Langlois, *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale et autres bibliothèques*, t. XXXV, 2<sup>e</sup> partie.

TILLET (du). — *Mémoires et recherches pour l'intelligence des affaires de France*, 1578, in-fol.

— *Du rang des grands de France*, 1602,

XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

A Monseigneur le chancelier (au sujet d'abus commis à la chancellerie)... Fac. de droit, recueil Thoisy, n<sup>o</sup> 33589 <sup>16</sup>.

*Avis salutaire à ceux qui prennent des lettres au sceau...*, Id.

\* BOUCHEL. — *Bibliothèque du droit français*, Paris, 1667.

\* CHENU (Jean). — *Livre des offices de France*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1620.

CHEVILLARD. — *Les noms et armes des chanceliers et gardes des sceaux de France (de Saint-Louis à Louis XIV)*. Paris, in-fol.

*Déclaration du 24 avril 1672*, Paris, in-8<sup>o</sup>.

DU CHESNE (François). — *Histoire des chanceliers et gardes des sceaux (de Clovis à Louis XIV)*. Paris, in-fol., 1680.

*Edit d'union, règlements et privilèges des secrétaires du roi*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1672.

FAUCHET (Claude). — *Origine des dignités et magistrats de France*, Paris, 5 vol. in-8<sup>o</sup>, 1600.

FAUVELET DU TOC. — *Histoire des secrétaires d'Etat*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1668.

FAUVIN (André). — *Traité des premiers officiers de la couronne de France*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1613.

FIGON (Charles de). — *Traité des offices et dignités tant du gouvernement de l'Etat que de la justice et des finances de France*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1645.

FONTANON (Antoine). — *Edits et ordonnances des rois de France*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1611.

FONTENY (de). — *Sommaire description de tous les chanceliers et gardes des sceaux de France (de Mérovée à Louis XIV)*, Paris, in-fol., 1645.

FURETIÈRE (Antoine). — *Dictionnaire universel*, La Haye, in-fol., 1694.

GIRARD et JOLY. — *Offices de France*, Paris, in-fol., 1658.

GODEFROY et LE FÉRON. — *Histoire des grands officiers*, Paris, in-fol., 1658.

KIRCHNER (Hermann). — *De officio et dignitate cancellarii*, Marbourg, in-4<sup>o</sup>, 1620.

LA NOUE (François de), dit LANOVIVS. — *De sanctis Franciae cancellariis syntagma historicum*, Paris, 1634.

\* LE BRET. — *Traité de la souveraineté*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1632.

LE MAISTRE. — *Discours prononcés en 1636 au Parlement, au Grand Conseil, et à la Cour des Aides après lecture des lettres de provision du chancelier Séguier* (V. *Plaidoyers et harangues*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1657, pp. 642 et suiv.).

\* LOYSEAU. — *Cinq livres du droit des offices*, Châteaudun, in fol., 1610.

MATTHIEU (Pierre). — *Etats et offices de la maison et couronne de France...* Paris, in-8<sup>o</sup>, 1616.

MIRAULMONT (Pierre de). — *Recueil des chanceliers et gardes des sceaux de France*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1609.

— *Traité de la chancellerie*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1610.

PELEUS (Julien). — *Le chancelier de France*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1611.

*Recueil des édits, ordonnances, déclarations et arrêts concernant les secrétaires du roi*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1634.

*Recueil des principaux privilèges des secrétaires du roi*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1652.

*Requête des secrétaires du roi au chancelier au sujet des accusations portées contre la compagnie par un de ses membres*, in-fol. (B.N.-Lf, 6 10).

RIBIER. — *Mémoires et avis concernant les charges de Messieurs les chanceliers et gardes des sceaux de France*, Paris, in-4<sup>o</sup>, 1629.

## XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

*Almanachs royaux*, 1721 à 1788 (Arch. usuel).

ANSELME (Père). — *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France, des pairs, grands officiers de la couronne et de la maison du roi, et des anciens pairs du royaume*, 9 vol., in-fol., 1726-1733.

BOSQUET. — *Dictionnaire des domaines*, Rennes, 4 vol. in-4<sup>o</sup>, 1782-84.

BRILLON. — *Dictionnaire des arrêts*, Paris, 6 vol. in-fol. 1727.

BRIQUET. — *De l'origine et du progrès des charges de secrétaires d'Etat*, La Haye, in-8<sup>o</sup>, 1747.

CLAVERIE. — *Instructions sur les formalités nécessaires pour parvenir à la charge de secrétaire du roi*, Paris, in-8<sup>o</sup> 1710.

DENISART. — *Collection de décisions et de notions relatives à la jurisprudence*, Paris, 13 vol. in-4<sup>o</sup>, 1783.

*Dictionnaire de Trévoux*, Paris, 8 vol. in fol. 1752, 1761.

*Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Paris, 44 vol. in fol. Paris, 1751-1780.

\* FERRIÈRE (Claude-Joseph). — *Dictionnaire de droit et de pratique* Paris, in-4<sup>o</sup>, 1734.

- FLEURY. — *Droit public de France*, Paris, in-8°, 1769.
- GORNEAU. — *Examen historique des offices, droits, fonctions et privilèges des conseillers du roi*, Paris, in-4°, 1777.
- \* GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 64 vol. in-8°, 1775-1783.
- \* GUYOT et MERLIN. — *Traité des droits, fonctions, franchises, exceptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque dignité*, Paris, 4 vol. in-4°, 1786-88 (le 4<sup>e</sup> vol. traite de la chancellerie).
- JOLLAIN. — *Portraits des chancelliers et gardes des sceaux de France*, Paris, in-fol. 1727.
- Messieurs les officiers de la grande chancellerie*, Paris, Thiboust in-fol. 1715 (affiche comportant noms et adresses des officiers de la grande chancellerie en fonction cette année-là). B.N.Lf. 24.14.
- MOREAU (Jacob Nicolas). — *Discours sur l'histoire de France*, Paris, 21 vol. in-8°, 1777-89.
- MORÉRI. — *Grand dictionnaire historique*, Paris, 10 vol. in-fol. 1759.
- Nouveau traité de diplomatique...* par deux religieux bénédictins. Paris, 6 vol. in-4°, 1750-65.
- \* TESSERAU. — *Histoire chronologique de la chancellerie de France*, Paris, 2 vol. in-fol. 1710.

#### OUVRAGES CONTEMPORAINS

- BORRELLI de SERRES. — *Recherches sur divers services publics du XIII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, in-8°.
- BOULLÉE. — *Histoire du chancelier d'Aguesseau*, Paris, 1835.
- CAMPARDON. — *Essai sur les clercs, notaires et secrétaires du roi depuis leur établissement jusqu'en 1483. Position des thèses des élèves de l'école des Chartes*, Paris, in-8°, 1857.
- CANS. — *Les registres d'expédition du secrétaire d'Etat de la maison du roi*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. IV, p. 257-261.
- CHASSAING de BOREDON. — *Recherches sur le collège des notaires et secrétaires du roi, principalement depuis 1482. Position de thèses de l'école des Chartes*, Paris, 1905.
- CHÉRUEL. — *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, Paris, 2 vol. in-12°, 1855.
- \* CLERAY. — *Les officiers de la chancellerie de France*, Paris, in-8°, 1905.
- DELABORDE. — *Le plus ancien inventaire des registres du trésor des chartes et les registres de chancellerie*, Besançon, in-8°, 1903.

- JOURDAN, DECRUSY et ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*, Paris, 1823-27.
- LANGLOIS (Ch. V.). — *Formulaires de lettres du XII<sup>e</sup>, du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècles* (tiré des « *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale et autres bibliothèques*, t. XXXV, 2<sup>e</sup> partie). Paris, Imprimerie Nationale, 1897.
- \* LUÇAY (de). — *Des origines du pouvoir ministériel en France ; les secrétaires d'Etat depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1881.
- MARION (Marcel). — *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1923.
- MONNIER (Francis). — *Le chancelier d'Aguesseau*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1860.
- \* MOREL (Octave). — *La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royales de l'avènement de Philippe de Valois à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1328-1400)*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1900.
- \* OLIVIER-MARTIN. — *La nomination aux offices royaux au XIV<sup>e</sup> siècle, d'après les pratiques de la chancellerie (Mélanges Fournier)*, Paris, Sirey, 1929.
- En ce qui concerne les oppositions et la clause motu proprio, voir : Revue historique de droit français*, t. XIV, p. 429 et t. XV, p. 407.
- PEIGUE. — *Histoire des chanceliers de France et des gardes des sceaux de France depuis Clovis jusqu'à Louis XVI*, Clermont-Ferrand, in-4<sup>o</sup>, 1847.
- \* PERRICHET (Lucien). — *La grande chancellerie de France, des origines à 1328*, thèse de la faculté de droit de Paris, 1912.
- PIGANIOL de la FORCE. — *Du chancelier de France*, Paris, 1838 (Collection Leber, t. VI, p. 197).
- SAINT-ALLAIS (de). — *De l'ancienne France*.
- SÉNAC de MEILLAN. — *Du gouvernement, des mœurs, et des conditions de la France avant la révolution*, Paris, 1863.
- SPONT. — *De cancellariae regum Franciae officariis et emolumento (1440-1523)*, Besançon, in-8<sup>o</sup>, 1894.
- \* VIOLLET (Paul). — *Le roi et ses ministres*, Paris, in-8<sup>o</sup>, 1912.

### III. Manuscrits

#### XV<sup>e</sup> SIÈCLE

*Ordonnances* — L'ordonnance de l'ostel le roi (fol. 44). — Ordonnances de l'hôtel du roi en 1317 et 1319 (fol. 58). — Règlement pour le conseil et les officiers du roi (fol. 77), juillet 1319. — Ordonnance faite pour le grand sceau du roi, février 1320

(fol. 115). — Valor magni sigilli regis. — Ce que prenait cil qui portait le scel au temps du roi Saint-Louis (fol. 128). — Les noms des officiers de l'ostel le roi, et combien chacun doit prendre de gages (300).

B.N. ms. fr. 2.833.

Pouvoir donné au chancelier de tenir requêtes générales et y donner grâces pour et au lieu du roi (fol. 13), 13 mars 1401.

B.N. ms. fr. 2.882.

Serment du chancelier de France (fol. 112).

B.N. ms. fr. 10.468.

## XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

Bénéfices pour les chanceliers de France.

B.N. ms. fr. 11.903.

Ordonnance faite pour le Grand Sceau du Roi (fol. 95), 1320.

B.N. ms. fr. 4.596.

Recueil d'arrêts du Parlement, d'ordonnances du Prévôt de Paris, et de lettres royaux, principalement sur les corps de métiers, les salaires, les tarifs de denrées et les monnaies (Valois directs).

B.N. ms. fr. 2.879.

Recueil de privilèges des notaires et secrétaires du roi

B.N. ms. fr. 5.927.

Recueil des privilèges des secrétaires du roi, et de notes à leur usage.

B.N. ms. fr. 10.814.

idem. ms. fr. 10.853.

Registre des actes expédiés par la chancellerie royale du 23 mars 1526 au mois de novembre 1527.

B.N. ms. fr. 5.502.

Registres d'expéditions d'actes faites par des secrétaires d'état.

B.N. ms. fr. 5.127-5.135.

Règlement du 15 septembre 1588 pour le chancelier (fol. 219).

B.N. ms. Dupuy 218.

Serment reçu par le chancelier en l'absence des maréchaux de France (fol. 275). (Louis XII).

B.N. ms. fr. 5.501.

Taxe des lettres expédiées en chancellerie (fol. 5). — Notaires et secrétaires du roi (fol. 26). — Taxe des lettres de chancellerie. — Commitimus.

B.N. ms. fr. 4.435.

JUVÉNAL des URSINS. — *Traité de l'office de chancelier* (fol. 132-173).

B.N. ms. fr. 5.017.

VARIA. — Edit de création de garde des sceaux (fol. 251). — Formule de serment des chanceliers et gardes des sceaux 18 novembre 1582 (fol. 252). — Formule de pareatis (fol. 271).  
B.N. ms. fr. 4.014.

## XVI<sup>e</sup> ET XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

Edits, extraits d'édits, comptes et pièces diverses, concernant la chancellerie.

B.N. ms. fr. 18.272.

Honneurs rendus par le Parlement au chancelier (p. 782).

B.N. ms. fr. 20.177.

Pièces diverses relatives à l'office de chancelier et de garde des sceaux (fol. 223). — Etat des droits qui appartiennent à Mgr. le Chancelier xvi<sup>e</sup> siècle (fol. 321).

B.N. ms. fr. 16.218.

Pièces diverses : actes royaux des xvi et xvii<sup>e</sup> siècles sur la chancellerie et l'office de chancelier (fol. 1). — les secrétaires du roi (fol. 96). taxe des lettres de chancellerie (87).

B.N. ms. fr. 15.519.

Pièces diverses relatives à l'office de chancelier (fol. 152).

B.N. ms. fr. 16.216.

Recueil de documents concernant les chanceliers et gardes des sceaux (jusqu'en 1630).

B.N. ms. Dupuy 672.

Recueil de pièces relatives aux chanceliers et gardes des sceaux.

B.N. ms. Dupuy 647.

## XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

Actes de légitimation rendus par les rois de France de Henri II à Louis XIV.

B.N. ms. fr. 4.595.

Arrêt de la chambre de justice concernant l'annulation du traité des quatriennaux de la chancellerie (p. 93 et suivantes), 13 mars 1662.

B.N. ms. Clairambault, 766.

Avis au roi pour l'érection de greffiers en chancellerie de France.

B.N. ms. fr. 4.871.

BELLIÈVRE (Nicolas de). — *Mémoires concernant les chanceliers* (fol. 110).

B.N. ms. fr. 18.415.

Chanceliers et gardes des sceaux de France.

Maz. ms. 2.650.

- Chanceliers et gardes des sceaux de France de François I<sup>er</sup> à 1677.  
B.N. ms. fr. 4.589.
- Chanceliers et gardes des sceaux depuis Hugues Capet (349). —  
Présentation de Séguier (365).  
B.N. ms. Mélanges Colbert 12.
- Chanceliers et gardes des sceaux 1514-1658 (fol. 40).  
B.N. ms. Cinq cents de Colbert, 193.
- Chanceliers et gardes des sceaux de France, du pouvoir et usage  
de leurs charges et de leurs droits, des sceaux et de la cire.  
Ars. man. 4.543.
- Chanceliers et gardes des sceaux de France, leurs institutions,  
lettres de provisions et autres actes concernant les droits  
et honneurs appartenant aux dites charges.  
Bibl. de l'Institut, 234.
- Chanceliers et gardes des sceaux de France et de leur rang et pré-  
séance sur les ducs et pairs, les mareschaux de France et  
autres officiers de la couronne (1224-1618).  
Institut man. 415-416.
- Chanceliers et gardes des sceaux de France (fol. 275).  
B.N. ms. fr. 32.740.
- Chanceliers de France ; ordonnances, états et règlements concernant  
le grand sceau ; — lettres de naturalité.  
B.N. ms. fr. 18.271.
- Chanceliers de France (pièces les concernant des origines à 1630).  
B.N. ms. Dupuy, 11.
- Chanceliers de France, leur origine et la fonction et dignité de la  
charge (Recueil d'extraits et pièces jusqu'en 1672).  
Ars. ms. fr. 4.244.
- Chanceliers de France jusqu'à 1699 (fol. 103)  
B.N. ms. fr. 33.022.
- Chancelier (de la dignité de), (fol. 36).  
B.N. ms. fr. 16.634.
- Chancellerie Introduction à la chancellerie, p. 1. — Du marc d'or,  
p. 51. — Des secrétaires d'Etat, p. 106. — Chancellerie, p. 179.  
environ 1657.  
Ars. ms. 3.969.
- Chancellerie et secrétaires du roi (fol. 284-299, 308).  
B.N. ms. Cinq cents de Colbert, 216.
- COMBAUD. — *Inventaire de papiers de la chancellerie à la mort du  
Chancelier de l'Hôpital.*  
B.N. ms. fr. 12.283.
- Devises en la grande chancellerie du Louvre.  
Carpentras 524 fol. 235.

Dissertation sur les chanceliers de France, dédiée à Séguier.

B.N. ms. fr. 17.333.

Divers traités d'administration publique (4 de la chancellerie)  
environ 1670.

Maz. ms. 2.632.

Extraits des registres du Parlement de Paris au point de vue des  
renseignements concernant les chanceliers.

B.N. ms. fr. 10.817.

Forme et destination de chacune des lettres de chancellerie et de  
celles du secrétariat d'Etat et leur différence pour l'expédition  
et la signature [3] environ 1662.

Université ms. 81.

Formules de serment et lettres de provisions des chanceliers (fol.  
55 et suiv.). — Déclarations et lettres patentes (fol. 109).

B.N. ms. fr. 23.159.

FRESNE FORGET (de). — *Mémoire des clauses qu'il faut observer  
aux lettres qui se scellent en grande chancellerie* (fol. 392).

(id. 18243, fol. 168). env. 1624.

B.N. ms. fr. 23.355.

Histoire chronologique des chanceliers jusqu'à Jean de Morvilliers.

B.N. ms. fr. N.A. 3.358.

Histoire de la chancellerie, des secrétaires d'Etat, etc... 1647.

Bordeaux 968.

Histoire des chanceliers de France et des gardes des sceaux jusqu'à  
Louis XIII.

B.N. ms. fr. N.A. 7.213.

Histoire des chanceliers et gardes des sceaux de France

B.N. ms. fr. 3.917-3.918.

id. 18.267, 18.269-23.703.4.

Histoire des chanceliers et gardes des sceaux de France, de Fran-  
çois I<sup>er</sup> à Louis XIV.

B.N. ms. fr. 5.928.

Jugement du conseil du Roi sur une contestation relative à la  
vente à un sieur Guibert d'un office de secrétaire du roi. 1648.

Ste Gen. ms. 34.36 Bl in. fol. 6.7.33.

LE FÈVRE de LEZEAU. — *Des chanceliers et gardes des sceaux de  
France*, 1667.

B.N. ms. fr. 18.155.

Lettres, mémoires, titres et actes concernant les chanceliers et  
gardes des sceaux de France.

B.N. ms. fr. 18.281.

Lettres, mémoires, titres et actes concernant les chanceliers et  
gardes des sceaux.

B.N. ms. fr. N. A. 3.359.

Lettres, titres et mémoires concernant les chanceliers de France et les gardes des sceaux, ensemble des droits attribués à leur charge. 1280-1635.

Ch. des députés, ms. 182, 183, 1.088.

Lettres, titres et mémoires concernant les chanceliers de France et les gardes des sceaux, ensemble des droits attribués à leur charge jusqu'à l'an 1512.

Ars. ms. 4.245.

Lettres, titres et mémoires concernant les chanceliers de France, etc... de 1514 à 1626.

B.N. ms. fr. 7.546.

Lettres, titres et mémoires concernant les chanceliers de France et les gardes des sceaux (1270-1635).

B.N. ms. fr. N.A. 7.214-15.

Lettres, titres et mémoires concernant les chanceliers de France et les gardes des sceaux jusqu'en 1644.

B.N. ms. fr. 7.544-45.

Lettres du sceau... (fol. 110 à 132).

B.N. ms. Mel. Col. 83.

Lettres de la Grande Chancellerie (communes, de rapport, du commandement du roi), (fol. 230).

B.N. ms. Clair. 361.

Lettres adressées à Colbert par les officiers de la Grande Chancellerie (fol. 17) — les 16 officiers du sceau (fol. 7), 1664.

B.N. ms. Mél. Col. 124-126.

Lettres de 1664 supprimant des offices de secrétaires du roi, et règlement pour la grande chancellerie (fol. 384).

B.N. ms. Clair. 444.

Lettres : convocation des membres du Parlement sur... l'intitulation et l'inscription des arrêts et lettres de chancellerie (fol. 66).

B.N. ms. fr. 3.996.

Mémoire historique et diplomatique avec pièces annexes, concernant l'origine et les fonctions du grand chancelier de France.

B.N. ms. Clair. 823.

Mémoire sur la question si Messieurs les chanceliers de France peuvent être récusés (fol. 314).

B.N. ms. fr. 4.600.

Mélanges sur l'histoire de France (pièces concernant les chanceliers).

B.N. ms. fr. 10.472.

Mémoires sur les chanceliers.

B.N. ms. fr. N.A. 23.420-421.

Mémoires sur les chanceliers et sur divers points de diplomatique.

B.N. ms. fr. 18.262.

Mémoires des chanceliers de France (fol. 15 à 56).

B.N. ms. fr. 4.920.

MENANT (Jacques). — *Recueil composé par un auditeur à la Chambre des Comptes*. Chancellerie, fol. 39.

Rouen Coll. Coquebert de Montbret, 695.

MÉZERAY. — Notes concernant le chancelier.

B.N. ms. fr. 20.771 (fol. 372).

— — 20.774 (fol. 34).

— — 20.775 (fol. 378).

Minutes de la chancellerie 1668.

Maz. ms. 2266.

Minutes d'expéditions de la grande chancellerie (1685.1701).

B.N. ms. fr. Clairambault. 747-752.

Notes et documents sur les chanceliers et gardes des sceaux de Clovis à Louis XIII.

B.N. ms. Dupuy 236.

Notes sur les chanceliers (fol. 175).

B.N. ms. Duchesne 20.

Notes sur les chanceliers et gardes des sceaux (à propos de l'histoire du Parlement).

B.N. ms. fr. 19.762.

Observations concernant l'ordre et forme du grand sceau, division des lettres en trois espèces (7).

B.N. ms. fr. 4.870.

Officiers de la grande chancellerie de France 1672.

Université ms. 387.

Office de garde des sceaux de l'Ordre du roi (fol. 58).

B.N. ms. fr. 17.316.

Ordonnances et extraits d'œuvres concernant chancelier et personnel de la chancellerie.

B.N. ms. fr. 18.268.

Ordre à observer pour le sceau des actes du roi, règlement pour la tenue des sceaux par le roi en personne, 4 février 1672.

B.N. ms. fr. N.A. 4385.

Pièces concernant les chanceliers et gardes des sceaux (fol. 81 à 126).

B.N. ms. Dupuy 851.

Pièces relatives aux secrétaires du roi (fol. 38).

B.N. ms. fr. 18.615.

Pièces relatives aux chanceliers et gardes des sceaux.

B.N. ms. fr. 10.889.

Pièces relatives à la grande chancellerie et requêtes présentées au chancelier (fol. 194).

B.N. ms. fr. 17.338.

Pièces relatives à la chancellerie (réformation des abus) (fol. 122).

B.N. ms. fr. 16.577.

PINGRÉ (Henri). — *Mémoires sur l'office et les fonctions de secrétaire du Roi*, 1634-37.

Ms. Thiers 1.132 (1.302).

Provisions des chanceliers et gardes des sceaux de France, avec les mémoires et actes concernant leurs droits.

B.N. ms. fr. 23.707.

Recueil de copies de pièces concernant les chanceliers et gardes des sceaux de France 1267-1630.

Ars. ms. 4.246.

Recueil de copies tirées des registres du Parlement de Paris, concernant les chanceliers.

B.N. ms. fr. 14.034.

Recueil de documents relatifs aux chanceliers de France.

B.N. ms. Dupuy 581.

Recueil de harangues prononcées au Parlement ou à la Cour des Aides à l'occasion de l'installation des chanceliers de France.

B.N. ms. fr. N.A. 1504.

Recueil de lettres, brevets et commissions expédiées par MM. les secrétaires d'état (Louis XIII et XIV).

B.N. ms. fr. N.A. 10.872.

Recueil de mémoires, lettres et arrêts concernant le Parlement et les chanceliers de France.

Arch. U. 939.

Recueil de mémoires, traités, actes royaux, règlements et pièces diverses concernant les chanceliers et la chancellerie. (v. 17.014 fol. 12-49).

B.N. ms. fr. 18.273-18.277.

Recueil de mémoires et de pièces concernant les secrétaires du roi et les taxes du sceau.

Recueil de mémoires, traités, actes royaux etc... concernant les chanceliers et la chancellerie.

B.N. ms. fr. 18.263-18.266.

Recueil de mémoires et traités divers. fol. 103, Des lettres du sceau ; fol. 113, Des chancelleries et des sceaux.

Ecole vétérinaire d'Alfort 41 (K. 26).

Recueil de pièces et extraits concernant les chanceliers et leurs fonctions.

B.N. ms. fr. 16.267.

Recueil de pièces concernant les grands officiers voir Chancelier (fol. 161), gardes des sceaux (fol. 254).

B.N. ms. Cinq cents de Colbert 136.

Recueil de pièces relatives aux chancelleries, sceau, officiers de chancellerie (xiv<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles).

B.N. ms. fr. 16-270.

Recueil de pièces relatives à l'élection et aux attributions des chanceliers et gardes des sceaux de France de 1340 à 1630, extraites des registres de la Chambre des Comptes et du Parlement ms. Ste. Gen., 886. suppl.

Lf. in fol. 200.

Recueil de pièces et de règlements relatifs aux officiers de la chancellerie royale (xiii<sup>e</sup> au xvii<sup>e</sup> siècle).

B.N. ms. fr. 23.942-3.

Recueil de traités historiques du chancelier de France (fol. 89).

Ms. Ste Gen. 3.032 Lf. in-8° 1.

Recueil en forme de chronologie de tous les chanceliers et gardes des sceaux.

B.N. ms. fr. 7.539-13.794-18.279-18.280.

Recueil sur les chanceliers et gardes des sceaux.

B.N. ms. fr. N.A. 23.419.

Recueil sur les chanceliers et gardes des sceaux 1.646.

Ars. ms. 4.240.

Recueil concernant les chanceliers, gardes des sceaux etc...

Carpentras 1780.

Registre de la trésorerie générale de l'augmentation du sceau. 1631-1636.

B.N. ms. fr. 18.287.

Règlement des chancelleries (fol. 307).

B.N. ms. fr. 513.

Règles de chancellerie (fol. 329).

B.N. ms. fr. 529.

Remarques du chancelier Séguier sur les principales clauses des lettres de chancellerie (fol. 76), voir aussi fol. 69.

B.N. ms. fr. 20.766.

Secrétaires d'Etat.

B.N. ms. fr. 18.236.

Tarif général de tous les droits de la grande chancellerie de France 1678-1694.

Maz. ms. 2.788.

Taxe ancienne des droits des clercs de la chancellerie, avec les privilèges des secrétaires du Roi.

Ars. ms. 8<sup>e</sup> recueil de Conrart 2.667. 3<sup>e</sup> partie, p. 1.

Taxe que le roi prend pour le droit et émolument du sceau des lettres scellées en ses chancelleries (fol. 38). Henri III, fol. 880.

B.N. ms. fr. 4.805.

Taxe des lettres de naturalité, légitimation, annoblissement  
8 octobre 1579 (fol. 79).

B.N. ms. fr. 3.947.

Titres, arrêts, règlements, taxes, factures, etc... concernant la  
chancellerie et officiers d'icelles (jusqu'en 1645).

B.N. ms. fr. 23.705-6.

Traité des chanceliers et gardes des sceaux de France.

Arch. U. 948.

Traité des secrétaires du roi et autres principaux officiers de la  
chancellerie.

B.N. ms. fr. 18.238.

Traité du sceau (155), des chanceliers, par Galland (160).

B.N. ms. fr. 18.424.

Traités et pièces diverses concernant chanceliers et gardes des  
sceaux.

B.N. ms. fr. 18.270-12.278.

Traité sur les finances et la chancellerie de France.

Ms. Chantilly 1.120 (1763).

## XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

GODEFROY. — *Notes et brouillons pour un recueil sur les chanceliers  
et les gardes des sceaux etc...*

Inst. ms. 396 (fol. 1).

Ordonnances, édits, déclarations et arrêts concernant divers  
offices du royaume de France.

B.N. ms. fr. N.A. 22.244.

Pièces émanant de la chancellerie royale (de François I<sup>er</sup> à 1789).

Rouen ms. g. 165.

SAINT-SIMON. — *Papiers inédits*, t. V, p. 448 (chancelier, chef du  
Tiers-Etats).

Ste. Gen. Z 8<sup>o</sup> sup. 102. 10.764-37.471.

Secrétariat d'Etat. Registres. 1669, 1682, 1670-1701.

B.N. ms. fr. 21.481-82, 6.652-58.

Tarif des droits du sceau de la chancellerie de France.

Institut ms. Coll. Godefroy 127-129.

## XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

AGUESSEAU (d'). — *Correspondance* (1717-1750).

B.N. ms. fr. 6.822 à 24.<sup>o</sup>

Chancellerie. Pièces diverses 1778-1789. B.B. 30.512 (dossier 1).

Chancelier de France de 1677 à 1709.

B.N. ms. fr. 19.770.

Charge (de l'excellence de la) de chancelier.

Narbonne 253.

CHASOT de NANTIGNY (Louis). — *Suite chronologique des chanceliers, gardes des sceaux, secrétaires d'Etat, etc... jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, 1755.*

B.N. ms. fr. 32.985.

Chronologie des chanceliers et gardes des sceaux de Mérovvée à Louis XV (fol. 258).

— Mémoire concernant les chanceliers de France (fol. 262).

B.N. ms. fr. N.A. 22.256.

CLÉMENT DE BOISSY. — *Collection sur la jurisprudence et la juridiction de la chambre des comptes, relations avec le chancelier (fol. 1), le garde des sceaux (fol. 147), comptes de l'audienrier (355), des chancelleries (524).*

B.N. ms. fr. N.A. 1.588.

Collection du Parlement. Chanceliers.

B.N. ms. N.A. 8.328.

Lettres patentes.

B.N. ms. fr. N.A. 8.383.87.

Collection Morel de Thoisy en part. 171 (t. 106). Chancellerie Grand sceau.

B.N. imprimés réserve.

Création d'officiers de la Grande chancellerie 1704.

B.N. ms. fr. 26.464.

DARSONVILLE. — *Mémoires concernant l'origine et l'antiquité des chanceliers en France.*

Rouen Col. Coquebert de Montbret 592.

DELAMARE. — *Papiers : Chanceliers de France. Secrétaires du Roi.*

B.N. ms. fr. 21.723.24.

Dissertation sur le remplacement par éléction, en cas de vacance, de l'office de chancelier de France.

B.N. ms. fr. 10.888.

Dissertation sur la charge de chancelier.

Ars. ms. 4.588.

DUMONT. — *Cours de droit français. Traité des lettres de ratification 1774, Bourges 388.*

Edits, déclarations, lettres patentes de 1763 à 1790 (quelques lettres antérieures).

Chancellerie.

Edits et déclarations du roi concernant les secrétaires du roi et les officiers de la Grande Chancellerie (1704-1715).

B.N. ms. Clair. 1.200.

Grands officiers de la couronne.

B.N. ms. fr. 10.795.

- Lettre d'honneur et committimus pour un cirier 1721-1723.  
Rouen ms. g. 168.
- Lettres, titres et mémoires concernant les chanceliers de France et les gardes des sceaux, ensemble des droits attribués à leurs charges. 2 vol. 1. 1316-1554 ; 2. 1557-1582.  
Arsenal ms. 4.241-4.242.
- Mélanges concernant principalement les chanceliers et gardes des sceaux de France (1380-1681). (à partir du fol. 379).  
Institut, ms. 309.
- Mémoires chronologiques des chanceliers et gardes des sceaux de France depuis l'an 1500 (fol. 254 et 260).  
B.N. ms. Clair. 452.
- Mémoires historiques de la théorie et pratique universelle du secrétariat d'Etat et de la grande chancellerie de France.  
Rouen Col. Martainville 80.
- Mémoire touchant les créations des notaires et secrétaires du roi, 1705.  
Rouen Col. de Montbret 496.
- Notes sur les fonctions et juridiction des chanceliers et conseil du roi.  
B.N. ms. fr. 19.775.
- Opuscules de droit français, chancellerie royale.  
Lyon, 1163.
- PARAYRE et MILLAIN. — *Recueil de lettres missives concernant la chancellerie, rédigées sur les apostilles du chancelier Phéliepeaux de Pontchartrain.*  
B.N. ms. fr. 21.111 à 21.117.
- Portefeuilles de Fontanieu.  
B.N. ms. fr. N.A. 7.860. Officiers en général. Grands officiers de la couronne.  
B.N. ms. fr. N.A. 7.861. Chancelier.  
B.N. ms. fr. N.A. 7.896. Juridiction. Maître des Requêtes Chancellerie.
- Portefeuille Lancelot.  
B.N. ms. fr. N.A. 9.733 : Traités composés par Colbert à l'intention du marquis de Seignelay, 1670. (semblable à 9733 Sorbonne déjà cité).  
B.N. ms. fr. N.A. 9.734 : Pièces sur les secrétaires du roi, chanceliers et officiers de la grande chancellerie.  
B.N. ms. fr. N.A. 9.807. Droits du sceau, bourses, tarifs de la chancellerie, etc...
- Recueil de documents concernant les chanceliers et gardes des sceaux de France.  
B.N. ms. Clair. 745.

Recueil des édits, déclarations, arrêts, règlements et ordonnances rendus sur le fait de la justice, police et finances de 1551 (1720) à 1773.

Chancellerie.

Recueil de notes, pièces et extraits pour servir à l'histoire des chanceliers de France, depuis 987 jusqu'en 1723.

Sénat, ms. 1.033

Recueil Le Camus. — *Sur la question si Messieurs les Chanceliers de France peuvent être récusés.* Ars. ms. Recueil Le Camus.

T. II, 672-IJL 32<sup>e</sup> p. 85.

Remarques historiques concernant les chanceliers et gardes des sceaux de France (p. 265).

B.N. ms. fr. 10.792, 10.796.

Répertoire universel de jurisprudence. — *Mémoire pour servir à un dictionnaire des conseils du roi.*

B.N. ms. fr. 7.495.

Supplique des officiers de la grande chancellerie adressée au chancelier. fol. 107 et 117 (voir égal. fol. 121, 127, 135, 146, 153, 158) ; lutte entre secrétaires du roi et receveurs des consignations.

B.N. ms. Clair. 1321.

Tarifs des droits du sceau en 1674, 1691 et 1704.

Ms. Chantilly, 1119-1200.

Tarif du droit du sceau, 1704.

Ars. 40 J 2046 et 41 (O.B.).

## XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

LANGLOIS. — *Mémoire sur la grande chancellerie royale de Saint-Louis à Philippe de Valois, 1226-1328*, présenté à l'Institut en 1895.

## Archives Nationales

### SÉRIE O<sup>1</sup>

#### SECRÉTARIAT D'ÉTAT DE LA MAISON DU ROI

O<sup>1</sup> 13 à 128 Expédition des actes royaux par le secrétaire de la maison du roi (1669-1786).

130 à 136 Minutes de lettres patentes. Collection factice avec tables (1775-1789).

137 à 161 Copie de lettres patentes avec tables (1765-1789)

- 162 à 170 Autre série analogue spéciale aux provinces (1727-1757).
- 171 à 180 Minutes d'édits, déclarations, lettres patentes, (1740-1780).
- 181 ... Registre des envois aux Cours (1768-1775).
- 202 ... Décisions du roi, agrément de charges (1652-1759).
- 203 ... Registre des expéditions de Paris (1749-1757).
- 217 ... Minutes et originaux de lettres patentes, provisions etc... (1599-1767).
- 218 à 238 Lettres de naturalité et de légitimation (1506-1789).
- 240 .... Décisions du roi (1775-1784).
- 271 et suiv. Recueil de lettres de Henri III etc...
- 274 ... (1672-1741).
- 275 ... (1710-1763).
- 276 ... (1703-1763).
- 280 ... Brevets et provisions de charges diverses, en feuilles, avec pièces à l'appui (XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles). Mémoires de lettres scellées (1700-1704).
- 292 à 348 Minutes de lettres patentes envoyées au sceau (1775-1789).
- 355 à 358 Rôles de placets au roi (avec tables), (1653-1688).
- 359 ... Lettres et placets : feuille d'enregistrement du bureau du ministre des affaires étrangères (1702-1705).
- 362 à 436 Lettres du ministre de la maison du roi (1701-1791).
- 437 à 486 Autre série (minutes reliées avec table 1741-1789. Secrétariat d'Etat de la R.P.R.).
- 487 à 501 Autre série (1775-1790).
- 502 à 512 Affaires générales des provinces (dépêches) (1727-1765).
- 513 à 523 Table alphabétique (1730-1740).
- 524 à 554 Répertoire alphabétique des lettres reçues des provinces (1735-1775) R.P.R.

### SÉRIE V<sup>1</sup>

#### GRANDE CHANCELLERIE

- V<sup>1</sup> 1 à 541 Minutes de provisions d'offices (1641-1790).
- 542 à 545 Minutes de lettres patentes diverses (1674-1724).
- 549 à 553 Affaires de librairie. Décisions et permissions. (1789-1790).
- 554-555 Correspondance : offices (1785-1789).

- 556 à 576 Registres de chancellerie. Contrôle des gardes-minutes (1717-1774).
- 577 à 585 Registres de correspondance du chancelier (1685-1691).
- 586 ... Registre des lettres écrites par le garde des sceaux. (1753-1754).
- 587 à 600 Registre pour l'enregistrement des lettres et envois. Paris (1737-1763).
- 601 à 615 Registre pour l'enregistrement des lettres et envois. Province (1737-1765).
- 616 à 626 Registres de correspondance, affaires civiles, renvois et placets (1752-1774).
- 627 à 630 Registres concernant les dispenses et agréments (1742-1763).
- 631 à 641 Registres des réunions (1777-1793).
- 642 ... Registre de correspondance touchant les officiers (1753-1754).
- 643 à 647 Registres de correspondance pour le recouvrement des frais de justice (1747-1756).
- 648 à 663 Registres de la chancellerie. Criminel (1737-1790).

#### IV. Formulaires de chancellerie

##### XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Table d'un formulaire composé par Jean de Caux, clerc du roi sous Philippe le Hardi, *Archives JJ I*<sup>2</sup>. (fol. 85 et suiv.) Publié par Langlois, *Notices et extraits*, t. XXXV, p. 793.

##### XIV<sup>e</sup> SIÈCLE

Fragment d'un formulaire de la chancellerie royale (Philippe IV ou V).

Lyon ms. 206.

##### XV<sup>e</sup> SIÈCLE

\* Manuel et recueil de lettres composé par un notaire et secrétaire du roi.

B.N. ms. fr. 5.271.

Protocole de la chancellerie royale. Formulaire de la Chambre des Comptes.

B.N. ms. fr. 5.318.

Protocole de plusieurs lettres royaux (fol. 113-138).

B.N. ms. fr. 5. 330.

Recueil relatif aux clercs, notaires et secrétaires du roi (sciendum).

B.N. ms. fr. 6.021.

\* Sciendum de la chancellerie royale et formulaire des secrétaires du roi et de la chancellerie. (fol. 1 à 27).

B.N. ms. fr. 18.674.

\* Formulaire de chancellerie (Charles VII).

B.N. ms. fr. 6.022.

Protocole de chancellerie (Charles VII).

B.N. ms. fr. 14.370.

\* MORCHESNE (Odart). — *Protocole ou formulaire de la chancellerie royale*, 1426.

B.N. ms. fr. 5.024.

\* Formules d'actes de Charles VII à Louis XI.

B.N. ms. fr. 5.909.

(Copies de lettres patentes de Louis XI).

B.N. ms. fr. N.A. 693.

Formulaire de Chancellerie (Louis XI).

B.N. ms. fr. \* 5.030-5.099 \* 6.142.

\* Protocole royal ou formulaire de lettres diverses du temps de Louis XI.

B.N. ms. fr. 5.727.

\* Formulaire de Chancellerie (Charles VIII).

B.N. ms. fr. 5.053.

## XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> SIÈCLES

\* Formulaire royal (formules de dons et grâces).

Orléans 711.

\* Protocole de lettres royaux.

B.N. ms. fr. 14.371.

## XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

\* Formulaire de Chancellerie.

B.N. ms. fr. 4.588, 4.594, 5. 129 (fol. 231-236), 5.501, 5.503.

Formules de diverses lettres patentes :

B.N. ms. fr. 3.942-3.943.

Formulaire, instruction générale pour un secrétaire d'Etat.

B.N. ms. fr. 16.240.

Recueil de copies de pièces, formé par la réunion d'actes émanés de la chancellerie des rois Louis XI, Charles VIII et Louis XII.

B.N. ms. fr. 5.093.

\* Sciendum des notaires et secrétaires du roi (fol. 312-315).  
B.N. ms. fr. 5.085.

\* Style de la Chancellerie royale.

B.N. ms. fr. 6.022.

Formulaire d'un secrétaire du roi du temps de Louis XII.  
Sénat ms. 268.

Formulaire de chancellerie (François I<sup>er</sup>) à l'usage d'un chauffecire.

B.N. ms. fr. 19.822.

\* Formulaires de chancellerie (François I<sup>er</sup>).

B.N. ms. fr. 5.086, 5.124. 5.500, 14.368, 24.029.

\* Le grand stille et prothocolle de la chancellerie de France. Paris, Galliot-Dupré, 1532.

F.N. 29.385.

Autres éditions du même ouvrage voir Giry, p. 765.

Formulaire du temps de Charles IX.

B.N. ms. fr. N.A. 20. 256.

Stile et prothocolle de la chancellerie de France 1560. Paris, (Charles IX).

Ste Gen. 8° F. 269<sup>2</sup>.

\* Formulaire de chancellerie (Henri III).

B.N. ms. fr. 5.085, 5.269 (protocole de Nicolas Hennequin, notaire et secrétaire du roi), 5.285. 24.021.

Formulaire de lettres et d'actes divers à l'usage d'un secrétaire du roi à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

B.N. ms. fr. N.A. 1.107.

\* Le trésor du nouveau style et protocole de la chancellerie de France. Paris, in-8°, 1599.

Ars. J. 4.295.

\* Formulaires de chancellerie Henri IV.

B.N. ms. fr. 5.809, 13.966, 18.112 (formulaire à l'usage du chancelier Brulart de Sillery).

Extraits d'un formulaire à l'usage de la chancellerie royale (xvi<sup>e</sup> xvii<sup>e</sup> siècle).

B.N. ms. fr. 23.025 (fol. 271).

Formulaire à l'usage de la chancellerie des rois de France (xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> siècles).

B.N. ms. fr. 24.021.

Formulaire de chancellerie (xvi<sup>e</sup>, xvii<sup>e</sup> siècles) (fol. 1.04 et 112).

B.N. m. Dupuy 31.

XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

Formulaire de la grande chancellerie.

B.N. ms. Clair. 746.

Formulaire de lettres de chancellerie.

Arch. K 714 n° 117 (fol. 1).

Forme comme il est usé aux lettres patentes.

B.N. ms. fr. 4.342 (fol. 23).

Protocole de la chancellerie de France.

Carpentras 258.

Relevé des formules en usage à la chancellerie de France.

B.N. ms. fr. 23.327 (fol. 182)

Répertoire alphabétique et méthodique des formules concernant  
l'administration ecclésiastique, civile et militaire au xvii<sup>e</sup> siècle.

Bibl. de Inst, m. 477 à 482.

Le trésor du nouveau style et protocole de la chancellerie de  
France 1608.

Ste Gen. ms. 8° F. 270.

Formulaire de chancellerie (Louis XIII).

B.N. ms. fr. \* 10.815, \* 18.673, \* 23.025. 25,205, Baluze  
95. (fol. 388-417).

Formulaire pour la rédaction des actes de la chancellerie royale  
sous Louis XIII.

Ste Gen. ms. 846 Lf. (fol. 59).

Recueil composé pour l'usage d'un secrétaire d'Etat (Louis XIII).

B.N. ms. fr. 4.590.

\* LESCUYER. — *Le nouveau style de la chancellerie de France*,  
Paris, in-4° 1628, F.D. 30.817.

Protocole en usage en 1632.

B.N. Collection Morel de Thoisy 48 fol. 249 (t. 15).

Protocole de quelques actes de la chancellerie (1632-1634).

Ars. man. Recueil Conrart, t. V, 5414-126, p. 777.

Le nouveau style de la chancellerie de France. Paris, in-8° 1635.

F.D. 30.831.

Sciendum de la chancellerie, 1640.

B.N. ms. fr. 21.479.

Formulaire du règne de Louis XIII et de la minorité de Louis XIV.

Institut m. 475, 476, 588.

Formulaire de la minorité de Louis XIV.

Maz. m. 4397.

Formules de chancellerie (Louis XIV).

B.N. ms. fr. \* 4.223, \* 4.224, 4.266.

Formulaire de secrétairerie d'Etat (Louis XIV).

B.N. ms. fr. 14.369.

TAGEREAU. — *Le vray praticien français* (p. 253 à 303), 1647.

F.D. 28.563.

\* DU SAULT. — *Nouveau style des lettres des chancelleries de France, comme elles sont à présent en usage*, in-4° :

1666, Ars. 4° J 2045.

1684 Ste. Gen. 4° F. 725a

Répertoire pour servir de formulaire ou de modèle pour l'expédition des pièces (1610-1669).

Arch. O<sup>1</sup> 1 à O<sup>1</sup> 12.

Généralité de Paris. Formulaire pour les bénéfices.

Arch. Nat. KK 629.

Recueil de diverses expéditions du rôle des dons qui se fait par les secrétaires d'Etat chacun dans son mois.

Arch. Nat. KK 628.

Formules de chancellerie. Collection Morel de Thoisy.

B.N. réserve t. 170, p. 108 et suiv.

Formules de chancellerie (1748-1791).

Arch. Nat. BB<sup>30</sup>, 512, dossier 2.

---

# Formulaire de Chancellerie

---

## I. LETTRES DE NATURALITÉ LÉGITIMATION, NOBLESSE, GRACES, PARDON, ETC.

### 1. Lettres de naturalité <sup>1</sup>

Louis etc. à tous présens et à venir, *Salut*. Notre bien aimé Albert Joseph Boupkiewicz, natif de Pologne, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, nous a fait représenter qu'il est établi depuis plusieurs années en notre royaume, et qu'il souhaiteroit y fixer sa demeure et y finir ses jours ; mais que, pour participer aux avantages et aux droits dont jouissent nos sujets et régnicoles <sup>2</sup>, il aurait besoin de nos lettres de naturalité, qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

A ces causes, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons le dit Boupkiewicz reconnu, censé, tenu et réputé, et par ces présentes signées de notre main <sup>3</sup>, reconnaissons, censons et réputons pour notre vray et naturel sujet et régnicole, voulons et nous plait que comme tel il puisse et lui soit loisible de s'établir et de demeurer en tels villes et lieux de notre royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance que bon lui semblera, et qu'il jouisse des privilèges, franchises et libertez dont jouissent nos vrays et originaires sujets et régnicoles ; qu'il

1. Grandes lettres patentes, de grâce, toujours en commandement, accordées par le roi à un étranger, et par lesquelles il est assimilé aux autres Français, et jouit de tous leurs droits et privilèges. Elles impliquent deux conditions essentielles : que le requérant soit catholique, qu'il habite le royaume.

2. Le régnicole est un individu né en France de parents étrangers ; est réputé étranger le régnicole qui a quitté la France et s'est établi à l'étranger sans l'autorisation du roi.

3. Formule caractéristique des lettres en commandement.

puisse avoir, tenir et posséder, tous biens meubles et immeubles qu'il a acquis et qu'il pourra cy après acquérir, ou qui luy seront donnez, lèguez et délaissez <sup>1</sup>, en quelque sorte et manière que ce puisse estre, d'iceux jouir ordonner et disposer par testament, ordonnance de dernière volonté, donation entre vif ou autrement, ainsy que de droit luy sera permis ; et qu'après son décès ses enfans nez et à naitre en loyal mariage, héritiers ou autres, en faveur desquels il aura disposé desdits biens, puissent luy succéder, pourveu qu'ils soient nos régnicoles, tout ainsy que sy ledit Boupkiewicz estoit originaire de notre royaume, sans qu'au moyens des ordonnances et réglemens d'iceluy il luy soit fait aucun trouble et empêchement, ny que nous puissions prétendre avant ny après son décès lesdis biens nous appartenir par droit d'aubaine <sup>2</sup> ou autrement en quelque sorte et manière que ce soit, l'ayant quant à ce <sup>3</sup> dispensé et habilité, dispensons et habilitons par ces présentes, sans qu'il soit, pour raison de ce, tenu de nous et aux Roys nos successeurs aucune finances ny indemnité, de laquelle, à quelque somme qu'elle puisse monter, nous lui avons fait et faisons remises par cesdites présentes, à la charge de finir ses jours en notre Royaume, dont il ne pourra sortir sans notre permission expresse et par escrit, et de ne s'entremettre pour aucuns estrangers, à peine de nullité des présentes.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et feaux conseillers les gens tenant notre Chambre des Comptes à Paris, Présidents, Trésoriers de France, et Généraux de nos finances audit lieu, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Boupkiewicz, ses enfans, héritiers, successeurs et ayant cause, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisans cesser tous troubles et empêchement, et nonobstant toutes choses à ce contraires, ausquelles nous avons dérogés et dérogeons par cesdites présentes, pour ce regard seulement, et sans tirer à

1. Le mot délaissement, terme général, peut désigner une cession de biens, la renonciation à une succession, à une communauté, à une possession, le contrat d'abandonnement par lequel un débiteur cède tous ses biens à ses créanciers, et le déguerpissement.

2. Droit appartenant au roi de succéder aux étrangers décédés dans le royaume sans enfans qui y soient nés en légitime mariage.

3. Le copiste avait mis qu'au cas. Corrigé sur le registre du secrétariat d'Etat de la maison du roi.

conséquence, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.

Donné à \_\_\_\_\_ au mois de mars. L'an de grâce 1733 et de notre règne le [huitième].

## 2. Lettres de naturalité avec congé de tenir bénéfices <sup>1</sup>

Louis etc. à tous présent et à venir, *Salut*. Notre cher et bien amé le sieur Jacques Doudall, prestre du diocèse de Mide en Irlande, natif du lieu de Cloran dudit diocèse, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, nous a fait représenter qu'il s'est étably depuis plusieurs années en notre royaume, et qu'ayant formé le dessein d'y fixer sa demeure et d'y finir ses jours, il souhaiteroit participer aux droits et aux avantages dont jouissent nos sujets ; mais que pour cet effet, il auroit besoin de nos lettres de naturalité, qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder avec congé de tenir bénéfices.

A ces causes, voulans favorablement traiter ledit sieur Doudall, sur les témoignages qu'on nous a rendus de ses mœurs et de ses vertus, nous l'avons de notre grâce spéciale, pleine puissance, et autorité royale, reconnu, censé, tenu et réputé, et par ces présentes, signées de notre main, reconnaissons, tenons, censons et réputons pour notre vray et naturel sujet et régnicole ; voulons et nous plait que comme tel il puisse, et qu'il luy soit loisible, de s'establiir et de demeurer en tels villes et lieux de notre royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance que bon luy semblera ; qu'il jouisse des privilèges, immunités, avantages, franchises et libertés dont jouissent nos vrays et originaires sujets et régnicoles ; qu'il puisse avoir, tenir, et posséder tous biens meubles et immeubles qu'il a acquis, et qu'il pourra cy après acquérir, ou qui luy seront donnés, légués et délaissés en quelque sorte et manière que ce puisse estre, d'yceux jouir, ordonner et disposer par testament, ordonnance de dernière volonté, donation ou autrement, ainsy que de droit luy sera permis ; et qu'après son décès ses héritiers ou autres, en faveur desquels il aura disposé desdits biens, puissent luy succéder, pourvû qu'ils soient nos régni-

1. Corrigé d'après le registre du secrétariat d'Etat de la maison du roi.

coles, de même que si ledit sieur Doudall estoit originaire de notre Royaume, sans qu'au moyen des ordonnances et règlements d'yceluy il puisse luy estre fait aucun trouble et empêchement, ni que nous puissions prétendre, avant ny après son décès lesdits biens nous appartenir par droit d'aubaine ou autrement, en quelque sorte et manière que ce soit. Nous avons en outre, par ces mêmes présentes, permis et permettons audit Sieur Doudall d'accepter, tenir et posséder en notre Royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance, à l'exception toutefois de l'Alsace, tous et chacuns les bénéfices dont il est, [et] pourra estre cy après canoniquement pourveu à bon droit et juste titre, non dérogeant auxdits décrets, concordats, privilèges, franchises et libertés de l'Eglise gallicanne, jusqu'à la somme de douze cent livres<sup>1</sup> de revenu annuel, toutes charges desduites et acquittées, et d'yceux bénéfices prendre la possession et jouissance comme s'il estoit notre vray et naturel sujet et originaire françois, l'ayant, pour tout ce que dessus, dispensé et habilité, dispensons et habilitons par cesdites présentes, sans que, pour raison de ce, il soit tenu de nous payer, ou aux Roys nos successeurs, aucune finance ny indemnité, de laquelle, à quelque somme qu'elle puisse monter, nous luy en avons fait et faisons don et remise par cesdites présentes, à la charge de finir ses jours en notre Royaume, dont il ne pourra sortir sans notre permission expresse et par escrit, et de ne s'entremettre pour aucuns estrangers, à peine de nullité des présentes. Entendons en outre que ledit Sr. Doudall ne puisse, en conséquence de ces présentes, estre receu à prendre possession d'aucuns bénéfices situez audit pays d'Alsace, et qu'au cas qu'il soit pourveu de bénéfices situez dans les autres pays conquis ou à nous cédez, il ne puisse estre receu à en prendre possession que préalablement il n'ayt obtenu de nous nos lettres d'attache sur ce nécessaire.

*Si donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, Présidents, Trésoriers de France, et Généraux de nos finances audit lieu, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes il ayent à faire registrer, et du contenu en icelles jouir et user ledit Sieur Doudall, ses héritiers et ayants causes pleinement,

1. La somme était laissée en blanc sur la lettre, et c'est le chancelier lui-même qui l'y inscrivait à l'audience du sceau.

paisiblement et perpétuellement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement, et nonobstant toutes choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par cesdites présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à                      au mois de mars 1733 <sup>1</sup>.

### 3. Lettres de naturalité à un Régulier avec congé de participer aux honneurs et bénéfices de son ordre

Louis etc. à tous présent et à venir, *Salut*. Notre bien amé Jacques Duawy, prestre, religieux et profés de l'ordre de Saint-Augustin, natif de Londres, bachelier en licence de la faculté de théologie de Paris, nous a fait représenter qu'il avoit depuis longtemps formé le dessein de demeurer en notre Royaume, et que la profession qu'il a faite dans l'ordre de Saint-Augustin le met en estat de rester en France et d'y finir ses jours ; mais qu'il souhaiteroit participer aux avantages dont jouissent les religieux dudit ordre qui se trouvent originaires de notre royaume, et que, pour cet effet, il auroit besoin de nos lettres de naturalité, qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

A ces causes, voulant favorablement traiter l'exposant, sur les tesmoignages qu'on nous a rendus de ses bonnes qualités, de son attachement à notre service, et de sa religion catholique, apostolique et romaine, Nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale reconnu, censé, tenu et réputé, et par ces présentes signées de notre main reconnaissons, tenons, censons et réputons pour notre vray et naturel sujet et régnicole, voulons et nous plait que, comme tel, il puisse, et qu'il luy soit loisible de demeurer en telles maisons et couvents de son ordre dans lesquels il s'est obligé d'aller par obéissance de ses supérieurs, qu'il jouisse des privilèges, avantages, franchises et libertés dont jouissent nos vray et originaires sujets, et dont jouissent ou doivent jouir les autres religieux dudit ordre ; qu'il puisse remplir et tenir et posséder les honneurs, offices, et les dignitez ausquelles il

1. La lettre scellée porte : l'an de grâce mil sept cent trente trois et de notre règne le dix huitième.

pourra estre élevé et appellé, et les bénéfices qui pourront luy estre conféréz dans son ordre, accepter dons, legs et bienfaits qui seront faits aux maisons et couvents dans lesquelles il demeurera, jouir, posséder et administrer les biens et revenus d'yeux, suivant et conformément aux règles et instituts dudit ordre, passer tous actes et contrasts nécessaires pour le bien et avantage d'yceluy, ainsi que droit luy sera permis, lesquels seront valables et de même force et vertu que sy l'exposant estoit originaire du royaume ; sans qu'au moyen des ordonnances et règlements d'yceluy il luy soit fait aucun troubles et empêchement, l'ayant quant à ce que dessus habilité et dispensé, habilitons, et dispensons par cesdites présentes, luy avons fait et faisons don remise de toute finance à laquelle pourroient estre tenus les Estrangers envers nous et nos successeurs Roys, à la charge par luy de finir ses jours en notre Royaume, dont il ne pourra sortir sans notre permission expresse et par escrit, et de ne s'entremettre pour aucuns estrangers, à peine de nullité des présentes.

*Sy donnons en mandement* à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, et à tous autres nos officiers qu'il appartiendra, etc. may 1735.

#### 4. Lettres de déclaration de naturalité<sup>1</sup>

Louis etc. à tous ceux qui ces présentes verront, *salut*. Nos bien amez Charles, François, Jean Benjamin, Jeanne Françoise et Josèphe de Moraçin, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, nous ont fait représenter que le Sr. Léon de Moraçin natif de la ville de Bayonne et d'une famille originaire de notre Royaume, s'estant trouvé en l'année 1687 en la ville d'Amsterdam, il y épousa Marie Josèphe Barbou, et que les exposants nacquirent de leur mariage en ladite ville d'Amsterdam, mais que ledit Sr. de Moraçin estant revenu en France, comme il en avoit toujours conservé le dessein, et y ayant fait élever sa famille, on ne peut contester aux exposants les avantages et les privilèges des régnicoles ; cependant, et pour prévenir toute diffi-

1. Petites lettres patentes, de grâce, toujours en commandement, expédiées, soit, comme dans le cas présent, pour des français ayant longtemps séjourné à l'étranger (v. note, p. 85) soit comme dans la lettre n° 5, pour des étrangers habitant des pays sur lesquels le roi a des droits.

culté sous prétexte de leur naissance en pays étranger, les exposants nous ont fait supplier de leur accorder nos lettres de déclaration de naturalité, qui assurent d'autant plus leur estat et leurs droits.

A ces causes voulans favorablement traiter les exposants, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale déclaré, avoué et reconnu, déclarons, avouons et reconnoissons par ces présentes, signées de notre main, lesdits Charles, François, Jean, Benjamin, Jeanne Françoise et Josèphe de Moraçin pour nos vrays et naturels sujets et régnicoles, voulons et nous plait que comme tels ils puissent, et qu'ils leur soit loisible de s'establiir et de demeurer en tels villes et lieux de notre obéissance que bon leur semblera, qu'ils jouissent des privilèges, franchises et libertez dont jouissent nos vrays et originaires sujets et régnicoles, etc. *(la fin comme cy dessus aux lettres de naturalités septembre 1733.*

## 5. Autres <sup>1</sup>

Louïs etc. à tous ceux qui ces présentes lettres, verront, *Salut.* Notre bien amé Pierre Routin, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, nous a très humblement fait exposer qu'il est né dans la paroisse de Breil diocèse de Vintimille au comté de Nice, et qu'encore que, les différents traités par lesquels nous avons remis ledit comté de Nice, qui estoit sous notre obéissance, et notamment par le traité conclu à Utrecht au mois d'avril 1713, il soit censé et réputé notre vray et naturel sujet et régnicole ; cependant comme l'exposant désire finir ses jours dans notre royaume, etc. *(comme les précédentes)* décembre 1735.

## 6. Lettres qui permettent à une angloise de disposer de ses meubles en France <sup>2</sup>

Louis, etc. à nos amez et féaux conseillers les gens tenants notre Cour de Parlement de Paris, Présidents, Trésoriers de France et Généraux de nos finances audit lieu, et à tous autres nos officiers

1. Voir note au bas de la page 90.

2. Mandement sur arrêt du conseil, accordant à une étrangère un droit lui appartenant en vertu d'un traité conclu entre la France et son pays d'origine. Il s'agit évidemment d'une lettre de justice.

et justiciers qu'il appartiendra, *Salut*. Notre bien amée la Dame comtesse de Sandwich nous a fait représenter qu'estant fille du Sr. comte de Rochester, de l'ancienne et illustre maison de Villemor, originaire d'Angleterre, et qui a esté anciennement honorée de la dignité de pairie, et veuve du Sr. comte de Sandwich, de la maison de Montaigu, aussy originaire d'Angleterre, ou son mary jouissoit de la dignité de la pairie, ainsy que plusieurs autres branches de cette même maison, elle estoit venue s'establir volontairement en notre royaume, où elle nous a rendus des services importants, ayant toujours esté attachée à nos interêts, et ne s'estant jamais éloigné de ce qui pourroit estre agréable à ce gouvernement ; qu'elle passeroit volontiers le reste de ses jours en notre royaume, si elle estoit assurée de pouvoir, quoyqu'étrangere, disposer librement à sa mort de tous les meubles et effets mobiliers qu'elle y auroit pour lors ; qu'elle sçavoit qu'en vertu de l'article treize du traité, conclu à Utrecht entre nous et l'Angleterre, les sujets des deux nations avoient esté réciproquement exemptez du droit d'aubaine, et confirmés dans le privilège de pouvoir disposer de leurs effets par testament, ou par quelqu'autre disposition que ce pût estre, ainsy qu'ils le jugeroient à propos, même au profit des estrangers non domiciliez dans le royaume, mais qu'elle appréhendoit qu'après sa mort on ne voulût s'emparer des effets qu'elle laisseroit, et qu'on inquietât ceux en faveur desquels elle en avoit disposé, nous aurions par arrest de notre Conseil du vingt six juin dernier statué sur les fins et conclusions de la requête de ladite exposante insérée audit arrest, et ordonné que pour son exécution toutes lettres nécessaires seroient expédiées, lesquelles l'exposante nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

*A ces causes*, de l'avis de notre Conseil, qui a veu ledit arrest du vingt juin dernier, dont extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons ordonné, et, par ces présentes signées de notre main, ordonnons que l'article treize du traité de commerce conclu à Utrecht le vingt avril mil sept cent treize sera exécuté selon sa forme et teneur, et en conséquence, permettons à l'exposante de disposer des meubles et effets mobiliers qui luy appartiendront en notre royaume au jour de son décès, par testament ou par tel autre acte quelle avisera bon estre, au profit de telles personnes que bon luy semblera, en se conformant néan-

moins par l'exposante <sup>1</sup> aux loys et usages receus dans notre royaume ; faisons deffenses a nos officiers, fermiers, et à tous autres, de se mettre en possession des biens meubles et effets mobilières qui seront délaissez par l'exposante après son décès, ni d'inquiéter ceux aux profits desquels elle en aura disposé, sous quelque raison et prétexte que ce puisse estre, à peine de restitution et de tout dépens dommages et interrets. Sy vous mandons que ces dites présentes vous ayez à faire régistrer et exécuter selon leur forme et teneur cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens, et nonobstant toutes choses contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à                    aoust 1736.

### 7. Lettres de légitimation <sup>2</sup>

Louis, etc. à tous présents et à venir, *Salut*. Notre amée Marie Boulet, âgée de 17 ans 8 mois, nous a fait représenter qu'elle est née le 8 juin de l'année 1715, du commerce illégitime qu'eurent autrefois Jean Boulet, cy devant secrétaire du Sr. de Basville, intendan en notre province de Languedoc, et Catherine Burgues, tous deux alors libres et soluts <sup>3</sup>, et qu'elle fut baptisée en la paroisse de Sainte-Anne de la ville de Montpellier le 12 dudit mois de juin sous le nom de Marie, née de parens inconnus, et présentée au baptême par Michel Rolland, et Marie Bèze ses parains et marraine, mais que, dans la disgrâce d'une naissance illégitime, elle se trouve la consolation d'avoir eu toute l'éducation qu'on a pu luy donner, tant pour la religion catholique, apostolique et romaine que pour les bonnes mœurs, et que par une suite de soins et de tendresse que luy ont témoigné ses père et mère, ils l'ont reconnüe pour leur fille, et ont consenty par acte passé devant notaire à Montpellier les 14 octobre et 5 décembre 1732 qu'elle se pourvut à l'effet d'obtenir de nous les lettres de légitimation quelle nous a très

1. Le passage paraît avoir été altéré par le copiste, mais le sens est clair ; aussi n'avons-nous pas cru devoir apporter ici une correction.

2. « Idem, lors même que les consentemens des oncles et tantes de l'impétrant sont rapportés » (note du manuscrit).

Ces lettres, grandes lettres patentes de grâce, constituent la légitimation dite par lettre du prince, à laquelle s'oppose la légitimation par mariage subséquent ; on les accordait sans difficulté, pourvu que le légitimé soit né de personnes libres d'un côté et de l'autre ; sinon, il devait en être fait mention dans les lettres.

3. Non mariés.

humblement fait supplier de luy accorder, et qui, en effaçant la tache de sa naissance, la mettent en estat de jouir des droits et des avantages dont jouissent les enfans légitimes.

*A ces causes* de l'avis de notre conseil, qui a veu l'extrait baptismal de l'exposante en datte du 12 juin 1715 et les actes de reconnaissance et de consentement passés par lesdits Jean Boulet et Catherine Burgues les 14 octobre et 5 décembre 1732 cy attachés sous le contrescel de notre chancellerie, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, légitimé, et par ces présentes signées de notre main légitimons la ditte Marie Boulet, voulons et nous plait qu'en tous actes, tant en jugement que dehors, et en toutes occasions, elle puisse prendre et porter le nom de Marie Boulet, et quelle soit tenüe, censée et réputée comme nous la tenons, censons et réputons légitime, qu'aucun deffaut ne luy soit reproché sur sa naissance, et qu'elle jouisse des mêmes honneurs, prérogatives, droits, franchises, privilèges, libertez et avantages dont jouissent, ou doivent jouir nòs autres sujets. Et de même que sy elle estoit née en légitime mariage, qu'elle puisse acquérir, tenir et posséder tous biens meubles et immeubles, recueillir toutes successions, accepter tous legs et donations entre vif, à cause de mort ou autrement, en quelque sorte et manière que ce soit, ou puisse estre, pourvus toutefois, quant aux successions de sesdits père et mère, que ce soit du consentement de ceux qui doivent leur succéder ; de tous lesdits biens faire, ordonner et disposer ainsy que de droit luy sera permis, et que ses enfans nés et à naître en légitime mariage, ou autres héritiers puissent luy succéder, l'ayant quant à ce habilitée et dispensée, habilitons et dispensons par ces présentes, sans que nous puissions prétendre lesdits biens nous appartenir par droit de déshérence ou autrement, et que ladite Marie Boulet soit tenuë de nous payer ou aux roys nos successeurs aucune finance n'y indemnité, de laquelle, à quelque somme qu'elle puisse monter, nous luy avons fait et faisons don et remise par cesdites présentes, pourvû toutefois qu'elle fasse profession de la religion catholique, apostolique et romaine, à peine de nullité des présentes.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseiller les gens tenant notre Chambre des Comptes à Paris, Présidents, Trésoriers de France et Généraux de nos finance audit lieu, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces pré-

sentes ils ayent a faire registrer, et du contenu en icelles jouir et user ladite Marie Boulet, ses enfans, héritiers, successeurs et ayants cause pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles en empêchement, et nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrêts, et réglemens à ce contraires auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes presentes, pour ce regard seulement, et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Et affin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes, sauf en autres choses notre droit, et l'autrui en tout. Donné à au mois de février <sup>1</sup>.

### 8. Lettres de noblesse <sup>2</sup>

Louis etc. à tous présents et à venir, *Salut*. Le titre de la noblesse ayant toujours esté considéré comme la plus haute récompense de la vertu, les roys nos prédécesseurs ne l'ont accordé qu'à ceux de leurs sujets qui l'avoient mérité dans les emplois militaires, ou à ceux qui avoient rendu des services considérables à leurs personnes, à l'Estat et au public par l'étude des sciences ou dans l'exercice des arts. Et d'autant qu'entre les sciences on doit distinguer celle qui a pour objet la conservation de la vie et de la santé qui est de tous les biens le plus précieux, cet honneur semble réservé à ceux que leurs veilles et leurs applications à nous servir et le public ont signalé dans la profession de la médecine ; dans cet esprit, considérons que le feu Sr. Denis Dodart, docteur régent de la faculté de médecine de Paris, de notre Accadémie des sciences l'a etc. <sup>3</sup>...

1. La lettre scellée portait : donné à Marly, au mois de février, l'an de grâce 1732 et de notre règne le dix huitième.

2. Grandes lettres patentes, de grâce, accordées sur avis du Conseil par lesquelles le roi annoblit un roturier et sa postérité ; elles doivent faire mention des services qui ont motivé la grâce, et contiennent au milieu l'écusson des armes que le roi permet de porter.

3. La lettre contenait tout ce qui suit, supprimé dans le formulaire : « L'a pratiquée au moins quarante ans auprès des princes de notre sang, dans notre cour, dans le public et avec une attention particulière pour les pauvres. Qu'il n'est pas moins connu par ses ouvrages académiques que par les éloges de plusieurs savants, et qu'ayant transmis ses talents avec sa probité à notre amé et féal conseiller en notre conseil d'Etat privé le sieur Claude Jean Baptiste Dodart, son fils, docteur et régent dans la même faculté, lequel après avoir été plusieurs années médecin ordinaire de notre maison, chargé par le feu roi de servir près de défunts notre frère et sœur le roi et la reine d'Angleterre, et successivement été dans la suite employé en qualité de premier



contenu en ycelles jouir et user ledit Sr. Dodart, ses enfans et descendans nés et à naître en loyal mariage, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement, et nonobstant toutes ordonnances, arrests et règlements contraires auxquels nous avons dérogé[et] dérogeons par ces présentes, à cet égard seulement, *car tel est notre plaisir* ; et affin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Paris au mois de may 1720.

### 9. Relief de dérogeance de noblesse <sup>1</sup>

Louis etc. à nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre Cour des Aydes à Paris, *Salut*. Nos chers[et] biens amés Nicolas Le Cosquyno, capitaine au régiment de Guienne, et Jean Le Cosquyno de Mereüil, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, capitaine au régiment de Bigore, nous ont fait exposer qu'ils sont issus d'une noble et ancienne famille de notre province de Champagne, tirant son origine de Jean Le Cosquyno esc[uyer], Sr. de Fulny et de Mereüil en partie, qui vivait en 1720 ; que Jean Le Cosquyno son fils, Jean le Cosquyno son petit fils, et autres ses descendans, auteurs et exposans ont tous vescu noblement, ont pris la qualité et ont esté reconnus nobles et gentilhommes, tant [dans] ladite province de Champagne que dans celle de Bourgogne ; qu'en l'année 1667 Jean Le Cosquyno, qui avoit esté maintenu dans sa noblesse par arrest de notre Cour des Aydes du onze septembre 1669, ayant esté de nouveau assigné par devant le Sr. Boucher, commissaire départy pour l'exécution de nos ordres en la province de Bourgogne, et par nous député pour juger deffinitivement les contestations au sujets de la noblesse, il auroit estably sy incontestablement celle dont il estoit en possession, que François Le Cosquyno, oncle des exposans, qui intervinst dans l'instance n'eut d'autre chose à prouver, sinon qu'il estoit cousin germain dudit Jean Le Cosquyno ; et par jugement contradictoire du trois aoust 1667, ils furent renvoyés l'un et l'autre de l'assignation à eux donnée à la requête du préposé à la recherche de la noblesse, et

1. Cf. Mandement par lequel le roi rétablit des personnes déchues de leur noblesse, par leur fait, ou, comme dans le cas présent, par celui de leur père. Lettre de grâce, mais dont l'octroi est subordonné à la preuve par les requérants que leur noblesse n'est pas usurpée.

maintenus, eux et leur postérité, dans tous les droits et privilèges attribués aux anciens nobles du royaume. Les exposants sont fils de Nicolas Le Cosquyno, frère dudit François qui fut maintenu par le jugement du 3 aoust 1667. Dès qu'ils ont esté en estat de porter les armes, ils sont entrés à nostre service, à l'exemple de François et Paul Le Cosquyno, leurs frères aînés, l'un, capitaine dans le régiment de Guienne, qui fut tué en Allemagne en 1705, et l'autre, capitaine dans le régiment de Labour, ensuite réformé dans celuy d'Orléans, mort des suites de ses blessures en 1720. Après nous avoir servy depuis 1687, Nicolas Le Cosquyno, l'un des exposants, a esté successivement sous-lieutenant, lieutenant et capitaine audit régiment de Guienne, a receu plusieurs blessures, entre autre un coup de fusil à la bataille de Malplaquet dont il a eu un os a la jambe droite cassé ; Jean Le Cosquyno de Mereüil a été pareillement, dès l'année 1697, sous-lieutenant audit régiment de Guienne, ensuite est entré, en 1720, lieutenant au régiment de Bigorre ou il est actuellement capitaine, a reçu plusieurs blessures, trois coups de fusils à la bataille d'Almansa, d'un desquels il a le bras droit estropié, et un coup d'éclat de grenade sur les reins au siège de Douây, et a esté fait par nous chevalier de Saint-Louïs le six mars 1724, en sorte que tous les momens de leur vie ont esté employéz a notre service et a soutenir la noblesse de leur origine. Mais comme ils ont appris que Nicolas Le Cosquyno leur père avoit esté mis à la taille en la paroisse de Ancy le Franc sur le fondement que, pressé par la scituation des affaires, il auroit loué ses chevaux pour voiturier des pierres, ce qui pourroit leur estre objecté, ils nous ont très humblement fait supplier de vouloir bien, en considération de leurs services et de ceux de leurs frères, les relever de ladite dérogeance et leur accorder nos lettres sur ce nécessaires.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter les exposans, et leur donner de plus en plus des marques de la satisfactions que nous avons de leurs services, nous vous mandons et enjoignons par ces présentes, signées de notre main, que notre procureur général, et autres qui peuvent y avoir interest, appelés, s'il vous appert, par bon et valable titres, qu'ils soient de nobles et ancienne race, que leur père ayeul, bisayeul et autres leurs [ascendants] ayent toujours vescu noblement sans autres dérogeance que celle qui résulte du fait dudit Sr. Nicolas Le Cosquyno leur père, en

ce cas vous ayez à maintenir les exposans, comme nous les maintenons, en leur noblesse, ensemble leurs enfans, tant masles que femelles, nés et a naitres en loyal mariage, les faisans jouir et user des exemptions et privilèges dont jouissent et doivent jouir les nobles de notre royaume, nonobstant et sans vous arrester à ladite dérogeance, que nous ne voulons leur nuire ny préjudicier ; et dont nous les avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevés et relevons par cesdites présentes ; pourvû toutesfois que lesdits exposans leur père, ayeul et bisayeul n'ayent esté inquiétés et condamnés lors de la dernière recherche faite contre les usurpateurs du titre de noblesse et à la charge de vivre noblement et ne faire aucun acte dérogeans à noblesse, comme aussy de payer la taille l'année présente seulement s'ils y sont imposés, sans que ce paiement puisse leur estre imputé à dérogeance ny leur préjudicier, nonobstant tous esdits, déclaration, ordonnances et autres choses à ce contraires auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces dites présentes, *car tel est notre plaisir*. Donné à                    23 septembre 1733.

#### 10. Lettres qui permettent de changer de nom <sup>1</sup>

Louis etc. à tous présents et à venir, *Salut*. Notre bien amé, Jean Venant Wivandy, nous a fait représenter que notre amé et féal le Sr. Antoine Rousseau, notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances le choisit, il y a quelques années pour la conduite de la manufacture de draps fins, établie dès l'année 1688 en la ville de Sedan par le feu Sr. Rousseau père dudit Sr. Antoine Rousseau, aussy notre conseiller secrétaire, et perfectionnée par le travail et par les soins dudit Sr. Antoine Rousseau, et que ledit Sr. Rousseau, qui ne se trouve aucun enfans mâle, croyant que ce pourroit estre un avantage pour ladite manufacture de luy conserver le nom de Rousseau, sous lequel elle est connue, et estant d'ailleurs satisfait du zèle et de l'apli-

1. Grandes lettres patentes, de grâce, données après avis du Conseil. Il s'agit dans ce cas particulier, d'un commerçant désirant donner son nom à son successeur, afin que la firme commerciale garde la même appellation. Il fallait, pour que la lettre puisse être accordée, l'autorisation par acte authentique de celui qui donnait son nom, et la clause que tous les actes passés par le requérant sous son ancien nom, avant l'enregistrement des lettres, resteraient valables.

cation avec lesquels l'exposant a conduit sous ses ordres laditte manufacture, depuis plusieurs années qu'il en est chargé, a consenty par acte passé par devant notaire à Paris le treizième mars dernier [que] l'exposant auquel il a donné toute sa confiance et qu'il se propose de faire son associé et son successeur dans ladite manufacture s'appelât à l'avenir du nom de Rousseau, et qu'à cet effet le nom de Wivandy fut changé en celui de Rousseau ; mais que ce changement ne pouvant se faire que de notre permission, et sans les lettres qui l'autorisent, ledit Sr. exposant est obligé d'y recourir, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

*A ces causes*, de l'avis de notre conseil, qui a veu ledit acte cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie et voulans contribuer à ce qui peut contribuer [favoriser] un établissement formé et perfectionné par les soins dudit Sr. Rousseau, et conserver pour toujours à notre Estat l'avantage et l'utilité qu'il en a jusqu'à présent retirez, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale permis et accordé, et par ces présentes, signées de notre main, permettons et accordons audit Sr. Wivandy et à ses enfans, postérité et descendans, de porter et de prendre à l'avenir en tous actes et en toutes occasions, tant en jugement que dehors, le nom de Rousseau, ce faisans ordonnons, voulons et nous plaît que ledit nom de Wivandy soit et demeure changé et commué, ainsy que nous le changeons et commuons par ces présentes en celui de Rousseau, à la charge toutefois que les contracts, obligations, et autres actes qui pourront estre fait par l'exposant, ses enfans, postérité et descendans sous ledit nom de Rousseau sortiront leur plein et entier effet, et que [ceux] qui ont esté faits, signés, consentis et approuvez tant en jugement que dehors par l'exposant et ses prédécesseurs, ensemble les arrests, sentences, et autres jugemens rendus sous ledit nom de Wivandy, seront exécutés suivant leur forme et teneur, sans que ces présentes puissent en aucune manière y préjudicier.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, Chambre de nos Comptes audit lieu, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. exposant, ses enfans postérité et descendans plainement, paisiblement et perpétuellement, cessant

et faisant cesser tous troubles et empêchements et nonobstant toutes choses contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à au mois d'avril 1736.

### 11. Lettres qui permettent d'ajouter un nom au sien <sup>1</sup>

Louis, etc. à tous présens et à venir, *Salut*. Notre amé Jean Clérisseau, marchand gantier parfumeur à Paris, nous a fait représenter qu'il est depuis longtemps associé de Jean Rousselos son beau père, aussy marchand gantier parfumeur à Paris, et que, dans les commissions <sup>2</sup> et autres affaires de leur négoce, ils ont toujours conjointement signé les billets, acquits <sup>3</sup>, lettres de change, missives, et généralement tout ce qui a regardé leur commerce, dans lequel ils si sont acquits la réputation d'honneur et de probité qui a fait leur principal objet ; mais qu'aujourd'huy ledit Sr. Rousselos n'estant plus en estat et en âge de continuer le commerce, et ayant formé la résolution de le quitter, et d'abandonner à l'exposant toutes les affaires de leur société, a consenty par acte passé par devant notaire à Paris le dix juin dernier, que, pour entretenir dans le public avec leurs correspondans le crédit qu'ils se sont acquit depuis laditte société, l'exposant prit et ajoutât à son nom celui de Rousselos, mais l'exposans ne pouvant le faire sans nos lettres sur ce nécessaires, il nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

A ces causes, de l'avis de notre conseil, qui a veu ledit acte du dix juin dernier cy attaché le contre scel de notre chancellerie, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance, et autorité royale permis et accordé, et par ces présentes signées de notre main, permettons et accordons à l'exposant, et à ses enfans, postérité et descendans, d'ajouter le nom de Rousselos à celui de Clérisseau, et de porter et prendre à l'avenir en tous actes et tous occasions les noms de Rousselos-Clérisseau, à la charge toutefois que les contrats, obligations et autres actes qui pourront estre fait à l'avenir par l'exposans, ses enfans, postérité et descendans sous

1. Grandes lettres patentes, de grâce, données aux mêmes conditions que les précédentes.

2. Contrats de commission.

3. Décharges.

lesdits [noms] de Rousselos-Clérisseau sortiront leur plein et entier effet, et que ceux qui ont esté passez, faits, signés, consentis et approuvés, tant en jugement que dehors, par ledit exposant et ses prédécesseurs sous le seul nom de Clérisseau, ensemble les arrêts, sentences et autres jugements rendus sous ledit nom de Clérisseau seront exécutés suivant leur contenu et de même que s'il avoient esté faits, approuvez et rendus sous ledit nom de Rousselos-Clérisseau, sans que ces présentes puissent en aucune manière y préjudicier.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement et Chambre de nos Comptes à Paris, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra etc. septembre 1733.

## 12. Lettres de Pardon <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront. *Salut.* Nous avons reçu l'humble supplication de Joseph Carin, dit Nivernois, garçon boulanger, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, contenant que, le 10 février de l'année dernière, le suppliant, qui estoit en la ville d'Orléans, se trouva à boire dans un cabaret, sur les 7 à 8 heures du soir, avec le nommé Fontaine et d'autres garçons de métier, et que deux de la compagnie estant sortis du cabaret pour quelque besoins, prirent en querellance d'autres particuliers qui estoient auprès du cabaret, et appellèrent à leur secours, de façon que le suppliant et ses camarades qui entendirent ceux de leur compagnie se saisirent pour les deffendre de ce qu'ils purent trouver dans le cabaret, et estant courus à l'endroit ou le bruit estoit arrivé, un de la compagnie du suppliant, qu'on croit estre le nommé Fontaine, frappa d'un coup de pelle un particulier appelé Tannery, qui avoit en quelque façon excité le bruit à la querelle, suivant ce qu'on en dit au suppliant. La mort de ce particulier estant arrivée, on informa du fait, et quoyque le suppliant et ses camarades ne connussent pas ce particulier et qu'ils n'eussent aucunement contribué au

1. Petites lettres patentes, de grâce, expédiées le plus souvent dans les petites chancelleries et « accordées à un individu impliqué dans une affaire criminelle pour s'être trouvé lors du crime en compagnie du principal accusé » (Giry).

malheur qui luy arriva, cependant la crainte des procédures les obligea de s'absenter, et les camarades du suppliant ayant depuis obtenus nos lettres de pardon, le suppliant a esté conseillé d'y recourir, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

A ces causes, voulans préférer miséricorde à la rigueur des loix, nous avons audit suppliant quitté et pardonné, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quittons et pardonnons, par ces présentes signés de notre main, le fait et cas susdit, tel et ainsy qu'il est cy dessus exposé, avec toutes peines, amendes et offenses corporelles, civiles et criminelles qu'il peut avoir, pour raion de ce, encourues envers nous et justice, mettons au néant tous décrets <sup>1</sup>, deffauts, sentences, contumaces, jugemens et arrests, qui peuvent s'en estre ensuivis, mettons et restituons le suppliant en sa bonne renommée et ses biens non d'ailleurs confisquez, satisfaction préalablement faite à partie civile si faite n'a esté et s'il y échet ; imposons sur ce silence perpétuel à notre procureur général, ses substituts présens et à venir, et à tous autres.

*S'y donnons en mandement* à notre bailly d'Orléans ou son lieutenant criminel et gens tenans le siège audit lieu, dans le ressort duquel le fait est arrivé, que ces présentes nos lettres de grâce et de pardon ils ayent à anténer, [et] de leur contenu faire jouir et user le suppliant, pleinement paisiblement [et perpétuellement], cessans et faisant cesser tous troubles et empeschemens contraires, et à la charge de par luy de se mettre en estat et de nous présenter ces présentes pour l'entérinement <sup>2</sup> d'ycelle dans ... à peine de nullité, *car tel est notre plaisir*. En témoins de quoy nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donnée à mars 1737.

### 13. Lettres de rémission et pardon <sup>3</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Nous avons [reçu] l'humble supplication de Jean Paul Ladroit et d'Henry Petit,

1. Ordonnances rendues par le juge et concernant l'instruction.

2. L'entérinement est un jugement par lequel le juge après avoir examiné la lettre quant à la forme et quant au fait, la confirme et en ordonne l'exécution.

3. Grandes lettres patentes, de grâce, les seules parmi les chartres qui aient été habituellement scellées dans les petites chancelleries ; elles sont accordées en cas d'homicide involontaire ou commis en état de légitime défense.

garçons rotisseurs à présent soldats au régiment des gardes françaises, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, contenant que le neuf septembre dernier, après avoir bû dans plusieurs cabarets du village Vaugirard, les suppliants entrèrent sur les 8 heures du soir dans celui de Cherron pour y boire encore une chopine de vin. Pendant qu'on leur lavoit les verres Petit, qui estoit dessus la porte, ayant vû passer dans la rue le nommé De Vevey cent suisse de notre garde, luy proposa d'entrer mais sur ce qu'il refusa avec mépris de boire avec luy, Petit luy dit qu'il alloit apparemment chez Mille, et luy ayant demandé s'il n'estoit pas son cousin, il se servit de paroles si grossières et si malhonnestes envers luy, que De Vevey luy donna un soufflet en luy répondant sur le même ton et le menaçant d'un baton qu'il avoit à la main ; Ladroit, qui vit son amy maltraité, voulut faire retirer De Vevey, mais celui cy [lui] ayant aussy donné un soufflet Ladroit mit l'épée à la main, et dans le premier mouvement luy en porta un coup au hazard qui ayant [atteint] De Vevey à la mamelle gauche, luy auroit causé la mort quelques jours après ; quoyque dans cette action il n'y ait eu rien de prémédité ny de part ni d'autre, cependant, comme il a esté informé du fait à la requête de notre procureur au Châtelet de Paris, les suppliants se sont absentés et n'oseroient se représenter sans les lettres de grâces, pardon et rémission sur ce nécessaire, qu'ils nous ont très humblement supplié de leur accorder.

A ces causes désirans préférer miséricorde à rigueur de justice, nous avons audit Jean Paul Ladroit quitté, remis et pardonné, et audit Henry Petit quitté et pardonné, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royalle quittons, remettons et pardonnons, par ces présentes signées de notre main, le fait et cas susdit, tel et ainsy qu'il est exposé cy dessus, avec toutes peines, amendes, et offences civiles et criminelles qu'ils pourroient avoir, pour raison de ce, encourues envers nous et justice, mettons au néant tous décrets, deffauts, sentences, jugemens, contumaces, et arrests qui pourroient s'en estre suivis, les remettons et restituons en leur bonne renommée et en leurs biens non d'ailleurs confisqués, satisfaction préalablement faite a partie civile, s'y fait n'a esté et s'il y échoit ; imposons sur ce silence à notre Procureur général, ses substituts présents et à venir et à tous autres.

*Sy donnons en mandement* à notre Procureur de Paris ou son

lieutenant criminel et gens tenans le siège au Châtelet de Paris, dans le ressort duquel le cas susdit et arrivé, que ces présentes nos lettres de grâce, rémission et pardon ils aient [à] entériner, et du contenu en icelles faire jouir et user lesdits Ladroit et Petit, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires, à la charge par les supplians de se mettre en estat et de vous présenter nos lettres dans le temps de                      à peine d'estre deschues de leur effet, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable, à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à                      au mois de février 1733.

#### 14. Lettres d'abolition <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre Cour de Parlement ayant ordonné par arrest du vingt mars de la présente année, rendu sur le réquisitoire de notre procureur général, qu'un libelle, qui s'estoit répandu dans le public sous le titre de lettre de Louis XIV à Louis XV, seroit lacéré et brulé en la cour du Palais, avec deffenses à toutes personnes de l'imprimer, vendre et débiter, ou autrement distribuer, sous peine d'estre poursuivies comme criminelles de lèzè majesté, sur les informations qui ont esté faites en exécution dudit arrest, il a esté décerné par notre dite cour différens arrests contre Marie Bailleül femme d'Antoine Sixte, et les nommez Imbert, de Fausy et Mesnier libraires, Robert, Le Steüil, l'abbé Calon, dont aucun ont esté constitués dans les prisons de la Conciergerie de notre Palais à Paris, en sorte que sy ces poursuites se continuoient, ces accusez et leurs complices se trouveroient esposez aux peines que mérite un pareil crime ; mais, sur la très humble supplication que nous ont fait faire lesdits accusez de leur pardonner une faute dont ils connoissent toute l'étendue et dont ils ressentent la plus vive et la plus sincère douleur, nous avons crû devoir user de bonté envers des coupables qui, nous marquant leur repentir, nous donnent lieu de leur faire éprouver notre clémence.

*A ces causes*, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et

1. Grandes lettres patentes, de grâce, toujours en commandement, par lesquelles le roi efface un crime, et amnistie le ou les coupables.

autorité royale nous avons esteint, remis et aboly, et par ces présentes signées de notre main éteignons, remettons et abolissons aux dits Mesnier, Imbert, Fausy, Robert, Le Steüil, abbé Calon et Marie Bailleüil, et autres leurs complices tout ce qui peut ou pourroit leur estre imputé à l'occasion du libelle qui a pour titre lettre de Louis XIV à Louis XV, les quittons et déchargeons de toutes peines, amendes et offenses corporelles civiles et criminelles qu'ils peuvent avoir encourues pour raison de ce, mettons au néant les décrets, et autres poursuites et procédures, qui ont esté faites en conséquence de l'arrest de notre dite Cour de Parlement du 20 mars dernier, et imposons sur ce silence perpétuel à notre procureur général, les substituts présents et à venir, et à tous autres.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris que ces présentes ils aient à faire registrer et de leur contenu jouir et user lesdits Menier, Imbert, Fausy, Robert, Le Steüil, abbé Calon et Marie Bailleüil et autres leurs complices, pleinement, paisiblement et perpétuellement, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à \_\_\_\_\_ au mois de septembre 1733 <sup>1</sup>.

### 15. Décharge de la peine des galères à temps <sup>2</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Nous avons reçu l'humble supplication de Jean Baptiste Nocton, jardinier, faisant profession de la religion catholique apostolique et romaine prisonnier es prison du Châtelet à Paris, contenant que sur l'accusation formée contre luy et quelques autres particuliers pour causes de contrebande de tabac avec attroupement, son procès a esté instruit par notre amé et féal le sieur Hérault, conseiller d'Etat ordinaire, lieutenant général de police de la ville, prévosté et vicomté de Paris, et par les gens tenans le siège présidial au Châtelet dudit lieu, commissaires en cette partie, et que par jugement en dernier ressort rendu le 22 novembre dernier le suppliant a esté condamné à nous servir comme forçat, sur nos

1. Le 1<sup>er</sup> septembre.

2. Petites lettres patentes de grâce, toujours en commandement, déchargeant le condamné de l'exécution de la peine principale.

gallères, pendant le temps et espace de cinq années, préalablement flétry d'un fer chaud en forme des lettres GAL., et solidairement avec les autres particuliers en mille Livres d'amende chacun envers nous, et aux autres peines portées par ledit jugement ; mais que, dans l'état ou se trouve réduit le suppliant, il espéroit qu'en recourant à nostre clémence nous aurions égard aux circonstances du malheur qui luy est arrivé, et dans la douleur qu'il ressent de ce qui a donné lieu à sa condamnation, il nous a très humblement fait supplier de le décharger des peines prononcées par ledit jugement, et de luy accorder nos lettres à cet effet nécessaires.

*A ces causes*, voulans préférer miséricorde à la rigueur des loix, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quitté et déchargé, et par ces présentes signées de notre main, quittons et déchargeons [le suppliant] des peines de la flétrissure et des galères auxquelles il a esté condamné par ledit jugemens du vingt deux novembre dernier, dont extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, sans préjudices toutefois des autres condamnations portées par ledit jugement, et à la charge que ledit suppliant ne pourra remplir à l'avenir aucun office ny faire aucune fonctions publiques de quelque nature que ce soit.

*Sy donnons en mandement* à notre amé et féal le Sr. Hérault, conseiller d'Etat ordinaire, lieutenant général de police de la ville, prévoté et vicomté de Paris, et à nos amez et féaux conseillers les gens tenans le siège présidial au Châtelet dudit lieu, que nous avons pour ce commis et commettons, que ces présentes ils ayent à faire registrer et de leur contenu jouir et user le suppliant plainement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empeschement contraire, *car tel est notre plaisir*. En témoins de quoy nous avons fait mettre notre scel, à cesdites présentes. Donné à mars <sup>1</sup> 1733.

### 15. Décharge de peine du carcan <sup>2</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes lettres verront *salut*, Nous avons reçu l'humble supplication de Maurice Wiet, faisant

1. 15 mars.

2. Id. que par la lettre 14.

profession de la religion catholique, apostolique et romaine, prisonnier es prisons de la Conciergerie de notre Palais à Paris, contenant qu'ayant été accusé de s'estre trouvé en la compagnie de plusieurs soldats et d'avoir racolé avec surprises [et] violences, son procès a esté instruit et jugé par le lieutenant général de police de notre bonne ville de Paris, et que, par sentence du cinq mars dernier, le suppliant a esté condamné au carcan, ayant escripteaux devant et derrière portant ces mots : « *racoleur avec surprises et violences* », et ensuite au bannissement pour trois années de la ville, prévosté et vicomté de Paris, et en outre en trois livres d'amende envers nous, et que sur l'appel de ladite sentence il est intervenu le 28 dudit mois de mars dernier en notre Cour de Parlement arrest qui l'a confirmée et qui en a ordonné l'exécution, en sorte que le suppliant se trouve exposé aux peines portées par lesdites sentence et arrest ; mais il a cru qu'en recourant à notre clémence nous aurions égard aux circonstances du malheur qui luy est arrivé, et dans la douleur qu'il ressent de ce qui a donné lieu ausdites condamnations, il nous a très humblement fait supplier de l'en décharger, et de luy accorder nos lettres sur ce nécessaires.

A ces causes, voulans préférer miséricorde a la rigueur des loix, nous avons par ces présentes signées de notre main quitté et déchargé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quittons et deschargeons le suppliant de la peine du carcan à laquelle il a esté condamné par ladite sentence du cinq mars dernier, confirmée par arrest de notre Cour de Parlement du vingt huit desdits mois et an, dont extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, sans préjudice toutefois du bannissement et des autres condamnations portés par lesdites sentences et arrests.

Sy donnons en mandement a nos amés [et] féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris que ces présentes ils aient à faire registrer et exécuter selon leur forme et teneur, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement contraires, *car tel est notre plaisir*. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à \_\_\_\_\_ au mois d'avril 1735.

### 17. Décharge d'amende honorable et de bannissement

Louis, etc. à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Nous avons reçu l'humble supplication de Jean et Louis Boullay frères, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, prisonniers es prisons de la Conciergerie du Palais à Paris, contenant qu'ayant esté accusés d'avoir supprimé le testament de Catherine Boullay veuve Caron leur sœur et de s'estre induement emparez des deniers et effets de sa succession, et que leur procès instruit au Châtelet de Paris ils ont esté condamnez par sentence du 3 mars dernier à faire amande honorable en la chambre du parquet civil, et au bannissement pour cinq années de la ville, prévosté et vicomté de Paris, en 3 l<sup>1</sup>. d'amende envers nous, et autres condamnations portées par ladite sentence, et que, sur l'appel qu'ils ont interjettez en notre Cour de Parlement, il est intervenu, le 19 may aussy dernier, l'arrêt qui a ordonné que laditte sentence sortiroit effet<sup>2</sup>, en sorte que les supplians se trouvent exposez aux peines contre eux prononcés ; mais ils ont cru qu'en recourant à notre clémence, nous aurions égard au malheur dans lequel il ne sont tombés que par faiblesse et par égarement, et dans la douleur qu'ils ressentent de ce qui a donné lieu aux condamnations portées par lesdites sentences et arrêts ils nous ont très humblement fait supplier de les décharger de l'amande honorable et du bannissement auxquels ils ont esté condamnez.

A ces causes, voulans préférer miséricorde à la rigueur des loix, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quitté et déchargé, et par ces présentes signées de notre main quittons et déchargeons les supplians de l'amande honorable et du bannissement auxquels ils ont esté condamnez par lesdites sentences et arrêt, dont copies sont cy attachées sous le contre scel de notre chancellerie, les mettons et restituons en leur bonne renommée, imposons sur ce silence perpétuel à notre procureur général, les substituts présents et à venir, et à tous autres,

1. Livres.

2. Auraient son effet.

sans préjudice toutefois des autres condamnations portés par lesdites sentences et arrêts, et à condition que les suppliants ne pourront posséder à l'avenir aucun office n'y faire aucune fonctions publiques de quelque nature que ce puisse estre.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils ayant à faire registrer et exécuter selon leur forme et teneur, cessans et faisant cesser tous troubles et empeschemens [et] nonobstant toutes choses à ce contraires, *car tel est notre plaisir*. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à                      juillet 1733 <sup>1</sup>.

### 18. Rappel de galères <sup>2</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Nous avons reçu l'humble supplication de Jacques Menue (?), Loüis Adam et Jacques Ladrière, faisans profession de la religion catholique, apostolique et romaine, prisonniers es prisons du Châtelet de Paris, contenant qu'ayant esté prisonniers extraordinairement, pour avoir introduit dans notre royaume des marchandises [de] contrebande avec attroupemens et que leur procès instruit par les commissaires nommez par l'arrêt de notre conseil du 8 mars 1729 et lettres patentes sur ycelles du même jour jugement intervenu le 13 des présens mois et an (qui) a condamné les supplians à nous servir sur nos gallères en qualité de forçats pendant le temps et espace de cinq années, préalablement flétris des lettres GAL., et en mille livres d'amende solidairement, mais que, dans l'état ou se trouvent réduits les supplians, ils ont crû qu'en recourant à notre clémence, nous aurions égard aux circonstances du malheur qui leur est arrivé, et dans la douleur qu'ils ressentent de ce qui a donné lieu à leur condamnation, ils nous ont très humblement fait supplier de les décharger des peines portées par ledit jugement, et de leur accorder nos lettres sur ce nécessaires.

1. 22 juillet.

2. Petites lettres patente, de grâce, toujours en commandement, par lesquelles le roi rappelle des galères un individu qui y avait été condamné. Le juge à qui ces lettres sont adressées devait les entériner sans examen, sauf par lui à faire des remontrances.

Le rappel de galères à perpétuité s'expédiait sous forme de grandes lettres patentes.

*A ces causes, voulans préférez miséricorde à la rigueur des loix, nous avons par ces présentes signées de notre main quitté et déchargé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quittons et deschargeons lesdits supplians des peines de gallères et de flétrissures, et de l'amende auxquelles ils ont esté condamnez par lesdits jugemens du 13 des présens mois et an, dont copie est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, ce faisant nous les avons [remis], restituez et rétablis, remettons, restituons et r[é]tablissons en leur bonne renommée, ainsy qu'ils estoient avant ledit jugement, imposans sur ce silence à notre procureur général, ses substituts présens et à venir et à tous autres à la charge par les supplians de satisfaire aux autres condamnations portées par ledit jugement, si fait n'a esté, et si aucune y a, et à condition qu'il ne pourront exercer à l'avenir aucunes affaires, [offices] ny faire aucunes fonctions publiques de quelque nature que ce puisse estre.*

*Sy donnons en mandement à notre amé et féal conseiller en nos conseils, le sieur Hérault, conseiller d'Etat, lieutenant général de police de la ville et faubourg de Paris, que nous avons pour ce commis et commettons, que ces présentes il ait à faire registrer conjointement avec les officiers commis par ledit arrest et lettres patentes du 8 mars 1729, et du contenu en icelles jouir et user les supplians pleinement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles [et] empeschemens contraire, car tel est notre plaisir.* En témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel auxdites présentes. Donné à                                                 décembre 1732.

## 19. Rappel de ban <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes lettres verront, *Salut*. Nous avons reçu l'humble supplication de Badillon Godefroy, garçon chirurgien, contenant qu'ayant acquis quelque capacité dans la chirurgie <sup>2</sup> par un travail continuel pendant plus de vingt ans, sous les yeux et les ordres des plus grands maitres de Paris,

1. Petites lettres patentes, de grâce toujours en commandement, par lesquelles le roi rappelle et décharge du bannissement un individu qui y avait été condamné. Le rappel de ban à perpétuité doit être expédié sous forme de grandes lettres patentes.

2. Le manuscrit porte chirurgien et chirurgie.

chez lesques il a demeuré, il se seroit retiré pour se mettre en estat de parvenir à la maitrise, et que pendant qu'il s'arrangeoit à cet effet, Marie Guillon, femme délaissée depuis plusieurs années de Pierre Barreau, tapissier à Paris, qui s'étoit absenté à cause des poursuittes de ses créanciers, et dont tous les meubles et marchandises avoient esté saisis et vendüs, luy ayant proposé de venir avec sa fille demeurer chez luy pour prendre soin de son ménage, il les y avoit reçues dequoy ledit Barreau ayant esté informé il seroit revenu à Paris et aurait accusé d'adultère ladite Guillon, sa femme, et le suppliant, pour raison dequoy le suppliant a esté condamné à un bannissement pendant neuf années hors du ressort de la prévosté [et] vicomté de Paris, et en quelques amendes et interests civils par sentence du Châtelet de Paris du trente décembre de l'année dernière, 1722, contre laquelle sentence le suppliant n'ayant pû se pourvoir, il a esté contraint de satisfaire aux amendes et interests civils ce qui causeroit sa ruine totale, sans aucune espérances de pouvoir jamais se rétablir, son absence hors de Paris le privant des secours qu'il y auroit pû trouver dans des personnes dont il s'estoit acquis l'estime et l'affection, pour quoy il a recours à notre clémence, et nous a fait très humblement supplier de luy accorder nos lettres de rappel sur ce nécessaire.

A ces causes, voulans préférer miséricorde à justice, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons ledit Badillon Godefroy rappellé et déchargé, et par ces présentes signées de notre main, le rappellons et déchargeons dudit bannissement, auquel il a esté condamné par ladite sentence, dont copie est cy-attachée sous notre contre scel, pour le temps qui reste à expirer dudit bannissement ; l'avons remis et restituez, le remettons et restituons en sa bonne renommée et yceluy réhabilitons par cesdites présentes ; imposons sur ce silence à notre procureur général, ses substituts présents et à venir, et à tous autres, à la charge par ledit Badillon Godefroy de satisfaire aux autres condamnations portées par ladite sentence, si fait n'a esté.

*Sy donnons en mandement* à notre Prévost de Paris ou son lieutenant criminel, et gens tenant le siège audit Châtelet de Paris, que du contenu en ces présentes nos lettres de rappel, rétablissement et réhabilitation ils fassent jouir et user ledit Godefroy pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empeschement contraires, *car tel est notre plaisir*. En témoin de

quoy nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.  
Donné à [2] mars 1733.

## 20. Commutation de peines de flétrissure et des gallères en bannissement <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Nous avons reçu l'humble supplication de Noël Poton, marchand bonnetier à Saint-Germain-en-Laye, prisonnier es prisons du Châtelet à Paris, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, contenant qu'il a esté accusé d'avoir apporté et introduit dans notre royaume, avec attroupement, des toilles peintes et autres marchandises prohibées par nos ordonnances, et que son procès ayant esté instruit par notre amé et féal le Sr. Hérault, conseiller d'Etat ordinaire, lieutenant général de police de la ville, prévosté et vicomté de Paris, et par les gens tenans le siège présidial au Châtelet dudit lieu, commissaires en cette partie, le suppliant a esté condamné par jugement du 13 septembre dernier à nous servir comme forçat sur nos gallères le temps et espace de cinq années, préalablement flétri d'un fer chaud en forme des lettres GAL., mais que dans l'état ou il est réduit, il a cru que nous aurions égard au malheur qui luy est arrivé et dans la douleur qu'il ressent de ce qui a donné lieu à sa condamnation, il nous a très humblement fait supplier de le décharger des peines prononcées contre luy et de les commuer en telle autre qu'il nous plairoit.

A ces causes, voulans préférer miséricorde à la rigueur des loix, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quitté et déchargé, et par ces présentes signées de notre main quittons et déchargeons le suppliant des peines de la flétrissure et des gallères auxquelles il a esté condamné par ledit jugement du treize décembre dernier, dont estrait est cy attaché sous

1. « Les lettres de commutation de la peine des gallères perpétuelles doivent être en forme de chartres. Le jugement de condamnation doit être attaché sous le contre-scel. Et s'il y a plusieurs condamnés par le même jugement il faut les comprendre tous dans les mêmes lettres. Si l'intendant a rendu le jugement par attribution à ceux des officiers et gradués l'adresse leur doit être faite à tous » (Note en marge du manuscrit). Ajoutons que le jugement de condamnation devait être attaché sous le contre-scel, à peine de nullité. Les lettres de commutation de peine ordinaires sont des petites lettres patentes, de grâce.

le contre scel de notre chancellerie, et, des mesmes grâces, pouvoir et autorité que dessus, nous avons commüé et commüons lesdites peines en celle d'un bannissement pendant cinq années du ressort de notre Cour de Parlement de Paris, sans préjudice toutefois des autres condamnations portées par ledit jugement, sy aucune y a.

*Sy donnons en mandement* à notre [amé] et féal le Sr. Hérault, conseiller d'Etat ordinaire, lieutenant général de police de la ville, prévosté et vicomté de Paris, et à nos amez et féaux conseiller les gens tenans le siège présidial au Châtelet dudit lieu que nous avons pour ce commis et commettons, que ces présentes ils ayent à faire registrer et exécuter selon leur forme et teneur, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement contraire, *car tel est notre plaisir*. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel, à cesdites présentes. Donné à \_\_\_\_\_ au mois de mars 1733 <sup>1</sup>.

## 21. Commutation en 9 ans de prison <sup>2</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Nous avons receu l'humble supplication de Joseph Sadourny de Cazot, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, prisonnier es prisons de la Conciergerie de nostre Palais à Paris, contenant que, sur l'accusation formée contre luy pour crime de fausseté, son procès a esté instruit et jugé en notre Châtelet à Paris, et que, par sentence du 1<sup>er</sup> décembre dernier, le suppliant a esté condamné de faire amende honorable, et nous servir comme forçat sur nos gallères, pendant le temps et espace de neuf années, préalablement flétry d'un fer chaud en forme des lettres GAL., et que, sur l'appel de ladite sentence il est intervenu en notre Cour de Parlement le 27 janvier dernier arrest qui l'a confirmée, en sorte que le suppliant est exposé aux peines que luy même reconnoit avoir méritées ; cependant, il a crû qu'en recourant à notre clémence, nous aurions égard à la douleur qu'il ressent, aussy bien que sa famille, de ce qui a donné lieu à sa condamnation, et nous a très humblement fait supplier de le décharger des peines prononcées contre luy [et] les commüer en telle autres qu'il nous plairoit.

*A ces causes*, voulans préférer miséricorde à la rigueur des loix,

1. 14 mars 1733.

2. Comme les précédentes, en ce qui concerne le né Sadourny de Cazot, v. p. 7.

nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale quitté et <sup>1</sup> deschargé et par ces présentes signées de notre main quittons et déchargeons le suppliant des peines de l'amende honorable, de la flétrissure et des gallères, auxquelles il a esté condamné par ladite sentence du 17 décembre dernier, confirmée par l'arrest de notre Cour de Parlement du 21 janvier aussy dernier, dont extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, et des mêmes grâces, pouvoir et autorité que dessus nous avons commüé et changé, commüons <sup>2</sup> et changeons lesdites peines en celle de neuf années de prison, sans préjudice toutefois des autres condamnations portées par lesdites sentences et arrests.

*Sy donnons en mandement* à tous amez et féaux conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire registrer [et] le contenu en ycelles exécuter pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchements contraires, *car tel est notre plaisir*. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donnée à  
mars 1733 <sup>3</sup>.

## 22. Lettres de rémission

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Nous avons receu l'humble supplication de Pierre Poligot Le Jeune, domestique du meunier de Cannes près Montereau, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, contenant qu'estant allé, au mois de décembre dernier, passer les festes de Noël chez son père, en la ville de Sens, il y fut le vingt-huit dudit mois sur les deux ou trois heures après midy avec les nommez Lanoz et Baillot chez Bareçon cabaretier audit Sens, ou ils trouvèrent Jean Jacquelin, manchonnier, qui se mit à boire et joüer avec eux et qui, après avoir insulté le suppliant, luy dit qu'il avoit mangé tout son bien et qu'il estoit un gueux d'honneur; le suppliant l'ayant engagé de finir de pareils discours de peur de querelles, ils continuèrent à boire comme auparavant, et ledit Jacquelin luy

1. Le manuscrit porte qui est.

2. Commutation pour être mis à Bicestre. « Commuons lesd. peines en celle d'être le suppliant enfermé pendant trois années dans le chasteau de Bicestre pour y vivre aux dépens de sa famille sans préjudice, etc... ».

3. 28 mars et le 6 juin « ordre pour transférer le nommé Joseph Sadourny de Cazot des prisons de la conciergerie au château de Ham.

proposa ensuite de rejoüir, ce qu'il refusa, en luy reprochant les injures qu'il luy avoit dites, et sur son refus ledit Jacquelin le menaça de luy donner un soufflet ; ce discours ayant renouvelé la querelle entr'eux, Jacquelin prit une pelle de bois, sortit du cabaret, et provoqua le suppliant de sortir aussy ; le suppliant ayt trouvé sous sa main un manche à balay, il s'en saisit et sortit aussy du cabaret, et après qu'ils se furent donnés quelques coups le suppliant se retira ; mais ayant appris que ledit Jacquelin estoit décédé quelque temps après et qu'il avoit esté informé de ce fait, et décrété contre luy par les officiers de la justice de Sens, le suppliant a esté obligé de s'absenter, et n'oseroit se représenter sans nos lettres de grâces, pardon et rémission, qu'il nous a très humblement fait supplier de vouloir bien luy accorder.

*A ces causes*, voulant préférer miséricorde à la sévérité des loix, nous avons quitté, pardonné et remis audit Pierre Poligot Le Jeune, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, quittons, pardonnons et remettons, par ces présentes signées de notre main le fait, et cas, tel qu'il est cy dessus exposé, avec toutes peines, amande et offense corporelle, civile et criminelle, qu'il a pour raison de ce encourües envers nous et justice ; mettons au néant tous décrets, contumaces, sentences, deffauts et jugemens qui s'en peuvent estre ensuivis, le mettons et restituons en sa bonne renommée et en ses biens non d'ailleurs confisqués, satisfaction faite à partie civile sy faite n'a esté et s'il y échet, imposons sur ce silence à notre procureur général, ses substituts présens et à venir, et à tous autres.

*Sy donnons en mandement* au bailly de Sens ou à son lieutenant criminel, et gens tenans le siège audit lieu, dans le ressort duquel le fait et cas cy-dessus est arrivé, que ces présentes nos lettres de grâce, pardon et rémission ils ayent à entériner, et de leur contenü faire jouir le suppliant, pleinement, paisiblement, et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empeschemens contraires, à la charge néanmoins par le suppliant de se représenter par devant vous pour l'entérinement des présentes dans        à peine de nullité d'icelles [*car tel est notre plaisir*], et afin que ce soit chose ferme et stable (et) à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à        au mois de février 1736.

## 22. Renouvellement de délai sur rémission <sup>1</sup>

Louis, etc., à notre bailly de Chartres ou son lieutenant criminel et gens tenants le siège audit lieu, *Salut*. Jean Baptiste Tannerie, garde-chasse de Villeneuve, nous a fait représenter que par nos lettres du mois de may de l'année dernière nous luy avons quitté, remis et pardonné l'homicide par luy commis en la personne du nommé Hamet ; mais que, depuis l'obtention desdites lettres, le suppliant n'a pû se mettre en estat pour en demander l'entérinement, en sorte que, les trois mois dans lesquels il devoit vous les présenter se trouvant expirez, l'exposant a esté obligé de nous faire supplier de vouloir luy accorder un nouveau delay et nos lettres sur ce nécessaires.

A ces causes, voulans faire jouir le suppliant de la grâce portée par nos dites lettres de rémission du moy de may de l'année dernière, nous vous mandons et enjoignons, par ces présentes signées de notre main, que vous ayez à procéder avec les formalités ordinaires à l'entérinement desdites lettres de rémission cy attachées sous le contre scel de notre chancellerie, encore bien que le delay de trois mois, porté par lesdites lettres, se trouve expiré, et que nous ne voulons nuire ny préjudicier audit suppliant, et dont nous l'avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et relevons par ces présentes, du contenu desquelles et de nosdites lettres du mois de may de l'année dernière nous vous mandons de faire jouir et user le suppliant, nonobstant toute ordonnances à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par cesdites présentes, pour ce regard [seulement] et sans tirer à conséquence, à la charge toutefois par ledit suppliant de se représenter et se mettre en estat dans            pour l'entérinement desdites lettres de rémission, à peine d'estre deschu de l'effet d'icelle, et à condition que foy sera ajoutée aux dépositions des témoins décédez même depuis l'obtention de nos dites lettres de rémissions, comme s'ils avoient esté récolez et confrontez, *car tel est notre plaisir*. Donné à            juin 1736.

1. Les lettres de grâce en matière criminelle n'étant plus valables que pour trois mois depuis l'ordonnance de 1670, le requérant qui ne les avait pas fait entériner dans le délai prescrit ne pouvait plus s'en servir, et devait obtenir de nouvelles lettres de grâce, sous forme de mandement, dont nous avons ici un exemple (v. p. 12).

## 24. Réhabilitation sur contrat d'atermoyment <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre amé Louis Rottier, marchand épicier de notre bonne ville de Paris, nous a fait représenter qu'ayant essuyé des pertes considérables dans le commencement de son établissement, il s'est trouvé dans la triste nécessité de faire avec ses créanciers le 10 juillet 1716, un contrat d'atermoyment <sup>2</sup>, par lequel il luy ont fait remise de la moitié des sommes qui leurs estoient dûes et de tous les intersts ; le suppliant a non seulement satisfait à l'engagement porté par ce contrat, mais, sitôt que ses affaires se sont trouvées dans une situation plus favorable, son premier soin a esté de payer à ses créancier la moitié dont ils luy avoient [fait] remises, avec les intersts et frais, en sorte qu'ils ont esté entièrement satisfaits ; cependant, comme il craint que ledit contrat d'atermoyment ne luy soit objecté comme une tache à sa réputation, dont tout homme, et particulièrement un négociant, doit estre jaloux, il nous a très humblement fait supplier de luy accorder nos lettres sur ce nécessaires.

A ces causes, voulans favorablement traiter l'exposant, nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale remis, restitué et rétably et par ces présentes, signées de notre main, remettons, restituons et rétablissons en sa bonne renommée, ainsy qu'il estoit avant ledit contrat d'atermoyment, sans qu'il puisse luy rester à l'avenir, pour raison dudit contrat, aucune note, ny luy estre fait aucun reproche en tous actes tant en jugement que dehors lesquelles nottes et reproches nous avons ostés et levées avec déffenses de luy méfaire et médire en sa personne et en ses biens sous prétexte dudit contrat, à peine d'amende, dépens, dommages et interrests, pourvù toutefois que ledit exposant ait entièrement satisfait et payé ses créanciers tant en principaux qu'interrests et frais.

1. Mandement, lettre de grâce toujours expédiée à la grande chancellerie par laquelle le roi remet en sa bonne renommée un commerçant qui, ayant obtenu un atermoyement de ses créanciers les a cependant remboursés intégralement de tout ce qu'il leur devait.

2. Contrat passé à l'amiable entre le débiteur et ses créanciers, par lequel ceux-ci lui accordent un délai et une remise partielle de sa dette.



## II. LETTRES CONCERNANT L'ÉTUDE DU DROIT

---

### 25. Dispense d'âge

à l'effet d'être admis au concours, pour une place d'agrégé <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre bien amé le Sr. Vincent Etienne Popart, avocat en Parlement et docteur en droit de la faculté de Paris, nous a fait représenter que la place de Docteur agrégé en ladite faculté, que remplissoit le feu Sr. Thomassin, se trouvant aujourd'huy vacante par son décès, l'exposant souhaiteroit estre admis à concourir pour ladite place et pour celles qui pourroient vacquer dans la suite; mais que, n'estant âgé que de vingt deux ans et dix mois, suivant son estrait baptistaire du vingt neuf mars mil sept cent treize, il auroit besoin de nos lettres de dispenses de ce qui luy manque de l'âge de vingt cinq années, requises non seulement à l'effet de concourir pour ladite place et pour celles qui pourroient vacquer jusqu'à ce qu'il aye atteint l'âge de vingt cinq ans révolus, mais encore pour remplir l'une desdites places, au cas qu'elle luy fut déferée par l'évènement du concours et à la pluralité des suffrages, et nous a très humblement fait supplier de luy accorder lesdites lettres de dispenses.

A ces causes, voulant favorablement traiter ledit Sr. Popart sur les témoignages qu'on nous a rendus de sa capacité, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale ordonné, et, par ces présentes signées de notre main, ordonnons voulons et nous plait que ledit Sr. Popart soit admis à concourir pour ladite place de docteur aggrégé en la faculté de Paris, vacante par le décès dudit Sr. Thomassin, et pour celles qui

1. La deuxième partie de ce recueil comprend exclusivement des lettres de dispense, sous forme de mandements adressés à divers officiers, et ayant pour objet d'exempter quelqu'un du droit commun : ce sont donc des lettres de grâce, toujours en commandement.

pourront vacquer dans la suite jusqu'à ce que ledit Sr. Popart ayt atteint l'âge de vingt cinq ans accompli, et qu'il puisse remplir l'une desdites places au cas qu'elle luy soit déferée à la pluralité des suffrages et par l'événement du concours, encore bien qu'il ne soit âgé que de vingt deux ans et dix mois, l'ayant de nos mêmes grâces, pouvoir et autorité que dessus relevé et dispensé, comme nous le relevons et dispensons par ces présentes, de ce qui luy manque de l'âge de vingt cinq années accomplies requises, nonobstant tous esdits, déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraire, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que ces présentes vous ayez à faire registrer, et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Popart pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empeschemens et nonobstant toutes choses à ce contraire, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à 1 février 1736.

## 26. Validation d'inscription

Louis, etc. à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé, le Sr. Louis François du Vaucel, nous a fait représenter qu'il n'a pû commencer les estudes de droit dans le temps porté par les ordonnances, en sorte qu'il n'a pris sa première inscription en la faculté de Paris que pour le semestre d'avril de l'année dernière, qu'il a pris de même l'inscription de juillet en suivant, et qu'il est résolu de remplir le temps d'estude et de satisfaire aux formalités prescrites par les règlements, mais que sa première inscription ayant esté prise au mois d'avril au lieu qu'il devoit la prendre dans l'intervalle du dix au trente novembre, conformément à la déclaration du dix neuf janvier 1700, il perdrait le fruit de six mois d'études et se trouveroit retardé dans le dessein qu'il a formé de ce faire recevoir avocat, s'il ne nous plaisoit valider les inscriptions qu'il a prises pour les trimestres d'avril et juillet de l'année dernière, et luy pourvoir à ce égard des lettres qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter ledit Sr. du Vaucel sur les témoignages qu'on nous a rendu de son application à

l'étude, nous avons ordonné, et, par ces présentes signées de notre main ordonnons, voulons et nous plait que les inscriptions qu'(il) a prises ledit Sr. du Vaucel en la faculté de droit à Paris pour les trimestres d'avril et juillet de l'année dernière luy soit comptées sur le temps de ses études, sans qu'il puisse luy estre [fait] aucune difficulté, sous prétexte qu'au lieu de prendre sa première inscription dans le mois de novembre, conformément à la déclaration du 19 janvier 1700, il n'a commencé de s'inscrire que pour le trimestre d'avril de l'année dernière, à l'effet de quoy nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale validé et validons l'inscription qu'a prise ledit Sr. du Vaucel pour le trimestre d'avril de l'année dernière, et celle du trimestre de juillet en suivant, nonobstant ce qui est porté par ladite déclaration, à laquelle nous avons dérogé et dérogeons, à cet égard seulement et sans tirer conséquence, à la charge toutefois par ledit Sr. du Vaucel de satisfaire aux autres formalitez prescrites par nos loix, déclarations, réglemens sur le fait des études de droit.

*Sy vous mandons* que ces dites présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. du Vaucel pleinement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 8 juin 1733.

## 27. Dispense d'interstices <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé le Sr. Louis Marie Le Gall de Ménoray, âgé de vingt quatre ans et sept mois, nous a fait représenter qu'il a pris en la faculté de droit à Paris ses inscriptions pour les trimestres d'octobre et janvier derniers, mais qu'il n'a pû subir les examens et soutenir les actes publics dans les temps prescrits par les réglemens, en sorte que, voulant aujourd'huy prendre les degrés de bachelier et de licencié en ladite faculté de droit à Paris, il a besoin de nos lettres de dispenses des trimestres, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

1. Intervalle de temps prescrit par les réglemens, et devant nécessairement s'écouler entre la première inscription et la date d'un examen.

A ces causes, voulans favorablement traiter ledit Sr. Le Gall de Ménoray sur les témoignages qu'on nous a rendu de son application à l'étude et de sa capacité, nous luy avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale permis et accordé, permettons et accordons par ces présentes signées de nostre main, voulons et nous plait qu'au moyen des deux inscriptions qu'il a prise en la faculté de droit à Paris, il soit dès à présent admis à subir les examens et à soutenir les actes nécessaires pour les degrez de bachelier et de licencié, qu'il a résolu de prendre en ladite faculté et qui luy seront [conférés] s'il en est trouvé capable, pour estre ensuite receu au serment d'avocat, sans qu'il soit tenu de garder aucuns interstices ny de faire aucun autre temps d'étude, dont nous l'avons de nos mêmes grâces, pouvoir et autorité que dessus relevé et dispensé, relevons et dispensons par cesdites présentes., nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens à ce contraires, ausquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que ces dites présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Le Gall de Ménoray pleinement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles (et) empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à le 30 juin 1733.

## 28. Dispense d'études et d'interstices et validation d'inscriptions

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé le Sr. Michel Begou, âgé de plus de dix neuf ans, nous a fait représenter qu'ayant formé le dessein de prendre ses degrez en la faculté de droit à Paris, il s'y est inscrit pour le trimestre d'avril de l'année 1734, et a toujours depuis continué de s'inscrire pour les trimestres suivans, et s'est tellement appliqué à l'étude qu'il se trouve en estat de subir dès à présens les examens et de soutenir les actes nécessaires pour les degrez de bachelier et de licencié ; mais que sa première inscription ayant esté prise au mois d'avril au lieu qu'il devoit la prendre dans l'intervalle[du 10]au 30 novembre, conformément à la déclaration du 19 janvier 1700, il perdrait



**29. Dispense d'âge, validation d'inscriptions et de degré**

Louis, etc. à nos amez et féaux conseillers et gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé, Michel Rioult d'Estoüy, nous a fait représenter que, sur les inscriptions qu'il a prises en la faculté de droit à Paris pour les trimestres de janvier et avril dernier, il a obtenu le degré de bachelier le trois juin aussy dernier, mais que lors de sa première inscription, il n'étoit âgé que de vingt trois ans onze mois et quelques jours, suivant son extrait baptistaire du dix neuf février 1709, en sorte qu'il perdrait le fruit de six mois d'études qu'il a remply, et le degré de bachelier qu'il a obtenu luy deviendrait inutile, sy nous n'avions la bonté de le dispenser de ce qui luy manquoit, lors de sa première inscription, de l'âge de vingt quatre années révolues et requises par les bénéficiers d'âge et s'il ne nous plaisoit valider les deux inscriptions qu'il a prises et le degré qu'il a obtenu et luy pourvoir à cet effet de nos lettres nécessaires, au moyen desquelles il pût subir les examens et soutenir l'acte nécessaire pour le degré de licencié, qu'il est résolu de prendre en ladite faculté.

A ces causes, voulans favorablement traiter ledit Sr. Rioult d'Estoüy sur les témoignages qu'on nous a rendus de sa capacité, nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons par ces présentes, signées de notre main, de ce qui luy manquoit de l'âge de vingt quatre années révolues lors de l'inscription qu'il a prise en la faculté de droit à Paris pour le trimestre de janvier dernier ; ce faisans nous avons validé et validons ladite inscription et celle du trimestre d'avril en suivant ensemble [le] degré de bachelier qu'a obtenu ledit Sr. Rioult d'Estoüy, ordonnons, voulons et nous plait que, sur lesdites inscriptions, il soit incessamment admis à subir les examens et à soutenir l'acte nécessaire pour le degré de licencié qu'il est résolu de prendre en ladite faculté, et qui luy sera conféré, s'il en est trouvé capable, sans qu'il soit tenu de faire aucun autre temps d'étude, ny de garder l'interstice requis, dont nous l'avons des mêmes grâces, pouvoir et autorité que dessus, dispensé, et dispensons par cesdites présentes, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes à cet égard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que ces dites présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Rioult d'Estoüy pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement contraire, *car tel est notre plaisir*. Donnée

30 juillet 1733.

### 30. Validation de degrez pour être reçu avocat

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé (Irace) [Ignace] Hubert Alphonse de Civile, Sr. de Buchy, nous a fait représenter qu'il a pris sa première inscription en la faculté de droit à Paris pour le trimestre d'octobre de l'année 1729, n'estant alors âgé que de quinze ans et deux mois, suivant son extrait baptistaire du vingt neuf aoust mil sept cent quatorze en sorte que cette première inscription et celles qui l'ont suivies jusqu'au trimestre d'octobre de l'année suivante n'ont pu luy être comptées sur le temps de ses études ; cependant, au moyen desdites inscriptions et de celles qu'il a prises dans la suite, l'exposant, qui avoit d'ailleurs satisfait aux formalitez prescrites par les réglemens sur le fait des études de droit, a obtenu ses degres de bachelier et de licencié dans le mois d'aoust 1731 et 1732. Mais se disposant aujourd'huy à prêter le serment d'avocat, il craint qu'on fasse difficulté de l'y admettre et a crû devoir recourir aux lettres qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder et qui, en le dispensant de ce qui luy manquoit de l'âge des seize années lors de ses premières inscriptions, valident en tant que besoin lesdites inscriptions et les degres obtenus par ledit sieur exposant.

A ces causes, voulant favorablement traitter ledit Sieur exposant sur les témoignages que nous avons reçus de son application à l'étude des loix, et par considération des services que nous rend ledit Sr. de Civile de Saint-Mars, son père, dans la charge de notre conseiller au Parlement de Roüen, *nous vous mandons* par ces présentes, signées de notre main que, sur les degrez de bachelier et de licencié qu'a obtenus ledit Sr. de Civile de Buchy en la faculté de droit à Paris au mois d'aoust 1731 et 1732, vous ayez à le recevoir au serment d'avocat en notre dite cour, nonobstant et sans vous arrester à ce qui luy manquoit, lors de ses premières inscriptions, de l'âge de seize années accomplies requises par nos

ordonnances, duquel deffaut d'âge nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons par cesdites présentes ; ce faisant nous avons validé et validons l'inscription prise par ledit Sr. de Civile de Buchy pour le trimestre d'octobre 1729, et celles qui l'ont suivie jusqu'au trimestre d'octobre de l'année suivante, ensemble les degrez de bachelier et de licencié qu'il a obtenu en ladite faculté de droit à Paris, et ce nonobstant tous édits, déclarations et ordonnances, arrests et règlemens à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que ces dites présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. de Civile de Buchy pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 5 décembre 1733.

### 31. Dispenses de toutes études et interstices

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé le Sr. Louis de Mothe, âgé de près de vingt cinq ans, nous a fait représenter que, dans le dessein qu'il a depuis longtemps formé de se faire recevoir avocat, il s'est appliqué à l'étude des loix, de façon qu'il se trouve en estat de subir les examens et de soutenir les actes nécessaires pour les degrez de bachelier et de licencié, qu'il est résolu de prendre en la faculté de droit à Paris, mais que son âge et les affaires de sa famille ne luy permettant pas de remplir le temps d'étude et de garder les interstices requis par nos esdits et déclarations, il a crû que nous voudrions bien l'en dispenser et luy accorder nos lettres sur ce nécessaires.

A ces causes, voulans favorablement traiter ledit Sr. de Mothe, sur les témoignages qu'on nous a rendu de sa capacité, nous luy avons permis et accordé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale permettons et accordons par ces présentes signées de notre main, voulons et nous plait qu'il soit, dès à présent, admis à subir les examens et à soutenir les actes nécessaires pour les degrez de bachelier et de licencié qu'il est résolu de prendre en ladite faculté de droit à Paris, et qui luy seront conférez



### III. DISPENSES POUR CHARGES <sup>1</sup>

---

#### 32. Dispense d'âge pour être conseiller au Parlement et commissaire aux Requêtes du Palais <sup>2</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé le Sr. Jean Antoine Ollivier de Senozant, notre conseiller avocat pour nous en notre Châtelet et siège présidial de Paris, nous a fait représenter qu'il souhaiteroit se faire pourvoir des offices de notre conseiller Lay en notre dite Cour de Parlement, et de commissaire aux Requêtes de notre Palais à Paris, sur la résignation que luy en a faite notre amé et féal le Sr. Jean François Ogier ; mais que n'estant âgé que de vingt ans et trois mois moins quelques jours, suivant son extrait baptistaire du dix février mil sept cent treize, il auroit besoin de nos lettres de dispense de quatre ans neuf mois et quelques jours qui luy manquent de l'âge de vingt cinq années accomplies et requises par nos ordonnances, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

*A ces causes*, voulans favorablement traitter ledit Sr. Ollivier de Senozant, sur les témoignages avantageux que nous avons receu de sa personne, et par la considération des services qu'il nous a déjà rendu dans l'exercice et les fonctions de notre conseiller avocat pour nous en notre Châtelet et siège présidial de Paris, *nous vous mandons*, par ces présentes signées de notre main, que lorsqu'il vous fera apparaitre de nos lettres de provisions desdits offices de notre conseiller Lay en notre Cour de Parlement

1. Cette troisième partie comprend des dispenses aux clauses de vigueur du droit commun des offices ; les lettres sont toutes constituées par des mandements, et sont des lettres de grâce.

2. Juridiction composée de conseillers au Parlement commis à cette fonction, et connaissant concurremment avec les requêtes de l'hôtel des causes de certains privilégiés pourvus de lettres de committimus.

et de commissaire aux Requêtes de notre Palais à Paris dûment expédiées en son nom, vous ayez à l'y recevoir sans vous arrêter à ce qui luy manque de l'âge de vingt cinq années requises, duquel défaut d'âge, nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. Ollivier de Senozant par ces dites présentes, nonobstant tous [édits] déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence; à condition cependant que ledit Sr. Ollivier de Senozant n'aura voix délibérative avant l'âge de vingt cinq ans accomplis que conformément à la déclaration du vingt may mil sept cent treize, *car tel est notre plaisir*. Donné à 4 may 1733.

### 33. Dispense d'âge pour être reçu maître des Requêtes <sup>1</sup>

Louis, etc., à notre très cher et féal le Sieur d'Aguesseau <sup>2</sup>, chevalier, chancelier de France, et à nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre amé et féal le Sr. Louis Pierre Sannier, notre conseiller procureur général en notre Cour des Comptes, Aydes et Finances à Montpellier nous a fait représenter qu'il a traité avec le Sr. Jean Moreau de Séchelle de l'état et office de notre conseiller maître des Requêtes ordinaire de notre hôtel et qu'il souhaiteroit s'en faire pourvoir, mais que, n'estant âgé que de 26 ans et un mois moins quelques jours, suivant son extrait baptistaire du cinq mars 1701, il auroit besoin de nos lettres de dispenses de quatre ans onze mois et quelques jours, qui luy manquent de trente une années accomplies requises par nos ordonnances, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

A ces causes, voulans donner audit Sannier les marques d'estime et de confiance que méritent les services qu'il nous rend depuis plus de six années dans la charge de procureur général en notre Cour des Comptes, Aydes et Finances de Montpellier, dans laquelle il a succédé au feu Sr. Louis Sannier son père, qui l'avoit remplie pendant plusieurs années avec le zèle (et) la vigilance et le travail que demandent les fonctions qui y sont attachées, *nous*

1. Cf. p. 145.

2. Cf. p. 40.

*vous mandons* par ces présentes signées de notre main que lorsque ledit Sr. Louis Sannier fils vous fera apparoir de nos lettres de provisions de ladite charge de maître des Requêtes ordinaire de notre hôtel, deüment expédiées en son nom, vous ayez à l'y recevoir, sans vous arrêter à ce qui luy manque de l'âge de trente une années requises, duquel deffaut d'âge nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons par cesdites présentes ledit Sr. Sannier, nonobstant tous esdits déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné là 29 mars 1733.

#### 34. Dispense de parenté

Louis, etc., à nos amés et féaux les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé Claude Louis Maison Dieu, avocat, nous a fait remontrer qu'il désireroit, sous notre bon plaisir, se faire pourvoir de l'office de notre conseiller en la sénéchaussée et siège présidial de Poitiers au lieu de deffunt Claude Maison Dieu son père ; mais comme Louis Texier de Lirée, son oncle maternel, est notre conseiller audit siège, il nous a très humblement fait supplier de luy accorder nos lettres sur ce nécessaires.

A ces causes, voulant favorablement traiter l'exposant, nous vous mandons, par ces présentes signées de notre main, que ledit Sr. Claude Louis Maison Dieu vous faisant apparoir de nos lettres de provisions dudit office [de] notre conseiller en la sénéchaussée et siège présidial de Poitiers, bien et deüment scellées et expédiées en son nom, vous ayez à procéder à sa réception ès iceluy, sans y apporter aucune difficulté à cause du degré d'alliance qui est entre luy et ledit Sr. Texier de Lirée son oncle maternel, conseiller audit présidial de Poitiers, (et) que nous ne voulons ne luy nuire ny préjudicier, et dont nous l'avons relevé et dispensé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevons et dispensons par ces dites présentes dérogeant à cet effet à ce qui est porté au contraire par nos esdits et déclarations, pour ce regard seulement en sa faveur et sans tirer à conséquence, à condition

toutefois que si le dit Sr. Maison Dieu et Texier viennent à opiner ensemble, leurs voix se trouvant conformes, elles ne seront comptées que pour une, *car tel est notre plaisir*. Donné à 7 mars 1733.

### 35. Dispense d'alliance

Louis, etc., à nos amés et féaux les gens tenans notre Cour des Comptes à Paris, Présidents, Trésorier de France et Généraux de nos finances à Orléans, *Salut*. Notre cher et bien amé Antoine Baguenault Sr. de Montant, nous a fait représenter qu'il souhaiteroit se faire pourvoir de l'office de notre conseiller trésorier de France et général de nos finances en la généralité d'Orléans, sur la résignation que luy en a faite le Sr. Estienne le Texier ; mais que le Sr. Jacques de Villery son beau frère, se trouvant revêtu d'une pareille charge de trésorier de France au bureau de nos finances de ladite généralité ledit Sieur exposant auroit besoin de nos lettres de dispenses du degré d'alliance qui est entre luy et ledit Sr. de Villery son beau frère, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

A ces causes, voulans favorablement traiter ledit Sr. Baguenault de Montant sur les témoignages avantageux que nous avons reçu de sa personne, nous vous mandons et enjoignons par ces présentes signées de notre main que lorsqu'il vous fera apparoir de nos lettres de provisions dudit office de notre conseiller trésorier de France et général de nos finances en la généralité d'Orléans, deument expédiées en son nom, vous ayez à l'y recevoir sans vous arrêter au degré d'alliance qui est entre luy et ledit Sr. de Villery, aussy trésorier de France au bureau de nos finances de ladite généralité, son beau frère, duquel degré d'alliance nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. Baguenault de Montant par cesdites présentes, nonobstant tous esdits, déclarations, arrests et réglemens à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mesmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, à condition cependant que la voix dudit Sr. Baguenault de Montant ne sera comptée que pour une avec celle dudit Sr. de Villery, son beau frère, lorsqu'elle s'y trouvera conforme, *car tel est notre plaisir*. Donné à

[15] mars 1733.

### 36. Dispense d'âge et de parenté

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé le Sr. René Nicolas Charles Augustin de Maupeou <sup>1</sup>, avocat en notre dite cour nous a fait représenter qu'il souhaiteroit se faire pourvoir des offices de conseiller Lay en notre Cour de Parlement et commissaire aux Requêtes de notre Palais à Paris, mais que n'estant âgé que de dix neuf ans et cinq mois, suivant son extrait baptistaire du vingt sept février mil sept cent quatorze, et ayant au nombre des officiers de notre dite cour amé et féal le Sr. René Charles de Maupeou son père, président à mortier, il auroit besoin de nos lettres de dispense de cinq années et sept mois qui luy manquent de l'âge de vingt cinq ans accomplis requis par nos ordonnances, et d'estre relevé du degré de parenté qui se trouve entre luy et ledit Sieur son père, lesquelles il nous a très humblement fait supplier de (les) luy accorder.

A ces causes, bien informé des heureuses dispositions dudit Sr. de Maupeou, de son zèle et de son application, désirant marquer audit Sieur son père la satisfaction que nous avons de ses services qu'il nous rend et au public, et de ceux qui ont esté rendu par ses ancestres dans les premières charges de la magistrature, qu'ils ont remplies successivement avec tant de distinction, *nous vous mandons* et enjoignons, par ces présentes signées de notre mains, que lorsque ledit Sr. René Nicolas Charles Augustin de Maupeou vous fera apparoir de nos lettres de provisions desdits offices de notre conseiller Lay en notre Cour de Parlement et commissaires aux Requêtes de notre Palais à Paris, deüment expédiés en son nom, vous ayez à procéder à sa réception, sans vous arrester aux cinq années et sept mois qui luy manquent de l'âge de vingt cinq ans accomplis requis par nos ordonnances, et au degré de parenté qui est entre luy et ledit Sr. René Charles de Maupeou, son père, président à mortier en notre dite Cour de

1. Un des personnages les plus connus de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, né le 25 février 1714, conseiller au Parlement le 11 août 1733, président à mortier le 1<sup>er</sup> avril 1737, premier président du Parlement le 12 octobre 1763. Promu chancelier le 16 septembre 1768, il tente en 1771 de réorganiser la magistrature en supprimant les Parlements ; exilé à l'avènement de Louis XVI il reste chancelier en titre jusqu'à la fin de l'ancien régime et meurt en 1792.

Parlement, duquel défaut d'âge et de parenté nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons par cesdites présentes nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances et arrest de règlement à ce contraire, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces dites présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence, à la charge toutes fois que le Sr. René Nicolas Charles Augustin de Maupeou n'aura voix délibérative avant l'âge de vingt cinq ans accomplis que conformément à la déclaration du vingt may mil sept cent treize, et que sa voix ne sera comptée que pour une avec celle du Sr. René Charles de Maupeou son père lorsqu'elle s'y trouvera conforme, *car tel est notre plaisir*. Donné à 30 juillet 1733.

### 37. Dispense d'âge, de parenté et d'alliance

Louis, etc., à nos [amés] et féaux conseillers; les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé M<sup>e</sup> Gaspard Nicolas Braier, Sr. de la Motte, avocat en notre dite cour, nous a fait remontrer qu'il désireroit se faire pourvoir de l'office de notre conseiller Lay en notre Cour de Parlement, au lieu de notre amé et féal Marc Antoine Valentin de Rollinde; mais, parce qu'il n'est âgé que de dix neuf ans et demy et quelques jours, suivant son extrait baptistaire du vingt deux aoust mil sept cent treize, qu'il luy manque cinq ans, cinq mois et quelques jours des vingt cinq années requises par nos ordonnances, que d'ailleurs il a pour frère notre cher et féal Gaspard Nicolas Braier et pour beau-frère notre cher et féal Anne César François de Paris de la Brosse, tous deux conseillers Lays en notre dite cour, et que vous pourriez faire quelques difficulté de le recevoir, il nous a très humblement fait supplier de luy accorder les dispenses d'âge, de parenté, et d'alliance sur ce nécessaires.

A ces causes, voulant favorablement traiter ledit Sr. Braier, et luy donner des marques essentielles de la satisfaction que nous avons des services qui nous ont esté rendus par notre cher et féal Gaspard Braier, son père, décédé revêtu de la charge de notre conseiller Lay et doyen de notre Cour de Parlement, [nous] vous *mandons* par ces présentes, signées de notre main, que lorsqu'il vous fera apparoir de nos lettres de provisions dudit office de notre

conseiller Lay en notre cour, bien et dûment expédiées en sa faveur, vous ayez à le recevoir, encore bien qu'il n'ait que dix neuf ans et demy et quelques jours, sans vous arrêter à ce qu'il luy manque des vingt cinq ans accomplis requis par nos ordonnances, ny au degré de parenté, à cause dudit Sr. Braier son frère, ny à celui d'alliance à cause dudit Sr. de Paris de la Brosse son beau frère, dont nous l'avons relevé et dispensé, relevons et dispensons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nonobstant tous édits, arrests, règlements et ordonnances à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces dites présentes, pour ce regard seulement, et sans tirer à conséquence ; à condition cependant que ledit Sr. Braier de la Motte n'aura voix délibérative avant l'âge de vingt cinq ans accomplis que conformément à la déclaration du vingt may mil sept cent treize, et que sa voix et celles desdits Sr. Braier son frère, et de Paris de la Brosse son beau frère, se trouvant uniforme dans les opinions, ne seront comptées que pour une, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à 25 mars 1733.

**38. Dispense pour être reçu  
Président de la Chambre des Comptes  
quoique gendre d'un comptable**

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Chambre des Comptes à Paris, *Salut*. Notre amé et féal le Sr. Gaspard François Le Gendre, notre conseiller en notre Cour de Parlement à Paris, nous a fait représenter qu'il souhaiteroit, sur l'agrément que nous luy avons donné, de se faire pourvoir de l'Etat et office de président de notre Chambre des Comptes, vacant par le décès du Sr. Louis Denis Seguin ; mais qu'ayant épousé D<sup>e</sup> Marie Elisabeth Roslin fille du Sr. Edme Joseph Roslin, il craint de la difficulté à l'obtention de ses provisions, et de l'obstacle à sa réception audit estat et office de président, attendu que ledit Sr. Roslin, son beau père, a esté et est encore actuellement l'un des cautions et des intéressez aux baux de nos fermes générales, unies sous le nom de Louis Bourgeois, Pierre Carlier et Nicolas Desboues, successivement adjudicataires desdites fermes<sup>1</sup>, et

1. L'adjudicataire des fermes du roi n'était qu'un commis qui prêtait son nom aux fermiers généraux.

que cy devant ledit Sr. Roslin et le Sr. Edme Roslin son père ont esté pourvus de l'office de receveur des tailles et des trois élections d'Alençon et Séez et ont fait en cette qualité les exercices des années 1690, 1692, 1694, 1698, 1702, 1704, 1706, 1708, 1710, 1712, 1714, 1716, 1718, 1720, 1722 et 1724, dont les comptes ont esté toutes fois entièrement appurez, corrigez et déchargez, suivant le certificat qu'en a donné, le treize juillet dernier, le Sieur le Sens de Colleville, notre procureur général en notre Cour des Comptes, Aydes et Finances de Normandie ; en sorte que ledit Sr. Legendre se trouve dans l'obligation de recourir aux lettres qu'il nous a fait supplier de luy accorder, et qui le relèvent de la rigueur et des deffenses portées par nos réglemens.

A ces causes, voulans donner audit Sr. Legendre les marques d'estime et de confiance que méritent les services qu'il nous rend depuis plus de dix huit années dans la charge de conseiller en notre Cour de Parlement dont il est revêtu, et ceux que nous a jusques icy rendus le Sr. Legendre, son père, dans la charge de maître des Requêtes ordinaire de notre hôtel, et dans les différentes intendances de nos provinces qui luy ont esté confiées, *nous vous mandons* et enjoignons, par ces présentes signées de notre main, que lorsque ledit Sr. Legendre fils vous fera apparoir de nos lettres de provisions dudit estat et office de président en notre Chambre des Comptes à Paris, deüment expédiées en son nom, vous ayez à procéder à sa réception audit office, sans que le mariage qu'il a contracté avec la fille dudit Sr. Roslin puisse y faire aucun obstacle, et encore bien que ledit Sr. Roslin son beau père ait esté, et soit encore, caution et intéressé aux baux de nos fermes généralles, et qu'il ait cy devant, ainsy que le Sr. Edme Roslin son père [fait] les exercices cy dessus mentionnés de la recette des tailles et octrois de l'élection d'Alençon et Séez, dont les comptes ont esté toutefois appurez, corrigez et déchargez ; ce faisant, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royalle relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. Legendre, de tout ce qui pourroit luy estre opposé, sous prétexte de son alliance avec ledit Sr. Roslin et de la rigueur de nos esdits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné à 10 aoust 1736

### 39. Dispense d'âge et de service pour être reçu maître des Requêtes

Louis, etc., à notre très cher et féal le Sr. d'Aguesseau, chevalier chancelier de France, et à nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre amé et féal le Sr. Gaspard César Charles l'Escalopier, notre conseiller Lay en notre dite Cour de Parlement, nous a fait représenter qu'il souhaiteroit se faire pourvoir de l'état et office de notre conseiller maître des Requêtes ordinaire de notre hôtel, sur la résignation que luy en a faite notre amé et féal le Sr. César Charles l'Escalopier, son père ; mais que, n'estant âgé que de vingt six ans, huit mois et quelques jours, suivant son extrait baptistaire du 20 may 1706, et que n'ayant exercé ledit office de notre conseiller Lay en notre dite Cour de Parlement à Paris que depuis le deux avril mil sept cent vingt sept qu'il y a esté reçu, il auroit besoin de nos lettres de dispense de ce qui luy manque, non seulement de l'âge de trente un ans accomplis, mais encore du service de six années requis par nos esdits, déclarations et réglemens, et nous a très humblement fait supplier de les luy accorder.

*A ces causes*, et pour la considération des services que nous a jusqu'icy rendus ledit Sr. Gaspard César Charles l'Escalopier, et de ceux que nous rend ledit Sr. son père dans la place de conseiller d'Etat, que luy ont fait mériter le zèle et la distinction avec lesquels il avoit cy devant servy dans les charges de conseiller en notre Cour de Parlement, intendant du commerce et maître des Requêtes de notre hôtel, et dans l'intendance de notre province de Champagne, *nous vous mandons* par ces présentes, signées de notre main, que lorsque ledit Sr. l'Escalopier fils vous fera apparoir de nos lettres de provisions de ladite charge de notre conseiller maître des Requêtes ordinaires de notre hôtel, dûment expédiées en son nom, vous ayez à l'y recevoir, sans vous arrêter à ce qui luy manque de trente une années d'âge et de six années de service, requises par nos esdits et réglemens, duquel deffaut d'âge et de service nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. l'Escalopier par cesdites présentes, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens à ce contraires,

auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné à 25 janvier 1733.

#### 40. Dispense d'âge, de parenté, d'alliance et de service

Louis, etc., à nos amez et féaux [conseillers] les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. L'état [et] office de président de notre dite Cour de Parlement, dont estoit revêtu notre amé et féal le Sr. Louis Le Peltier, s'estant trouvé vacant, par la démission qu'il en a faite en nos mains, depuis que nous l'avons élevé à la dignité de premier président de notre dite cour, nous avons cru ne pouvoir faire choix pour laite charge de président d'un sujet plus capable de la remplir que notre amé et féal le Sr. Louis Chauvelin, avocat pour nous en notre dite Cour de Parlement ; les services qu'a cy devant rendu ledit Sr. Chauvelin dans l'office d'avocat pour nous au Châtelet et siège présidial de Paris, et ceux qu'il rend depuis près de neuf années en notre Cour de Parlement, soit en qualité de conseiller, soit dans la charge d'avocat pour nous dont il est encore revêtu, nous persuadent qu'il ne laissera rien à désirer dans celle de président, du travail, de l'application et du zèle que demandent les premières places de la magistrature, et qui ont distingués ses ancêtres ; et pour mettre ledit Sr. Chauvelin en estat d'obtenir les provisions de ladite charge, nous sommes résolus de le dispenser, non seulement de ce qui luy manque des quarante années d'âge et des dix années de service requises par nos ordonnances, mais encore des degrez de parenté et d'alliance qui sont entre luy et notre et cher féal le Sr. Chauvelin, chevalier, garde des sceaux de France, président de notre dite Cour de Parlement <sup>1</sup>, son oncle paternel, et de notre amé et féal, le Sr. Louis Denis Talon son beau frère, aussy président en notre dite cour.

A ces causes, nous vous mandons par ces présentes signées de notre main que lorsque ledit Sr. Chauvelin vous fera apparoir de nos lettres de provisions dudit Estat et office de notre conseiller président en notre dite Cour de Parlement à Paris,

1. Germain Louis de Chauvelin, né en 1685 à Moulins. Engilbert, mort en 1762, garde des sceaux et secrétaire d'Etat des affaires étrangères en 1727, disgracié en 1737.

deument expédiées en son nom, vous ayez [à] l'y recevoir, encore bien qu'il ne soit âgé que de trente ans et cinq mois, suivant son extrait baptistaire du vingt deux janvier mil sept cent six, et qu'il n'ayt servy dans la charge de conseiller et dans celle d'avocat (que) pour nous en notre dite cour, qu'il a successivement exercées, que pendant huit années et six, nonobstant les degrez de parenté et d'alliance qui sont entre luy et notre très cher et féal le Sr. Chauvelin, son oncle paternel, chevalier, garde des sceaux de France, président de notre dite Cour de Parlement, et notre amé et féal le Sr. Louis Denis Talon, son beau frère, aussy président de notre dite cour, l'ayant relevé et dispensé, comme nous le relevons et dispensons par ces présentes, de ce qui luy manque des quarante années d'âge et des dix années de services requises par nos ordonnances, et des degrez de parenté et d'alliance qui sont entre luy et lesdits Sr. Chauvelin et Talon, ses oncles et beau frère, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraire, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence ; à condition toutesfois que la voix dudit Sr. Chauvelin ne sera compté que pour une avec celles desdits Sr. Chauvelin et Talon ses oncle et beau frère lorsqu'elle s'y trouvera conforme.

*Sy vous mandons* que cesdites présentes vous avez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Chauvelin pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement, et nonobstant toutes choses à ce contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 18 juin 1736.

#### **41. Dispense pour être conseiller clerc au Parlement sans être dans les ordres sacrez**

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé Cyprien Gabriel Méhée, Sr. Danqueville, avocat en Parlement, clerc tonsuré du diocèse d'Angoulême, abbé de l'abbaye royale de Notre-Dame de Fontaine-Jean, nous a fait représenter qu'il a esté pourveu, le vingt neuf avril dernier, au lieu et place du feu Sr. Charles de La Grange, de l'office de notre conseiller clerc en notre dite Cour de Parlement ; mais que n'estant point engagé dans les ordres sacrez,

il craint que ce défaut fasse obstacle à sa réception audit office, en sorte qu'il a crû devoir recourir aux lettres, qu'il nous a fait supplier de luy accorder, et au moyen desquelles il peut estre receu audit office, à la charge par luy de prendre les ordres sacrez dans les temps qu'il nous plairoit luy prescrire.

A ces causes, voulant mettre ledit Sr. exposant en estat de remplir une charge dans laquelle nous espérons qu'il ne laissera rien à désirer de tout ce que demandent les devoirs et les obligations qui y sont attachez, *nous vous mandons* par ces présentes, signées de notre main, que sur les provisions qu'a obtenu ledit Sr. Méhée Danqueville le 29 avril dernier de l'état et office de notre conseiller clerc en notre dite Cour de Parlement, vous ayez à le recevoir audit estat et office, nonobstant et sans vous arrester à ce que ledit Sr. Méhée Danqueville n'est point engagé dans les ordres sacrez, dont nous l'avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevé et dispensé, relevons et dispensons par ces dites présentes, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, à la charge par ledit Sr. Méhée Danqueville de prendre les ordres sacrez dans trois années, et à condition cependant qu'il n'assistera qu'au jugement des procès criminels auxquels les autres conseillers clercs ont accoutumé d'assister, suivant l'usage de la compagnie,

*Sy vous mandons* que cesdites présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Méhée Danqueville pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 30 may 1735.

#### 42. Dispense de temps pour opiner

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre amé et féal le Sr. Marie François de Paule Le Fèvre d'Ormesson, notre conseiller lay en notre cour, et commissaire aux Requêtes de notre Palais à Paris, nous a fait représenter qu'il a esté receu auxdits offices le seize mars mil sept cent trente un, sur les lettres de dispense d'âge et de provisions qu'il en avoit obtenües le premier desdits mois et an, à condition qu'il n'auroit voix délibérative avant l'âge de

vingt cinq ans accomplis que conformément à la déclaration du vingt may mil sept cent treize, en sorte que n'estant aujourd'huy âgé que de vingt deux ans, deux mois et quelques jours suivant son extrait baptistaire du dix huit octobre mil sept cent dix, il se trouveroit encore privé pendant deux ans et dix mois moins quelques jours de la voix délibérative dans les affaires dont il ne seroit point rapporteur, s'il ne nous plaisoit le relever de la susdite restriction et luy accorder à cet effet nos lettres nécessaires.

A ces causes, et sur les témoignages qu'on nous a rendus de la capacité dudit Sr. Le Fèvre d'Ormesson, et de l'application avec laquelle il a remply jusqu'à présent les fonctions desdites charges de notre conseiller lay en notre dite Cour de Parlement, et de commissaires aux Requêtes de notre Palais à Paris, *nous vous mandons*, par ces présentes signées de notre main, que vous ayez à admettre dès à présent aux opinions ledit Sr. Le Fèvre d'Ormesson, et à compter sa voix en toutes affaires, nonobstant et sans vous arrester à la restriction portée par nos dites lettres de dispenses d'âge et de provision, en tant qu'elles portent qu'il n'aura voix délibérative, avant l'âge de vingt cinq ans accomplis, que conformément à la déclaration du vingt may mil sept cent treize, de laquelle restriction et de ce qui manque encore audit Sr. Le Fèvre d'Ormesson de l'âge de vingt cinq années accomplies requises par nos ordonnances, nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevé et dispensé, relevons et dispensons par cesdites présentes, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraires, ausquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné à                      5 janvier 1733.

#### 43. Mainlevée de restriction pour présider

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour des Aydes à Paris, *Salut*. Notre amé et féal conseiller président en notre cour, le Sr. Jean Louis de Voigny, nous a fait remontrer que nous luy avons accordé le 2 septembre 1729 nos lettres de dispense de 17 ans ou environ qui lui luy manquoient des 40 ans requis par nos ordonnances pour être pourveu de ladite charge, avec la condition insérée dans lesdites lettres qu'il n'exer-

cera ladite charge qu'à vingt-cinq ans, et qu'il ne pourra présider en chef qu'à 30 ans accomplis ; laquelle condition a esté pareillement apposée dans nos lettres de provisions qui luy en furent accordées le même jour 2 septembre 1729, en conséquence desquelles il a esté receu dans ladite charge le 21 novembre suivant, et il en a remply les fonctions avec assiduité depuis qu'il a atteint l'âge de 25 ans ; et comme il est en estat de présider en chef, de même que s'il avoit les 30 ans accomplis, si nous voulions bien luy en donner la permission, et qu'il luy manque encore cinq mois pour les avoir atteint, il nous a très humblement supplié de luy accorder nos lettres à ce nécessaires.

A ces causes, voulans donner audit Sr. de Voigny des marques de la satisfaction que nous avons de ses services, estant bien informé de sa capacité et de son intégrité, nous luy avons permis et permettons par ces présentes signées de notre main de remplir à l'avenir les fonctions de ladite charge de président dans toute leur étendue, et en conséquence présider en chef, nonobstant la condition portée par nos dites lettres de dispense et de provisions de ladite charge, et qu'il luy manque 3 ans 5 mois pour avoir ledit âge de 30 ans accomplis, dont nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. de Voigny par ces mesmes présentes, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens à ce contraires, ausquels nous avons dérogé et dérogeons, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* et enjoignons que ces présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu jouir et user ledit Sr. de Voigny pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchement contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 6 mars 1733.

**44. Dispense pour être reçu maitre des Requêtes  
avec validation de serment d'avocat  
et de l'office de conseiller**

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre amé et féal le Sr. Antoine Martin Chaumont, notre conseiller maitre des Requêtes ordinaire de notre hôtel, nous a représenté qu'ayant esté receu en l'année

1719 au serment d'avocat en notre Grand Conseil, et qu'après avoir rempli une charge de conseiller en notre Cour de Parlement, Comptes, Aydes et Finances de Metz au mois de may 1720 [nous lui avons accordé] nos lettres de provisions de celle de maitre des Requêtes, avec dispense de ce qui luy manquoit de l'âge et du service requis par nos ordonnances ; et que vous ayant représenté nos dites lettres de provisions, vous aviez fait difficulté de le recevoir audit état et office de maitre des Requêtes, sur ce que l'exposant n'avoit point obtenu de lettres de naturalité, que son serment d'avocat au Grand Conseil, ainsy que ses provisions et réceptions en la charge de conseiller en notre Parlement de Metz estoient antérieures aux lettres de naturalité par nous accordées à ses père et mère, qu'enfin ledit sieur exposant n'avoit point prêté le serment d'avocat en notre Cour de Parlement de Paris, et que lorsqu'il avoit esté receu audit serment d'avocat en notre Grand Conseil, il n'avoit point justifié du tems de ses études par l'attestation qu'il devoit en rapporter des officiers du Parquet de notre dite Cour de Parlement, ainsy qu'il estoit ordonné par nos édits [et] déclarations, sur le fait des études de droit ; et voulans traiter favorablement ledit Sieur exposant, mettant ainsy en considération que depuis les lettres de naturalité desdits sieurs et dame de Chaumont père et mère du mois de juin 1720, et par vous enregistrées le 31 décembre 1721, ledit exposant et ses frères et sœurs ont obtenu nos lettres du 17 décembre 1734 portant qu'ils pourront remplir, tenir et posséder les charges et offices, dignitez et bénéfices dont ils sont ou pourront estre cy après pourvus, lesquelles lettres ont aussy esté par vous enregistrées le 20 janvier dernier.

A ces causes, nous (vous) avons par ces présentes signées de notre main relevé et dispensé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevons et dispensons ledit Sr. de Chaumont de tous les deffauts cy dessus, validons ledit serment d'avocat dudit exposant presté en notre Grand Conseil, ensemble (de) la réception dudit Sr. Chaumont [en] l'office de notre conseiller en notre Cour de Parlement, Comptes, Aydes et Finances de Metz, et tout ce qui s'en est ensuivy, pour en conséquence estre procédé en notre Cour de Parlement de Paris à la réception dudit Sr. de Chaumont en ladite charge de maitre des Requêtes ordinaire de notre hôtel, le tout nonobstant tous esdits, déclarations,

ordonnances, arrests et règlements à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que ces présentes vous ayez à faire registrer et de leur contenu faire jouir et user ledit Sr. de Chaumont pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements, et nonobstant toutes choses à ce contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 27 aoust 1735.

#### 45. Dispense de grades pour être procureur du roy en un bailliage

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Notre cher et bien amé le Sr. Jean Antoine d'Auvergne nous a fait représenter qu'il souhaiteroit se faire pourvoir de l'office de notre conseiller procureur pour nous au Baillage de Brie Comte Robert, dont est mort revêtu le Sr. Nicolas Charles Teissier ; mais que n'ayant point satisfait à nos édits et déclarations sur le fait des études de droit, et ne se trouvant point gradué il auroit besoin à cet égard de nos lettres de dispense, qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter ledit Sr. d'Auvergne, sur les témoignages qu'on nous a rendus de son expérience et capacité, *nous vous mandons*, par ces présentes signées de notre main, que lorsqu'il vous fera apparoir de nos lettres de provisions dudit office de notre conseiller procureur pour nous au baillage de Brie Comte Robert, deument expédiées en son nom, vous ayez à l'y recevoir, encore bien qu'il n'ait satisfait à nos édits et déclarations sur le fait des études de droit, qu'il ne soit point gradué et n'ait point esté receu au serment d'avocat, duquel deffaut de grades nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. d'Auvergne par cesdites présentes, nonobstant tous esdits, déclarations, ordonnances, arrests et règlements à ce contraires, ausquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné à 18 juin 1736 <sup>1</sup>.

1. Suivent 20 pages 1/2 blanches.

#### IV. PROVISIONS, LETTRES D'HONORAIRES, COMMISSIONS, COMPATIBILITEZ, UNIONS D'OFFICES, ETC. <sup>1</sup>

---

##### 46. Lettres de maitre des Requêtes honoraire avec dispense de service <sup>2</sup>

Louis, etc., à notre très cher [et] féal le Sr. d'Aguesseau chevalier, chancelier de France, et à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre [Cour] de Parlement à Paris, maitres des Requêtes ordinaires de notre hôtel, et autres nos officiers qu'il appartiendra, *Salut*. Après les services qu'avoit rendus notre amé et féal le Sr. Jean Moreau de Séchelle dans l'exercice de sa charge de conseiller en notre Cour de Parlement à Metz, nous crûmes devoir l'appeler dans nos Conseils, et, pour cet effet nous luy accordions au mois d'octobre mil sept cent dix neuf, nos lettres de provisions de la charge de maitre des Requêtes ordinaires de notre hôtel, qu'il a remplie jusqu'au quatre des présens mois et an que le Sr. Louis Sannier en a esté pourvû en son lieu et place, et sur sa résignation ; les preuves que nous a données ledit Sr. Moreau de Séchelle de sa capacité et de son attachement à notre service, non seulement dans ladite charge de maitre des Requêtes, mais encore dans l'Intendance de Hainault à Maubeuge qu'il remplit aujourd'hui

1. La cinquième partie de ce recueil contient des lettres se rattachant aux provisions d'offices ; dans les cas ordinaires, les lettres de provision étaient, au XVIII<sup>e</sup> siècle, rédigées à la chancellerie par des secrétaires du roi. Mais étaient restées en commandement toutes les lettres expédiées à propos des offices, lettres d'honneur, de compatibilité, d'union, etc... Ce sont toutes ces lettres que vous allons retrouver ici. A ces lettres sont jointes quelques lettres de commission.

2. Mandement, lettres de grâce, toujours en commandement, appelées lettres d'honneur ou de vétéranee, par lesquelles le roi accorde à un officier qui s'est démis de sa charge des honneurs et des privilèges, en récompense des services rendus. Sauf dispense expresse, il fallait que l'officier eut vingt ans de service pour pouvoir obtenir ces lettres (Cf. la lettre 32).

avec [le] zèle et le travail que demande un employ aussy important, nous engageant à conserver audit Sr. Moreau de Séchelle l'entrée dans nos conseils et dans nos cours, et les droits et prérogatives dont il en jouy en qualité de maitre des Requêtes, et de luy donner par ce moyen de nouvelles marques de notre satisfaction et de notre estime.

A ces causes, nous avons audit Sr. Jean Moreau de Séchelle permis et accordé, et, de notre grâce spéciale, pleine puissance es autorité royale, permettons et accordons par ces présentes signées de notre main, voulons et nous plait que, nonobstant la résignation qu'il a faite de ladite charge, il puisse se dire [et] qualifiér en tous actes et en toutes occasions notre conseiller en nos Conseils, maitre des Requêtes de notre hôtel, et qu'il ayt en cette qualité entrée, rang, séance, voix et opinion délibératives en notre Cour de Parlement auxdites requêtes de notre hôtel, et partout ailleurs ou les maitres des Requêtes ont droit de l'avoir, du jour et datte de sa réception audit office et qu'il jouisse au surplus et sa veuve pendant sa viduité de tous les honneurs, privilèges, franchises, droits, avantages, immunitéz, et prérogatives appartenans audit office, tels et tout ainsy qu'il en joui ou dû jouir avant sa dite résignation, et qu'en jouissent ou doivent jouir les autres maitres des Requestes honoraires, nonobstant ce qui peut manquer audit Sr. de Breteuil <sup>1</sup> du service de vingt années requis par nos édits et déclarations, dont nous l'avons de nos mêmes grâces, pouvoir et autorité, et pour les causes, motifs, et considérations que dessus, relevé et dispensé, comme nous l'en relevons et dispensons par cesdites présentes, dérogeant pour cet égard et sans tirer à conséquence auxdits édits et déclarations, et à tous arrests et réglemens à ce contraire, sans toutefois que ledit Sr. de Breteuil puisse prétendre aucuns gages, droits, épices, et autres émoluments attribués audit office.

*Sy vous mandons* que ces présentes vous ayez à faire registrer, et de leur contenu jouir et user ledit Sr. de Breteuil pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchement, et nonobstant toutes choses contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 25 avril 1733.

1. Le copiste a dû commettre ici une confusion entre deux lettres patentes, probablement expédiées dans le même but ; c'est le seul exemple que renferme notre formulaire d'une semblable erreur.

#### 47. Lettres de secrétaire du roy honoraire

Louis, etc., à notre très cher et féal le Sr. Chauvelin, chevalier, garde des sceaux de France, et à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Grand Conseil, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, *Salut*. Notre amé et féal le Sr. Louis Phélypeaux, marquis de La Vrillière, comte de Saint-Florentin <sup>1</sup>, secrétaire d'Etat et de nos commandemens, ayant fait de notre agrément sa démission volontaire de l'Etat et office de notre conseiller secrétaire Maison couronne de France et de nos finances <sup>2</sup>, dans lequel il avoit esté receu le sept may mil sept cent vingt trois, au lieu et place et sur la résignation de notre amé et féal le Sr. Louis Phélypeaux marquis de La Vrillière son père, nous avons par nos lettres du trente janvier mil sept cent vingt huit pourveu dudit office de notre conseiller secrétaire le Sr. Jean le Masle, qui y a esté receu le même jour ; cependant, pour conserver audit Sr. Phélypeaux de la Vrillière comte de Saint-Florentin les privilèges attachez audit office, et luy donner en cette occasion des marques d'estime et de distinction qu'il mérite par les services qu'il rend à notre Etat, et par ceux qu'ont de même rendus ses ancêtres pendant une longue succession de temps, nous sommes résolus de luy accorder des lettres d'honoraire dudit office de notre conseiller secrétaire, et de le dispenser de ce qui luy manque de vingt années de service requis par nos réglemens.

*A ces causes*, et pour autres considérations, nous avons permis et accordé, et, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, permettons et accordons par ces présentes, signées de notre main, audit Sr. Phélypeaux de La Vrillière comte de Saint-Florentin, voulons et nous plait que, nonobstant la résignation qu'il a fait dudit état et office de notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances, et les provisions qui ont esté expédiées au nom dudit sieur le Masle, il puisse se dire et qualifier en tout actes et en toutes occasions, tant en jugement que dehors, notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances honoraires ; qu'en cette qualité il ait entrée

1. Né en 1705, secrétaire d'Etat en 1722, disgracié en 1775, mort en 1777.

2. Titre officiel des secrétaires du roi.

tant en notre chancellerie de France qu'en toutes les autres chancelleries de notre royaume, et qu'il puisse [jouir] des mêmes honneurs, rang, séance, privilèges, exemptions, franchises, avantages, immunités et prérogatives dont il a jouy ou deu jouir [comme] nos autres conseillers secrétaires honnoraires, et qu'après son décès sa veuve, pendant sa viduité, jouisse aussy des mêmes privilèges, exemptions, franchises, avantages, immunités et prérogatives dont jouissent et ont droit de jouir les autres veuves de nosdits conseillers secrétaires, en conséquence des édits, déclarations et arrêts rendus en conséquence, sans toutefois qu'en vertu desdites présentes ledit Sr. Phélypeaux de La Vrillière, comte de Saint-Florentin, puisse faire aucunes fonctions ny prétendre aucuns gages, droit, bourses et émoluments généralement quelconques appartenant audit estat et office, [encore bien que ledit Sieur ....n'ait exercé ledit office] que quatre ans neuf mois moins quelques jours, l'ayant des mêmes grâces, pouvoir et autorité, et pour les causes, motifs et considérations que dessus, relevé et dispensé, comme nous le relevons et dispensons par cesdites présentes, de ce qui luy manque des vingt années de services requis par nos réglemens, ausquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons*, que ces présentes vous ayez à faire registrer, et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Phélypeaux de La Vrillière, comte de Saint-Florentin, et sa veuve, pendant sa viduité, pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement, et nonobstant toutes choses à ce contraires. *Mandons*, en outre à nos amez et féaux conseillers les grands audianciers de notre grande France, [et] contrôleurs généraux de l'audience de notre grande chancellerie qu'ils fassent enregistrer cesdites présentes ès registres de l'audience de France<sup>1</sup>, ainsy qu'il est accoutumé, *car tel est notre plaisir*. Donné à  
13 décembre 1730.

1. Les lettres d'honneur étaient du nombre de celles dont l'écrit du 20 mai 1674, prescrivait l'enregistrement à la grande chancellerie, mais il ne peut s'agir ici que des registres des taxes (v. p. 52).

#### 48. Lettres de trésorier de France honoraire

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les Présidens, Trésoriers de France et Généraux de nos finances à Soissons, *Salut*. Mettant en singulière considération les services que nous a rendus notre cher et bien amé Jean Gabriel Legras dans la charge de trésorier de France [et] général de nos finances au bureau de Soissons, petit fils de Nicolas Legras, décédé revêtu de ladite charge, et fils de notre cher et féal Jean Baptiste Legras, pourvu jusqu'à sa mort de l'état et office de notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances, voulans répondre aux vœux de toute sa compagnie, qui a rendu un fidèle témoignage de sa capacité et de son assiduité, pendant l'espace de plus de vingt années, dans l'exercice de ladite charge de trésorier de France, dont il s'est acquitté avec beaucoup d'honneur et de distinction, depuis sa réception du quinze février mil sept cent douze, en vertu des lettres de provisions que nous luy aurions accordées le trente janvier de ladite année, et duquel office il a fait sa démission en nos mains en faveur de Jean Charles Le Vent, qui en auroit esté pourveu le neuf septembre mil sept cent trente deux, et y auroit esté receu le treize dudit mois et an.

*A ces causes*, voulans donner des marques audit Sr. Legras de la satisfaction que nous avons de sa fidélité, (et) de son zèle et de son affection à notre service, et ne pas priver le public des lumières dont il est capable, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, permis et accordé, (et) par ces présentes signées de notre main permettons et accordons audit Sr. Jean Gabriel Legras, que nonobstant la résignation qu'il a faite de son office, en faveur dudit Sr. Le Vent, il puisse continuer à se dire et qualifier toujours notre conseiller trésorier de France et général de nos finances audit bureau de Soissons ; voulons qu'en cette qualité il jouisse des mesmes honneurs, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, rang et presséance en toutes assemblées publiques et particulières du jour qu'il a esté receu en ladite charge, tout ainsy qu'il faisoit auparavant ladite résignation ; qu'il ayt voix délibérative, tant aux audiences que Chambre du Conseil dudit bureau, dans les affaires qui concerneront seulement les matières de notre domaine, sans néanmoins qu'il puisse prési-

der, ny prétendre aucuns droits des distributions, gages, épices et émolumens audit office appartenants.

*Sy vous mandons*, que ces présentes vous ayez à faire registrer, et du contenu en icelles jouir et user ledit Sr. Jean Gabriel Legras pleinement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens, et nonobstant toutes choses à ce contraires, ausquelles nous avons dérogé et dérogeons par cesdites présentes, pour ce regard seulement, et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donnée à 12 mars 1733.

#### 49. Lettres de bailly juge ordinaire honoraire <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Après les services que nous a rendus, pendant près de dix neuf années consécutives, notre cher et bien amé, le Sr. Pierre François Foucher de Bonnemarre, dans les différentes charges dont il a esté revêtu, et nommément dans celle de notre conseiller bailly juge ordinaire civil et criminel, commissaire enquesteur examinateur du bailliage, ville et comté de Beaumont-sur-Oise, et dans celle de notre conseiller lieutenant particulier du bailly de Senlis civil et criminel, commissaire enquesteur examinateur au bailliage, ville et châtellenie de Chambly, dont le Sr. Nicolas Pique a obtenu le sept décembre mil sept cent trente un nos lettres de provisions, nous avons crû devoir donner au dit Sr. Foucher de Bonnemarre, par quelques marques d'honneurs, des témoignages de la satisfaction qui nous reste de ses services, sans toutefois priver le public de l'expérience et de la capacité qu'il s'est acquises, et pour exciter par son exemple, nos officiers de pareille qualité à remplir les devoirs de leurs charges avec la mesme fidélité et le même zèle.

*A ces causes*, nous avons par ces présentes signées de notre main permis et accordé, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, permettons et accordons audit Sr. Pierre François Foucher de Bonnemarre que, nonobstant la résignation qu'il a faite desdites charges, il puisse toujours continuer de se dire et qualifier en tous actes [et] en toutes occasions (de) notre conseiller bailly juge ordinaire civil et criminel commissaire

1. Voir lettre 45.

enquesteur examinateur du bailliage, ville et comté de Beaumont-sur-Oise, et qu'il jouisse de tous les droits, honneurs, prérogatives prééminences, rang, séance, franchise, immunité, privilèges et exemptions attribuez à ladite charge, et dont il a jouy ou dû jouir avant ladite résignation ; luy permettons en outre, par cesdites présentes, d'avoir entrée, séance et voix délibérative audit bailliage de Beaumont, tant aux audiences qu'en la Chambre du Conseil et en toutes assemblées ordinaires et extraordinaires, avec rang immédiatement après le titulaire dudit office, encore bien que ledit Sr. Foucher de Bonnemarre n'aye exercé ledit office que dix neuf ans moins quelques jours, l'ayant des mesmes grâces, pouvoir et autorité, et pour les causes, motifs, et considérations que dessus relevé et dispensé, comme nous relevons et dispensons par cesdites présentes, de ce qui luy manque des vingt années de services requises par nos réglemens, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mesmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence ; à condition toutesfois que ledit Sr. Foucher de Bonnemarre ne pourra prétendre aucuns gages, [ou] part à la distribution des procès et aux épices, ny autres émolumens appartenant audit office, et que, dans une même séance, il ne pourra y avoir audit siège que deux officiers honoraires, luy compris.

*Sy vous mandons* que ces présentes vous ayez à faire registrer, et du contenu en icelles jouir et user ledit Sr. Foucher de Bonnemarre, pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser tous troubles et empeschemens contraires, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à                      8 juin 1733.

#### 50. Lettres à un secrétaire d'Etat pour signer quoi qu'il ne soit plus secrétaire du roy

Louis, etc., à notre très cher et féal le Sr. Chauvelin, chevalier garde des sceaux de France, *Salut*. Le Sr. Phélypeaux, comte de Saint-Florentin, secrétaire d'Etat et de nos commandemens, nous a représenté qu'il estoit cy devant revêtu d'un office de notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances et que non seulement [nous] luy avons permis de s'en démettre, mais que, pour luy en conserver les privilèges, nous luy en avons accordé des lettres d'honneur et de vétéranee ; que cependant il

pourroit se former des difficultés sur la signature des lettres patentes concernant nos affaires de justice, finances et autres qui sont de nos commandemens, sous prétexte que ledit Sr. Phélypeaux comte de Saint-Florentin n'est plus revêtu de ladite charge de notre conseiller secrétaire, en sorte qu'il a crû devoir nous supplier de luy pourvoir à cet égard de nos lettres nécessaires.

*A ces causes*, nous avons, par ces présentes signées de notre main, ordonné et ordonnons voulons et nous plait que ledit, Sr. Phélypeaux comte de Saint-Florentin puisse continuer de signer toutes lettres patentes et autres expéditions dépendantes de la fonction et de la charge de secrétaire d'Etat et de nos commandemens et finances, encore bien qu'il ne soit pas revêtu de l'office de notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances, dont nous l'avons dispensé et dispensons sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que du contenu en ces présentes vous ayez à faire jouir ledit Sr. de Saint-Florentin, pleinement et paisiblement nonobstant tous édits, déclarations et ordonnances contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, pour ce regard seulement, *car tel est notre plaisir*. Donnée à le 9 décembre 1733.

### 51. Lettres de compatibilité <sup>1</sup>

Louis, etc., au bailli de Guise ou son lieutenant général et autres nos officiers [et] justiciers qu'il appartiendra, *Salut*. Notre cher et bien aimé le Sr. Pierre Michel Tiratel, prévost de la prévosté d'Hirson, nous a fait représenter qu'il a esté nommé pour remplir l'office de bailli de Signy-le-Petit, mais que, pour en faire les fonctions avec celles de prévost de la prévosté d'Hirson dont il est revêtu, il auroit besoin de nos lettres de compatibilité, qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter ledit Sr. Tiratel, sur le témoignage qu'on nous a rendu de son expérience et de sa capacité, nous luy avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale permis et accordé, permettons et accor-

1. Mandement, lettres de grâces par lesquelles le roi autorise un officier à exercer simultanément deux charges que les lois et réglemens déclarent incompatibles.

dons par ces présentes, signées de notre main, de faire et continuer l'exercice et les fonctions dudit office de prévost de la prévosté d'Hirson, et d'exercer conjointement avec ledit office celui de baillif de Signy le Petit, nonobstant l'incompatibilité qu'il peut y avoir entre ces deux offices, et dont nous avons, de nos mêmes grâces, pouvoir et autorité royale que dessus relevé et dispensé, relevons et dispensons ledit Sr. Tiratel par cesdites présentes, nonobstant tous esdits, déclarations, ordonnances, arrest et règlement à ce contraire, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que cesdites présentes vous ayez à faire registrer, et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Tiratel pleinement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 5 janvier 1733.

## 52. Autres lettres de compatibilité

Louis, etc., à nos amez et féaux les gens tenans notre Chambre des Comptes à Paris, *Salut*. Notre amé et féal conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances, Nicolas Durant, Sr. de Belguise, ayant obtenu de nous l'agrément pour remplir l'office de notre conseiller receveur général alternatif et mitrienal de nos finances en la généralité de Soissons, au lieu du feu Sr. Philippe Lefebvre, et désirant l'exercer conjointement avec ceux de receveur ancien, alternatif et triennal des boîtes des monnaies de France, payeur des gages de notre Cour des Monnoyes de Paris, dont il est revêtu, il nous a très humblement fait supplier luy vouloir accorder nos lettres de compatibilité à ce nécessaire, et le dispenser aussy de rendre et apurer avant sa réception audit office de receveur général des finances de Soissons les comptes des exercices qu'il a fait en ladite qualité de payeur des gages de notre Cour des Monnoyes.

*A ces causes*, voulans traiter favorablement l'exposant et luy donner des marques de la satisfaction que nous avons de ses services, *nous vous mandons* et ordonnons par ces présentes signées de notre main que, vous apparroissans de nos lettres de provisions dudit office de receveur général de nos finances en

ladite généralité de Soissons, bien et deument signées (et) scellées et expédiées au profit de l'exposant, vous ayez à procéder à sa réception audit office, sans y apporter aucunes difficultés à cause de l'incompatibilité qu'il pourroit y avoir avec ceux de receveur des boîtes, payeur des gages de notre dite Cour des Monnoies, dont il est déjà pourvû, luy ayant permis et accordé, permettons et accordons par ces présentes de posséder et exercer lesdits offices conjointement ; même le dispensons de rendre et apurer, avant sa réception audit office de receveur général des finances de Soissons, les comptes du paiement qu'il a fait des gages et augmentations de gages de notre dite Cour des Monnoyes, nonobstant la disposition de notre ordonnance du mois d'aoust mil six cent soixante et neuf à laquelle nous avons dérogé par les présentes, par grâce spéciale en faveur de l'exposant et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné à 17 juin 1733.

### 53. Provisions d'offices sur la nomination d'un engagiste <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Sçavoir faisons que pour l'entière confiance que nous avons en la personne de notre cher et bien amé Charles Berger, Sr. Duménil, et sur les témoignages qu'on nous a rendus de ses bonnes qualités et de son attachement à notre service, nous luy avons pour ces causes et autres, et en agréant et confirmant la nomination qui nous a esté faite de sa personne par notre très cher et féal le Sr. Chauvelin, chevalier, garde des sceaux de France, engagiste de la ville, terre et seigneurie et chatellenie de Brie Comte Robert, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes signées de notre main l'office de capitaine de ladite ville de Brie Comte Robert que tenoit et exerçoit le feu Sr. François Lallemand de Marmiques, pour ledit office avoir, tenir et exercer, en jouir et user par ledit Sr. Berger Duménil aux honneurs, pouvoir, libertez, fonctions, autoritez, privilèges, droits, exemptions, franchises, immunitez, prérogatives, prééminences, rangs, séances, gages,

1. Petites lettres patentes, de justice ; un engagiste est un grand seigneur à qui le roi a aliéné une portion de son domaine, à la charge de rachat perpétuel ; le contrat d'aliénation pouvait lui accorder la disposition des charges, comme c'est le cas ici (V. Declareuil, *Histoire générale du droit français*, p. 417).

fruits, profits, revenus et émoluments y appartenans, tels et tous ainsy qu'en a jouy ou dû jouir ledit feu Sr. Lallemand de Marmiques et qu'en jouissent ou doivent jouir les autres pourvus de pareils offices.

*Sy donnons en mandement* à bailly de Brie Comte Robert ou son lieutenant que leur estant apparu des bonnes vies, mœurs, âge compétant, conversation, et religion catholique, apostolique et romaine dudit Sr. Berger Dumesnil, et ayant pris de luy le serment requis et accoutumé, ils le reçoivent, mettent et instituent de par nous en possession dudit office, et l'en faisant [fassent] jouir et user pleinement et paisiblement aux honneurs, pouvoir, libertez, privilèges, droits, exemptions, franchises, immunitéz, prérogatives, prééminences, rang, séance, gages, fruits, profits, revenus et émolumens susdit et y appartenans, et luy fassent obéir et entendre de tout et ainsi qu'il appartiendra ès choses concernant ledit office. Mandons en outre [à] nos amez et féaux conseillers (et) Présidents, Trésoriers de France et Généraux de nos finances à Paris que, par les Trésoriers receveurs, payeurs, et autres comptables qu'il appartiendra, et des fonds au destinez, ils fassent payer et délivrer comptant audit Sr. Berger Duménil dorénavant (que) chacun an, au terme et en la manière accoutumez, les gages et droits appartenans audit office, à commencer du jour et datte de sa réception, de laquelle, rapportant copie collationnée, ainsy que des présentes, pour une fois seulement, avec quittances de luy suffisantes, nous voulons lesdits gages et droits estre passez et allouez en la dépense des comptes des trésoriers receveurs et payeurs, et autres comptables qui en auront fait le payement, par nos amez et féaux conseillers les gens de nos comptes à Paris, auxquels, mandons ainsy le faire sans difficulté, *car tel est notre plaisir*, en témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à 6 juin 1736.

#### 54. Commission <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour des Aydes à Paris, *Salut*. L'office de notre conseiller

1. Mandement, lettres de justice par lesquelles le roi confirme la nomination d'un commissaire faite par le duc d'Orléans en sa qualité de seigneur apanagiste.

grenetier au grenier à sel de Soisy Malesherbes n'estant point rempli de titulaire, et le Sr. Allaire, qui avait cy devant esté commis à l'exercice dudit office, ayant déclaré qu'il ne pouvoit le continuer, nous avons fait choix de la personne du Sr. Marc Sébastien Chachignon, sur les bons témoignages qu'on nous a rendus et sur la nomination que nous a faite de sa personne notre très cher et très amé oncle le Duc d'Orléans.

A ces causes, nous avons nommé, commis et institué, commettons et instituons, par ces présentes signées de notre mains, ledit Sr. Marc Sébastien Chachigon, pour faire pendant le temps et espace de trois années, à compter du jour et datte des présentes, l'exercice et les fonctions dudit office de notre conseiller grenetier au grenier à sel de Soisy Malesherbes, et pour en jouir en ladite qualité des honneurs, pouvoirs, libertés, fonctions, autoritez, privilèges, droits, exemptions, fruits, profits, revenus et émolumens y attribuez, tels et tout ainsy qu'en a jouy ou deu jouir le précédent commis, à condition toutesfois que le dit Sr. Chachignon ait atteint l'âge de vingt cinq ans accomplis, suivant son extrait baptistaire du vingt un avril 1702, délivré le dix huit septembre de l'année dernière par le Sr. Dereinere, prestre vicaire de l'Eglise parroissiale de Saint-Sulpice à Paris, et qu'il n'ayt, dans le nombre des officiers dudit grenier à sel, aucuns parents ny alliez au degrez prohibés par nos ordonnances, ainsy qu'il nous l'est justifié par le certificat cy, avec ladite nomination, ledit extrait baptistaire et autres pièces attachez sous le contre scel de notre chancellerie, à peine de nullité des présentes.

*Sy vous mandons* que vous estant apparu des bonnes vie et mœurs, âge susdit de vingt cinq ans accomplis, conversation, et religion catholique, apostolique et romaine, dudit Sr. Chachignon, et ayant pris de luy le serment requis et accoutumé, vous ayez à le recevoir, mettre et instituer de par nous dans l'exercice de la présente commission, et l'en faire jouir et user pleinement [et] paisiblement aux honneurs, pouvoir, libertés, fonctions, autoritez, privilèges, droits, exemptions, fruits, profits, revenus et émolumens susdits et y appartenant, et à luy faire obéir et entendre de tout et ainsy qu'il appartiendra ès choses concernant la présente commission, *car tel est notre plaisir*. Donné à 25 avril 1733.

## 55. Commission de maire<sup>1</sup>

Louis, etc., à notre amé le Sr. Simon Le Cocq, *Salut*. Par esdit du mois de novembre 1733, enregistré ou besoin a esté, nous avons créé et rétably en titre d'offices formés, différens offices ; et entre autres, ceux de nos conseillers maires, lieutenans de maires et autres officiers des hôtels de ville et communautés de notre royaume, pour en jouir par les pourvus aux mesmes fonctions, honneurs, rangs, séances, privilèges, exemptions, et droits, dont avoit droit les précédents titulaires, avant la suppression ordonnée par édit du mois de juin 1717, de la même manière et ainsy qu'il est plus amplement expliqué par les édits du mois de juillet 1690, aoust 1692, may 1702, janvier 1704, décembre 1706, octobre 1708, mars 1709, et avril 1710, portant création des susdits offices ; nous avons en outre ordonné par ledit édit du mois de novembre 1733 qu'il seroit par nous commis aux fonctions de ceux desdits offices, qui ne seroient pas levés en nos revenus casuels un mois après la publication de notre édit, et, par arrest du vingt neuf du mois de décembre en suivant, nous avons fait deffenses à toutes personnes de s'immiscer dans les fonctions d'aucuns des susdits offices, ou de les continuer après qu'il y aura esté par nous commis, sous peine de trois mille livres d'amande, qui ne pourra estre remise ny modérée ; et, étant bien informé de votre probité, suffisance, fidélité et affection à notre service, âge compétant, nous avons commis, et, par ces présentes signées de notre main, commettons, pour faire l'exercice et les fonctions de notre conseiller maire de la ville et communauté de Moret, conformément à notre édit du mois de novembre 1733, et aux arrests de notre Conseil des vingt neuf décembre et neuf mars suivant, et ce tant qu'il nous plaira. *Mandons* à notre amé et féal conseiller en notre Conseil, le Sr. de Harlay de Cely, commissaire départy pour l'exécution de nos ordres dans la généralité de Paris, qu'après qu'il luy sera apparu de votre religion catholique, apostolique et romaine, âge compétant, et qu'il aura de vous pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, il aye à vous faire installer et admettre

1. Mandement par lequel le roi nomme pour le temps qu'il lui plaira à des fonctions qui ne sont pas érigées en titre d'offices, ou, comme dans le cas présent, à des offices vacants et pour lesquels on n'a pas pu trouver de titulaires.



missaire départi pour l'exécution de nos ordres dans la généralité de Paris, qu'après qu'il luy sera apparu de votre religion catholique, apostolique et romaine, âge compétant, et qu'il aura de vous pris et reçu le serment en tel cas requis et accoutumé, il ait à vous faire installer et admettre en la présente commission, vous en faire jouir pleinement et paisiblement, et en conformité de nos édits et arrests, ensemble des droits, privilèges, et exemptions, y attribués, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 23 juillet 1735.

### 57. Lettres d'union d'office de procureur du roy de police à un corps de ville <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Sçavoir faisons que nos chers et bien amé les maires et échevins, et autres officiers du corps et communauté d'habitans de notre ville de Rochefort, nous ont représenté que, depuis qu'il a esté permis auxdits habitans de composer un corps de ville, pour en administrer les affaires, les officiers de ce corps ont pris connoissance de ce qui concernoit la police, laquelle leur ayant [été] contestée par le juge royal de Rochefort, il en fut débouté par arrest contradictoire de notre Conseil. Mais les besoins d'Etat ayant obligé le feu roy, notre très honoré seigneur et bisayeul, de créer par édit du mois d'octobre mil six cent quatre vingt dix neuf des offices de lieutenants généraux de police, et celui pour Rochefort ayant esté levé par le Sr. Flament, les prédécesseurs des exposans pensoient, aussitôt après son décès, rentrer dans les fonctions de la police, et traitèrent avec la veuve dudit Flament pour une somme de quinze mille livres, que le feu roy leur permit de prendre sur les revenus patrimoniaux et d'octroy de ladite ville, et d'en faire le payement à ladite veuve Flament, suivant un autre arrest du Conseil du vingt un décembre mil sept cent dix sept, portant qu'aux moiens de ce ledit office demeureroit uni et incorporé au corps dudit hostel de ville, avec les droits et prérogatives y attribuez, à la charge que la

1. Mandement, lettres de justice expédiées sur arrêt du Conseil et ordonnant l'union d'un office à un corps de ville, communauté d'habitans d'une ville, ayant une personnalité juridique et le pouvoir de représenter la ville.

police seroit exercée par lesdits maires et échevins ; le même édit avoit aussy créé des offices de procureurs pour nous pour la police, et celui de notre dite ville de Rochefort avoit ensuite esté levé par le Sr. René Follet, duquel le Sr. André Guesdon ayant acquis les droits par contrat du vingt cinq avril mil sept cent vingt quatre, moyennant une somme de quatre mille cinq cent livres, il en auroit fait une cession aux exposans, par acte du quatorze juillet mil sept cent vingt sept, pour l'unir au corps et communauté de ladite ville, et à la charge d'en payer le prix, ce qu'ils fait des deniers d'octroy et patrimoniaux de ladite ville ; de sorte que pour remplir l'objet qu'ils ont eu en acquérant encore cet office, ils nous ont fait entendre que celuy de lieutenant général de police ayant déjà esté réuni, sur le motif que les officiers du corps de ladite ville avoient eu connoissance des affaires de la police avant que ces sortes d'offices eussent esté créées, et les fonctions de celuy de procureurs pour nous à la police se trouvant attribuées expressément à l'office de procureur pour nous audit hôtel de ville, créé par notre édit du mois de novembre mil sept cent trente trois, et dont est actuellement pourveu le Sr. Pierre Tarrain, les exposans sont persuadez, par les exemples fréquents de plusieurs réunions d'offices de police et autres, que nous avons ordonnez en différentes occasions, que notre intention est d'escouter les moyens qui nous sont proposez pour diminuer le nombre des officiers de judicature en réunissant plusieurs offices en un seul, surtout quand il s'agit de rendre aux anciennes charges des fonctions qui n'ont esté démembrées que pour trouver des secours dans les besoins de l'Etat ; et, pour ces considérations, les exposans nous auroient demandé qu'il nous plût ordonner que ledit office de notre conseiller et procureur pour nous en la police de Rochefort, appartenant au corps et communauté de cette ville, et dont le prix a esté payé de ses deniers patrimoniaux et d'octroy, luy demeure-roit réuni et incorporé, ainsy que l'a esté cy devant celuy de lieutenant général de police, ensemble les droits et prérogatives y joints, pour les fonctions en estre faites par le pourvû de l'office de procureur pour nous à l'hôtel de laditte ville et communauté, ou autres officiers d'iceluy qui ont droit de connoître des matières de police, sur laquelle demande nous aurions pourvû par arrest de notre Conseil d'Etat du six septembre mil six cent trente cinq, portant que sur ledit arrest toutes lettres nécessaires seroient

expédiées, lesquelles les exposans nous ont très humblement fait supplier de leur accorder.

A ces causes, voulans favorablement traiter les exposans, de l'avis de notre Conseil, qui a vû ledit arrest du six septembre mil sept cent trente cinq, dont l'extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, et conformément à iceluy, nous avons ordonné, et, par ces présentes signées de notre main, ordonnons, que l'office de notre conseiller procureur pour nous au siège de la police de notre ville de Rochefort appartenant au corps et communauté d'icelle, et dont elle a payé le prix de ses deniers patrimoniaux et d'octroy, en exécution de l'acte fait avec le propriétaire dudit office le quatorze juillet mil sept cent vingt sept, ensemble les droits et prérogatives y attribués, demeureront unis et incorporés, comme nous les unissons et incorporons par ces dites présentes, au corps de l'hôtel commun de ladite ville, pour les fonctions dudit office [être] exercées par le pourvû de celuy des procureurs pour nous audit hôtel de ville, ou autres officiers d'iceluy qui ont droit de connoitre des matières de police.

*Sy vous mandons* que ces présentes vous fassiez registrer, et du contenu en icelle jouir et user les exposans pleinement et paisiblement, cessans et faisans cesser toutes choses au contraires, *car tel est notre plaisir*. Donné à 5 décembre 1735 <sup>1</sup>.

---

1. Suivent 14 pages 1/2 blanches, à la suite desquelles est insérée une série d'arrêts du Conseil que nous avons cru devoir renvoyer dans un appendice ; puis suivent trois pages blanches.

## V. SURANNATIONS, RELIEFS D'ADRESSE ET AUTRES LETTRES CONCERNANT LA JUSTICE <sup>1</sup>

### 58. Relief de surannation <sup>2</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement et Chambre de nos Comptes à Paris, *Salut*. Notre bien amée Anne Magdeleine Bonnet, veuve de Jean François Vallin, escuier, notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances, seigneur de Lorbrrie <sup>3</sup> en Poitou et fief en dépendant, nous a fait représenter que, par nos lettres du mois de février 1729, nous avons approuvé, confirmé et rattiffié l'alliénation, portée par le contrat du trente un décembre 1718, de la justice telle qu'elle nous appartenoit dans l'estendue de la paroisse, terre et seigneurie de Lorbrrie et fief en dépendans, par démembrement de la justice royale de Fontenay le Comte et de celle de Vouvant séant à la Châtaigneraie, et ordonné que l'exposante, ses héritiers, successeurs et ayants causes, seigneurs de ladite terre et seigneurie de Lorbrrie, jouiroient de ladite justice et des droits honorifiques et d'institution des officiers nécessaires pour l'exercice d'icelle, ainsy qu'en jouissent les seigneurs hauts justiciers suivant la coutume des lieux ; mais que l'exposante n'a pû jusqu'à présent poursuivre l'enregistrement desdites lettres en sorte que l'année de leur datte estant expirée, l'exposante se trouve dans l'obligation de recourir aux lettres de reliefs de su-

1. La cinquième partie de ce recueil réunit assez arbitrairement un certain nombre de lettres se rapportant à l'administration de la justice et d'une façon générale, au droit privé. Relief de surannation, évocation, continuation et une lettre de pension attachée à un office.

2. Mandement, lettres de justice le plus souvent expédiées dans les petites chancelleries par lesquelles le roi ordonne l'exécution d'une lettre, bien qu'elle soit surannée, c'est-à-dire vieille de plus d'un an. La lettre de relief devait être jointe à la lettre surannée au moyen du contrescel (v. lettre 75).

3. Canton et arrondissement de Fontenay-le-Comte (Vendée).

rannation, qu'elle nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter l'exposante, nous vous mandons, par ces présentes signées de notre main, que lorsqu'elle vous fera présenter nos dites lettres du mois de février de l'année 1729 cy attachées sous le contre scel de notre chancellerie, vous ayez à procéder à leur enregistrement, nonobstant et sans vous arrêter à la surannation de leur datte, qui ne pourra nuire ny préjudicier à l'exposante, et dont nous l'avons, de nos mêmes grâces, pouvoir et autorité que dessus, relevée et dispensée, relevons et dispensons par cesdites présentes, nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, arrests et réglemens à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces mêmes présentes, à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, *car tel est notre plaisir*. Donné à 25 avril 1733.

#### 59. Relief de surannation et d'adresse <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Chambre des Comptes à Paris, *Salut*. Nos chers et bien amés, les maires et échevins de la ville de Niort, nous ont très humblement [fait] remontrer qu'ils ont obtenus, le cinq octobre 1718, des lettres patentes pour confirmer le tarif des droits qui doivent estre perçus, au profit de ladite ville, sur toutes les denrées et marchandises qui y entrent, tant par eau que par terre, lequel luy a esté accordé par arrest du Conseil du vingt cinq juillet de ladite année; et d'autant que vous pourriez faire difficulté de procéder [à] l'enregistrement d'icelles, à cause qu'elles se trouvent surannées et qu'elles ne vous ont point esté adressées, ils nous ont très humblement fait supplier de leur vouloir accorder nos lettres sur ce nécessaires.

*A ces causes*, nous vous mandons et enjoignons par ces présentes signées de notre main, que vous ayez à procéder à l'enregistrement de nos lettres patentes cy attachées sous le contre scel de notre chancellerie, sans vous arrêter audit deffaut de surannation, et nonobstant l'omission d'adresse, que nous ne voulons nuire ny préjudicier auxdits sieurs exposans, et dont nous les avons relevés

1. Voir lettre 57.



faits, sur le veu des informations et du rapport des blessures dudit huissier, le fils dudit Poulain auroit esté décrété de prise de corps pour avoir donné un coup de couteau en la jambe gauche dudit huissier, dans le temps qu'il procédoit à l'expulser hors de la maison du moulin à eau dudit Pas, pour avoir juré et blasphémé le saint nom de Dieu, avoir attendu ledit huissier dans le chemin dudit moulin audit Pas pour l'assassiner et achever de le tuer, et avoir le même jour, sur le soir, frappé à la porte dudit moulin à eau avec baston et mannequin pour enfoncer ladite porte avec violence et assassiner ceux qui gardoient le moulin ; que le lendemain de ce décret, Poulain auroit reparu et rendu plainte à Saint-Pol, justice supérieure à celle de Pas, et, sur une information, auroit obtenu un décret d'ajournement personnel contre ledit Sr. de Pas, et tous ceux des officiers de la justice de Pas en présence desquels le procès-verbal de l'état des moulins avoit esté dressé, que l'huissier et plusieurs autres personnes avoient esté comprises dans le décret, que ledit Sr. de Pas et ses officiers auroient commencé par obéir à justice et subi interrogatoire, après quoy ledit Sr. de Pas auroit interjetté appel en la gouvernance d'Arras. où les charges en informations auroient esté portées, et d'autant que toutes ces procédures extraordinaires sont une suite des arrests par vous rendus, qu'il ne seroit pas convenable, d'ailleurs, de laisser aux juges d'Artois l'instruction d'une procédure que le Conseil provincial, dont les sentences ont esté par vous informées, pourroit prétendre juger en dernier ressort, quoy qu'elle ne soit qu'une suite des arrests qui ont infirmés lesdites sentences, et que d'ailleurs il est nécessaire que toutes ces accusations portées en différentes justices soient instruites et jugées dans le même tribunal.

*A ces causes, nous avons évoqué et par ces présentes, signées de notre main, évoquons à nous et à notre Conseil toutes lesdites accusations, circonstances et dépendances, en quelques justices et juridictions qu'elles soient pendantes, et vous les avons renvoyées et renvoions, pour estre instruites et jugées en la Chambre de la Tournelle, vous attribuant à cet effet toute cour, juridictions, reconnaissance et icelles interdisons à toutes nos autres cours et juges.*

*Sy vous mandons, que ces présentes vous ayez à faire registrer et exécuter selon leur forme et teneur, cessans et faisant cesser*

tous troubles et empeschemens contraires, *car tel est notre plaisir.*  
 Donné à 30 janvier 1733.

### 61. Lettres de continuatur <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux les gens tenans notre Grand Conseil, *Salut.* Notre amé Pierre Bernard, avocat en parlement, nous a fait représenter que le procès pendant en notre Grand Conseil entre l'exposant et notre cher et bien amé cousin duc de La Force, pour raison des comptes que doit l'exposant de la régie qu'il a faite des maisons et affaires de feu notre très cher et bien amé cousin le duc de La Force, a esté mis sur le bureau au commencement du mois de feuvrier dernier, et que des sept comptes qui en font la matière, il en a esté jugé quatre, mais que les trois autres ne sçauroient estre examinés et jugés avant le dernier du présent mois, que doit finir le semestre de nos amez et féaux les Sr. de Mascarany et le Vayet, présidents, et des Sr. du Châtelet, Sallier, du Brouillard, de Montaran, Soudants, de Beauregard, Mangot, de Bréget, Bunault, de Frémont, et Hallée, conseillers en notre Grand Conseil, et commissaires pour le jugement dudit procès, au rapport du Sr. Mangot, en sorte que, pour éviter de nouvelles longueurs et de nouveaux frais, l'exposant a crû devoir nous faire supplier de continuer les dits sieurs commissaires et de le pourvoir à cet effet de nos lettres nécessaires.

A ces causes, nous avons ordonné, et, par ces présentes signées de notre main, ordonnons, voulons et nous plait que le jugement du procès, pendant en notre Grand Conseil entre l'exposant et notre cousin le duc de La Force, circonstances et dépendances, soit continué et achevé par lesdits Sr. de Mascarany et le Vayet, présidents, et lesdits Sr. du Châtelet, Sallier, du Brouillard, de Montaran, Sourdault, de Beauregard, Mangot, de Bréget, Bunault, de Frémont et de Hallée, conseillers au rapport dudit Sr. Mangot, jsqu'à arrest deffinitif; à l'effet de quoy nous avons continué et continuons lesdits sieurs commissaires, et leur avons, en tant que besoin, attribué et attribuons tous pouvoirs et toutes juridictions,

1. Mandements, lettres de grâce par lesquelles le roi ordonne que dans un procès pendant les juges qui ont entamé la procédure devront s'occuper jusqu'au bout de l'affaire, malgré le changement de semestre.

nonobstant le changement de semestre, et tous édits, usages et réglemens à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par cesdites présentes, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence.

*Sy vous mandons* que ces présentes vous ayez à faire registrer et exécuter selon leur forme et teneur, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à                      27 mars 1733.

## 62. Lettres de pension attachées à un office <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Chambre des Comptes à Paris, Présidents, Trésoriers de France, et Généraux de nos finances audit lieu, *Salut*. Ayant pourveu, par nos lettres du 16 décembre mil sept cent vingt neuf, notre amé et féal le Sr. Charles Armand l'Escalopier de Nourar de l'état et office de notre conseiller avocat général en notre Grand Conseil, auquel il a esté receu le trente dudit mois et an, au lieu et place du Sr. Pierre François de Latre Doby, pour en jouir aux mêmes honneurs, gages, droits, revenus et émoluments que ses prédécesseurs, qui ont jouy d'une pension de six cent livres par chacun an, à prendre sur les deniers revenans bons de ceux qui sont destinez pour le payement des arrérages des anciens gages des officiers de notre Grand Conseil, lesdits gages préalablement payez et acquittez, nous voulons faire jouir ledit Sr. l'Escalopier de Nourar de la même pension.

*A ces causes*, nous avons donné, accordé, et octroyé, et par ces présentes signées de notre main, donnons, accordons et octroyons audit Sr. L'Escalopier de Nourar la somme de six cent livres de pension par chacun an, à commencer dudit jour trente décembre 1729, qu'il a esté receu audit office, lesdits six cent livres à prendre sur les deniers revenant bons de ceux qui sont destinez pour le payement des arrérages des anciens gages des officiers de notre dit Grand Conseil, lesdits gages préalablement payez et acquittez, outre et par dessus les gages attribuez à ladite charge d'avocat général pour en estre dorénavant payé sur ses simples

1. Mandement par lequel le roi accorde à un officier nouvellement promu une pension à laquelle son titre lui donne droit ; il s'agit donc évidemment d'une lettre de justice.

quittances par les receveurs et payeurs des gages des officiers de notre dit Grand Conseil, et rapportant copie des présentes deument collationnées avec quittance dudit Sr. L'Escalopier de Nourar sur ce suffisante, et ladite somme de six cent livres sera passée et allouée en la dépense des comptes de ceux qui en auront fait le payement par lesdits gens de nos comptes, auxquels mandons ainsy le faire sans difficulté, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à                      22 décembre 1733 <sup>1</sup>.

1. Suivent 22 pages blanches.
-

## VI. LETTRES D'ÉTABLISSEMENTS, CONFIRMATIONS DE PRIVILÈGES, STATUTS, DROITS RÉELS, HOMOLOGATION DE CONTRATS, ETC. <sup>1</sup>

### 63. Confirmation de privilèges d'un bourg <sup>2</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Nos bien amez les habitants du bourg et village de Dymon nous ont fait représenter que par lettres de 1189, le Roy Philippe Second leur accorda, pour les causes et considérations y portées, divers privilèges, et entre autres l'exemption de tous droits pour raison de la vente des vins qui proviendrait de leur cru ; que ces privilèges ont esté confirmez en différens temps par les roys nos prédécesseurs, et en dernier lieu par lettre patente du feu roy de glorieuse mémoire, notre très honoré seigneur et bisayeul, du mois de février 1671, et que, pour s'asseurer à toujours de la jouissance de ces privilèges, et se conserver les marques qu'ils ont receues de la protection et des bontés des roys nos prédécesseurs, ils ont crû devoir recourir aux lettres de confirmations, qu'ils nous ont très humblement fait supplier de leur accorder.

A ces causes, et pour les motifs et considérations qui ont donné lieu à la concession desdits privilèges, et aux confirmations qui en ont esté accordées en différens temps, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, approuvé, continué et confirmé, et, par ces présentes signées de notre main, approuvons, continuons et confirmons lesdits privilèges, franchises,

1. Cette sixième partie comprend des lettres se rapportant de près ou de loin à des questions qui rentrent aujourd'hui dans le domaine du droit public.

2. Grandes lettres patentes, toujours en commandement, par lesquelles le roi confirme des privilèges accordés à un bourg par ses prédécesseurs. Les confirmations constituent une des catégories les plus anciennes de lettres de chancellerie et s'expédiaient au moyen âge sous forme de diplômes. Il semble que l'on puisse les ranger au XVIII<sup>e</sup> siècle parmi les lettres de justice.



ne pourroient estre imputé à dérogeance à noblesse, que, par autre édit du mois de février mil six cent quatre vingt treize, le même roy notre bisayeul leur a attribué, uni et incorporé les fonctions destinées aux offices de notaires royaux et apostoliques créées par édit du mois de décembre mil six cent quatre vingt onze, en les rétablissant dans celles dont ils jouissoient anciennement et qui leurs avoient esté retranchées par cet édit, pour les faire et remplir, de même et ainsy que toutes les autres fonctions dont ils étoient en pleine, actuelle et immémoriale profession, dans toutes leur étendue, comme ils avoient fait par le passé, et leur attribue en outre le droit de passer et recevoir, privativement à tous autres dans l'étendue du diocèse de Paris, tous actes de matières bénéficiales, sous la seule réserve y exprimée ; que, par autre édit du mois de décembre mil six cent quatre vingt dix sept, le même roy notre bisayeul [a] uni et incorporé à leurs offices ceux de nos conseillers notaires gardes scel de ladite ville et fauxbourgs de Paris, crééz par édit d'avril de la même année, et les droits et fonctions y attribuez, qu'ils ont, par concessions des roys nos prédécesseurs, droit de recevoir et de faire tous inventaires, partages, obligations, transactions, et autres contrats et actes de leurs fonctions, tant en matière civile que bénéficiale, en tous les lieux de notre royaume, pays, terres et seigneuries de notre obéissance, lorsqu'ils en sont requis par les parties, droits d'exemptions de tous logemens de gens de guerre, tant en leurs maisons de Paris qu'en celles de la campagne, même des officiers, de notre cour et suite, de toute tutelles, curatelles, guet, garde et autres charges publiques, droit de, garde gardienne et leurs causes commises audit Châtelet de Paris, tant en demandant que défendant, auquel Châtelet en première instance, et par appel à notre Cour de Parlement, toutes leurs causes et procès, tant civils que criminels, concernant leur ministère et les fonctions de leurs offices, ont esté, d'abondant, attribuez par le feu roy notre bisayeul, par sa déclaration du vingt aoust mil six cent soixante treize ; que même les douze plus anciens d'entr'eux en réception de leurs offices ont successivement droit de committimus aux requêtes du Palais à Paris, et, suivant l'édit du mois de février mil six cent quatre vingt treize, qu'ils ont obtenu de tems [immémorial] et de règne en règne lettres de confirmation de leurs dits privilèges, lesquelles, ainsy que lesdits édits et déclarations en

leurs faveurs cy devant énoncées, ils ont fait vérifier et registrer en notre Cour de Parlement ; et que, pour asseurer d'autant plus la jouissance de ces privilèges et des avantages qu'ils ont receus des roys nos prédécesseurs, ils ont crû devoir recourir aux lettres de confirmations, qu'ils nous ont fait supplier de leur accorder.

*A ces causes, voulans donner aux exposans la même protection que leurs ont accordées les roys nos prédécesseurs, et leurs conserver les privilèges et les droits que méritent l'importance de leurs fonctions, et l'étendue des devoirs et des obligations attachez à leurs charges, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance, et autorité royale approuvé, continué et confirmé, et, par ces présentes signées de notre main, approuvons, continuons, et confirmons tous et chacuns les droits, pouvoirs, libertez, avantages, et privilèges accordez aux exposans, pour en jouir par eux et leurs successeurs de même et tout ainsy qu'ils en ont cy devant jouy ou deu jouir en vertu des édits, déclarations et lettres de commission et de maintenue, et des arrests rendus en conséquence, et qu'ils en jouissent actuellement, pourvû toute fois que les dits droits et privilèges n'ayent esté révoquez par aucuns édits, déclarations et arrests.*

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, au prévost de Paris, ou son lieutenant civil au Châtelet, et gens tenans le siège audit lieu, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à faire registrer, et de leur contenu jouir et user les exposants et leurs successeurs, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir.* Et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à                                  avril 1736.

### 65. Etablissement d'une communauté en corps de jurande, et confirmation de statuts

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Nos amez les maitres pâtissiers, rôtisseurs, et traitteurs de la ville de Meaux nous ont fait très humblement exposer, que, depuis plusieurs siècles, ils forment un corps de communauté, policé et discipliné par des statuts et réglemens qui leur ont esté autrefois accordés, confirmés et autorisés

par des lettres patentes de l'année mil cinq cent soixante sept, et qui, de temps en temps, ont esté expliqués et modifiées par différens jugemens ; que cependant, sous prétexte que les maitres dudit métier ne firent point alors enregistrer lesdites lettres patentes en notre Cour de Parlement à Paris, et n'ont point depuis obtenu des roys nos prédécesseurs d'autres lettres qui les aient confirmées, plusieurs particuliers sans titres, qui n'ont jamais contribué aux taxes et charges acquittées par ladite communauté ont ozé entreprendre de travailler publiquement dudit métier, sans même y avoir fait apprentissage ny chef d'œuvre, et que, pour prévenir de semblables entreprises, dont les exposans ne peuvent trop tost arrester le cours, ils ont fait réformer leurs anciens statuts, et en ont fait rédiger de nouveaux en vingt trois articles pour leur servir à l'avenir de règle invariable ; mais que, pour en asseurer l'exécution, ils ont besoins que nous les confirmions et approuvions, en établissant et exigeant, en tant que besoin, les exposans en corps de jurande et de communauté, par nos lettres sur ce nécessaires, qu'ils nous ont très humblement fait supplier de leur accorder.

*A ces causes*, voulant traiter favorablement les exposans, et leur faciliter les moyens d'entretenir leur communauté dans une bonne discipline, nous les avons établis et érigés, et, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, les établissons et érigeons en tant que besoin, par ces présentes signées de notre main, en corps de jurande et de communauté ; et, après avoir fait examiner en notre Conseil lesdits nouveaux statuts rédigés en vingt trois articles, cy attachés sous le contre scel de notre chancellerie, nous les avons approuvés, confirmés et autorisés, et, de la même grâce, puissance et autorité que dessus, les approuvons, confirmons et autorisons, voulons et nous plait qu'ils soient gardés et observés selon leur forme et teneur par les exposans et leurs successeurs, sans qu'il y soit contrevenu en quelque manière que ce soit, pourvû toutefois qu'il n'y ait rien de préjudiciable à nos droits ny à ceux d'autrui.

*Sy donnons en mandemens* à nos amez et féaux conseillers, les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, et à tous nos autres officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire registrer, et de leur contenu faire jouir et user les exposans pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans

et faisans cesser tous troubles et empêchements contraires, *car tel est notre plaisir*. Et enfin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à aoust 1736.

#### 66. Lettres d'établissement d'un régent dans un collège <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Nos chers et amez les maire, échevins et habitans de la ville de Niort, généralité de Poitiers, nous ont fait représenter que nous aurions, par arrests de notre Conseil du trente avril mil sept cent vingt, et nos lettres patentes sur icelluy du vingt may en suivant, autorisé et homologué leurs délibérations des dix huit décembre mil sept cent seize, cinq septembre mil sept cent dix sept, et vingt six février mil sept cent dix neuf, par lesquelles, sous notre bon plaisir, ils ont requis les prestres de l'Oratoire, établis en la ville il y a plus d'un siècle, d'accepter à perpétuitté un collège dans leur maison pour y tenir les classes de cinquième, quatrième, troisième, seconde, réthorique, logique, phisque, et une préfecture; en conséquence nous avons ordonné que les délibérations seroient exécutés selon leur forme et teneur, aux clauses et conditions y énoncées, et, conformément auxdites délibérations, avons permis aux dits maire et échevins de disposer, en faveur desdits prestres de l'Oratoire, jusqu'à concurrence de la somme de deux mille quatre cent livres, pour l'entretien dudit collège, à prendre sur les revenant bon et excédant des droits de tarifs de la ville, ses impositions préalablement acquittées ainsy qu'il est plus amplement expliqué par nosdits arrests et lettres patentes, lesquelles ont esté enregistrées en notre Parlement, en la manière accoutumée, suivant l'arrest du vingt huit may mil sept cent vingt un, et au greffe du siège de ladite ville le neuf juillet de la même année; que les exposans ont veu avec une entière satisfaction tenir ledit collège, les écolliers à faire tout le progrès [qu'] on pouvoit s'attendre, et détruire en laditte ville l'hérésie par les soins et les attentions continuelles des prestres de l'Oratoire; mais que depuis, ayant considéré avec lesdits habitans que le Sr. Richard d'Empie

1. Petites lettres patentes homologuant la délibération d'un corps de ville; il semble donc qu'on puisse les ranger parmi les lettres de justice.

habitant de la ditte ville, qui enseignois la sixième classe revestu de la commission qu'ils luy avoient donné, a quitté la ville et passé en Irlande, lieu de sa naissance, dès les premiers jours de septembre derniers, et qu'il seroit beaucoup plus utile et plus avantageux que la sixiesme classe, comme les autres, fut enseignée par lesdits prestres de l'Oratoire, par ce qu'il est difficile que des personnes establies dans une ville, que des affaires domestiques occupent, qui demeurent éloignées du collège, puissent se rendre en classe aux heures marquées, avec cette exactitude absolument nécessaire pour contenir de jeunes enfans ; que le bon exemple qu'on doit donner à de jeune escoliers, si susceptibles (à cet âge) de mauvaises impressions, n'est pas d'une moindre considération ; qu'il est souvent arrivé que ces régents externes se sont présentés au collège hors d'Etat de pouvoir faire la classe, ce qui a obligé de renvoyer les escoliers, qu'il est difficile que de tels maitres puissent élever des enfans dans la piété, et leur en donner les principes, plus nécessaires que ceux de la langue latine. Enfin, la manière d'enseigner, souvent différentes de celle des collèges, retarde, et même dégoutte les enfans du latin ; que lesdits exposans ayant aussy considéré que, pour donner de l'éducation aux escoliers dudit collège, dont le nombre s'augmente de jour en jour, il seroit à propos de leur distribuer des prix de deux ans en deux ans, suivant la pratique des autres collèges, ils se sont assemblés avec lesdits habitans, et, prise leur délibération du six octobre dernier, acceptée par le supérieur de la maison desdits prestres de l'Oratoire, il a esté, sous notre bon plaisir, unanimement convenu d'établir une sixième classe, pour estre enseigné dans le collège desdits prestres de l'Oratoire par l'un d'entr'eux [et] qu'il sera distribué, de deux ans en deux ans, aux escoliers dudit collège des pris, qui seront marqués aux armes de la ville, et distribués au nom du corps de ville, en présence des exposans et de leurs successeurs, maire et échevins, par le supérieur de la maison et préffet dudit collège, au jour qu'il sera convenu entre lesdits supérieurs, preffet, et les maire et échevins, et que, pour en soutenir la dépense, il seroit pris, sur l'excédent et revenant bon dudit tarif, la somme de trois cent livres, pour estre payée annuellement ausdits prestres de l'Oratoire pour l'entretien du régent qui enseignera ladite sixième classe, les impositions de ladite ville préalablement acquittées, à condition que lesdits prestres ne

pourront rien prendre et exiger des escoliers ; qu'il a été encore convenu par la même délibération qu'il seroit pris annuellement sur les deniers d'octroye qui appartiennent au corps de la ville la somme de quarante livres, destinés pour les gages du principal qui enseigneroit les premières classes des humanités, en conformité de l'arrest de notre Conseil du six février mil six cent quatre vingt trois, laquelle, avec celle cy dessus de trois cent livres, sera payée ausdits prestres de l'Oratoire, à commencer le premier payement au premier janvier mil sept cent trente trois, et en continuant d'année en année, à la charge par eux d'exécuter les clauses et conditions insérées audit acte, et sans donner atteinte à celles énoncées dans lesdites délibérations des dix huit décembre mil sept cent seize, cinq septembre mil sept cent dix sept, et vingt six février mil sept cent dix neuf. Les exposants s'étant pourvus par devant nous, nous aurions, par arrest de notre Conseil du vingt neuf janvier dernier, conformément à l'avis du Sr. de Bausan, autorisé et homologué ladite délibération des maire et échevins et habitans de ladite ville de Niort du six octobre dernier, qui est demeurée jointe à la minutte de notre dit arrest du vingt neuf janvier aussy dernier, ce faisans aurions ordonné que la dite délibération seroit exécutée selon sa forme et teneur, et conformément à icelle avons permis ausdits maires [et] échevins de disposer, en faveur desdits prestres de l'Oratoire, jusqu'à concurrence de ladite somme de trois cent livres, pour l'entretien du régent qui enseignera la sixième classe dudit collège, à prendre sur les revenans bons et excédans des droits du tarif de ladite ville, ses impositions préalablement acquittées, et la somme de quarante livres pour l'achat desdits prix, qui seront distribuez aux écoliers dudit collège de deux ans en deux ans, en la manière expliquée en ladite délibération du six octobre mil sept cent trente un, à prendre sur les octroye de ladite ville, lesquelles deux sommes seront payées, sçavoir celle de trois cent livres de six mois en six mois, et celle de quarante livres d'année en année, sur les simples quittances desdits prestres de l'Oratoire, visées desdits maire et échevins, par le receveur de ladite ville, à commencer du premier janvier mil sept cent trente trois, en continuant aussy de six mois en six mois et d'année en année, et que lesdites quittances seront passées et alloüée dans les états et comptes que ledit receveur rendra desdits excédent et octroyes par devant qu'il appartiendra, à la

charge par lesdits prestres de l'Oratoire d'exécuter de leur part les clauses et conditions portées ausdits actes d'assemblées ; avons enjoint à notre commissaire départy en la généralité de Poitiers de tenir la main à l'exécution de notre dit arrest, sur lequel nous avons ordonné que toutes lettres nécessaires soient expédiées, lesquelles les exposants nous ont très humblement fait supplier leur vouloir accorder.

*A ces causes*, de l'avis de notre Conseil, et conformément à notre dit arrest du vingt neuf janvier dernier, cy attachez sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons, par ces présentes signées de notre main, autorisé et homologué, autorisons et homologuons laditte délibération des maire (et), échevins et habitans de la ville de Niort du six octobre mil sept cent trente un, ordonnons qu'elle soit exécutée selon sa forme et teneur, et conformément a icelle permettons audits maire et échevins de disposer, en faveur desdits prestres de l'Oratoire, jusqu'à concurrence de la somme de trois cents livres pour l'entretien du régent qui enseignera la sixième classe dudit collège, à prendre sur les revenans bon et excédent des droits des tarifs de la ville, ses impositions préalablement acquittées, et la somme de quarante livres pour l'achat des prix que nous voulons estre distribuez aux escoliers dudit collège de deux ans en deux ans, en la manière expliquée en ladite délibération du six octobre mil sept cent trente un, à prendre sur les octroyes de ladite ville, lesquelles deux sommes seront payées, sçavoir celle de trois cent livres de six mois en six mois, et celle de quarante livres d'année en année, sur les simples quittances desdits prestres de l'Oratoire, visées desdits maires et échevins par le receveur de ladite ville, à commencer du premier janvier mil sept cent trente trois, en continuant ainsy de six mois en six mois et d'année en année ; voulons que lesdites quittances soient passées et allouées dans les états et comptes que le receveur rendra dudit excédent et octroye par devant qui il appartiendra, à la charge par lesdits prestres de l'Oratoire d'exécuter de leur part les clauses et conditions portées ausdits actes d'assemblées.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, sénéchal de Poitou ou son lieutenant général à Niort, et à tous autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à faire registrer, et du contenu en icelle faire jouir et user lesdits expo-

sants pleinement et paisiblement selon leur forme et teneur, *car tel est notre plaisir*. Donné à 31 mars 1732.

### 67. Confirmation des statuts d'une communauté <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens [et à venir] *Salut*. Nos amez les syndics et jurez en charge de la communauté des maitres et marchands bouchers de notre bonne ville et faubourgs de Paris nous ont fait exposer que leurs anciens statuts n'ayant pourvû qu'à une partie de ce qui concerne la police de leur commerce, il s'y est introduit plusieurs abus très préjudiciables au bien public et à celui de leur communauté, et ils ont esté souvent obligés de recourir à notre Conseil (et), à notre Cour de Parlement et aux magistrats de police, où il est intervenu différents édits, déclarations, arrests et réglemens, qui ont donné une face presque nouvelle à leur communauté. C'est sur le fondement de ces décisions, et pour en assurer d'avantage l'exécution qu'ils ont fait dresser un corps de statuts composé de cinquante sept articles, dans lesquels ils ont tâché(s) de réunir tout ce qui peut entretenir le bon ordre dans un commerce aussy nécessaire, et qui demande les plus grandes attentions. Ces statuts ont esté examinés et approuvés, sous notre bon plaisir, par les Sieurs lieutenant général de police et procureur pour nous au Châtelet de notre dite ville de Paris, en sorte qu'il ne reste plus aux exposans qu'à obtenir nos lettres de confirmations, qu'ils nous ont très humblement fait supplier de leur accorder.

*A ces causes*, voulant favorablement traiter les exposans de l'avis de notre Conseil, qui a vu lesdits statuts rédigés en cinquante sept articles cy attachés sous le contre scel de notre chancellerie, nous les avons agréés, approuvés, confirmés, et autorisés, et, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, agréons, approuvons, confirmons et autorisons, par ces présentes signées de notre main, voulons et nous plaist qu'ils soient exécutés selon leur forme et teneur pour ceux qui composent laditte communauté, leurs successeurs, et tous autres, sans qu'il y soit contrevenu en quelque sorte et manière que ce soit, sous les peines y portées,

1. Grandes lettres patentes, de justice, confirmant des statuts d'une communauté, après examen par les magistrats compétents et approbation du Conseil.

pourveû, toutes fois, qu'au contenu desdits statuts il n'y ait rien de contraires aux us et coutumes des lieux ny préjudiciable à nos droits et à ceux d'autrui.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans (en) notre Cour de Parlement à Paris, prévost de Paris ou son lieutenant de police et à tous austres nos officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à faire registrer, et du contenu en icelles jouir et user les exposans, et ceux qui leurs succéderont en ladite communauté, pleinement (et), paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*. Et affin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à 6 décembre 1732.

### 68. Lettres pour l'établissement d'une verrerie <sup>1</sup>

Louis, etc., à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, et au Sr. Grand maitre enquêteur, et général réformateur des Eaux et forêts de France au département de Paris ou son lieutenant général et gens [tenant] le siège général de la table de marbre de notre palais à Paris, *Salut*. Notre bien amée dame Marianne Reusseau, veuve de notre amé et féal Nicolas Léonard Guyot, Sr. de Saint-Amant Puysaye, notre conseiller en notre Cour de Parlement, au nom et comme tutrice des Sr. Charles Léonard et Antoine Léonard Guyot, leurs enfants mineurs, nous a fait représenter que de la terre et seigneurie de Saint-Amant, qui appartient à ses enfants mineurs, il dépend mil à onze cent arpens de bois peuplez, dont les deux tiers de bois réservés (?) et dont le débit est très difficiles, parce qu'ils sont éloignées de sept à huit lieues du canal de Priane [Briare] et de onze à douze lieues de la rivière qui passe à Auxerre ; que, pour faire [l']usage et la consommation de ces bois l'exposante souhaiteroit établir et faire construire une verr[erie] pour y fabriquer des verres fins et de fougère, ce qui ne pourroit estre que très avantageux aux habitans [du] lieu, dont les uns seroient employés à couper les bois pour cet établissement, et les autres à couper les fougères nécessaires pour la verr[er]ie, au moyen de quoy ils seroient plus en

1. Mandement, lettres de justice, en exécution d'un arrêt du Conseil.

estat de payer la taille, le pays estant d'ailleurs très pauvre ; qu'il y avoit eu cy devant de verreries establies dans ce lieu, mais sans aucune permission de notre part, ce qui servoit à consommer partie des bois en question, mais qui depuis quelque temps ne subsistoient plus, d'autant que par arrest de notre Conseil du neuf aoust mil sept cent vingt trois, il estoit deffendu d'établir des verreries sans notre permission ; nous avons, par arrest de notre Conseil du vingt quatre avril dernier, statué sur les fins et conclusions de la requête de ladite exposante, inserrée audit arrest, et ordonné que, pour son exécution, toutes lettres nécessaires seroient expédiées, lesquelles ladite exposante nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

A ces causes, de l'avis de notre Conseil, qui a veu ledit arrest du vingt quatre avril dernier, dont extrait est cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons permis, et, par ces présentes signées de notre main, permettons à l'exposante d'établir et faire construire, dans la terre et seigneurie de Saint-Amant, appartenant à ses enfans mineurs, et scytuée dans la généralité d'Orléans et dans le ressort de ladite maitrise particulière des Eaux et forêts d'Auxerre une verrerie pour y fabriquer des verres de fougère et verres fin, à la charge néanmoins de n'employer pour l'affouage de ladite verrerie que les bois qui dépendent de ladite terre, et que toutes les contestations qui naitront à l'occasion dudit établissement, circonstances et dépendances, seront portées et jugées en première instance au siège de ladite maitrise, sauf l'appel en la manière accoutumée, faisant deffenses à l'exposante et à tous autres de se pourvoir ailleurs qu'à ladite maitrise, et aux juges des autres juridictions d'en connoitre, à peine de nullité des procédures, cinq cent livres d'amende, et de tout dépens, dommages et interrests.

*Sy vous mandons* que ces dites présentes vous ayez à faire registrer, et de leur contenu jouir et user l'exposante pleinement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens, et nonobstant toutes choses à ce contraire, *car tel est notre plaisir*. Donnée à

2 aoust 1736.

**69. Prorogation du privilège d'une manufacture<sup>1</sup>**

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes lettres verront, *Salut*. Notre cher et bien amé Noël Antoine Mérou, propriétaire et entrepreneur de la manufacture de Bouflers, nous a fait dire et remontrer que le feu roy notre très honoré seigneur et bisayeul de glorieuse mémoire luy ayant, par lettres patentes du quatorze décembre mil sept cent, permis et à ses associez de transférer dans le bourg de Bouflers la manufacture de serges façon de Londres qui estoit établie à Gournay, ville de notre province de Normandie, ensemble les métiers et ustensiles servant à ladite manufacture, et leur ayant accordé les privilèges, droits et exemptions portez auxdites lettres, ledit Sr. Mérou resté, en l'année mil sept cent dix seul entrepreneur de ladite manufacture a fait construire plusieurs bastimens considérables et nécessaires pour son exploitation et outre les serges façon de Londres qui sy faisoient, il y a fait fabriquer des étoffes appelées sempiternes, anacostes, écarlatilles et autres aussy façon d'Angleterre, auxquelles il a donné toute la perfection possible, en sorte qu'elles sont continuellement recherchées dans les pays étrangers ; que notre dit seigneur roy, informé que cette manufacture faisoit subsister un grand nombre de personnes de l'un et de l'autre sexes, tant audit lieu de Bouflers qu'aux environs, et voulant mettre ledit Sr. Mérou en estat de se rembourser de partie de dépenses qu'il avoit esté obligé de faire à cette occasion, auroit, par ses lettres patentes du quinze février mil sept cent dix, continué audit Sr. Mérou et à ses hoirs ou ayant-causes la permission de faire fabriquer audit bourg de Bouflers, pendant vingt années, commencées le premier octobre mil sept cent neuf, tant lesdites serges, sempiternes, anacostes et escarlatilles, que des couvertures de laines fines et communes façon d'Angleterre et autres étoffes, comme aussy la gratification annuelle de deux mille livres assignées sur nos fermes générales en faveur dudit établissement, ensemble les autres privilèges et exemptions portées par lesdites lettres patentes du quatorze décembre mil sept cent ; cette prorogation ayant servi à l'agrandissement de ladite manufacture, et avec plus grande perfection

1. Petites lettres patentes, de justice, sur arrêt du conseil, prorogeant de vingt ans le privilège accordé à une manufacture de draps.

des ouvrages qui s'y sont encore constitué, ledit Sr. Mérou [a été engagé] dans des frais considérables, pour l'indemniser desquels et pour le mettre en estat d'augmenter encore, comme il se propose de faire, le travail de ladite manufacture, il nous auroit, en l'année mil sept cent vingt cinq, supplié de proroger en sa faveur et de ses hoirs ou ayans causes, pendant vingt autres années, qui doivent commencer au premier octobre mil sept cent vingt neuf, les mêmes privilèges et exemptions attachez à la dite manufacture, et, en l'érigeant en manufacture royale, luy accorder pendant le temps de la durée de cette prorogation l'exemption des droits d'entrée dans notre royaume, par chacun an, de deux cent balles de laines d'Espagne, du poids de deux cent cinquante livres chacune, pour estre employées en ladite manufacture, sur quoy nous avons, par arrest rendu en notre Conseil le vingt quatrième avril de la même année mil sept cent vingt cinq, accordé audit Sr. Mérou et à ses hoirs ou ayans causes la continuation pendant lesdites vingt années du privilège de ladite manufacture et des exemptions y attribués, comme aussy de la gratification annuelle de deux mille livres, ensemble le titre de manufacture royale, et enfin nous avons ordonnée qu'il leur sera payé par chacun an, par l'adjudicataire de nos fermes générales, la somme de onze cent livres, pour remboursement des droits d'entrées qu'ils seront tenus de payer pour les laines d'Espagne qu'ils feront entrer dans le royaume, pour se servir de laditte manufacture, sur lequel arrest le dit Sr. Mérou nous a très humblement fait supplier luy vouloir accorder nos lettres.

*A ces causes*, bien informés du progrès de ladite manufacture depuis qu'elle appartient audit Sr. Mérou, et désirant le mettre en estat de se dédommager des dépenses qu'il y a faite et de perfectionner, même d'augmenter le travail de différentes étoffes qui s'y fabriquent nous avons, par ces présentes signées de notre main, prorogé et prorogeons pour le temps et espace de vingt années consécutives, à commencer du premier octobre mil sept cent vingt neuf, les privilèges et exemptions accordés par lettres patentes du feu roy notre très honoré seigneur et bisayeul, des quatorze décembre mil sept cent, quinze février mil sept cent dix, et en conséquence ordonnons que le dit Sr. Mérou ses hoirs et ayans causes jouiront pendant ledit temps de vingt années de la gratification de deux mille livres accordées en faveur dudit

établissement, et pourront continuer à faire fabriquer dans la dite manufacture de Boufflers des serges, sempiternes, anacostes, escarlatilles et autres étoffes façon d'Angleterre, comme aussy des couvertures de laines fines et communes, aussy façon d'Angleterre, et autres étoffes, permettons audit Sr. Mérou, ses hoirs et ayans causes, de faire apposer sur la principale porte de ladite manufacture un tableaux de nos armes avec ces mots : *manufacture royale de Boufflers*, voulons que ledit Sr. Mérou, ses hoirs et ayans causes, entrepreneurs de ladite manufacture, jouissent pendant la prorogation dudit privilège de l'exemption du payement de tout droits d'entrée de cinq grosses fermes sur deux cent balles de laines d'Espagne du poids de deux cent cinquante livres chacunes, qu'ils feront venir pour estre employées dans laditte manufacture, lesquels droits d'entrées pour lesdites deux cent balles de laines demeureront fixez par chacune années à la somme de onze cent livres, laquelle sera payée par l'adjudicataire de nos fermes de six mois en six mois, sur les simples quittances dudit Sr. Mérou, ses hoirs et ayans causes, de laquelle somme il sera fait fond dans nos estat, au moyen de quoy ils seront tenus de payer les droits d'entrées des cinq grosses fermes sur les laines d'Espagne qu'ils feront entrer dans le courant de chaque année.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement et Cour des Aydes à Paris que ces présentes ils ayent à faire registrer, lire et publier, et du contenu en icelles faire jouir et user pleinement et paisiblement ledit Sr. Mérou, ses hoirs et ayans causes, pendant lesdites vingt années sans permettre qu'il leur soit apporté aucuns troubles ny empêchement quelconque, nonobstant tout édits, déclarations, lettres patentes, arrests, et réglemens et autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces dites présentes, aux copies desquelles, collationnées par l'un de nos amez et féaux conseillers secrétaires, voulons que foy soit ajoutée à l'original, *car tel est notre plaisir*. En témoin de quoy nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à 15 may 1733.

70. Etablissement de foires <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre cher et très amé oncle le duc d'Orléans nous a représenté que la ville de Pont-sur-Yonne, qui fait partie de son appanage, est situé sur une rivière navigable et dans un pays propre pour le commerce et que, s'il nous plaisoit d'y permettre l'établissement de trois foires franches par ans, la première le premier jeudy de carême, la seconde le 16 du mois d'aoust, et la troisième le 25 octobre, les habitans en retireoient un grand avantage par le déby et la consommation des denrées et marchandises, sur quoy notre dit oncle nous a suppliés de vouloir luy accorder nos lettres nécessaires.

A ces causes, voulans contribuer autant qu'il peut estre en nous à faire trouver aux habitans de laditte ville de Pont-sur-Yonne et des lieux circonvoisins, l'avantage et la commodité que peut leur procurer l'établissement desdites foires, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale permis et accordé, permettons et accordons par ces présentes signées de notre main à notre dit oncle le duc d'Orléans, et à ses successeurs, de faire tenir en laditte ville de Pont-sur-Yonne trois foires franches la première le 1<sup>er</sup> jeudy du carême, lendemain du jour des cendres, la deuxième le 16 du mois d'aoust, et la 3<sup>e</sup> le 25 du mois d'octobre de chacunes années, lesquelles foires nous avons, des mesmes grâces, pouvoir et autorité que dessus, créées, établies, et autorisées, et par ces présentes, créons, établissons et autorisons en la ditte ville de Pont-sur-Yonne, pour en jouir par notre dit oncle et ses successeurs aux mesmes droits, avantages et prérogatives, et par les marchands et habitans de la ditte ville et des endroits circonvoisins, marchands foirains et tous autres, des mesmes franchises, exemptions, privilèges et libertés dont jouissent ou doivent jouir les marchands et habitans et autres lieux d'établissement de foire et marchez, voulons et nous plait que notre dit oncle et ses successeurs fassent bastir et construire les halles, étaux, boutiques et échoppes nécessaires, s'ils ne sont déjà

1. Grandes lettres patentes de grâce, toujours en commandement, accordées « aux seigneurs qui possèdent des terres considérables, et où il y a bourg et village en pays fréquenté ». — Elles doivent porter les clauses qu'il n'y a pas de foires à 4 lieues à la ronde, que les jours destinés aux foires ne tomberont pas les jours de fêtes solennelles, et qu'aucune exemption des droits du roi ne pourra être accordée.

construits, qu'ils perçoivent et fassent percevoir les droits qui seront deus suivant us et coutumes, et que tous marchands puissent, aller, venir, séjourner, vendre, débiter, trocquer, et eschanger toutes sortes de marchandises licites et permises, ainsy qu'il est accoutumé, pourvû toute fois qu'à quatre lieues à la ronde de la dite ville de Pont-sur-Yonne il n'y ait aux dits jours autres foires et marchés auxquels ces présentes puissent préjudicier, et que lesdites foires n'échoient de dimanches et de festes solennelles, auxquels cas elles seront remises au lendemain, et sans qu'on puisse prétendre aucunes exemptions et franchises de nos droits.

*Sy donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, au bailly de Nemour ou son lieutenant, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire registrer, lire et publier partout ou besoin sera, et de leur contenu jouir et user notre dit oncle et ses successeurs, ensembles les marchands et habitans de ladite ville de Pont-sur-Yonne et des lieux circonvoisins, marchands foirains et tous autres qui iront et viendront auxdites foires, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchemens contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes.

Donné à ..... mois d'avril 1733.

## 71. Etablissement de foires et marché

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre cher et bien aimé le Sr. Jean Charles, marquis de Sènecterre baron de Didonne et de Saint-Germain-sur-Vienne, seigneur de Brillac, brigadier de nos armées, colonel du régiment de la Marche <sup>1</sup>, nous a fait représenter que, par lettres patentes du mois de juin mil six cent soixante dix neuf, il a esté établi au bourg de Meschers <sup>2</sup> en ladite baronnie de Didonne <sup>3</sup> un marché chaque semaine et sept foires par années, pour estre tenus aux jours indiqués par lesdites lettres

1. Nommé maréchal de France le 24 février 1757 (v. Expilly, *Dictionnaire géographique*, t. VI, p. 774).

2. Canton de Cozes, arrondissement de Saintes (Charente-Inférieure).

3. Commune de Saint-Georges de Didonne, canton de Saujon, arrondissement de Saintes (Charente-Inférieure).

et que cet établissement n'a point eu lieu, le bourg de Meschers ne s'estant point trouvé commode et convenable ; que d'ailleurs on ne voit aucuns enregistrement desdites, et qu'elles sont par conséquent demeurées sans effet et sans exécutions ; mais que s'il nous plaisoit permettre qu'on établît dans le lieu de Sémussac <sup>1</sup>, membre de ladite baronnie, un marché le mardy de chaque semaine et sept foires par années, dont la première le quinze février, la deuxième le lendemain des festes de Pâques, la troisième le deux juin, la quatrième le dix juillet, la cinquième le trois aoust, la sixième le quatre octobre et la septième le 19 de décembre, ce nouvel établissement auroit d'autant plus de succès que le lieu de Sémussac est commode, et situé dans un canton fertile et abondant, à une lieue seulement des rivières de Seudre et de Bordeaux, et que les habitans trouveroient à consommer et à débiter leurs denrées, bestiaux et marchandises, sans estre obligés de les mener à des foires et marchez éloignez, et éviteroient par ce moyen de la dépense et des frais considérables.

*A ces causes*, voulans donner audit Sr. de Sénecterre les marques d'estime et de satisfaction que méritent les services qu'ils nous rend avec tant de zèle et de distinction, et contribuer, autant qu'il peut estre en nous, à faire trouver aux habitans de ladite baronnie de Didonne et des lieux circonvoisins l'avantage et la commodité que peut leur procurer l'établissement desdites foires et marché, soit pour la vente et la consommation de leurs denrées et marchandises, soit pour l'achat de celles qui peuvent leur manquer, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale permis et accordé, et, par ces présentes signées de notre main, permettons et accordons audit Sr. Jean Charles, marquis de Sénectere, et à [ses] successeurs, seigneurs de ladite baronnie de Didonne, de faire tenir audit lieu de Sémussac, membre de ladite baronnie, un marché le mardy de chaque semaine et sept foire par années dont la première, le quinze février, la deuxième le lendemain des festes de Pâques, la troisième le deux juin, la quatrième le 10 juillet, la cinquième le trois aoust, la sixième le quatre octobre et la septième le dix neuf décembre, lesquels foires et marchez nous avons, des mêmes grâces, pouvoir et autorité que dessus, créées, établies et autorisées et, par ces présentes, créons, établissons et autorisons

1. Canton de Mirambeau, arrondissement de Jonzac (Charente-Inférieure).

audit lieu de Sémussac, membre de ladite baronnie de Didonne, pour en jouir par ledit sieur exposant et ses successeurs, seigneurs de ladite baronnie, aux mesmes droits, avantages et prérogatives, et, par les marchands et habitans de ladite baronnie et des endroits circonvoisins, marchands foirains et tous autres, de mesmes franchises, exemptions, privilèges et libertez dont jouissent ou doivent jouir les marchands et habitans ès autres lieux d'établissement et marchez, voulons et nous plait que ledit sieur exposant et ses successeurs, seigneurs de ladite baronnie de Didonne, fassent bastir et construire les halles, étaux, boutiques et échopes nécessaires, s'ils ne sont déjà construits, qu'ils perçoivent et fassent percevoir les droits qui seront deus suivant les us et coutumes, et que tout marchands puissent, aller, venir, séjourner, vendre et débiter, trocquer et échanger toutes sortes de marchandises licites et permises, ainsy qu'il est accoutumé pourvû toutefois qu'à quatre lieues à la ronde dudit lieu de Sémussac il n'y ait ausdits jours autres foires et marchez ausquels ces présentes puissent préjudicier, et que lesdites foires et marchés n'eschoient aux jours de dimanches et festes solennelles, auquel cas ils seront remis à lendemain, et sans qu'on puisse prétendre aucunes exemptions et franchises de nos droits.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Bordeaux, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils ayent à faire registrer, lire et publier partout où le besoin sera, et de leur contenu jouir et user lesdits sieurs exposant et ses successeurs, ensemble les marchands et habitans de ladite baronnie de Didonne et des lieux circonvoisins, marchands forains et tous autres qui iront et viendront auxdites foires et marchés, pleinement, paisiblement et perpétuellement cessans et faisans cesser tous troubles et empêchement contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel (et) à ces dites présentes. Donné à juin 1733.

## 72. Permission de faire rétablir des poteaux, fourches et autres signes de justice<sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre bien amé Jean Jacques Mithon, conseiller d'Etat, intendant des mers du Levant et des fortifications de Provence au département de Toulon, nous a fait exposer qu'il est propriétaire de la terre et seigneurie de La Grange la Prévosté, et des fiefs du Grand et Petit Genoüilly, Grand et Petit Plessis-le-Roy, et Moulins Neuf près la ville de Corbeil, et qu'à cause desdites terres et seigneuries, il a droit de justice haute, moyenne et basse ; mais que les fourches patibulaires<sup>2</sup> et un poteau<sup>3</sup> qui estoient construits sur ladite terre de La Grange la Prévosté sont entièrement détruits et tombé de vétusté, ainsy que les poteaux qui estoient sur lesdits fiefs des Grand et Petit Genoüilly, Grand et Petit Plessis-le-Roy et Moulin Neuf à luy appartenant, et désirant faire rétablir, tant lesdites fourches patibulaires, que lesdits poteaux, il nous a très humblement fait supplier de vouloir luy accorder nos lettres sur ce nécessaire.

A ces causes, voulans favorablement traiter l'exposant, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous luy avons permis et accordé et, par ces présentes signées de notre main, permettons et accordons audit exposant de faire rétablir et élever en laditte terre et seigneurie de La Grange la Prévosté et esdits fiefs des Grand et Petit Genoüilly, Grand et Petit Plessis-le-Roy et Moulin Neuf les poteaux, fourches patibulaires, et autres signes de justice, qui y estoient cy devant establis, et tels que les seigneurs hauts justiciers ont droits de les faire construire et élever suivant les us et coustumes.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers ies gens tenans notre Cour de Parlement à Paris que ces présentes ils ayent à faire registrer pour estre exécutées selon leur forme et

1. Grandes lettres patentes, de grâce, autorisant un seigneur grand justicier à faire rétablir sur ses domaines les instruments de justice, fourches patibulaires et poteaux, qui, étant tombés, n'avaient pas été rétablis dans l'an et jour.

2. « Colonnes de pierre, au haut desquels il y a une traverse à laquelle les condamnés à mort sont attachés pour être étranglés... » (Ferrière, *Dictionnaire de jurisprudence*).

3. Gros pieu de bois fiché en terre et placé ordinairement dans la principale place du bourg du seigneur haut justicier, qui faisait mettre ses armes.

teneur, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisans cesser tous troubles et empeschement contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et durable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à                      mois de juillet 1735.

### 73. Réunion de terres avec permission de faire élever signes de justice et d'établir foires et marchés

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre cher et bien amé Charles Brulart <sup>1</sup>, marquis de Genlis, nous a fait représenter que, par lettres du mois de may 1645, deüement registrées, le feu roy de glorieuse mémoire, notre très honoré seigneur et bisayeüil, érigea, en faveur du Sr. Florimond Brulart, et ayeüil dudit sieur exposant, et de ses hoirs, successeurs, et ayant causes, la terre de Genlis <sup>2</sup> et autres terres dénommées auxdites lettres, ensemble celles qui pourroient [être] acquises dans la suite de proche en proche en titre et dignité de marquisat, et, qu'en l'année 1683, une partie desdites terres et seigneuries fut distraite du marquisat, et donnée en partage à la dame maréchalle de Harcourt, et, entre autres, celles d'Abbécourt, Ognés, Moulin-Chevreaux et Marest, en sorte que le marquisat fut réduit aux seules terres et seigneuries de Genlis, Viry, Mareüil <sup>3</sup> et Sénicourt, faisant un seul fief même vulgairement appelé Le Last fief de Lamotte de Viry et bois de Savriennois et Courtemanche et qu'après le partage il fut étably des juges pour l'exercice de la justice dans les terres cédées à ladite dame Maréchalle de Harcourt, mais que, depuis, plusieurs de ces terres, et nomément celles d'Abbécourt, Ogne, Moulin-Chevreaux et Marest ayant esté acquises par ledit sieur exposant, il souhaiteroit qu'elles fussent de nouveau réunies à la terre, seigneurie, et justice du marquisat de Genlis, comme elles l'étoient avant le partage fait en l'année 1685, pour estre le tout mouvant de nous, à cause de notre tour du Louvre, conformément aux lettres du vingt neuf mars 1704, registrées en nos cours, et nous a très humblement fait supplier de luy accorder nos lettres

1. Né en 1707, mort en 1753.

2. Aujourd'hui Villequier-Aumont, canton de Chauny, arrondissement de Laon (Aisne).

3. Probablement Noreuil.

sur ce nécessaires, avec la permission, non seulement de faire exercer la justice dudit marquisat, et d'établir pour cet effet les officiers nécessaires, et de faire élever le siège de ladite justice, mais encore de faire tenir au bourg de Genlis un marché le lundy de chaque semaine et quatre foires par année, la première le septième janvier, lendemain de la feste des roys, la deuxième le douzième avril, la troisième le quinze juin et la quatrième le jour de sainte Elisabeth, feste de l'abbaye de Genlis, lesquels foires et marchés avoient esté anciennement établis par lettres du mois de décembre 1585, qui sont demeurées sans effet, et dont l'enregistrement n'a pas même esté poursuivi.

*A ces causes*, voulans donner audit Sr. Brulart, marquis de Genlis [les marques] d'estime que méritent ses bonnes qualités et sa naissance, et le service que ses pères ont rendus à notre Estat, nous avons ordonné, et, par ces présentes signées de notre main, ordonnons, voulons et nous plait que lesdites terres, fiefs, et seigneuries d'Abbécourt, Ogne, Moulin-Chevreaux, et Marest, qui ont esté, depuis lesdites lettres dudit mois de mai mil six cent quarante cinq, distraites et désunies dudit marquisat de Genlis, leurs circonstances et dépendances, soient et demeurent réunies et incorporées, comme nous les réunissons et incorporons, à ladite terre, seigneurie, justice et marquisat de Genlis, ainsy qu'elles y estoient unies et incorporées avant l'année mil six cent quatre vingt cinq, et en vertu desdites lettres d'érection en marquisat du mois de may mil six cent quarante cinq, pour en jouir par ledit sieur exposant, ses hoirs, successeurs et ayants causes, aux mêmes droits, titres, honneurs, avantages et prérogatives, et tout ainsy qu'en ont joui ou deu jouir ses ayeuls et père, conformément auxdites lettres du mois de may mil six cent quarante cinq ; voulons que ledit marquisat soit mouvans et relevans de nous, à cause de notre tour du Louvre, suivant lesdites lettres du vingt mars mil sept cent quatre, et permettons audit sieur exposant et à ses hoirs, successeurs et ayant causes de faire exercer la justice dudit marquisat dans les lieux et dans l'auditoire qui seront jugez les plus convenables, et d'établir et instituer pour cet effet les juge, lieutenant, procureur fiscal, greffier, procureur, notaires, tabellions, huissiers et sergent, tels que les seigneurs de pareils titres et qualité ont droit de les établir ; leur permettons de faire bastir, construire et élever les poteaux et autres signes de justice tel qu'il est permis de



74. Désunion de terres <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre chère et bien amée Jeanne François de Granges de Surgères, veuve du Sr. Charles Gilles de Granges de Surgères, marquis de la Flocelière, capitaine de vaisseau, tant en son nom, à cause de la communauté qui a esté entr'elle et ledit feu sieur marquis de la Flocelière, que comme tutrice de demoiselle Hardouine Henriette Sidrac de Granges de Surgères, sa fille mineure, notre cher amé le Sr. Charles François de Granges de Surgères, marquis de Puiguyon, de la Flocelière, le Paux et autres lieux, colonnel d'un régiment d'infanterie de son nom, chevalier de l'ordre militaire et de Saint-Louis, premier gentilhomme de la manche de notre très cher et très amé fils le dauphin, et notre cher et bien amé le Petit, marquis de la Guerche Saint-Amant, et autres lieux, et notre cher et bien amée Anne François de Grange de Surgères, son épouse, ledit sieur marquis de Puiguyon, dame de la Guerche, et demoiselle de Surgères, enfans et héritiers dudit sieur marquis de la Flocelière, nous ont fait représenter que ledit feu sieur marquis de la Flocelière, et ladite dame, son épouse ayant retiré par retrait lignager, du chef de ladite dame, la terre et baronnie de Mauléon en Poitou, vendue sur notre cousin le duc de la Trimoïlle, ils nous auroient fait supplier de joindre et unir ladite baronnie au marquisat de la Flocelière à eux appartenant, attendu la proximité et le mélange desdites deux terres, et que l'une et l'autre relevoient également de nous, à cause de notre Cour de Poitou, tour de Maubergeon, ce que nous leur aurions accordé par nos lettres patentes expédiées au mois de mars mil sept cent treize, enregistrées en notre Cour de Parlement le quatre décembre mil sept cent quinze, et en notre Chambre des Comptes le cinq février mil sept cent seize, par lesquelles lettres nous aurions joint, uni et incorporé ladite terre et baronnie de Mauléon à ladite terre et marquisat de la Flocelière, pour ne faire et composer à l'avenir qu'une seule et unique terre sous le nom de marquisat de la Flocelière, et pour estre tenue de nous à une seule foye et hommage, à cause de notre dit comté, à l'effet de quoy nous aurions ordonné que les vasseaux,

1. Grandes lettres patentes de grâce autorisant le démembrement d'un fief.

arrière vassaux et autres tenans noblement et en roture desdits marquisat de la Flocelière et baronnie de Mauléon feroient à l'avenir leur foy et hommages, et donneroient leurs aveux et dénombremens auxdits sieurs et dame de la Flocelière, sous le nom et titre de seigneur et marquis de la Flocelière, sans néanmoins aucunes mutations ni changement de ressort et de mouvances, ni que les vassaux et tenanciers desdits marquisats fussent tenus à autres et plus grands droits que ceux qu'ils devoient alors, et à la charge que les justices desdits marquisats et baronnie continueroient d'estre exercées comme elles l'avoient été jusqu'alors, et dans les mesmes lieux ; que le bien et les avantages desdits exposants, auxquels ladite baronnie de Mauléon appartient, scavoir la moitié à ladite Dame de la Flocelière, et l'autre moitié à ses enfans, exigeoient que ladite baronnie fut désunie et séparée dudit marquisat de la Flocelière, afin d'avoir la liberté d'en disposer comme ils l'avoient avant ladite union, nous auroient fait très humblement supplier de leur accorder nos lettres nécessaires ; à quoy ayant égard, désirant favorablement traiter les exposants, en considération, tant des services que le feu sieur marquis de Puiguyon, lieutenant général de nos armez, père de ladite dame de la Flocelière, et ledit feu sieur marquis de la Flocelière, son mary, nous ont rendus, que de ceux que nous rend actuellement ledit sieur marquis de Puiguyon son fils :

*A ces causes*, et autres à ce mouvans, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons désuni, disjoint et séparé, et par ces présentes signées de notre main, désunissons (et), disjoignons et séparons ladite terre et baronnie de Mauléon, ses circonstances, annexes et dépendances dudit marquisat de la Flocelière ; voulons que les exposans, successeurs et ayant causes jouissent de ladite terre et baronnie de Mauléon, tant en fief que justice, comme d'un fief distinct et séparé dudit marquisat, tout ainsi que les anciens propriétaires de ladite baronnie en jouissaient avant les dites lettres d'union du mois de mars mil sept cent treize, que nous avons révoquées, et auxquelles nous avons expressément dérogé par ces présentes ; qu'en conséquence ladite (et) baronnie et justice continue de nous estre raporté, que la foye et hommage nous en soit faite, et les aveux et dénombremens baillez séparément de ceux dudit marquisat de la Flocelière, à cause de notre dit comté de Poitou, tour de Maubergeons, et



justices de Bercy, Conflans, Charenton, Couvron <sup>1</sup>, Monceaux les Leups, et autres lieux, notre conseiller en nos conseils, maîtres des Requêtes honoraires de notre hôtel, nous a fait exposer que les officiers de la justice de Couvron étoient dans l'usage de se transporter tous les quinze jours au lieu de Monceaux les Leups pour y administrer la justice ; que dans l'année mil sept cent trente trois, les hommes et les femmes se seroient tumultueusement assemblés au son de la cloche, armez de bâtons, serpes et autres instrumens, un jour que les officiers de ladite justice s'y estoient transportés pour l'exécution de leurs jugemens et vacquer à la remise des minuttés, registres, titres et papiers du greffe, et auroient commis plusieurs désordres qui auroient suivys ; les neuf et dix mars mil sept cent trente trois, tous les officiers de ladite justice de Couvron qui s'y estoient transportez auroient dressez leurs procès verbal d'émotion <sup>3</sup>, qu'ils auroient déposés le onze du même mois au greffe de la maréchaussée de la ville de Laon, depuis lequel temps ledit sieur exposant ayant esté informé de ses officiers de la dite justice de Couvron qu'ils ne pouvoient sans risque et péril de leur vie hazarder d'aller rendre justice audit lieu de Monceaux les Leups, se seroit pourveu par requête en notre Cour de Parlement à Paris, sur laquelle est intervenu arrest le vingt sept avril audit an mil sept cent trente trois, portant que, par provision, et pendant le temps de six mois, les habitans de laditte paroisse de Monceaux les Leups seroient tenus de venir plaider en la justice de Couvron aux jours et heures que les audiences ordinaires se tiendroient audit Couvron, même aux jours extraordinaires quand le requerreroit, pour raison de quoy lesdits officiers de la justice de Couvron auroient tout pouvoir, juridiction et connoissance en première instance seulement, sauf l'appel aux juges qui en devoient connoitre, et que ledit arrest seroit publié et affiché audit Monceaux, et partout ailleurs ou besoin seroit, et exécuté nonobstant toutes oppositions ou autres empeschemens, lequel arrest auroist été signifié et notifié aux habitants dudit Monceaux les Leups, le vingt quatre juin audit an mil sept cent trente trois, en conséquence duquel arrest, ayant convoqué une assemblée au son de la cloche et de la sainte messe

1. Canton de Crécy, arrondissement de Laon (Aisne).

2. Canton de La Fère, arrondissement de Laon (Aisne).

3. Emotion populaire, signifie sédition : c'est un cas royal.

de paroisse dudit lieu de Monceaux les Leups le vingt quatre novembre mil sept cent trente quatre, où les maires, tant anciens qu'en charge, avec la plus grande et saine partie des habitants auroient parlé et donné leur suffrages en liberté, par résultat de ladite assemblée, ils seroient unanimement convenu, et auroient accordé, qu'estant intéressant pour chacun d'eux en particulier et pour tous en général que ledit arrest provisoire de notre dite Cour de Parlement de translation de la justice dudit Monceaux les Leups es Couvron, obtenu par lesdits sieurs exposant ledit jour vingt sept avril mil sept cent trente trois et à eux signifiée le vingt quatre juin suivant, demeurât définitif, et qu'en conséquence la justice dudit Monceaux soit réunie pour toujours à celle dudit Couvron, ils donnoient chacuns en particulier et tous en général leurs consentement à ladite réunion, et, pour d'autant mieux notifier sur ce leur désir, la même assemblée, auroit esté requérir l'enregistrement dudit acte en la justice dudit Couvron, dont leur auroit esté donné acte et procédé audit enregistrement ; après quoy, ledit sieur exposant, s'estant de nouveau pourveu par requête en notre dite Cour de Parlement pour demander l'homologation dudit acte et résultat d'assemblée, notre dite cour, par autre arrest du 30 décembre mil sept cent trente quatre, auroit ordonné commission estre délivrée audit sieur exposant, pour faire assigner qui bon luy sembleroit aux fins de sa requête, lequel arrest ayant esté signifié ausdits habitants de Monceaux les Leups, et la requête dudit sieur exposant le treize janvier mil sept cent trente cinq, avec assignation pour voir adjuger audit sieur exposant les conclusions par luy prises par ladite requête, lesdits habitants ont constitué Robert Courville, procureur en notre Cour par acte passé par devant le notaire au bailliage de Vermandois, résident au bourg de Crécy, présents témoins, le vingt trois dudit mois de janvier mil sept cent trente cinq, veu par le sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en la généralité de Soissons, et légalisé, par lequel ils auroient constitué ledit Robert Courville par devant ledit procureur, pour occuper pour eux en notre dite Cour, sur l'homologation de leur dit acte d'assemblée du vingt quatre novembre mil sept cent trente quatre, demandé par ledit sieur exposant, et réitéré en tant que besoin étoit, est, ou seroit, le consentement par eux donné par ledit dernier acte, même consentir de nouveau que

ledit acte d'assemblée soit et demeure homologué avec lesdits habitans ; de sortes que tous les consentemens nécessaires estant donnés en bonne forme, ledit exposant a recours à notre autorité, et nous a très humblement fait supplier de luy accorder nos lettres nécessaires de translation de ladite justice de Monceaux les Leups à celle dudit lieu de Couvron.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter ledit sieur exposant de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, après avoir fait voir en notre Conseil lesdits arrests de notre Cour de Parlement, et les autres actes, pièces cy dessus énoncéz cy attachez sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons ladite justice du dit lieu de Monceaux les Leups transférée et unie, et, par ces présentes signées de notre main, la transferons et unissons audit lieu et parroisse de Couvron, pour estre exercée, tenue, et administrée en première instance par les officiers établis par ledit sieur exposant audit lieu de Couvron, avec les mêmes pouvoirs, fonctions et autoritez dont ils jouissent audit lieu de Monceaux.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, bailly de Laon et à tous autres nos justiciers et officiers qu'ils appartiendra que ces présentes ils ayent à faire registrer, et du contenu en icelles faire jouir et user ledit sieur exposant, lesdites communautéz et habitans de Couvron, et tous autres, 'pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tout troubles et empêchemens au contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à mars 1736.

## 76. Confirmation d'une aliénation de justice <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*. Notre chère et bien amée Anne Magdeleine Bonnet, veuve de Jean Vallin, escuier, notre secrétaire maison couronne de France et de nos finances, seigneur de l'Orbrie <sup>2</sup> en Poitou et fiefs en dépendants, nous a fait représenter qu'elle est propriétaire. de son chef

1. Petites lettres patentes, de justice, par lesquelles le roi confirme, après avis du conseil, l'aliénation d'un droit de haute justice (V. lettre 57).

2. Canton et arrondissement de Fontenay-le-Comte (Vendée).

et par succession de ses père et mère, de ladite terre et seigneurie de l'Orbrie et fiefs en dépendants, mouvante et retenante de nous à cause de notre château de Fontenay le Comte, et de nos baronies de Vouvant et Mervent, et que ledit feu sieur son mary a acquit de nous la haute justice de la dite terre et seigneurie par démembrement de la justice royale de Fontenay le Comte et de celle de Vouvant, scéant à la Châtaigneraie, telle qu'elle nous appartenait, et dont nous avons ordonné la vente par notre édit du mois d'aoust mil sept cent [dix] sept, rendu pour l'exécution des édits du mois de mars mil six cent quatre vingt quinze, avril mil sept cent deux et aoust mil sept cent huit, en sorte que l'exposante se trouvoit en droit de faire exercer ladite justice, mais que pour cet effet elle avoit besoin de nos lettres, qu'elles nous a très humblement fait supplier luy accorder.

*A ces causes*, de l'avis de notre Conseil, qui a veu le contract de la vente et aliénation, fait audit feu sieur Vallin par les commissaires généraux de notre Conseil, de la justice [telle] qu'elle nous appartenait dans l'étendue de ladite terre et seigneurie de l'Orbrie et dépendance, en datte du trente un décembre mil sept cent dix huit, ensemble la quittance du garde de notre trésor royal, du vingt deux desdits mois et an, de la finance payée par ledit sieur Vallin pour l'acquisition de ladite justice, ledit contract et quittance cy attachez sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons, par ces présentes signées de notre main, approuvé, confirmé et ratifié, approuvons, ratifions, et confirmons, l'aliénation [de la justice telle] qu'elle nous appartenait dans l'étendue de la paroisse, terre, et seigneurie de l'Orbrie, et fief en dépendant par démembrement de la justice royale de Fontenay le Comte et de celle de Vouvans, scéant à la Châtaigneraie avec ses circonstances et dépendances ; ce faisant ordonnons, voulons et nous plaît que la dite dame exposante, ses héritiers, successeurs et ayant causes, seigneurs et propriétaires de ladite terre et seigneurie de l'Orbrie et dépendance, jouissent de ladite justice et des droits honorifiques en dépendans, ainsy qu'en jouissent les seigneurs hauts justiciers, suivant la coutume des lieux, esquels puissent établir [et], instituer les juges, lieutenant, greffier et autres officiers nécessaires pour l'exercice de ladite justice, le tout aux conditions portées par ledit esdit et par les susdits contracts d'aliénation.

[Si] *donnons en mandement* à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, et autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire registrer, et de leur contenu jouir et user ladite dame exposante, ses héritiers, successeurs et ayants causes, seigneur et propriétaire de ladite terre et seigneurie, pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchement contraires, *car tel est notre plaisir*. En témoins de quoy nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à                    27 aoust 1735.

## 77. Confirmation de contract d'échange <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre amé et féal Pâris de Montmartel, notre conseiller en nos Conseils, garde de notre trésor royal, et notre conseiller secrétaire maison couronne de France et de nos finances, nous a fait représenter que, par contract passé par devant notaires à Paris le cinq février mil sept cent trente trois entre ledit sieur exposant et notre très cher et féal le Sr. Germain Louis Charles Chauvelin, marquis de Grosbois, chevalier, garde de sceaux de France, commandeur de nos ordres, ministre et secrétaire d'Etat ayant le département des Affaires estrangères, président de notre Cour de Parlement à Paris, et dame Anne Cahouët de Beauvais son épouse, ledit sieur exposant a cédé et transporté ausdits sieur et dame Chauvelin à titre d'échange et permutation, les droits de seigneurie directe de justice et de censives mentionnés audit contract, et que ledit sieur et dame Chauvelin ont quitté, cédé et transporté audit sieur exposant, en contre échange, toute seigneurie directe, mouvance et haute justice qui leurs appartenoient, comme seigneurs et haut justiciers de la terre et seigneurie de Villecresne <sup>2</sup>, sur plusieurs pièces de terres faisans ensemble 18 arpents 87 perches, qui relevoient en fief de ladite seigneurie de Villecresne, et toute seigneurie directe et censive, avec la haute, moyenne et basse justice sur trois arpents trente deux perches qui estoient en roture, ce qui compose, avec lesdits 78 arpents 87 perches, la quantité de 82 arpents 19 perches, dont le domaine utile appartient audit sieur exposant, lesdites pièces de terre au nombre de douze désignez par ledit

1. Lettres de confirmation d'un acte authentique destinées à donner en quelque sorte à l'acte une plus grande authenticité.

2. Canton de Boissy Saint-Léger, arrondissement de Corbeil.

contract ; et que, pour asseurer d'autant plus l'effet et l'exécution dudit contract, ledit sieur exposant a crû devoir recourir aux lettres qu'il nous a très humblement fait supplier de luy accorder.

A ces causes, de l'avis de notre Conseil, qui a veu ledit contract du cinq février mil sept cent trente trois cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons ledit contract approuvé, confirmé et autorisé, et, par ces présentes signées de notre main approuvons, confirmons et autorisons, voulons et nous plait qu'il porte son plein et entier effet, et soit exécuté selon sa forme et teneur ; ce faisant que ledit sieur exposant et les dits sieur et dame Chauvelin, leurs héritiers, successeurs et ayants cause soient et demeurent, respectivement et chacun en droit soy, propriétaires immuables desdits droits de seigneurie directe, justice, censive, et autres droits échangez et contre échangez par lesdits contrats, qu'ils en jouissent et disposent comme des choses à eux appartenantes, sans qu'il puissent y estre troublés, le tout aux charges, clauses et conditions portées par ledit contrat.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire registrer, et de leur contenu jouir et user ledit Sr. Pâris de Montmartel, et lesdits sieur et dame Chauvelin et leurs héritiers, successeurs, et ayants cause pleinement (et) paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tout troubles et empêchemens, et nonobstant toutes choses à ce contraire, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes.

Donné à septembre 1736.

### 78. Autre [confirmation]

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre très cher et féal, le Sr. Germain Louis Chauvelin, chevalier, garde des sceaux de France, ministre et secrétaire d'Etat ayant le département des Affaires étrangères, président de notre Cour de Parlement à Paris, seigneur de Grosbois et autres lieux, et dame Anne Cahouët de Beauvais son épouse nous ont représenté que, par contract passé par devant Masson et Tessier, notaires au Châtelet de Paris, le 13 avril dernier, et pour les causes y portées, le Sr. Jean Joseph le

Coustelier de Lisliers, prestre, docteur en théologie, prieur de Saint-Arnoult et Marolles <sup>1</sup>, grand vicaire de Vannes, a cédé, quitté et transporté ausdits sieurs et dame Chauvelin toute la seigneurie, justice haute, moyenne et basse, fief et arrière fief, censives, droits et redevances seigneuriales, de quelque nature et qualité qu'elles soient, appartenante audit prieuré et terre de Saint-Arnoult de Marolles, ainsy que les prieurs en ont jouy ou deu jouir, avec tous les droits rescindans et recisoires, sans en rien réserver ny retenir, au moyen de quoy la rente de quatre cent quarante cinq livres quinze sols trois deniers, dont lesdits sieurs et dame Chauvelin estoient tenus envers la seigneurie de Marolles pour raison d'une partie du parc de Grosbois qui en relève demeureroient éteintes et amorties et confondues dans les personnes desdits sieurs et dame Chauvelin, leurs [héritiers, successeurs et] ayans causes, sauf les arrérages qui pouvoient estre deus du passé jusqu'au deux avril dernier ; que ledit Sr. Prieur de Marolles relèvera à l'avenir desdits sieur et dame Chauvelin en plain fief à raison du fief de Saint-Martin de Mandre et en conséquence leur en rendre la foy et hommage, et fournira ses aveux et dénombremens et qu'à l'égard de toutes les terres, prés, et héritages qui sont ou seront du domaine dudit prieuré, elles demeureront quittes, affranchies et deschargées de tous cens et redevances des teneurs casuels ; et que, par le même contract, lesdits sieurs et dame Chauvelin ont cédé, quitté, délaissé et transporté en contre-échange audit Sr. Le Coustelier de Lisliers, prieur de Marolles, et à ses successeurs audit prieuré, une ferme scituée au village dudit Marolles, appelée la ferme d'en bas, autrement dite de Vaurichard, consistante en bâtiment, granges, escuries, estables, bergeries, foulleries, hangard, volet à pigeons, maisons, mesures, cours et jardins clos de murs, et cent cinquante arpens, tant en terres labourables que prés, sainsfoins et vignes, ainsy que le tout est désigné dans le contrat d'acquisition desdits, et ont en outre créé, constitué et assigné audit Sr. Le Coustelier de Lisliers, prieur de Marolles, et à ses successeurs audit prieuré, six cent livres de rente foncière, annuelle et perpétuelle à prendre spécialement sur la ferme du fief de Lorme, scituée en la paroisse de Servon près Bire, et sur les terres,

1. Marolles en Brie, canton de Boissy Saint-Léger, arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise).

prés, bâtimens, cours et jardins qui en dépendent ; lequel contract ayant esté communiqué tant au supérieur général de l'ordre de Cluny qu'au prieur commanditaire et aux prieur claustral et religieux de l'abbaye de Saint-Martin des Champs, ils ont, après les enquestes, et autres formalités requises, consentis l'exécution dudit contract par acte des vingt deux et vingt cinq may dernier et dix des présens mois et an, aux charges toutes fois et conditions portées par ledit acte ; mais pour asseurer d'autant plus l'effet de l'exécution dudit contract et desdits actes de consentement, ledit sieur et dame Chauvelin ont crû devoir recourir aux lettres qu'ils nous ont très humblement suppliez leur accorder.

A ces causes, et de l'avis de notre Conseil, qui a veu ledit contract du treize avril dernier, les susdits actes de consentement des vingt deux et vingt cinq may aussy dernier et dix des présens mois et an cy, avec autres pièces attachez sous le contrescel de notre chancellerie, nous avons lesdits contracts et actes de consentemens approuvez, confirmés et autorisés, et, par ces présentes signées de notre main, approuvons, confirmons et autorisons, voulons et nous plait qu'ils sortent leur plein et entier effet, et soient exécutés selon leurs formes et teneurs ; ce faisant que ledit sieur et dame Chauvelin, leurs héritiers, successeurs et ayants causes, et ledit Sr. Le Coustelier de Lisliers et ses successeurs, prieurs de Saint-Arnoult de Marolles soient et demeurent, respectivement et chacun en droit soy, propriétaires incommutables des seigneuries, justices, fiefs, arrières fiefs, censives, fermes, rentes et autres biens et droits échangez et contr'échangez par ledit contract, qu'ils en jouissent et disposent comme de choses à eux appartenantes, sans qu'ils puissent y estre troublés, le tout aux charges, clauses et conditions portées par ledit contract et par lesdits actes de consentemens.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Grand Conseil, que ces présentes ils aient à faire registrer, et de leur contenu jouir et user lesdits sieur et dame Chauvelin, leurs héritiers, successeurs et ayant causes, et ledit Sr. Le Coustelier de Lisliers et ses successeurs prieurs de Saint-Arnoult de Marolles, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens et nonobstant toutes choses à ce contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit choses fermes et stables à toujours nous avons

fait mettre notre scel à ces distes présentes. Donné à  
juin 1733.

**79. Confirmation de transaction en forme d'échange,  
réunion de justice et confirmation de bail emphytéotique**

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Nos chers et biens amez les supérieurs, religieuses et communauté de Saint-Louis fondée à Saint-Cyr nous ont fait représenter que, pour prévenir et arrester le cours de contestations qui duroient depuis plusieurs siècles, et qui avoient [été] renouvelées à l'occasion des droits de haute, moyenne et basse justice, censives et directe, seigneurie sur le bourg, paroisse et territoire d'Angerville Lagaste, lesquels droits estoient respectivement prétendus par notre amé et féal le Sr. Delpech, marquis de Méréville, notre conseiller en la Grand Chambre de notre Cour de Parlement à Paris, comme avoient fait ses prédécesseurs, seigneurs de ladite terre de Méréville, et par les exposantes [il a été passé entre les dites exposantes] et ledit Sr. Delpech, le quinze may de l'année dernière, une transaction en forme d'échange, par laquelle sous notre bon plaisir, et suivant l'avis du Conseil par nous établi pour l'administration du temporel de la maison des exposantes, elles ont cédé et transporté audit Sr. Delpech, à titre d'échanges, tous [droits de] justice, greffe et tabellionage, amendes et autres droits dépendant de la haute justice, rente et redevances, mouvans tant en fiefs que roture terres labourables, champs, droit de ruimage <sup>1</sup>, censive et directe, seigneurie et généralement tous les droits qui pouvoient leur appartenir, après les abbés de l'abbaye de Saint-Denis, aux droits desquel lesdites exposantes sont subrogez à cause de l'union des biens de la mense abbassiale de ladite abbaye à la maison des exposantes audit boug territoire d'Angerville à quelque titre que ce puisse estre, lesquels droits de justice, domaine et autres droits tenus de nous en franc aleu et franche aumosne ledit Sr. Delpech a déclaré vouloir incorporer à sa dite terre et marquisat de Méréville, pour, avec ledit marquisat, ne composer qu'un seul et unique fief, mouvans et relevans de nous, à cause de notre château ou grosse

1. Il s'agit probablement ici du droit de rouage (rotagium) perçu sur les voitures.

tour d'Etampes, [en], et contre échange, ledit Sr. Delpech a cédé aux exposantes, audit titre d'échange, une ferme et métairie scituées a[u] bourg et paroisse de Rouvray Saint-Denis <sup>1</sup> et environ appelée La Chabottière, consistante en maison et demeure pour un fermier, granges, bergeries, écurie, stablès et autres lieux, avec la quantité de dix sept muids, dix mines, deux boisseaux et demy de terre labourable, et généralement ce qui dépend de ladite ferme et métairie de la Chabottière appartenir doresnavant à laditte mense abbatiale de Saint-Denis et demeurer unie et incorporée es chatellenie de Toury <sup>2</sup> et Rouvray en dépendant, mouvans et relevans de nous comme dit est, et tenir lieux des biens et droits par elles cédez audit Sr. Delpech, au moyen de quoy tous procès, causes et instances mus et à mouvoir, tant au sujet de la qualification de seigneur d'Angerville, que des droits de chasse et tous autres, demeurent nuls, terminez, esteints et assoupis, nous ont pareillement lesdites exposantes fait représenter que, sous notre bon plaisir, et suivant l'avis dudit conseil par nous estably pour l'administration de leur temporel et pour les causes y énoncées, elles ont, par contract du vingt un mars et quinze may dernier, donné, à titre de bail emphytéotique pour quatre vingt dix neuf ans à Estienne Gallois et Marie Challas, sa femme, une ferme scituée au village du Perray <sup>3</sup> avec vingt deux livres dix sols de rente constituée, deüe par Toussain Guillemain demeurant en la paroisse du Perray, lesdits biens acquits au profit desdits exposants par contrat du six may 1699, ledit bail emphytéotique fait à la charge par lesdits premiers de faire faire à leurs fraits et dépens les réparations nécessaires aux bâtimens desdites fermes, suivant le procès verbal énoncé audit contract, ou ce qui reste à faire desdites réparations, comme aussy à la charge de par eux, leurs hoirs, successeurs et ayant causes, entretenir lesdits bastimens, et iceux rendre à la fin desdits quatre vingt dix neuf ans en bon estat et toutes réparations, cultiver les terres et rendre en bonne nature de culture à l'expiration dudit bail, et autres conditions, et outre moyennant et à raison de trois muids de bleds froment du meilleur du crû, desdites fermes, mesure de Rambouillet, rendu conduit au marché dudit lieu, ou autres à

1. Canton de Janville, arrondissement de Chartres (Eure-et-Loir).

2. Canton de Janville, arrondissement de Chartres (Eure-et-Loir).

3. Arrondissement et canton de Rambouillet (Seine-et-Oise).

pareille distance, lesquelles transactions, change et bail emphytéotique les exposantes nous ont très humblement fait supplier d'agréer et confirmer pour estre exécutez.

A ces causes, de l'avis de notre Conseil, qui a veu ladite transaction contenant l'eschange passé entre les exposantes et ledit Sr. Delpech, et le contract de bail emphytéotique fait par lesdites exposantes audit Gallois et sa femme, ensemble les avis du Conseil par nous estably pour l'administration du temporel des exposantes, le tout cy attaché sous le contrescel de notre chancellerie, nous avons approuvé, confirmé et autorisé et, par ces présentes signées de notre main, approuvons, confirmons et autorisons la transaction passée entre les exposantes et ledit Sr. Delpech de Méréville le quinze may de l'année mil sept cent trente, voulons et nous plait qu'elle soit exécutée selon sa forme et teneur, ce faisans, que les droits de seigneuries, justice, censives, droits et domaine qui appartenoient aux exposantes dans ledit bourg, paroisse et territoire d'Angerville, soient et demeurent désunis, disjoints et séparés comme nous les désunissons, disjoignons et séparons de la justice [et du] domaine qui appartient aux exposantes, pour estre, à l'avenir joints, unis et incorporez comme nous les joignons, unissons, incorporons, au domaine et à la justice du marquisat de Méréville, pour ne faire à l'avenir qu'une seule et même justice, laquelle sera exercée sur tous les hommes vasseaux et habitans dudit lieu par les officirs de la justice de Méréville appartenant audit Sr. Delpech, sans toutesfois aucun changement ni mutation de ressort, et que, pour raison de ces présentes, lesdits vasseaux et habitans soient tenus à autres et plus grands droits et deniers que ceux dont ils sont actuellement chargez, pour jouir desdits droits par ledit Sr. Delpech et ses successeurs, propriétaires de ladite terre de marquisat de Méréville à perpétuité, conformément à ladite transaction ; voulons en outre que lesdites exposantes jouissent aussy à perpétuité de ladite métairie et ferme de la Chabottière à elles cédées par ledit Sr. Delpech de Méréville, et que ladite ferme et métairie qui estoit cy devant en la justice et en mains des exposantes à cause de la terre et seigneurie de Toury et Rouvray, soit et demeure unie et incorporée, comme par ces présentes nous l'unissons et incorporons aux domaines de ladite châtellenie de Toury et Rouvray, pour estre tenu et mouvans de nous, ainsy que le surplus de ladite châtellenie ;



est constaté que ce terrain soutient quatre cent soixante arpens, dont il y en a cent cinquante plantés en bois de différentes espèces, le surplus en bruyères ; il n'a jamais été possible de conserver ces bois, esposés aux bestiaux des métairies voisines et traversés de par trois différents chemins, ce qui en rend la garde difficile ; la dernière coupe de l'âge de seize ans a esté adjudgée à la maitrise pour l'ordinaire 1730, moyennant la somme de sept cent cinquante livres, y compris même tous les balivaux ce qui forme un revenu années commune d'environ quarante cinq livres, et ne suffit pas pour les gages du garde étably pour la conservation desdits bois ; les officiers auroient estimé qu'il estoit avantageux d'aliéner ce terrain, à quoy il auroit esté procédé par le Sr. Bory, grand maitre des eaux et forêts du département d'Orléans, en présence des officiers de la maitrise, après différentes publications et remises, suivant son procès verbal du huit novembre 1734, par lequel il a adjudgé ledit terrain, scavoir à la dame Catherine Sains, veuve du Sr. Vestard de Château Vieux, la quantité de quatre vingt arpens, moyennans une rente annuelle et foncière de vingt huit livres, à raison de sept sols par arpens, cent quatre vingt dix arpens au Sr. Egret du Lude, trésorier de France au bureau des finances d'Orléans, moyennans quatre vingt cinq livres dix sols de pareille rente foncière, à raison de neuf sols l'arpens, et cent quatre vingt dix arpens au Sr. Thoinard, l'un des intéressez en nos fermes généralles, moyennant quatre vingt cinq livres dix sols de rente, sur le même pied de neuf sols de rente par arpens, montant lesdites trois rentes à la somme de cent quatre vingt dix neuf livres pour la totalité des quatre cent soixante arpens que contient ledit terrain ; cette inféodation estant extrêmement avantageuse, puisqu'elle produit un revenu fixe qui excède de beaucoup le prix ordinaire des rentes, et qu'elle opère en même temps la décharge des gages du garde préposé pour la conservation desdits bois, notre dit oncle nous auroit supplié de vouloir approuver ladite inféodation, pour en asseurer la possession incommutable aux inféodataires, à quoy nous avons pourveu par arrest de notre Conseil du dix sept du présent mois d'avril, et ordonné que, pour son exécution, toutes lettres nécessaires seroient expédiées.

*A ces causes*, de l'avis de notre Conseil, nous avons par ces présentes signées de notre main, aprouvé, confirmé, et ratifié l'adjudication faite par le Sr. Bory, grand maitre des eaux et



de la maison dudit exposant, laquelle place contient seize pieds de large prise par son milieu, attendu qu'elle contient de l'encoigneure de Rebais 13 pieds ou environ, et du costé de l'encoigneure de la maison dudit exposant cinq pieds ou environ,, le tout sur ladite rue de la Coutellerie, l'encoigneure de laquelle sur ce costé doit estre à pan coupé par son milieu, pour faciliter le passage des voitures, à la charge que ledit exposant laissera un passage de distance égale à prendre de contre le mur de Rebais jusqu'à l'encoigneure que luy exposant fera construire, et ce de la largeur de la porte d'entrée de la maison de François Chicard, acquéreur des héritiers du Sr. Poussemaille, lequel passage ledit exposant pourra faire clore par un mur en moëlons et plastre de dix pouces d'épaisseur, et encore à condition qu'à la bouche dudit passage il sera fait un jambage de pierre de taille, qui sera clos à la hauteur des planchers de la maison dudit exposant, auquel le dessus dudit passage appartiendra à la charge de l'entretenir à ses frais et dépens, pour par ledit exposant jouir de ladite place vague ainsy jointe à sa maison du jour dudit acte, aux charges, clauses et conditions y portées et notamment à la charge de cinq sols de cens portant lods ventes saisines, et amende, quand le cas y eschet, payable chacun an le jour de saint Rémy, lequel acte a esté notifié aux maires et échevins dudit Pontoise, qu'ils ont agréé pour avoir son effet, par acte du vingt octobre audit an 1735, et vous, trésoriers de France, sur le trouble donné audit exposant par notre procureur général audit bureau, à l'instigation dudit Chicard, avez ordonné, entre autre choses, par votre sentence du vingt un octobre 1735, que l'exposant continueroit le bâtiment par luy commencé, aux charges et conditions y portées et se retirerois vers nous pour obtenir nos lettres de confirmations, à ce que nous aurions accordé audit exposant par arrest de notre Conseil d'Etat le 15 may dernier et que, pour son exécution, seroient toutes lettres nécessaires expédiées, lesquelles ledit exposant nous a très humblement fait suplier de luy avouloir accorder.

*A ces causes*, voulans favorablement traiter ledit exposant, de l'avis de notre Conseil, qui a veu ledit arrest rendu en iceluy ledit jour 15 may de la présente année 1736, cy attaché sous le contre scel de notre chancellerie, conformément audit arrest nous avons confirmé et, par ces présentes signées de notre main,

confirmons la concession faite au dit Jacques Martin, exposant, par notre cousin le duc de Bouillon, à titre de cens, par acte du treizième aoust 1735, lequel sera exécuté selon sa forme et teneur.

*Sy vous mandons*, que ces présentes vous ayez à faire registrer, et de leur contenu ensemble audit arrest jouir et user ledit exposant pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens à ce contraires, *car tel est notre plaisir*.  
Donné à 7 juin 1736.

## 82. Homologation de vente faite par des religieux <sup>1</sup>

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Notre chère et très amée tante, Marie François de Bourbon, veuve de notre très cher et très cher amé oncle le duc d'Orléans nous a représenté que, pour prévenir les contestations qui pourroient naître entre elle et les supérieurs, prieurs et religieux, chanoines réguliers de Saint-Augustin, ordre et congrégation de Saint-Antoine de la maison établie à Paris, à l'occasion d'une place et terrain ou estoit cy devant une maison et jardin enfermez de murs, contenant environ un arpent, et de huit arpens, tant terres que vignes, en une seule pièce, assis au terroir de Charonne, qui se trouvent enclavées dans le parc de la terre et seigneurie de Bagnollet, appartenant à notre tante et qui en font partie depuis longtemps, (de) laquelle maison, [et] terre en dépendantes lesdits prieurs et religieux ont, suivant la permission du vicaire général dudit ordre du 12 aoust 1731, vendue, cédée et abandonnée à notre tante, par contact passé par devant de la Balle et son confrère, notaires au Châtelet de Paris le 25 novembre 1731, à la charge des cens et droits seigneuriaux pour l'avenir seulement, de payer par chacun an, au jour de saint Denis au seigneur de Charonne, sept livres dix neuf sols cinq cents deniers, et à l'église dudit lieu six sols trois deniers à la saint Rémy de chacune année, et les arrérages desdites redevances du jour que notre dite tante est entrée en possession desdits maisons et et héritages, et autre moyennant la somme de douze mille livres, payable en trois payemens égaux, à la charge par ledits prieur et religieux d'en faire employ, le premier desdits payemens le 4 décembre 1731, et les deux autres de trois mois en trois mois ; et

1. Voir lettre 76.

qu'au cas que lesdits prieurs et religieux de Saint-Antoine ne peussent, pendant ledit temps, trouver d'employ, notre dite tante leur feroit payer par son trésorier les interrests de ladite somme à compter du 4 juin 1732, que lesdits interrests diminueraient à proportion des payemens qui se feroit de termes en termes ; que ledit contract de vente a esté approuvé et ratifié par les abbé et chapitre de l'Ordre de Saint-Antoine, par ordre dudit chapitre général tenu à Saint-Antoine le trente may 1732, déposé chez la Balle, notaire audit Châtelet, le vingt aoust dudit an, annexé à la minute du contract dudit jour vingt cinq novembre 1731 ; lesdits prieur et religieux avoient abandonné lesdits maison, jardin et terres en dépendantes à vies au Sr. de Breteüil, par acte passé devant Richard et son confrère, notaire au Châtelet de Paris, le premier mars 1697, de laquelle maison, terre et héritages ils ne retiraient que deux cent trente sept livres par an, sur quoy il falloit prendre les réparations annuelles ; que, suivant l'estat annexé à l'acte dudit jour premier mars 1697, qui explique la consistance de ladite maison et jardin enclos de murs, partie d'icelle et lieux estoient de nulle valeur et menaceoient ruine, aussi bien que portion de murs de face de ladite maison, qui estoit en mauvais estat ; que par acte du six avril mil sept cent quinze, passé par devant ledit Richard et son confrère, notaires, lesdits prieurs et religieux de Saint-Antoine avoient aussi abandonné lesdites maisons, jardin et terres au sieur Alexis Duvaud de Saint-Eugenne, qui estoit aux droit de notre très amée cousine la duchesse de Nemours, laquelle estoit en ceux desdits sieurs de Breteüil pour ladite jouissance pendant la vie dudit sieur de Saint-Eugenne, duquel Sr. Duvaud de Saint-Eugenne notre dit tante avoit acquis lesdites maison, jardin, lieux et terres en dépendantes, aussy sur la vie dudit Sr. de Saint-Eugenne ; mais que pour asseurer l'effet et l'exécution dudit contract du vingt cinq novembre 1731, cy attachez sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons ledit contract approuvé, confirmé et autorisé et, par ces présentes signées de notre main, approuvons, confirmons et autorisons, voulons et nous plaist qu'il sorte son plein et entier effet, et soit exécuté selon sa forme et teneur ; ce faisant, que notre dite tante, ses héritiers, successeurs et ayans causes soient et demeurent propriétaires incommutables desdites place et terrain ou estoient cy devant lesdites maisons et jardin contenant

environent un arpent, et des huit arpens de terre en une pièce éno-cées audit contract, qu'elle [en] jouisse et dispose, comme de chose à elle appartenante, le tout aux charges, clauses et conditions portées par le dit contract.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris que ces présentes ils ayent à faire registrer, et de leur contenu jouir et user notre dite tante, ses successeurs, héritiers et ayants causes, pleinement, perpétuellement et paisiblement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchemens à ce contraire, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. Donné à mars 1733.

### 83. Confirmation de décret d'union de manse conventuelle

Louis, etc., à tous présens et à venir, *Salut*. Nos biens amés les doyens, chanoines et chapitres de l'église cathédrale de la Rochelle nous ont fait représenter que le feu roy de glorieuse mémoire, notre très honoré seigneur et bisayeul, par ses lettres patentes du vingt may mil six cent soixante et quatre, enregistrées en notre Cour de Parlement le quatre may mil six cent soixante et cinq, a fondé et établi leur chapitre et église cathédrale dans l'église de la Rochelle, pour estre composez de huit dignitez, de vingt canonicats, et d'un nombre de chantres et autres officiers de bas chœur qui devoient estre dotés d'un revenu suffisant, au moyen duquel l'office divin pût estre célébré avec la décence et la dignité convenable à la majesté de Dieu et à une ville qui a esté autrefois le rampart de l'hérésie que les fonds destinez à la dotation dudit établissement n'ayant pas esté suffisants, le feu roy notre bisayeul avoit voulu demander luy même à notre saint père le Pape la suppression de l'abbaye régulière de Saint-Vincent de Niall, ordre de Saint-Augustin, et l'union des revenus des mansses abbatiales et conventuelle au chapitre de la Rochelle, ce que notre saint père le Pape avoit accordé par bulle du mois d'avril mil sept cent quinze, sur laquelle nous avons donné nos lettres patentes au mois de juillet mil sept cent dix sept, enregistrées en notre Cour de Parlement le vingt quatre may mil sept cent vingt un, après les

formalitez requises et accoutumées ; mais que les revenus de cet abbaye n'ayant pû encore fournir les fonds nécessaires pour remplir la dotation des dignitez, chanoines et officiers de bas chœur marquée par lesdites bulles, lettres patentes et arrêts d'enregistrement, lesdits doyen, chanoines et chapitres de ladite église cathédrale de la Rochelle nous auroient fait suplier de vouloir consentir à l'extinction des places monacales, petit couvent, et offices claustraux de l'abbaye régulière de Notre Dame de l'Absic, ancien ordre de saint Benoist, située en Gastine dans le diocèse de la Rochelle, et soumise immédiatement à la juridiction de l'évêque de ladite ville, et d'en unir les fruits, revenus, profits, droits et émolumens en dépendans audit chapitre de la Rochelle, et à cet effet de confirmer, approuver et autoriser les concordats passez entre ledit chapitre et les abbés et religieux de ladite abbaye les dix neuf aoust et premier octobre mil sept cent trente trois, et deux janvier et dix neuf may mil sept cent trente quatre, aux clauses, charges et conditions portées par lesdits concordats, en sorte que par brevet du dix février de l'année dernière, nous avons consenty l'extinction et suppression de la manse conventuelle et des offices claustraux de ladite abbaye, et l'union des fruits et revenus audit chapitre, et permis aux exposans de poursuivre ladite union dans les formes ordinaires et accoutumées, aux charges et conditions portées par ledit brevet, en conséquence duquel ledit sieur évêque de la Rochelle, supérieur ordinaire de ladite abbaye de l'Absic et dudit chapitre, après les procédures et formalités nécessaires [et] accoutumées, a rendu le cinq janvier dernier décret par lequel, du consentement des abbé et religieux de ladite abbaye de l'Absic, il a esteint et supprimé à perpétuité les places monacales, petit couvent et offices claustraux qui compos[en]t la manse conventuelle de ladite abbaye, et a uni et annexé tous les fruits, droits, profits, revenus et émolumens dépendant audit chapitre de la Rochelle, pour en jouir, aux charges, clauses et conditions exprimées dans les consentemens desdits abbé et religieux, et dans ledit décret du cinq janvier dernier ; mais ce décret ne pouvant avoir d'effet et exécution que notre autorité, lesdits doyens, chanoines et chapitres nous ont très humblement fait suplier de leur accorder nos lettres sur ce nécessaires.

*A ces causes*, voulant contribuer autant qu'il est en nous à soutenir l'établissement et à former la dotation du chapitre de

l'église de la Rochelle, suivant les vues du feu roy notre bisayeul, de l'avis de notre Conseil, qui a veu ledit décret du cinq janvier dernier cy avec autres pièces attachez sous le contre scel de notre chancellerie, nous avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, approuvé, confirmé et autorisé et, par ces présentes signées de notre main, approuvons, confirmons et autorisons ledit décret du cinq janvier dernier, voulons et nous plaist qu'il soit exécuté selon sa forme et teneur; ce faisant, que les titres claustraux, places conventuelles ou monacales, et petit couvent de l'abbaye de Notre Dame de l'Absic soient et demeurent à toujours esteints et supprimez, et les biens et fruits, droits et revenus en dépendans [demeurent] unis, annexés, et incorporez à perpétuité à la manse capitulaire de ladite église cathédrale de la Rochelle, aux charges toutes fois, clauses, conditions et réserves portées par lesdits actes des dix neuf aoust et premier octobre 1733, et deux janvier et dix neuf may 1734 et par notre brevet du dix février de ladite année 1734, et ce nonobstant tous esdits, déclaration et ordonnances à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes à cet égard seulement et sans tirer à conséquence, et notamment à l'article 18 de l'édit du mois de décembre mil six cent six, en ce qui peut concerner la suppression des titres et l'union des fruits des offices claustraux.

*Sy donnons en mandement*, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris et à tous autres nos officiers et justiciers qu'il appartiendra, que ces présentes ils aient à faire registrer, et de leur contenu jouir [et] user ledit chapitre de l'église cathédrale de la Rochelle pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisant cesser tous troubles et empêchements, et nonobstant toutes choses à ce contraires, *car tel est notre plaisir*. Et afin que ce soit chose ferme et stable, etc. Donnée à                      juin 1735.

---

## Appendice<sup>1</sup>

---

Le Roy ayant jugé à propos d'accorder au Sr. François de Grassy des lettres de dispense de service, à l'effet d'exercer une charge de président en son Grand Conseil, dont il a été pourvu en conséquence desdites lettres, et Sa Majesté étant informée que le 25 du présent mois de juin, les semestres du Grand Conseil étant assemblés à l'occasion d'une lettre écrite à ce sujet au procureur général de Sa Majesté audit Grand Conseil par M. le garde des sceaux du 21 dudit mois, et d'un mémoire y joint présenté par ledit Sr. de Grassy, il auroit été pris une délibération, portant qu'il seroit ordonné des commissaires, lesquels se feroient remettre entre les mains lesdites pièces concernant ledit mémoire et autres, qu'ils aviseroient pour ladite lettre, mémoires et pièces vus par lesdits commissaires, et, les semestres assemblés aux jour et heure qu'il plairoit au premier président, être ordonné ce qu'il appartiendrait ; à quoy lesdits commissaires auroient fait difficulté de procéder, sur le fondement que la nomination desdits commissaires leur parut avoir été faite par le premier président, et que cette compagnie prétend être seule en droit de nommer des commissaires en semblable cas, ce qui est également contraire à l'usage observé dans toutes les compagnies, et aux intentions de Sa Majesté. Et voulant y pourvoir, et ôter tout prétexte à cette compagnie de retarder plus longtemps l'enregistrement desdites lettres, ouy le rapport, Sa Majesté etc., a déclaré et déclare que le droit de nommer les dits commissaires appartient audit premier président du Grand Conseil, fait deffense aux officiers de ladite compagnie de l'y troubler, enjoint à son procureur général d'y tenir la main, et d'informer Sa Majesté des contraventions s'il en arrivoit,

1. Arrêts du Conseil pris à l'occasion d'un différend survenu entre le Régent et le Grand Conseil (v. p. 24).

et pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

28 juillet 1722.

\* \* \*

**Arrêt qui casse et annule deux arrêts du Grand Conseil  
des 30 juin et 2 juillet 1722<sup>1</sup>**

Le Roy s'étant fait représenter en son Conseil les arrêts rendus en son Grand Conseil le 30 juin dernier et 2 du présent mois, au sujet de l'enregistrement de l'arrêt de son Conseil d'Etat et les lettres patentes expédiées sur iceluy du 28 dudit mois de juin, par le premier desquels arrêts ledit Grand Conseil auroit, les semestres assemblés, ordonné qu'il seroit mis sur lesdites lettres patentes : « Soit montré au procureur général (du Roy) et, par le 2<sup>d</sup>, ledit Grand Conseil auroit ordonné que lesdites lettres patentes du 28 juin 1722 seroient enregistrées, pour être exécutées selon leur forme et teneur, et cependant que, conformément au précédent arrêt dudit Grand Conseil du 30 juin 1722, Sa Majesté seroit très humblement suppliée de vouloir bien ordonner que les motifs dudit arrêt du Conseil d'Etat du 28 dudit mois de juin seroient et demeureroient supprimés. Et Sa Majesté étant informée que lesdits 2 arrêts contiennent chacun une contravention [également] formelle à la déclaration du feu roy<sup>2</sup> du 24 février 1673, le premier en ce que le « soit montré », lequel aux termes de ladite déclaration doit être mis par le rapporteur seul sur les lettres patentes envoyées par Sa Majesté, sans que, pour raison dudit soit montré il soit pris aucune délibération ny rendu aucun arrêt, a été ordonné par ledit Grand Conseil par ledit arrêt les semestres assemblés. Et le 2<sup>d</sup> en ce que ledit Grand Conseil n'a point ordonné l'enregistrement pur et simple desdites lettres patentes, conformément à la ladite déclaration, laquelle ordonne que les Cours enregistreront purement et simplement lesdites lettres patentes, sans aucune

1. La lettre patente sur arrêt commence en ces termes : « Louis, etc... à nos amés et feaux conseillers les gens tenant notre Grand Conseil, *Salut*. Nous étant fait représenter en notre Conseil... ». Le reste est identique, sauf que dans le texte de l'arrêt la troisième personne du singulier remplace, partout où il s'agit du roi, la deuxième personne du pluriel qui figure sur la lettre.

2. Lettre sur arrêt : notre très honoré seigneur et bisaïeul.

modification ny restriction, et, qu'en cas qu'elles jugeassent à propos de faire leurs remontrances sur le contenu, l'arrêté en seroit rédigé séparément de l'arrêt d'enregistrement. Ce quoy Sa Majesté voulant pourvoir ouÿ le rapport <sup>1</sup>, Sa Majesté, etc., de l'avis etc., a ordonné et ordonne que la déclaration du [24 février 1673] sera exécutée selon sa forme et teneur, et en conséquence a cassé et annullé ledit arrêt du Grand Conseil du 30 juin dernier, ensemble celui du 2 du présent mois, en ce qu'après avoir ordonné l'enregistrement des lettres patentes, il y a ajouté d'autres dispositions qui ne pouvoient faire que la matière d'un arrêté séparé dudit arrêt; fait Sa Majesté deffenses audit Grand Conseil de contrevenir dorénavant à ladite déclaration, enjoint à son procureur général d'y tenir exactement la main. Et afin de prévenir les contestations qui pourroient survenir sur l'exécution dudit arrêt du Conseil d'Etat, et lettres patentes dudit jour 28 juin dernier, ordonne Sa Majesté que la nomination des commissaires, dans les cas où il sera délibéré d'en nommer, sera faite par un arrêt dudit Grand Conseil, dans lequel les noms desdits commissaires seront laissés en blanc et remplis par le premier président seul et à son choix <sup>2</sup>, et pour l'exécution duquel arrêt seront toutes lettres nécessaires expédiées.

5 juillet 1722.

**Arrêt qui casse celui du Grand Conseil, avec défenses d'exiger des récipiendaires d'autres extraits baptistaires que ceux de leurs personnes**

Le Roy <sup>3</sup> étant informé que son Grand Conseil auroit ordonné par avis du 30 juin 1720, que les récipiendaires seroient tenus de rapporter les extraits baptistaires de leurs pères en présentant

1. Au lieu de cette phrase, la lettre sur arrêt porte : « Sur quoy nous aurions fait rendre cejourd'hui un arrêt en notre Conseil d'Etat. Nous y étant, dont l'extrait est cy attaché sous le contrescel de notre chancellerie, par lequel nous aurions expliqué nos intentions et ordonné que pour l'exécution d'icelui, toutes lettres nécessaires seraient expédiées. Pour ces causes, etc... »

2. Tout ce qui suit est remplacé dans la lettre sur arrêt par la formule habituelle : « *Si nous mandons* que ces présentes vous ayez à enregistrer, et le contenu en icelles garder et observer et exécuter selon leur forme et teneur, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements à ce contraire, car tel est notre plaisir. Donn<sup>é</sup> à etc.... »

3. Pour la formule du début de la lettre patente et l'intervention des personnes, voir la lettre précédente.

leurs lettres de provisions, ce qui est contraire à la disposition des ordonnances, qui n'exigent, pour l'obtention des provisions d'officiers royaux; que la représentation des extraits baptistaires des impétrans, et non ceux de leurs pères <sup>1</sup>, à quoy voulans pourvoir, ouÿ le rapport; Sa Majesté étant en son Conseil de l'avis de M. le duc d'Orléans régent, a cassé et annulé ledit arrêt du Grand Conseil du 30 janvier 1720, fait deffense audit Grand Conseil d'exiger des récipiendaires d'autres extraits baptistaires que ceux de leurs personnes, enjoint à son procureur général de tenir la main à l'exécution du présent arrêt <sup>2</sup>, sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 5 juillet 1722, etc.

En ce qui a été représenté au Roy étant en son Conseil par le Sr. de Grassy, qu'ayant plu à Sa Majesté luy accorder des lettres de dispense de service le 15 may dernier, à l'effet d'être reçu en une charge de président au Grand Conseil, il auroit, après avoir rempli toutes les cérémonies et formalités accoutumées pour les réceptions, présenté sa requête en ladite Cour, aux fins que lesdites lettres y fussent enregistrées; mais ledit Grand Conseil sans que le soit montré au procureur général eut été mis sur ladite requête, auroit rejeté lesdites lettres, par arrêt rendu, les semestres assemblées, le 6<sup>e</sup> du présent mois de juillet, portant qu'il seroit mis néant sur ladite requête, et quelle seroit mise au greffe. Comme cet arrêt ne renferme pas seulement une contravention aux ordonnances, par le néant ordonné sur lesdites lettres, sans le soit montré préalable au procureur général, et sans conclusion, et qu'il tendroit à rendre inutile lesdites lettres de dispense, mais qu'il contient encore un refus déclaré de la part du Grand Conseil de recevoir ledit sieur D.G., en ladite charge pour laquelle Sa Majesté l'a agréé, il supplioit Sa Majesté sur ce luy pourvoir, Ouÿ le rapport, Sa Majesté étant en son Conseil, de l'avis, etc., a cassé et annulé ledit arrêt du Grand Conseil, rendu les semestres assemblés le 6 du présent mois de juillet, luy fait deffense d'en rendre de sem-

1. Tout ce qui suit jusqu'à : « a cassé et annulé », est remplacé dans la lettre patente par : « sur quoi par arrêt cejourd'hui rendu en notre Conseil. Nous y étant, dont entrain est cy attaché sous le contrescel de notre chancellerie, nous aurions expliqué nos intentions, et ordonné que sur icelui toutes lettres nécessaires soient expédiées; *Pour ces causes* et autres à ce nous mouvant, de l'avis etc... nous avons etc...

2. La fin comme la lettre précédente.

blables à l'avenir et, en conséquence, a renvoyé et renvoye ledit sieur D.G., aux requêtes de l'hôtel au souverain, pour y être procédé à l'enregistrement desdites lettres de dispense, et à sa réception en ladite charge de président au Grand Conseil en la manière ordianire, Sa Majesté leur attribuant à cet effet, toutte Cour et juridiction, et icelle interdisant audit Grand Conseil.

Versailles, 13 juillet 1732.

\*  
\* \*

Le Roy étant informé que le Grand Conseil auroit différé jusqu'à présent d'enregistrer les lettres patentes expédiées sur deux arrêts du Conseil d'Etat du cinq de ce mois, par l'un desquels il auroit été fait déffense audit Grand Conseil d'exiger des récipiendaires, d'autres extraits baptistaires que ceux de leurs personnes, et par l'autre il luy auroit aussy été fait deffense d'ajouter à l'enregistrement des lettres patentes des dispositions qui ne peuvent faire que la matière d'un arrêté séparé de l'enregistrement, ordonnant au surplus que la nomination des commissaires, dans le cas ou il seroit délibéré d'en nommer, seroit faite par un arret dudit Grand Conseil, dans lequel les noms desdits commissaires seroient laissés en blanc et remplis par le premier président seul et à son choix, qu'au lieu de procéder à l'enregistrement des dittes lettres patentes qui auroient été portées et présentées au Grand Conseil, le 9 dudit mois par le procureur général de Sa Majesté avec les lettres de cachet ordinaires, la compagnie, les semestres assemblés, auroit pris deux délibérations au sujet du soit montré, les 10 et 22 du présent mois, qui ne tendent qu'à suspendre encore ledit enregistrement, quoique le soit montré ait été mis sur les dites lettres par le rapporteur et que le procureur général ait donné les conclusions ; à quoy voulant pourvoir, ouÿ le rapport, Sa Majesté étant en son Conseil, de l'avis etc., sans avoir égard aux délibérations prises par le Grand Conseil les semestres assemblés les 10 et 22 du présent mois de juillet, qui demeureront nulles et comme non avenues, a décidé et ordonné, conformément à l'article 5 du titre 1 de l'ordonnance de 1667, que lesdites lettres patentes, expédiées sur les arrests du Conseil d'Etat du 5 du présent mois, seront tenues pour enregistrées, et, en conséquence, seront exécutées, gardées et observées par ledit Grand Conseil,

selon leur forme et teneur, veut et entend à cet effet Sa Majesté que lesdites lettres patentes, ensemble les arrêts sur lesquels elles ont été expédiées, et le présent arrêt, soient insérés dans les registres du Grand Conseil par le greffier, auquel il est ordonné d'inscrire, à peine de désobéissance, enjoint au procureur général d'y tenir la main et d'informer Sa Majesté des contraventions s'il en arrive.

27 juillet 1722.

\*  
\* \*

Sur ce qui a été représenté au Roy, étant en son Conseil par le Sr. de Grassy, pourvu par Sa Majesté d'une charge de président au Grand Conseil, que, par arrest du Conseil d'Etat du 13 juillet dernier, Sa Majesté auroit ordonné qu'il seroit procédé aux requêtes de l'hôtel, au souverain, à l'enregistrement des lettres de dispense de février, accordées audit Sr. de Grassy et à sa réception en ladite charge; qu'en conséquence dudit arrêt les dites lettres de dispense ont été renregistrées aux requêtes de l'hôtel (par) le 6 du présent mois d'aoust; après l'information de ses vie et mœurs et les conclusions du procureur général, il auroit été ordonné que ledit Sr. de Grassy tireroit la loi et la rendroit le jeudy suivant; que s'étant à cet effet présenté le 13 dudit mois, il luy auroit été fait refus de le recevoir à rendre la loy, et de procéder en conséquence à sa réception, sous prétexte qu'il n'apparoissoit pas de son extrait baptistaire, quoiqu'il dut être présumé avoir été représenté en bonne forme lors de l'obtention de ses provisions, et que cette difficulté, supposé qu'elle fût bien fondée, eut dû luy être formée lorsque sa loy lui fut donnée au Grand Conseil, vu que, soit qu'il plût à Sa Majesté, sur ce luy pourvoir ouy le rapport, Le Roy etc., a ordonné et ordonne que, sans s'arrêter au défaut de nouvelles représentation de l'extrait baptistaire dudit Sr. de Grassy il sera reçu incessamment à rendre la loy aux requêtes de l'hôtel, et qu'il y sera en conséquence procédé à sa réception, conformément audit arrêt du 13 juillet dernier. Enjoint Sa Majesté à son procureur général auxdits requêtes de l'hôtel de tenir la main à l'exécution du dit arrêt et du présent.

16 aoust 1722.

\*  
\* \* \*

Sur ce qui a esté représenté au Roy, étant en son Conseil par le Sr. de Grassy, président au Grand Conseil, qu'en conséquence de l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 juillet dernier, il auroit été reçu en ladite charge aux requêtes de l'hôtel et ensuite installé au Grand Conseil par le Sr. De Gourgues d'Aunay, maitre des Requêtes, commissaire à ce député, ainsy qu'il paroît par son procès verbal du 1<sup>er</sup> septembre suivant, mais que le procès verbal de sa réception et installation n'ayant pas encore été enregistré dans les registres du Grand Conseil, il est continuellement troublé dans l'exercice de ses fonctions et dans la jouissance des droits et émoluments attribuez à ladite charge, sur quoy il auroit supplié Sa Majesté de luy pourvoir, Ouy le rapport Sa Majesté etc., a ordonné et ordonne que le procès verbal de la réception dudit Sr. de Grassy aux requêtes de l'hôtel et de son installation audit Grand Conseil par le Sr. de Gourgues d'Aulnay, maitre des Requêtes, sera incessamment enregistré au greffe dudit Grand Conseil à ce faire le greffier contraint, et tenu d'en certifier le premier président du Grand Conseil, ordonne en outre Sa Majesté qu'à commencer du jour de ladite installation, ledit Sr. de Grassy jouira de tous les droits et émoluments appartenant à son dit office de président, ainsy que les autres pourvus de semblables offices, dont la délivrance luy sera faite par le receveur des épices dudit Grand Conseil, ou autres qui en auront le fonds, auquel effet ils seront tenus de luy représenter leurs registres, pour être par luy envoyés, à quoy faire ils seront contraints, étant dépositaires de deniers publics et ce faisant bien et valablement décharges.

12 décembre 1722.

*Vu : le Doyen,*  
E. ALLIX.

*Vu : le Président de la Thèse,*  
OLIVIER-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
S. CHARLÉTY.

---



# Table des Matières

---

|                                                                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>INTRODUCTION</b> .....                                                                                                 | 1  |
| <b>CHAPITRE PREMIER. — Les lettres patentes au XVIII<sup>e</sup> siècle</b> ..                                            | 9  |
| <i>Section I.</i> — Classement des lettres patentes d'après leur forme .....                                              | 9  |
| <i>Section II.</i> — Classement des lettres patentes d'après leur objet .....                                             | 15 |
| <i>Section III.</i> — Classement des lettres patentes d'après leur expédition .....                                       | 21 |
| <i>Section IV.</i> — Classement des lettres patentes suivant l'autorité qui les commande .....                            | 24 |
| <b>CHAPITRE II. — Rédaction et expédition des lettres royaux de grande chancellerie au XVIII<sup>e</sup> siècle</b> ..... | 33 |
| <i>Section I.</i> — Rédaction des lettres royaux de grande chancellerie .....                                             | 34 |
| <i>Section II.</i> — Expédition des lettres royaux de grande chancellerie .....                                           | 40 |
| § 1. Classement des lettres destinées à être scellées ...                                                                 | 42 |
| § 2. L'audience du sceau .....                                                                                            | 46 |
| § 3. De la taxe, du contrôle et de l'enregistrement ...                                                                   | 51 |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....                                                                                                | 61 |

## FORMULAIRE DE CHANCELLERIE

|                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>I. Lettres de légitimation, noblesse, grâces, pardon, etc...</b>                               | 85 |
| 1. Naturalité .....                                                                               | 85 |
| 2. Naturalité avec congé de tenir bénéfices .....                                                 | 87 |
| 3. Naturalité à un régulier avec congé de participer aux honneurs et bénéfices de son ordre ..... | 89 |
| 4. Déclaration de naturalité .....                                                                | 90 |
| 5. Autre .....                                                                                    | 91 |
| 6. Permission à une Anglaise de disposer de ses meubles en France ..                              | 91 |
| 7. Légitimation .....                                                                             | 93 |
| 8. Noblesse .....                                                                                 | 95 |
| 9. Relief de dérogeance de noblesse .....                                                         | 97 |

|                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------|-----|
| 10. Permission de changer de nom .....                          | 99  |
| 11. Permission d'ajouter un nom au sien .....                   | 101 |
| 12. Pardon .....                                                | 102 |
| 13. Rémission et pardon .....                                   | 103 |
| 14. Abolition .....                                             | 105 |
| 15. Décharge de galères à temps .....                           | 106 |
| 16. Décharge du carcan .....                                    | 107 |
| 17. Décharge d'amende honorable et bannissement .....           | 109 |
| 18. Rappel de galères .....                                     | 110 |
| 19. Rappel de ban .....                                         | 111 |
| 20. Commutation de flétrissure et galères en bannissement ..... | 113 |
| 21. Commutation en neuf ans de prison .....                     | 114 |
| 22. Rémission .....                                             | 115 |
| 23. Renouvellement de délai sur rémission .....                 | 117 |
| 24. Réhabilitation sur contrat d'atermoïement .....             | 118 |

## II. Lettres concernant l'étude du droit.

|                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 25. Dispense d'âge pour être admis au concours pour une place<br>d'agrégé ..... | 120 |
| 26. Validation d'inscription .....                                              | 121 |
| 27. Dispense d'interstices .....                                                | 122 |
| 28. Dispense d'études et d'interstices et validation d'inscription ...          | 123 |
| 29. Dispense d'âge, validation d'inscription et de degré .....                  | 125 |
| 30. Validation de degrés pour être reçu avocat .....                            | 126 |
| 31. Dispense de toutes études et interstices .....                              | 127 |

## III. Dispenses pour charges.

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 32. Dispense d'âge pour être conseiller au Parlement et commissaire<br>aux requêtes du palais .....                       | 129 |
| 33. Dispense d'âge pour être reçu maître des requêtes .....                                                               | 130 |
| 34. Dispense de parenté .....                                                                                             | 131 |
| 35. Dispense d'alliance .....                                                                                             | 132 |
| 36. Dispense d'âge et de parenté .....                                                                                    | 133 |
| 37. Dispense d'âge, de parenté et d'alliance .....                                                                        | 134 |
| 38. Dispense pour être reçu président de la chambre des comptes<br>quoique gendre d'un comptable .....                    | 135 |
| 39. Dispense d'âge et de services pour être reçu maître des requêtes                                                      | 137 |
| 40. Dispense d'âge, de parenté, d'alliance et de service .....                                                            | 138 |
| 41. Dispense pour être conseiller clerc au parlement sans être dans<br>les ordres sacrés .....                            | 139 |
| 42. Dispense de temps pour opiner .....                                                                                   | 140 |
| 43. Mainlevée de restriction pour présider .....                                                                          | 141 |
| 44. Dispense pour être reçu maître des requêtes avec validation de<br>serment d'avocat et de l'office de conseiller ..... | 142 |
| 45. Dispense de grades pour être procureur du roi en un baillage ...                                                      | 144 |

**IV. Provisions, lettres d'honoraire, commissions, compatibilité, Unions d'offices, etc...**

|                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 46. Lettres de maître des requêtes honoraire avec dispense de service .....                   | 145 |
| 47. Lettres de secrétaire du roi honoraire .....                                              | 147 |
| 49. Lettres de trésorier de France honoraire .....                                            | 149 |
| 49. Lettres de bailli juge ordinaire honoraire .....                                          | 150 |
| 50. Lettres à un secrétaire d'état pour signer quoiqu'il ne soit plus secrétaire du roi ..... | 151 |
| 51. Lettres de compatibilité .....                                                            | 152 |
| 52. Autres lettres de compatibilité .....                                                     | 153 |
| 53. Provisions d'offices sur la nomination d'un engagiste.....                                | 154 |
| 54. Commission .....                                                                          | 155 |
| 55. Commission de maire .....                                                                 | 157 |
| 56. Commissaire de procureur du roi de ville .....                                            | 158 |
| 57. Lettres d'union d'office de procureur du roi de police à un corps de ville .....          | 159 |

**V. Surannations, reliefs d'adresse et autres lettres concernant la justice.**

|                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------|-----|
| 58. Relief de surannation .....                                      | 162 |
| 59. Relief de surannation et d'adresse .....                         | 163 |
| 60. Lettres de renvoi à la Tournelle de différentes procédures ..... | 164 |
| 61. Lettres de continuatur .....                                     | 166 |
| 62. Lettres de pension attachées à un office .....                   | 167 |

**VI. Lettres d'établissements, confirmations de privilèges, statuts, droits réels, homologation de contrats etc .....**

|                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 63. Confirmation de privilèges d'un bourg .....                                                              | 169 |
| 64. Confirmation de privilèges d'une compagnie .....                                                         | 170 |
| 65. Etablissement d'une communauté en corps de jurande, et confirmation de statuts .....                     | 172 |
| 66. Lettres d'établissement d'un régent dans un collège .....                                                | 174 |
| 67. Confirmation des statuts d'une communauté .....                                                          | 178 |
| 68. Lettres pour l'établissement d'une verrerie .....                                                        | 179 |
| 69. Prorogation du privilège d'une manufacture .....                                                         | 181 |
| 70. Etablissement de foires .....                                                                            | 184 |
| 71. Etablissement de foires et marchés.....                                                                  | 185 |
| 72. Permission de faire rétablir des poteaux, fourches et autres signes de justice .....                     | 188 |
| 73. Réunion de terres avec permission de faire élever signes de justice et d'établir foires et marchés ..... | 189 |
| 74. Désunion de terres .....                                                                                 | 192 |
| 75. Translation et réunion de la justice d'une terre à une autre terre .....                                 | 194 |
| 76. Confirmation d'une aliénation de justice .....                                                           | 197 |
| 77. Confirmation de contrat d'échange .....                                                                  | 199 |

|                                                                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 78. Autre .....                                                                                                     | 200 |
| 79. Confirmation de transaction en ferme d'échange, réunion de justice et confirmation de bail emphythéotique ..... | 203 |
| 80. Confirmation d'une adjudication de terrain en apanage .....                                                     | 206 |
| 81. Confirmation d'une concession de terrain faite par un apanagiste .....                                          | 208 |
| 82. Homologation de vente faite par des religieux .....                                                             | 210 |
| 83. Confirmation de décret d'union de manse conventuelle .....                                                      | 212 |
| <b>APPENDICE</b> .....                                                                                              | 215 |







